TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 381 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 2 SEPTEMBRE 1981

Le SMIC est augmenté de 3,7 %

LIRE PAGE 34



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie 230 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 l. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La France et les inquiétudes d'Israël

La réaction du gouvernement israélien devant la rencontre à Beyrouth de M. Claude Cheysson avec M. Yasser Arafat est, à plus d'un égard, surprenante. Le ministre des relations extérieures n'a pas innové : l'un de ses prédécesseurs, M. Sauvagnargues, avait reçu le président de l'O.L.P. à l'ambassade de France à Beyrouth il y a près de sept ans. Au nom de la Communauté européenne, MM. Gaston Thorn et Van der Klaauw avaient rendu visite au chef des fedayin au siège même de son organisation, ce à quoi s'est refusé le ministre français. Le chef de la diplomatie britannique, lord Carrington, loin de désavouer M. Cheysson, vient de laisser entendre qu'il envisageait, lui aussi, de rencontrer M. Arafat. La démarche est d'autant plus normale que tous les pays de la Communauté, avec la quasi-totalité de membres des Nations unies, reconnaissent la représentativité de l'O. L. P.

Par ailleurs, l'entretien Cheysson-Arafat a été de pure forme. Aucune négociation n'a été engagée, et le ministre français n'a pas eu à s'expliquer sur le refus de Paris de considérer l'O. L. P. comme étant « l'unique représentant légitime » du peuple palestinien. Mieux, le chef des fedayin a reconnu implicitement à la France un rôle de conciliation en faisant allusion d'une manière positive aux rapports d'amitié qu'entretient le parti socialiste français avec les travaillistes israéliens dirigés par M. Shimon Pérès.

Le ministre français des relations extérieures ne s'est pas non plus écarté de la ligne tracée par le gouvernement de Paris en réaffirmant le « principe universel » adopté par l'ensemble des pays de la Communauté, celui du droit des Palestiniens — comme celui de tous les autres peuples de la planète — à s'autodéterminer. Ce droit, qu'un gouvernement socialiste ne peut récuser ni moralement ni politiquement, a-t-il répété à tous ses interlocuteurs arabes, ne saurait s'exercer aux dépens de l'existence et de la sécurité d'Israël.

Certains journaux israéliens ont reproché à M. Cheysson d'avoir comparé l'occupation de terres arabes par Israël à celle de la France au cours de la deuxième guerre mondiale. Pourtant, les déclarations du ministre étaient suffisamment claires pour que l'on ne puisse pas l'accuser d'avoir assimilé le messianisme de M. Begin à l'expansionnisme hitlérien. Son propos était d'ordre humain : en sa qualité d'ancien résistant qui avait rejoint à Londres le général de Gaulle, a-t-il répété, il comprenait la douleur, les frustrations de tous ceux qui, à travers le monde, ont dû fuir leur patrie occupée.

N'est-il pas encore profondément injuste de qualifier de « cynique » la décision de M. Cheysson de rencontrer M. Arafat au lendemain de l'attaque meurtrière contre la synagogue de Vienne ? L'O.L.P. a fermement condamné l'attentat perpétré par un groupuscule dissident et dont le principal objectif était manifestement d'empoisonner les relations entre le président Arafat et le chancelier Kreisky, dénoncés l'un et l'autre comme complices d'une éventuelle « capitulation » devant « l'entité sioniste ».

Enfin, on a tenté d'opposer l'attitude de M. Cheysson à celle du président Mitterrand, auprès de qui l'ambassadeur d'Israël fait valoir ce mardi les « préoccupations » de son gouvernement. On ferait sans doute injure à M. Begin en lui prêtant l'intention de miser sur d'éventuelles divergences entre le Quai d'Orsay et l'Elysée, s'ingérant ainsi dans les affaires intérieures françaises. L'attitude relativement modérée, par rapport à la presse de Tel-Aviv, des autorités officielles à Jérusalem laisse supposer, au contraire, qu'Israël ne fera rien qui risquerait d'entamer le capital de sympathie qu'il conserve encore auprès du gouvernement socialiste de la France.

(Lire nos informations page 5.)

Le sort des pays pauvres

« Aider le tiers-monde c'est s'aider soi-même à sortir de la crise » déclare M. Mitterrand à la conférence des Nations unies à Paris

Ouvrant, mardi 1er septembre, au Palais de l'UNESCO, à Paris, la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (P.M.A.), M. Mitterrand a déclaré que la solidarité pour le développement avec l'ensemble du tiers-monde lui apparaissait comme *tout à la fois* « la clé de notre avenir commun et une nécessité pour nous ». « Aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise », a-t-il affirmé.

Le président de la République a souligné l'attachement de Paris au dialogue Nord-Sud et souhaité que « l'esprit de responsabilité partagée remplace la méfiance et l'indifférence ». La France a, en particulier, décidé de rattraper son retard en matière d'aide au développement et d'atteindre, en 1988, l'objectif de 0,7 % du P.N.B. *fixé* par les Nations unies. Elle réclame aussi des mesures pour améliorer les recettes d'exportation des pays les plus pauvres.

Les quatre chefs d'Etat participant à cette réunion — le roi Birendra du Népal, le général Juvénal Habyarimana, président du Rwanda, les présidents Pereira (îles du Cap-Vert) et Arap Moi (Kenya), sont, ce mardi, les hôtes à déjeuner à de M. Mitterrand à l'Elysée.

Après avoir relevé l'« événement majeur » qu'est la tenue à Paris, pour la première fois depuis trente ans, d'une conférence des Nations unies, M. Mitterrand a dit :

« Après l'époque des dominations coloniales, après l'espoir des années 60, après le choc de la crise économique mondiale, nous voici au seuil d'un nouveau millénaire. Six milliards d'hommes habiteront la Terre en l'an 2000 : laisserons-nous quatre milliards d'entre eux menacés sans cesse par la pauvreté ? Laisserons-nous un milliard d'êtres humains traqués par la famine, par le désespoir ? Tel est le problème fondamental auquel nous sommes confrontés. »

Le président de la République a poursuivi :

« Le déroulement de cette conférence ici même, à Paris, nous y voyons plus qu'un honneur : un symbole qui nous engage.

(Lire la suite page 2.)

Coup d'État à Bangui

Le chef d'état-major contraint le président Dacko à la démission

M. David Dacko a été contraint, ce mardi matin 1er septembre, de remettre le pouvoir à l'armée centrafricaine, a annoncé Radio-Bangui, en précisant que le chef d'état-major général, le général de corps d'armée André Kolingba, était désormais à la tête de l'Etat. La Constitution et les partis ont été suspendus. Des patrouilles militaires circulent dans la capitale, où le calme semble régner. La radio n'a pas annoncé de couvre-feu. Dans son allocution radiodiffusée, le général Kolingba a précisé qu'il avait « exigé et obtenu » la démission de l'ancien président. Il a pris cette décision « en raison de l'état de santé du président Dacko et compte tenu de la tension politique qui règne dans le pays depuis six *mois* ». Les militaires français, au nombre d'un millier, sont consignés dans leurs cantonnements.

M. Charles Hernu, ministre français de la défense, a déclaré mardi à Cherbourg qu'il s'agissait d'une « affaire purement centrafricaine », que « les troupes françaises sont consignées » et qu'« elles n'auraient à intervenir que pour protéger les citoyens français » qui, selon lui, « ne sont pour l'instant absolument pas en danger ».

L'aéroport de Bangui est resté ouvert au trafic, mais les communications téléphoniques ont été temporairement interrompues.

M. Dacko, premier président de la République Centrafricaine, avait été chassé du pouvoir par Bokassa. Il était revenu à la tête de l'Etat le 20 septembre 1979, à l'occasion du renversement de l'empire par les militaires français lors de l'opération « *barracuda* ». Il avait été élu à la présidence, le 19 mars 1981, son principal adversaire le plus sérieux, M. Ange Patassé, ayant obtenu plus d'un tiers des suffrages exprimés. Les élections législatives qui devaient se tenir dans les trois mois qui suivaient, avaient été reportées.

La situation politique à Bangui, aux prises avec une grave crise économique, n'a pas cessé de se détériorer. Plusieurs mouvements, d'inégale importance, s'opposaient au gouvernement de M. Dacko.

L'armée avait semblé, jusqu'à ce jour, se tenir à l'écart de la scène politique. Ses rangs comptent près de cinq mille hommes.

A la suite de l'attentat qui, le 14 juillet, dans un cinéma de Bangui, avait fait trois morts, dont un coopérant français, et trente-deux blessés, le président Dacko avait fait appel à l'armée et décrété l'état de siège. Il avait alors demandé à son chef d'état-major général, le général André Kolingba, de « *prêter le concours de troupes nécessaires pour disperser tout attroupement formé sur toute l'étendue du territoire* ». Revenant sur cette mesure, le 16 août, le chef de l'Etat centrafricain avait toutefois demandé aux forces armées de « *demeurer en état d'alerte et de poursuivre leur mission de surveillance et de sécurité* ». Entre-temps, la présidence avait levé, le 10 août, l'interdiction frappant deux mouvements de l'opposition, le Front patriotique oubanguien - Parti du travail (F.P.O.-P.T.) de M. Goumba et le Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.) de M. Patasse.

Les gestes conciliants, souhaités par Paris, avaient été suivis par la proclamation, le 25 août, d'une amnistie partielle. Le gouvernement centrafricain n'en avait pas moins publié, deux jours plus tard, un Livre blanc accusant l'opposition de se prêter à une tentative de « déstabilisation » du régime et mettant en cause des « *agents de la Libye et de l'Union soviétique* ».

Plus de mille militaires français

Le contingent militaire français présent en Centrafrique est fort d'environ 1 100 hommes, répartis entre la capitale, Bangui (400 hommes), et la base de Bouar au nord-ouest du pays. A Bangui se trouvent un état-major et des unités d'infanterie. A Bouar sont regroupés des unités d'infanterie, une compagnie d'appui et un escadron d'automitrailleuses légères.

(Lire nos informations page 4.)

POINT

Chère rentrée...

Face à l'augmentation des frais occasionnés par la rentrée des classes, les familles à revenu modeste vont-elles bénéficier cette année d'une majoration substantielle de l'allocation de rentrée scolaire, comme le souhaite Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille ?

Depuis son instauration en 1974, cette allocation d'environ 220 F par enfant de six à seize ans a été annuellement augmentée d'une prime exceptionnelle : de 150 F en octobre 1980, de 200 F en octobre 1979. Sans cette prime, l'allocation serait cette fois-ci de 249,20 F.

Que va-t-on faire ? Le gouvernement hésite. Il envisage, dans un proche avenir, une refonte et une simplification du système des prestations familiales. Augmenter fortement l'allocation de rentrée scolaire pourrait gêner d'autres améliorations. Mais ne faut-il pas parer au plus pressé ? Pour les familles concernées, il y a urgence...

Cent ans après son instauration, la gratuité scolaire n'est toujours pas complète ; la réalité dément les formules inscrites aux frontons des écoles. Pour les familles à revenu modeste, la rentrée des classes est une période difficile. Fournitures, [illegible] dans l'enseignement technique ; manuels, toujours à la charge des parents dans les lycées ; listes de matériel astronomiques, tatillonnes quand ce n'est pas fantaisistes, établies par certains professeurs... Autant de dépenses qui, aux inégalités socio-culturelles, ajoutent celles de l'argent. De plus, la situation s'est singulièrement dégradée : les bourses qui prétendaient corriger, en fonction des revenus familiaux, ces disparités, n'augmentent pas. Pour la troisième année consécutive, le montant de la part de bourse nationale du second degré ne change pas en valeur absolue, donc régresse en francs constants.

L'inflation et le mercantilisme aggravent le tout : des associations dénoncent des hausses qui atteindraient 100 %, ainsi des paquets de copie ! Que peut-on attendre de la lutte légitime et proclamée contre l'inégalité des chances, quand on bute sur celles des ressources ?

(Lire page 34.)

Les cent jours de l'ex-majorité

Un groupe de réflexion sur l'adaptation des structures de l'U.D.F. aux nouvelles conditions politiques, dont la dernière réunion avait eu lieu en juillet, se retrouve mardi 1er septembre à huis clos. Composée de MM. Michel Pinton, délégué général de l'U.D.F., Didier Bariani, président du parti radical, Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, et Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., cette commission est chargée d'établir des propositions qui seront soumises, d'ici le mois d'octobre, au conseil national du mouvement.

Après le C.D.S., dont les plus jeunes des militants ont tenu leur université d'été du 24 au 28 août, ce sera au tour du P.R. de s'exprimer. Son bureau exécutif se réunit jeudi et son université d'été est prévue du 7 au 12 septembre à La Canourgue (Lozère), dont le maire est M. Jacques Blanc. De son côté, le mouvement des Jeunes Giscardiens tiendra un « campus » de réflexion les 4, 5 et 6 septembre au Lioran (Cantal).

Pour sa part, M. Jean-François Deniau, qui avait détenu six portefeuilles ministériels entre le 12 avril 1973 et le 4 mars 1981, date à laquelle il était devenu le principal responsable de la campagne de M. Giscard d'Estaing, s'interroge sur les raisons profondes de la grande mutation politique qui s'est produite à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril-mai et des élections législatives de juin.

POINT DE VUE

I. — Ce qui s'est passé

par JEAN-FRANÇOIS DENIAU

Il y a plus d'un an, le directeur d'un grand quotidien du soir expliquait volontiers que François Mitterrand, pour la première fois en 1981, pouvait gagner : si on additionnait trois éléments dont aucun n'était suffisant, mais dont la somme pouvait faire ce 1 % à 2 % d'électeurs changeant de camp qui sont la différence entre l'échec et la victoire. D'abord, une campagne de dégradation de l'image personnelle du président ; ensuite la persistance de la crise et du chômage dont le président et son gouvernement seraient tenus responsables ; enfin le non-report d'une partie des voix du R.P.R.

Je ne crois pas trop au premier élément (même si ledit grand quotidien du soir s'y est systématiquement employé) : critiques ou ragots de cet ordre servent plutôt de justification, ou d'alibi, à des motivations plus profondes comme celles correspondant aux deux autres éléments. Mais il faut reconnaître que la prévision dans son ensemble était bonne, alors qu'à l'époque elle rencontrait un scepticisme généralisé, y compris chez les amis de M. Mitterrand.

Le 10 mai, François Mitterrand l'emporte donc sur Valéry Giscard d'Estaing par 51,75 % des suffrages exprimés. Quelques semaines plus tard, le 21 juin, le parti socialiste obtient un succès considérable avec environ 56 % des suffrages exprimés. Quelques jours après, une majorité encore accrue des électeurs se déclarent plutôt satisfaits de ces événements qui ont donné pratiquement tous les pouvoirs à un seul parti politique.

Il y a en fait deux phénomènes différents : d'une part, la victoire de Mitterrand sur Giscard d'Estaing, incontestable mais relativement limitée ; d'autre part une amplification de la victoire après la victoire. Méfions-nous des effets déformants de rétroviseur et n'expliquons pas les résultats de mai par ceux de juin. Nous savons maintenant quelle a été l'évolution ; mais les 51,75 % de Français qui ont voté Mitterrand en mai ne savaient pas à ce moment-là qu'ils seraient près de 60 % en juillet. Il est même vraisemblable qu'un certain nombre d'entre eux qui ont voté contre Giscard ne croyaient pas que Mitterrand serait élu président. Et si, aujourd'hui, je fais la somme des raisons de l'échec de Giscard d'Estaing telle qu'on peut les lire dans la presse ou les entendre dans les conversations, ce qui devient tout à fait invraisemblable c'est qu'il ait eu, ne l'oublions pas, plus de 48 % des voix et que près de quinze millions de Français lui aient fait confiance en mai dernier !

« *Il n'aurait pas dû se représenter : sept ans, c'était déjà long, quatorze ans, c'est trop. Il devait se représenter mais, un an avant le scrutin, il aurait dû changer de premier ministre et de gouvernement. Il a eu le grand tort de mettre à l'écart les hommes politiques chevronnés et les appareils de parti, il a ainsi démobilisé ses militants et perdu tout relais sur le terrain. Il a eu le grand tort de faire appel à des politiciens usés qui n'étaient plus crédibles. Il n'aurait pas dû donner la majorité à dix-huit ans. Non, l'erreur politique complète, c'était la taxe professionnelle et celle sur les plus-values qui l'ont coupé de son propre électorat. Il a fait trop de politique sociale ; il n'a pas fait assez de politique sociale. Il fallait dire beaucoup plus courageusement la vérité aux Français, ils auraient compris ce qu'on leur demandait et auraient été capables de faire l'effort nécessaire ; il ne fallait pas dire la vérité aux Français, il fallait faire une politique d'austérité mais bien se garder de l'annoncer : c'est la perspective de l'austérité qui n'était pas supportable. Il a été trop à droite et il nous a déçus. Il n'a pas été assez à droite et il nous a trahis* », etc.

Dans tous ces propos parfaitement contradictoires, il manque toujours un mot : la crise.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Une bonne affaire

Que faire des quatorze Concorde si leur exploitation commerciale vient à cesser ?

Expédier leurs carcasses en port dû à tous les pays qui n'en ont jamais voulu ? Les entasser au milieu de la place du même nom ? Les refondre pour en faire un bateau de prestige qu'on baptiserait France ?

Mais, finalement, à quoi bon nous tracasser ? Il doit bien y avoir un peu partout des enfants d'émirs qui n'ont pas encore choisi leur cadeau de Noël !

CLAUDE-H. BUFFARD.

EXPOSITIONS A ANCONE

Le singulier Lotto et les naïfs des Marches

Le style des expositions ne cesse d'évoluer en Italie. Il change avec nos préoccupations. Le rassemblement de l'œuvre entier d'un artiste, cette tradition aux souvenirs magnifiques, ne suffisant plus, on est passé à l'exposition fragmentée en plusieurs locaux, articulée sur le milieu social, la « culture » : excellente occasion pour soulever les couvercles de la convention et retrouver le méconnu, l'irrégulier. Bien. Les avantages et les inconvénients de cette formule panoramique et polycentrique sont maintenant évidents, et il faut bien que les choses se compliquent encore un peu.

L'exposition de Lotto dans les Marches, ouverte depuis un mois à Ancône, le démontre on ne peut mieux. C'est un segment de monographie infusé, si l'on peut dire, dans le recensement d'une région.

La réunion présente un matériel peu connu ; elle est à plusieurs entrées : elle passionnera les amateurs de beaux problèmes localisés et elle est indispensable à qui veut mieux connaître ce peintre singulier entre tous du seizième siècle italien : Lorenzo Lotto. Sur quelques moments sublimes et maints détours déconcertants, elle oblige à la réflexion.

Un coup d'œil sur la carte : les Marches, c'est la descente des Apennins sur l'Adriatique, accidentée, torrentueuse et agricole, ponctuée d'adorables villages de crête, avec, au centre, Urbin juché sur ses ravins, et Lorette, au sud, sur son plateau. On est le dos à la Toscane. Ancône est le seul gros rocher de toute la côte entre les bouchons du Pô et le promontoire « mystique » du Gargano : on y a plus facilement accès par les sables de Rimini ou quelque courrier de Venise que par l'intérieur.

Cela explique sans doute la présence au quinzième siècle de Carlo Crivelli et au seizième siècle de Lorenzo Lotto, deux peintres qui, pour des raisons diverses, n'ont pas réussi à Venise même, et ont donc dû « faire la province ».

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 13.)

هكذا من الأصل

Le Monde

idées

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

Des riches, des moins riches et des pauvres

Ce mardi s'ouvre à Paris une conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. Pour Alfatih I. Hamad, le vrai défi auquel elle doit répondre est celui des moyens de favoriser un développement endogène des peuples concernés. Yona Friedman préconise de donner la priorité à la diffusion des connaissances nécessaires à la survie et Pierre Breuverie étend le débat à l'ensemble de la politique française aux Nations unies

par ALFATIH I. HAMAD (*)

LA Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (*sublime* euphémisme !) a été attendue par la communauté internationale en feignant de croire, encore une fois, aux miracles là où, de toute évidence, seuls ceux qui sont tolérés par les nantis sont autorisés à se produire.

Certes, le chœur de diplomates chevronnés reconnaîtra d'emblée, selon le rituel théâtral de la catharsis (version (Goethe et non Aristote), que des injustices profondes existent. Mieux encore : l'unanimité sera acquise, sans difficulté, sur la nécessité d'agir ou de réagir avant que les *déséquilibres actuels engendrent* des mutations aux conséquences imprévisibles, comme si ce n'était déjà pas le cas ou comme si les échecs successifs (décennies *de développement, U.N.C.T.D.,* U.N.C.S.T.D., et j'en passe) n'avaient pas déjà confirmé la frustration dangereusement grandissante du tiers-monde.

Le mot solidarité ne manquera pas de retentir à maintes reprises sur les murs austères de l'UNESCO, organisation hôte... elle-même trop souvent décriée par certains, ces derniers temps, pour avoir essayé de jouer aussi pleinement que possible son rôle de conscience éthique de la communauté internationale face aux *inégalités croissantes. Enfin,* pour conclure cette léthargie animée, la conférence accouchera sans doute, telle la fameuse montagne, d'une souris en forme de *résolutions si admirablement* rédigées qu'elles plairont à tout ce beau monde sans pour autant convaincre véritablement personne. Cela s'appelle, paraît-il, *le consensus !*

Spéculation futile et pessimiste, dira-t-on. Je suis le premier à l'espérer, même si nous vivons toujours dans un monde de *« dumping » où, pour mieux maîtriser* les cours du marché mondial, on ose, certes avec plus de discrétion que par le passé, déverser à la mer des tonnes de *blé (le trop-plein de la production)* sans aucun scrupule et sous les yeux hébétés d'un enfant mourant quelque part en Afrique. Oui, je suis le premier à l'espérer, malgré les 500 milliards de dollars affectés chaque année à gonfler l'arsenal de la destruction jusqu'au jour où l'Apocalypse jugera le prix suffisant pour daigner apporter le coup de grâce à une planète depuis longtemps moribonde.

Comble d'absurdité : même parmi les pays dits en voie de développement, on en trouve qui, *comme la Libye, dépensent* des milliards de dollars pour mieux déstabiliser des voisins dont certains sont parmi les pays les moins avancés (P.M.A.), freinant *ainsi sensiblement leur effort* de développement. Oui, malgré tout cela, et tout le reste, je suis le premier à espérer être trop pessimiste... mais je refuse aussi d'être assez dupe pour croire qu'une conférence quelconque peut, dans la conjoncture ac*tuelle, effacer, comme* par un coup de baguette magique, l'obstacle principal qui a pour nom l'égoïsme... Celui des pays industrialisés comme celui des *pays en voie de développement.* Et pour tout dire : celui de l'homme.

Déjà, les P.M.A. *font* des jaloux parmi ceux-là mêmes que l'on *appelle communément* les pays en voie de développement. Déjà, les pays industrialisés, ou du moins certains d'entre eux, sautent sur l'occasion inespérée qui *leur est ainsi offerte d'émettre* des doutes et d'exprimer des réserves quant à l'utilité de toute action visant spécifiquement l'amélioration du sort des P.M.A. Si l'on examine *la question dans* un esprit tout à fait objectif, on découvrira pourtant à quel point ces données *sont* simples : trente et un pays, dont l'Afrique a le redoutable *honneur* de loger à elle seule les deux tiers, sont arrivés ou sont sur le point d'arriver à *l'ultime conclusion* d'un long processus qui, depuis deux décennies, n'en finit pas de les entraîner implacablement vers un destin tragique.

Les nations qui peuplent ces pays, si elles ont certes quelques griefs à formuler à l'encontre de leurs *gouvernants* et de leur approche de la problématique du développement, n'en demeurent pas moins sous l'impression d'être devenues, pour une multitude de facteurs économiques mondiaux qui les dépassent (détérioration des termes de l'échange, fluctuations monétaires, crise énergétique, inflation et récessions mondiales conjuguées, *etc.*), un *véritable rocher de* Sisyphe collectif de l'ère moderne.

Ces nations, victimes d'une paupérisation systématique, ont trop d'amour-propre pour demander *la charité à quiconque.* Je crois qu'elles ont déjà fait leurs preuves en souffrant si longtemps dans la dignité la plus absolue. Ce qu'elles exigent n'est rien d'autre qu'un *effort minimum de solidarité* afin de pouvoir disposer des outils nécessaires à la maîtrise de leur propre destin économique, social et culturel.

Toute action dans ce sens devra donc *obligatoirement* viser la promotion d'un développement endogène capable non seulement de mettre en relief les vastes ressources naturelles dont regorgent bon nombre de ces pays (et le Soudan, pays que je connais le mieux, en est un exemple frappant), mais encore d'assurer sa propre continuation harmonieuse. Un transfert des ressources, en grandes quantités et de tous genres : financières, scientifiques et technologiques, etc., est donc impératif, *mais il doit être effectué* de telle façon qu'il n'aboutisse pas, comme ce fut le cas dans le *passé, à une exportation pure* et simple de modèles de développement « prêt-à-porter », générateurs d'euphorie plutôt que d'effets durables.

C'est là, exprimé en termes simples, voire simplistes, le défi que doit relever la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés.

(*) Délégué permanent du Soudan auprès de l'UNESCO.

Pour une politique de la France à l'ONU

par PIERRE BREUVERIE (*)

LES Nations unies sont un des terrains privilégiés où la France peut appliquer une *politique plus proche du tiers-monde*, construite autour de quelques options fondamentales.

● *Le développement constitue, à terme, la fondation indispensable de la paix et de la sécurité internationale. L'écart croissant* entre les riches et les pauvres de plus en plus nombreux est un scandale et une menace mortelle pour tous. Les mesures politiques *donnant la priorité à la solidarité* internationale pour le développement, à la réforme et au renforcement des institutions régulatrices des relations économiques *sont les seuls moyens* disponibles pour réduire ce scandale et diminuer cette menace, même si leurs effets ne peuvent être que progressifs et apparaître *modestes.*

De telles mesures « n'achèteront » pas la stabilité du tiers-monde. Elles constituent, néanmoins, le meilleur pari que puissent *engager les pays riches* pour le long terme et sans doute la meilleure réponse à la poussée du bloc soviétique dans le tiers-monde. La France devrait inciter ses partenaires européens à aller au-delà des initiatives qu'ils ont déjà prises, à résister à la vague actuelle de conservatisme et de repli sur soi, et à faire de la réussite du dialogue Nord-Sud, qui n'a jamais vraiment abordé le domaine des actes concrets, un *thème central de sa politique* étrangère. De plus, ce dialogue leur permettrait de trouver des éléments de réponse importants à leurs problèmes économiques *immédiats.*

● *Un meilleur fonctionnement de l'économie internationale passe par de véritables négociations avec les pays du Sud.* — *Les difficultés affectent* le Sud plus encore que le Nord et ne trouveront pas de solution à travers le seul recours à l'austérité par le Nord. Elles trouvent leurs racines dans le mauvais fonctionnement des relations économiques. Les pays du Sud contrôlent une grande partie des *ressources énergétiques et minières,* et leur potentiel de demande constitue, sans doute, le principal moteur de croissance disponible d'ici la fin du siècle. *Enfin, ils revendiquent* d'être pleinement associés aux décisions au sein des institutions multilatérales dans les domaines monétaire et financier.

Des négociations d'ensemble, portant sur la réforme des relations Nord-Sud (monnaale, finances, commerce, énergie et technologie), et la relance de l'économie *mondiale sont dans* l'intérêt mutuel du Nord et du Sud. Si, dans une première phase, elles se donnent des objectifs précis, elles peuvent se traduire par *des résultats* concrets et un changement de climat de l'économie internationale. Cela suppose une volonté ferme de la France au sein de la C.E.E. et une *action* de persuasion intense de celle-ci auprès des Etats-Unis.

De telles négociations impliqueront des engagements sérieux sur le plan des priorités nationales dont la France — cinquième puissance mondiale — peut donner l'exemple. Ainsi, l'accélération du processus de développement *dans le tiers-monde* ne saurait se passer d'importants apports de ressources externes qui devront être *prélevés sur la production* et l'épargne des pays développés. L'industrialisation du tiers-monde entraînera de plus en plus une intensification de la concurrence sur beaucoup de marchés mondiaux, qui exigera une restructuration *constante* de l'appareil productif français.

Les Nations unies joueront un rôle central dans de telles négociations dont l'Assemblée générale devrait assurer *la* cohérence politique, laissant aux institutions spécialisées le soin de négocier les modalités des accords dans chaque secteur.

Une contribution insuffisante

● *Le développement n'est pas possible sans un climat de paix et de non-intervention dans le tiers-monde.* Menaces d'interventions, rivalités et ventes d'armes détournent les efforts nationaux de mobilisation autour de l'objectif de développement. Elles *découragent les efforts de longue* haleine qu'exigent les transferts de ressources vers le tiers-monde et la restructuration des échanges Nord-Sud. La France doit apporter une contribution active et surtout constante à la diminution *des tensions* et à la *non-intervention* dans le tiers-monde. Elle peut, seule ou avec ses partenaires européens, appuyer la recherche de solutions à partir des pays de la région concernée, engageant un dialogue avec les groupements régionaux existants et avec les puissances montantes qui partagent souvent ses intérêts sur ces points (par exemple, Mexique, Brésil, Nigéria, Inde, Indonésie). Elle peut apporter son soutien au renforcement des *moyens multilatéraux de résolution* des conflits (envoi de « casques bleus », utilisation effective des sanctions économiques). Elle devrait observer, en matière de ventes d'armes au tiers-monde, une politique plus rigoureuse *dans ses efforts,* et moins mercantile dans son inspiration, en s'abstenant de fournir des armes dans les zones de tension et là où elles risquent de provoquer une course aux armements. Surtout, la France devra poursuivre et *approfondir ses efforts* en faveur du désarmement.

● *L'aide multilatérale mérite des efforts bien plus grands.* De tous les pays occidentaux, la France est le pays qui confie à des canaux bilatéraux la plus grande part de son aide, qui est, en outre, souvent liée. Elle ne consacre aux contributions volontaires aux organisations du système des Nations unies que *0,93 % de son effort d'ordre public,* alors que la moyenne des pays de l'O.C.D.E. est de 7,5 %. C'est aussi le pays dont l'effort est le plus concentré vers les *anciennes colonies à des fins* qui ne sont pas toujours désintéressées. Il serait temps que la France *révise* sa politique et son comportement vis-à-vis de l'aide *multilatérale.* Si son rang politique est en passe d'être menacé, sa présence et son rôle dans les organisations internationales de développement sont déjà *sérieusement* érodés.

La France a pratiquement disparu des instances dirigeantes du Programme des Nations unies pour le développement. Elle pourrait, à l'instar d'autres pays européens, conjuguer plus systématiquement son aide bilatérale avec *l'action des institutions multilatérales* pour certaines actions communes de développement et de progrès social (ce qui est parfois appelé multi-bi). Elle pourrait *accepter le déliement de son* aide bilatérale. Elle pourrait se joindre au programme des « experts-associés » qui consiste à financer le *salaire de jeunes techniciens* mis à la disposition des Nations unies pour des projets dans des pays en développement. Pourquoi encore ne pas envisager que la *France prenne* l'initiative *de proposer* la création d'un corps de « casquettes bleues » qui apporterait — soit pour les pays moins développés, soit en cas de crise *économique — son aide technique* au même titre que les « casques bleus » apportent la leur au plan politique et militaire.

● *La France peut redevenir l'avocat des droits de l'homme.* — Les Nations unies sont un lieu où s'affrontent des conceptions différentes de l'homme et de la *société, et où s'esquissent* des idéologies nouvelles issues du compromis des intérêts et des doctrines, et aussi de la recherche de valeurs universelles. Les débats sur les *droits de l'homme, sur le droit* au développement sont essentiels pour l'image de la France.

Là encore, malgré quelques initiatives courageuses, le rôle de la *France s'est effrité.*

Une influence menacée

● *Le poids de la France dans les organisations internationales est proportionnel aux moyens qu'elle se donne.* La capacité de la France de mener une politique d'ensemble aux Nations unies dépend étroitement du rôle qu'elle *y joue et de la place qu'elle y* tient. La France est encore membre permanent du Conseil de sécurité. Mais cette place et ce rôle lui sont disputés, de même que *son poids relatif* au sein des pays de la Communauté est menacé, et ils seront de plus en plus menacés si la France ne fait rien pour les justifier.

Pour cela, on l'a vu, *il lui* faut réorienter ses politiques, il lui faut aussi se donner les moyens en hommes et en argent d'agir.

Des hommes : notre pays dispose d'un réservoir humain de première qualité. Encore faut-il l'orienter utilement. Les meilleurs éléments s'engageront d'autant plus volontiers dans la fonction *publique internationale,* si celle-ci est concrètement encouragée au niveau gouvernemental et si les conditions du retour en métropole sont convenablement assurées.

De l'argent : c'est ici que le bât blesse le plus. Les paroles vagues et généreuses en apparence du précédent septennat sur le nouvel ordre international n'ont guère résisté à l'épreuve des faits.

La *carence* de la France, en ce qui concerne l'aide multilatérale, a été mise en évidence.

Quelques chiffres illustrent la situation. Le P.N.B. de la France représente approximativement 6 % du total mondial. *Nos contributions volontaires* au système des Nations unies constituent 2,4 % du total versé par les Etats membres (1). Ce montant nous relègue au treizième rang des nations. Il n'est pas étonnant que l'on nous fasse reproche : nous qui prétendons faire partie des Grands, nous ne serions *même* pas prêts à assumer notre part du fardeau. Si encore il s'agissait de sommes *considérables. Mais sait-on que,* pour nous hisser de la treizième place à un rang conforme à celui qui lui est reconnu dans l'organisation (2), il faudrait payer *environ 80 millions de dollars* de plus chaque année ? Soit le prix de 30 kilomètres d'autoroute interurbaine !

● *Le maintien de la paix.* La France s'est signalée à plusieurs reprises pendant le dernier *septennat* par l'intervention de *ses* forces armées en Afrique. Il serait souhaitable que notre pays puisse aussi employer ses soldats à des *tâches peut-être moins* sujettes à controverses. L'envol, en 1978, d'un contingent français dans le cadre de la Force intérimaire des Nations unies au Liban *était un premier pas* dans cette direction. Il faut aller plus loin en signalant notre volonté de participer à d'éventuelles opérations de maintien de la paix en Namibie et au *Proche-Orient.* A cette fin, il serait nécessaire de désigner à l'avance les composantes de nos forces dites d'intervention pouvant être transférées à bref délai, *en cas de crise,* comme « casques bleus ».

Les Nations unies sont un endroit privilégié où les pays du tiers-monde expriment, de façon pacifique, leurs aspirations à redevenir les sujets de leur propre *histoire.*

L'attitude de la France à l'égard des Nations unies va de pair avec son attitude à l'égard du tiers-monde. Négliger cette institution conduirait la France à un isolement grandissant, à un *repli frileux sur l'Hexagone.*

(1) Les contributions *volontaires* représentent la moitié environ du budget des Nations unies, l'autre moitié étant assurée par des contributions obligatoires assises principalement sur *la richesse des Etats* (part de la France : 6,2 %).

(2) En admettant que notre part équitable des dépenses soit équivalente à 6,2 % du total des contributions volontaires, c'est-à-dire notre contribution au budget direct obligatoire des Nations unies.

(*) Pseudonyme d'un groupe de membres de l'Association démocratique des Français à l'étranger.

● RECTIFICATIF. — Une coquille a déformé le sens d'une phrase de l'article de M. Edgar Faure, « *Une proposition pour la peine capitale* » (*le Monde* du 28 août). Il avait écrit, page 2, 5e col., § 3 : « Il est donc nécessaire qu'ils aient toujours quelque chose de plus à craindre s'ils vont plus loin dans la voie de *l'horreur* », et non « de l'erreur » comme nous l'avons imprimé.

Les deux voies

par YONA FRIEDMAN (*)

IL y a bien longtemps que les pays les moins avancés temporisent quant au choix capital *qu'ils vont devoir faire : celui du* type de développement qu'ils souhaitent. Les pays très avancés, eux, doivent faire face à un autre choix : comment aider les pays les moins avancés.

En matière d'économie, tout autant qu'en matière de culture, le mot *« développement » a été longtemps* associé à l'idée d'un *processus de croissance global,* tant des valeurs économiques produites que des valeurs culturelles. Mais on pourrait *proposer une autre formule, suivant* laquelle le terme « développement » serait associé à l'idée d'une *distribution meilleure* de tout ce qui est *déjà produit,* en valeurs économiques comme *en valeurs culturelles.*

La première formule, a été trop souvent expérimentée, et avec des *résultats souvent si déplorables,* qu'il nous est difficile de continuer à en attendre des miracles. La croissance de la production va toujours de pair avec l'injustice de la distribution, *que le producteur ou que le consommateur* soit, l'un ou l'autre, la victime de cette injustice. Nous ne connaissons pratiquement aucun exemple suivant lequel l'une de ces deux *catégories, au moins, n'aurait* pas été désavantagée par le développement.

Quant au deuxième modèle, il implique, en revanche, que le produc*teur et le consommateur* soient la même personne. En effet, celui qui ne produit que pour lui-même ne peut pas être trompé ou lésé ; il n'est plus question de se demander *si la distribution est juste ou injuste,* puisque la distribution n'est, tout simplement, plus nécessaire. Un producteur-consommateur sait très bien calculer quelle quantité d'efforts *il est prêt à investir* dans ce qu'il produit pour sa propre consommation, et sa décision peut varier chaque fois qu'il a à en prendre une.

Prenons l'exemple de la nourriture. Tous les rapports des organismes internationaux *indiquent* que la majeure partie de la population humaine est sous-alimentée, et pratiquement tous ces rapports recommandent d'augmenter la production *alimentaire. Ce but ne semble pas* pouvoir être atteint autrement qu'à l'aide de méthodes quasi industrialisées, c'est-à-dire production intense concentrée dans certaines zones, ce qui implique un *système* de transport et de distribution com*pliqué et coûteux, système* reliant la concentration de la production à la concentration (souvent très éloignée) des consommateurs. Ceux qui vivent en dehors de ces concentrations devront compter avec un approvisionnement insuffisant ; ceux *qui sont à l'intérieur de ces concentrations* seront obligés de payer des prix exagérés pour pouvoir se nourrir, ou bien seront sous-payés par rapport à leur effort de produire la nourriture des autres.

Dans ce système, on est soit producteur soit consommateur, mais jamais les deux à la fois.

Le deuxième modèle de développement est à l'opposé direct du premier. Suivant ce deuxième modèle, chacun devrait pouvoir produire la quantité de nourriture qui lui *semble nécessaire (même dans* les villes). Ce genre de production ne serait pas économiquement « rentable » car totalement déconnecté du marché : il ne saurait satisfaire que *celui qui le mettrait en pratique.* Durant les périodes de pénurie, pendant la deuxième guerre mondiale, *par exemple,* beaucoup de citadins ont *réussi à survivre* en *pratiquant* ce genre de production : la ville de Tokyo, par exemple, a été en partie autarcique — par nécessité — en *matière de nourriture. Les habitants* des bidonvilles les plus pauvres, aujourd'hui même, vivent à l'aide de cette « agriculture de subsistance ».

Si les concentrations, et de la *production* et de la *consommation,* coïncidaient géographiquement, le système de la distribution (transport, *marché, etc.*) serait très *simplifié* et fonctionnerait sans doute moins injustement.

Ce qui est vrai en matière de nourriture peut être vrai en d'autres domaines : *la clé de la survie* humaine n'est pas à trouver dans le développement de la technologie, mais plutôt dans le développement de l'idée suivante : *comprendre les limites de l'organisation.* L'organisation avancée n'est donc pas celle de la super-organisation (irréalisable) de tous les habitants du globe, mais on la trouvera dans le développement de l'indépendance et de l'autarcie individuelle. Ce qui représente *un nouveau défi pour la recherche* scientifique : chercher les moyens technologiques de la quasi-autarcie.

S'il y a deux voies de développement, il existe aussi deux voies *d'aide au tiers-monde. Une proposition* d'aide concrète avancée par la France (avec l'Inde et avec la participation de certaines agences des Nations unies) est à l'étude. *Il s'agit d'un centre de popularisation* des connaissances nécessaires *à la survie. Les opérations de ce* centre ne seront pas coûteuses : il s'agira d'acheminer à l'homme de la rue, à l'aide de séries de journaux *muraux* (et d'autres techniques du *même genre, proches* des bandes dessinées), les connaissances nécessaires *à sa survie* (connaissances qui correspondent à la *deuxième* voie de développement). Cette opération *reviendrait* à 10 ou 20 francs par village. Pourtant, elle pourrait *plus aider ceux qui vivent dans* la misère que de nombreuses autres *actions plus spectaculaires, plus* coûteuses *et* souvent moins utiles.

(*) Architecte, sociologue.

Le Monde

étranger

SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

La communauté internationale se penche sur le sort des trente et un États les plus pauvres du monde

La conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (P.M.A.), est la première consacrée à un groupe spécifique de nations. « La France y attache une importance primordiale », *a déclaré M. Stephane Hessel, ambassadeur de France, qui dirigera la délégation française.*

C'est à la fin de 1979 que l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de convoquer une conférence chargée de « mettre au point, d'adopter et d'appuyer » un « programme substantiel d'action » *en faveur des trente et un pays les plus pauvres du monde (1) et qui prévoit, selon un document préparé par la CNUCED, de* « doubler d'ici à 1990 le revenu de chacun des pays intéressés et aussi d'assurer que les couches les plus pauvres des populations bénéficient pleinement de cette amélioration ».

Les pays les moins avancés (P.M.A.) ont été définis en fonction de critères parfois jugés quelque peu arbitraires : PIB par tête inférieur à 200 dollars par habitant, prééminence de l'agriculture dans des économies de subsistance, médiocre niveau d'industrialisation, d'éducation, insuffisances sanitaires et nutritionnelles graves, etc. (2). Les situations politiques de ces pays sont généralement fragiles, et leurs systèmes de gestion souvent différents, voire opposés. Ils présentent de grandes disparités économiques, sociales et territoriales — il y a parmi eux de grands Etats continentaux, quinze pays sans littoral et de minuscules Etats insulaires, — mais *ils ont tous un point commun* : une extrême pauvreté qui met en relief leur vulnérabilité et hypothèque leur développement. Leur rythme actuel de progression économique (ou plutôt de stagnation pour certains) est tel qu'ils semblent généralement avoir peu de chances de « décoller » et de rattraper le milieu du peloton des pays en développement (P.V.D.) au cours des prochaines décennies.

De ce fait, les P.M.A. — qui ne représentaient pas jusqu'à maintenant un groupe particulier au sein du tiers-monde — pèsent de peu de poids dans les relations internationales (à l'exception notoire actuellement, pour d'autres raisons, de l'Afghanistan). Ils détiennent apparemment peu de ressources naturelles. Mais parfois ils occupent des positions stratégiques, se situent à proximité des voies d'acheminement des hydrocarbures, sont le *théâtre de graves conflits* locaux et sont exposés aux convoitises et rivalités des grandes puissances. Leur extrême pauvreté, du moins celle de leur population, constitue sans doute *une menace pour la* « stabilité ». Ce n'est donc pas par simple humanisme et pour se donner bonne conscience que la communauté internationale se penche aujourd'hui sur leur cas avec un sentiment d'inquiétude.

Une attention urgente

La cinquième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), réunie à Manille, en juin 1979, avait *exigé la mise en place d'un* « *programme d'action immédiate* » (autrement dit d'urgence) en faveur des P.M.A., pour la période 1979-1981, ainsi que — sans doute en *prévision de l'échec de celui-ci* — d'un « *nouveau programme substantiel d'action* » (N.P.S.A.), pour la décennie 1980. Jugeant qu'il s'agissait d'un problème réclamant une *attention urgente*, des solutions à long terme et pas seulement des résolutions dilatoires, l'Assemblée générale de l'ONU devait décider, fin 1979, la convocation d'une conférence chargée « *de mettre au point, d'adopter* et *d'appuyer* » ce programme. M. Kurt Waldheim nomma le secrétaire général de la CNUCED, M. Gamini Coréa (Sri-Lanka), secrétaire *général de la conférence.* M. Giscard d'Estaing proposa que celle-ci ait lieu à Paris. L'ONU entérina ce choix, qui a quelque peu pris au débotté le nouveau gouvernement, lui laissant peu de temps pour en assurer la préparation. Il reviendra *néanmoins* à *M.* Jean-Pierre Cot, ministre délégué aux relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, en temps que représentant du pays hôte, d'en présider les travaux.

Le programme d'urgence de 1979-1981 *n'ayant même pas reçu un début* d'application, la conférence de Paris a *pour principal objectif de définir* ce « *nouveau programme substantiel d'action* ». Cela devrait être fait dans un document préparé par la CNUCED, plus précis et plus directif que ne l'est la Stratégie internationale du développement pour la décennie (*le Monde* du 5 avril 1981), et qui sera discuté et mis en forme au cours des quinze prochains jours. Il énumère les mesures relevant soit de la souveraineté des P.M.A., précisant leur rôle, soit de l'appui que s'engagera à leur apporter la communauté mondiale afin « *de doubler d'ici à 1990 le revenu de chacun des pays intéressés et aussi d'assurer que les couches les plus pauvres des populations bénéficient pleinement de cette amélioration* ».

Les experts de la CNUCED estiment qu'il serait « *raisonnable et possible* » de quadrupler, au moins en valeur réelle, les versements nets au titre de l'aide globale (bilatérale et multilatérale) accordée à des conditions libérales aux P.M.A. S'il en était ainsi, son montant devrait passer de 3,5 milliards de dollars en 1977 à environ 14 milliards d'ici à 1990 (3), ce qui représenterait un apport additionnel de 5,7 milliards de dollars par an en moyenne. La période de crise actuelle étant peu *propice aux engagements spectaculaire à long terme*, il paraît peu probable que les pays donateurs reprennent à leur compte ces objectifs.

Seuls les pays nordiques apportent l'aide souhaitée

Le groupe des « 77 » — les *cent vingt et un P.V.D.* — demande également que chaque pays industrialisés s'engage à verser 0,15 % de son P.N.B. sous forme d'aide publique au développement (A.P.D.) d'ici à 1985 et à porter cette part à 0,20 % à la fin de la décennie. Il demande *aussi que cette aide accrue soit* accordée à des conditions de faveur.

Certains Etats développés devraient annoncer un accroissement de leur effort. D'autres marqueront sans *doute* leurs réticences. Seuls le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et *la Suède dépassent largement le* taux de 0,15 %. *La part des Etats-Unis* atteignait à peine 0,02 % en 1979 et était la plus faible avec celle de l'Italie et de la Nouvelle-Zélande des pays membres du du CAD (Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E.) ! Or l'administration Reagan vient de souligner de façon spectaculaire les économies qu'elle fait sur l'assistance au tiers-monde. Faisant *prévaloir* les *considérations* politiques, elle a marqué sa *préférence* pour l'aide directe et réserve plutôt celle-ci aux pays amis des Etats-Unis ayant souvent atteint un *stade de développement relativement* avancé. La position qu'elle adoptera à Paris sera donc suivie avec attention.

La France, pour sa part, est décidée à combler un peu son retard et à faire bénéficier, autant que possible, de l'augmentation l'ensemble des P.M.A. Un peu moins du tiers *de l'assistance française pourrait* ainsi leur être attribuée au milieu *de la décennie.*

La conférence de Paris aura bien entendu à débattre aussi des conditions de l'aide, que les P.M.A., bien sûr, souhaitent les plus favorables possibles, *mais aussi de sa répartition*, de son efficacité, étant déjà *admis qu'une plus grande part devrait aller au financement* de projets pouvant permettre de relever les productions de denrées agricoles alimentaires.

L'attitude des pays de l'Est (0,003 % de l'A.P.D., ne manquera pas de provoquer une fois de plus des critiques. Ils ont l'habitude d'y répondre en avançant que la situation *des pays pauvres est le résultat de* l'exploitation des pays capitalistes, et de citer en exemple les rapports qu'ils entretiennent avec certains P.V.D. socialistes. Ils voudraient *aussi* cette fois, *semble-t-il, que la* conférence évoque également le problème de la paix et du désarmement, comme ils le font assez généralement dans les réunions des Nations unies.

Les avantages commerciaux

Les pays pétroliers, en revanche, ne devraient pas être mis sur la sellette, puisque les membres de *l'OPEP, par exemple*, ont consacré en moyenne 0,18 % de leur P.N.B. à l'A.P.D. en 1979. Trois fois plus que ceux du CAD ! Le fonds de l'OPEP pour le développement international a pris, d'autre part, à sa charge l'entière souscription des *P.M.A. au fonds commun pour les* produits de base créé dans le cadre de la CNUCED.

Les « 77 » souhaiteraient également que *le Stabex* (système de stabilisation des cours de certains produits de base existant entre la C.E.E. et les pays associés d'Afrique et des Caraïbes) soit étendu à tous les *P.M.A. pour toutes leurs exportations* de produits primaires importants. Il est vrai que les P.M.A. bénéficient peu du Stabex, de même que du système généralisé de préférences *tarifaires pour l'accès de leurs* produits sur les marchés occidentaux et japonais, ces avantages intéressant surtout les gros exportateurs. La France soutient la proposition *d'élargissement du Stabex mais* celle-ci est généralement accueillie sans entousiasme par la plupart des pays industrialisés. Aussi bien la conférence pourrait-elle se contenter *de créer un groupe de travail chargé* d'approfondir ce sujet.

Autre question importante : comment sera assuré *le* suivi de la conférence ? Comment, en particulier, sera appliqué ce « *nouveau programme substantiel d'action* » ; seront *répartis* les engagements d'assistance ; dans quel cadre (club, consortium ?) seront versés les divers financements, coordonnées les actions pour éviter une dispersion, *examinés périodiquement* les projets de développement ?

Enfin, si la sollicitude internationale peut constituer l'une des réponses à la situation pressante *des P.M.A., il va de soi qu'ils devront* fournir un répondant et donner de sérieux gages de « *fiabilité* » et de rigueur. Une augmentation des transferts ne résoudra pas tous leurs *problèmes. Chaque P.M.A. a* présenté, au cours de conférences préparatoires par groupes régionaux, sa situation économique, ses plans de développement, ses priorités et ses *besoins de financement. Il n'y sera* pas répondu *in extenso* au cours de la conférence de Paris, qui ne doit délimiter que des objectifs généraux, mais au cours de rencontres ultérieures. La conférence de Paris n'en évoquera pas moins maints dossiers, qu'ils concernent les facteurs externes (A.P.D., détérioration des termes de l'échange, coût de l'énergie, etc.) ou *internes* (système économique en vigueur, stratégie de développement, *réformes* de structures, etc.) de la croissance de ces pays.

Cette conférence a lieu à un moment où le groupe des « *77* » — le fer de lance des P.V.D. dans le *combat pour un nouvel ordre économique* international — est à la recherche de son second souffle. Met-elle à l'épreuve l'unité du groupe, comme le craignent certains *de ses membres qui voient dans* cette initiative une tentative de division du tiers-monde parce qu'elle est encouragée par des pays industrialisés ? Dans l'immédiat, la principale *préoccupation des* « *77* » P.V.D. est qu'une partie de l'A.P.D. actuellement attribuée ne soit pas « détournée » au profit d'une catégorie spécifique d'Etats, fussent-ils de loin les plus *défavorisés.*

Parce qu'elle ne les concerne pas directement — à l'exception d'Haïti — la conférence passionne peu les Latino-Américains. La CNUCED inspire, *d'autre part, des réserves aux* pays occidentaux, qui estiment qu'elle *exprime par trop les préoccupations* du tiers-monde. Il lui est fait grief de mettre trop l'accent sur le commerce et l'aide et pas assez sur les aspects humains et sociaux des P.M.A.

Après le discours de M. Mitterrand, M. Jacques Delors présentera plus en détail, vendredi 4 septembre, la position de la France. Le ministre des finances devrait mettre *l'accent* sur les formes nouvelles d'action *que le gouvernement* de gauche entend engager. *Car* si les intentions fortement novatrices du régime sont claires il lui faut aussi convaincre de sa volonté de les mettre concrè*tement en œuvre, ce qui est le plus* délicat. L'intérêt particulier que la France porte aux P.M.A. africains, parce qu'elle leur est liée par des accords de coopération et, comme *les autres membres de la C.E.E., par* la convention de Lomé, ne lui interdit pas de manifester sa solidarité avec les autres nations déshéritées.

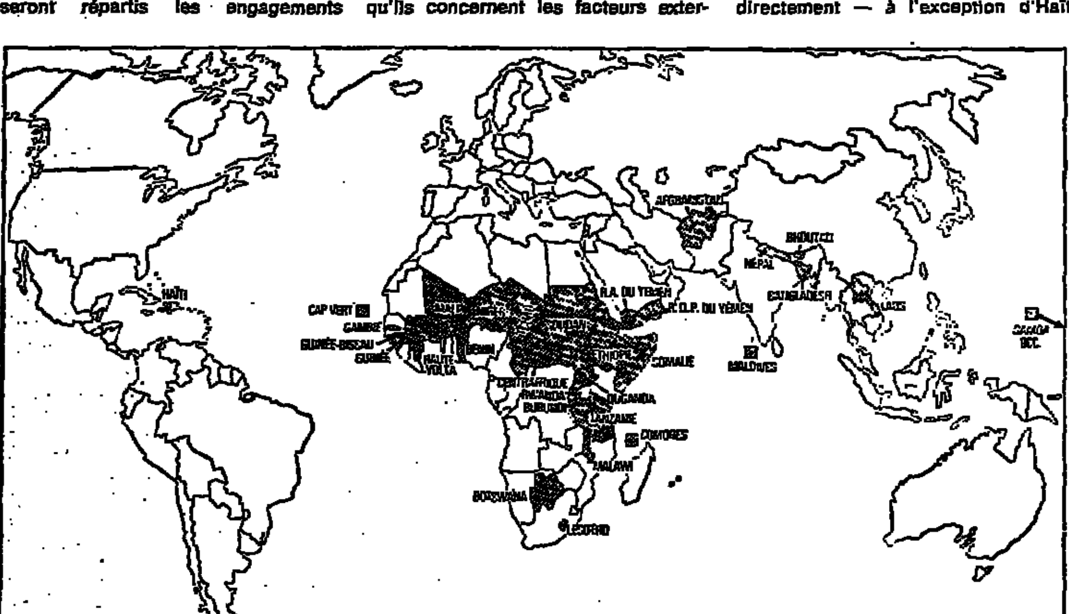
Dans cet esprit Paris tentera vraisemblablement d'amener ses partenaires occidentaux et le Japon à *prendre conscience de leurs responsabilités* et de les convaincre de la nécessité d'aider le tiers-monde pour s'aider eux-mêmes à sortir de la crise.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Ethiopie, Guinée, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Haute-Volta, Laos, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Népal, Niger, Ouganda, Rwanda, Samoa-Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Yémen arabe, Yémen démocratique (voir *le Monde* des 3 janvier, 10 juin, 27 août 1981).

(2) Projet n° 157 de juillet-août 1981 et le rapport de M. Magaud au conseil économique et social sur « Les orientations de la politique française à l'égard des pays les moins avancés ».

(3) Les transferts ont été, au prix de 1980, de 6,6 milliards de dollars par an en moyenne au cours des cinq dernières années.



M. MITTERRAND : aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise

(*Suite de la première page.*)

L'effort actuel de la France vers plus de justice et davantage de dignité, cet effort-là, en dépit des obstacles, en dépit des moyens parfois limités, cet effort ne s'arrête pas à *nos frontières*. L'esprit de solidarité ne se partage pas (...).

» Le chômage auquel de toutes ses forces la France s'attaque, car il dégrade l'homme et gaspille l'avenir, ce chômage c'est aussi celui qui, dans tous les pays, *riches ou pauvres, du Nord ou* du Sud, arrache les gens de leur terre, les entraîne vers la ville où ils trouvent portes closes. D'ici à l'an 2000, rappelons-nous qu'un milliard d'hommes, du Nord et du Sud, risquent de connaître la misère du chômage.

Un « terrible raccourci »

» L'injustice que nous allons combattre, sous toutes ses formes et par *toutes sortes de mesures*, cette injustice règne sur le monde, où des multitudes ne trouvent pas réponse à leurs besoins essentiels, ne mangent pas à leur faim et meurent enfants avant d'avoir pu vivre alors qu'une minorité de privilégiés se demandent chaque matin comment consommer le superflu dont ils disposent.

» Quant à la croissance, si nécessaire pour *nous libérer* du chômage et de la pauvreté, qui pourrait croire aujourd'hui qu'elle ne dépend pas d'abord de la prospérité commune ? Qui pense encore à la croissance harmonieuse d'une moitié du monde sans se préoccuper de l'autre ? Qui rêve encore à la relance durable des économies développées sans l'aide de nouveaux débouchés, de nouveaux partenaires, de nouveaux mondes avec qui collaborer, échanger et parler d'égal à *égal* ? Qui peut survivre aujourd'hui sans exporter ? Quel est ce paradoxe de vouloir fermer les frontières à la *concurrence sans* ralentir les ventes à l'étranger ?

» L'industrialisation d'une partie du tiers-monde fait-elle peur aux économies avancées, accrochées à leur monopole ? La concurrence des pays récemment industrialisés menace sans doute quelques-uns de nos secteurs affaiblis, mais globalement cette concurrence est le signe du développement de tous, de l'apparition de partenaires inédits, fournit la *preuve que s'ouvrent* de nouveaux marchés. Tout indique que ces mutations suscitent beaucoup plus d'emplois qu'elles n'en suppriment. La solidarité pour le développement avec l'ensemble du tiers-monde m'apparaît tout à la fois comme la clé de notre avenir *commun* et une nécessité pour nous. Aider le tiers-monde c'est s'aider soi-même à sortir de la crise. »

Après avoir rappelé les tentatives en cours pour ranimer le dialogue Nord-Sud, M. Mitterrand aborde la « question redoutée » : « Qu'est-ce que l'urgence en matière de développement ? »

« Quel terrible raccourci que ce terme de pays moins avancés quand il désigne les plus démunis parmi les démunis ! (...) C'est parmi ces plus pauvres que les progrès sont les plus faibles. Depuis dix ans, les pays moins avancés marquent le pas et voient leur croissance économique suivre avec peine le mouvement de *leur population*. Pour beaucoup d'entre eux, un processus de déclin s'est mis en marche et leur niveau de vie, pourtant si faible, s'abaisse encore. L'agriculture, condition première d'une amélioration durable, stagne et prend sans cesse davantage de retard sur les besoins. Ainsi, l'ensemble du tiers-monde exportait en 1930 dix millions de *tonnes de céréales. En 1978*, il en importe soixante millions (...)

Une perspective générale

» Voilà pourquoi il nous revient de créer les conditions permettant *à ces pays de faire les choix* nécessaires. Nous devons leur apporter l'appoint extérieur qui leur donnera les *moyens* non seulement de survivre *mais* de se développer, c'est-à-dire les moyens de l'espoir (...) *La France* est consciente de cette urgence. Mais la France sait aussi que, une fois réglée l'urgence, la question du développement demeure ouverte. C'est dans une perspective générale de réponse au défi du sous-développement et non dans un souci quelconque de division, d'alibi ou de substitution qu'il faut envisager ensemble, ici et *maintenant* à Paris, l'aide que nous pouvons apporter aux pays les moins avancés. »

Cinq domaines d'action pour la France

« La France entend faire porter son action dans cinq domaines principaux :

» 1) Elle souhaite que dans les rapports Nord-Sud un esprit de responsabilité partagée remplace *la méfiance et l'indifférence*. Une volonté nouvelle de se comprendre et d'agir doit se manifester. Les conversations au niveau des chefs d'Etat qui se tiendront en *octobre* à Cancun contribueront à forger cette volonté. L'engagement de négociations globales lui permettra de se traduire par des actions concrètes correspondant *à des intérêts mutuels*. Avec ses partenaires, la France fera son possible pour que cette volonté se manifeste à brève échéance ;

» 2) La France souligne l'importance d'aider concrètement les pays du Sud à surmonter les difficultés aiguës provoquées par l'alourdissement de leur facture énergétique. Elle a proposé à Nairobi l'établissement d'un inventaire économique des énergies nouvelles et renouvelables. Elle apporte *son soutien entier* au projet de création d'une « filiale énergie » de la Banque mondiale qui associerait, à responsabilités égales, les pays du Nord et les pays du Sud au développement énergétique du tiers-monde ;

» 3) La France reconnaît que tout processus de développement, surtout si son rythme est rapide, réclame d'importantes disponibilités financières. Sans elles, les projets resteront sans lendemain. *Les engagements pris par la communauté* internationale n'ont pas été tenus pendant les années de forte croissance et de prospérité. Il faudra pourtant les atteindre alors que les circonstances sont moins favorables. La France a décidé de rattraper son propre retard et de parvenir d'ici à 1988, dans le cadre de son prochain plan de développement économique, à l'objectif de 0,7 % du P.N.B. d'aide publique adopté par les Nations unies.

» A cet égard, la situation des pays les moins avancés appelle un *effort particulier. L'idée de réserver* aux pays les moins avancés une part non négligeable du montant *global de l'aide publique* nous paraît tout à fait appropriée.

» 4) *Il nous paraît indispensable* d'apporter aux pays en développement dans leur ensemble, et notamment aux pays les moins avancés, plus de stabilité et de continuité dans leurs recettes. L'équilibre de nombreuses économies dépend des recettes d'exportation d'un seul produit. Pouvoir prévoir ces recettes, telle est la condition *sine qua non* du développement.

» Pour cette raison, la France se montre favorable à la stabilisation des recettes provenant de l'exportation des matières premières du tiers-monde. Il s'agit, d'une part, des accords de produits, et *nous profitons de cette* occasion pour saluer les efforts de la CNUCED en ce domaine et redire notre attachement au Fonds commun (1). Il s'agit aussi des mécanismes financiers qui compensent les fluctuations des recettes comme le Stabex de la Communauté européenne (2).

» Ainsi, l'ensemble des pays les moins avancés devrait pouvoir disposer des avantages dont certains d'entre eux bénéficient déjà. La France, dans le cadre de la Communauté européenne, a effectué diverses propositions dans ce sens.

» 5) Enfin, la recherche du mieux-être doit être accompagnée par un effort pour préserver l'identité des peuples et promouvoir leur communication. (...)

» Comment empêcher la technologie, *facteur* de domination pour les uns et d'aliénation pour les autres, de s'imposer à la culture ? Souvenons-nous qu'à négliger les cultures, qu'à mépriser les traditions, on les contraint à se durcir, à se figer, à donner d'elles-mêmes une pauvre image de caricature, simplement pour ne pas mourir. »

« La guerre s'enlise dans des tranchées »

M. Mitterrand a conclu en observant que, malgré les efforts accomplis, « l'ambition semble décroître alors même que la misère s'étend. Les objectifs de 1960, on les recule vers l'an 2000. Les optimismes d'antan, on semble en rougir, les volontés d'hier, on n'y veut plus souscrire. La guerre *contre la pauvreté s'enlise dans* des tranchées. D'un côté, les riches gérant leur crise avec la *pusillanimité de convalescents* éternels, sautant de rechutes en légers mieux pour replonger dans un nouveau malaise. De l'autre, les pauvres, chaque jour chargés d'apprivoiser la détresse, d'arracher à la terre de quoi seulement recommencer demain. Et au milieu, en guise d'équateur entre le Nord et le Sud, l'écart chaque jour se creuse. Est-ce donc cette image blessée du vingtième siècle que nous voulons léguer au vingt et unième ? Est-ce donc ce portrait que nous *voulons* tirer de nous-mêmes pour l'éternité ? Souhaitons que cette conférence de Paris soit, grâce à notre volonté commune, le signe d'un très long démenti et le début d'une véritable espérance ».

(1) Le Fonds commun constitue l'un des mécanismes visant à assurer la stabilisation des recettes à l'exportation des matières premières de l'ensemble des pays en développement.

(2) Système de stabilisation des cours de certains produits de base existant entre la C.E.E. et les pays associés d'Afrique et des Caraïbes dans le cadre des accords de Lomé.

AFRIQUE

L'INTERVENTION SUD-AFRICAINE EN ANGOLA

Les États-Unis opposent leur veto à la résolution du Conseil de sécurité « condamnant énergiquement » Pretoria

Les Etats-Unis ont opposé, dans la soirée du lundi 31 août, au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, leur veto à une résolution des pays africains et non alignés « condamnant énergiquement » les incursions sud-africaines dans le Sud angolais et exigeant le retrait immédiat des forces de Pretoria. La France a voté cette résolution avec douze autres membres du *Conseil*, tandis que le Royaume-Uni s'abstenait.

Entre-temps, les nouvelles de la situation sur le terrain demeurent confuses. Lundi, les Angolais ont annoncé une extension des combats. Selon Luanda, les Sud-Africains, qui feraient usage d' « armes chimiques », occupaient encore, en début de semaine, plusieurs localités de la province de Cunene et auraient étendu leurs opérations au Sud-Est angolais. De son côté, Pretoria n'a fourni aucune précision supplémentaire sur un repli de ses troupes dont l'amorce avait été annoncée dès vendredi.

L'isolement américain

Pour expliquer le recours au veto, le représentant américain, M. Lichenstein, a de nouveau évoqué la « *neutralité* » dont se réclame l'administration Reagan en Afrique australe. D'une part, a-t-il déclaré, les tensions dans la région résultent du refus sud-africain d'accorder l'indépendance à la Namibie. Mais, de l'autre, « *il est évident que la présence de troupes étrangères en Angola, notamment d'un important contingent cubain, la fourniture d'armes soviétiques à la SWAPO* (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) *et la présence de conseillers militaires soviétiques contribuent à créer cette atmosphère de confrontation et de violence néfaste aux peuples de l'Angola, de la Namibie et, en fait, à tous les peuples de la région* ».

L'attitude de Washington n'est pas surprenante car, dès vendredi, le secrétaire d'Etat, M. Haig, avait déclaré qu'il fallait replacer les attaques sud-africaines dans le « contexte global » de la guérilla menée sur le sol namibien par la SWAPO, qui, selon lui, « *terrorise les habitants innocents de Namibie* ».

En d'autres termes, non seulement Washington lie la négociation du conflit namibien au départ des forces cubaines stationnées en Angola — position que Paris refuse d'adopter, — mais les Etats-Unis assimilent les combattants de la SWAPO — mouvement de libération reconnu par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine — à des « *terroristes* ». En poussant ce raisonnement jusqu'à son terme, les Américains seraient amenés à justifier *les opérations de maintien de l'ordre* et, *a fortiori*, la présence des forces sud-africaines stationnées en Namibie.

Au moment même où les Sud-Africains ont entrepris, dans le Sud angolais, l'opération militaire la plus importante depuis leur intervention, *en 1975 et en 1976*, dans la guerre civile qui a ruiné ce pays, la position américaine ne peut être que rejetée par l'Afrique noire, ce que M. Ouko, ministre kenyan des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres de l'O.U.A., n'a pu que signifier à M. Haig, dans l'entretien qu'ils ont eu lundi à Washington.

En outre, misant sur l'« *intérêt stratégique* » que Washington prête à leur pays, les Sud-Africains ont durci leur attitude — ce que leur incursion militaire en Angola confirme, — espérant ainsi réduire la cohésion du « *groupe de contact* » (Etats-Unis, Canada, *France, Allemagne fédérale* et Grande-Bretagne) chargé par l'ONU de négocier avec eux un règlement en Namibie. On peut se demander, dans de telles conditions, comment Washington peut encore prétendre imposer à Pretoria un règlement susceptible d'être accepté par l'Afrique noire, qui ferait donc une place aux « *terroristes* » de la SWAPO.

Pour rallier à leur projet de résolution les Occidentaux du Conseil de sécurité, Africains et non-alignés en ont retiré le dispositif de sanctions contre Pretoria mentionné à l'origine. De ce fait, si l'on fait exception de la prudente abstention de Londres, les Américains se sont retrouvés isolés et ont eu recours à leur droit de veto. Ils auront d'autant plus de mal, à l'avenir, à convaincre le continent africain que leur « *neutralité* » ne revient pas, dans les faits, à un alignement sur Pretoria.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Centrafrique

Le coup d'État à Bangui

M. David Dacko

Un chef d'État désemparé

« Jamais on ne m'a fait confiance », *déclarait, début août, sur un ton désabusé, à notre envoyé spécial Pierre Biarnès, M. David Dacko* (le Monde *des 9 et 10 août*). *Celui que ses familiers appellent affectueusement* « Gros David » *est tenu par ses détracteurs pour un faible, sujet, de temps à autre, à des colères brouillonnes.* « A trois reprises, *disait-il encore*, on a envisagé de me remplacer. On m'a imposé des conseillers qui étaient de vrais tuteurs. L'aide financière qui m'a été accordée ne l'a jamais été qu'au compte-gouttes... Dans ces conditions, comment voulez-vous que je consolide mon pouvoir et que je stabilise pour de bon la situation ? »

En mauvaise santé — il souffre d'hypertension, — las et découragé au point d'envisager fréquemment l'abandon de ses lourdes fonctions bien qu'il ait seulement la cinquantaine, le président donnait l'impression d'un homme désemparé. Chaque mois, il lui fallait mendier auprès de Paris la solde de ses fonctionnaires. Dans un pays ruiné par la mégalomanie impériale, il avait en outre à s'accommoder d'un personnel politique divisé, largement compromis avec l'ancien régime et hors d'état de définir les règles d'un jeu politique commun. « Ça ne peut pas durer », *disait le chef de l'Etat à bout de forces.*

La carrière politique de ce fils de paysan, devenu directeur d'école, illustre les aléas et la fragilité des petits Etats sous-administrés du continent noir. Elu à l'assemblée territoriale, en 1957, sous l'étiquette du MESAN, fondé par son cousin, Barthélemy Boganda, qui devait périr dans un accident d'avion, il se vit confier après sa disparition la direction du gouvernement. En août 1960, il devint tout naturellement le président de la République Centrafricaine quand l'Oubangui-Chari accéda à l'indépendance.

Cette éclatante réussite ne dura que cinq années. Les épreuves commencèrent lorsqu'il fut renversé, une première fois, par le colonel Bokassa, lors du « coup d'Etat de la Saint-Sylvestre ». *Détenu, fers aux pieds, pendant deux ans, il est ensuite assigné à résidence sur sa plantation de café de Mokinda, à une centaine de kilomètres de Bangui. Il réapparaît pourtant en public en 1974, aux côtés de Bokassa, dont il devient le « conseiller » sans influence et est, en réalité l'otage, en septembre 1976.*

En étroite liaison avec certains amis parisiens, il œuvre pour le renversement de l'empire et, le 20 septembre 1979, il revient à Bangui dans un avion de l'armée française. Souffrant de ce handicap, il ne parvient pas, depuis son retour au pouvoir, à imposer son autorité. Ses maladresses verbales et ses accès d'autoritarisme ne contribueront guère à renforcer sa popularité. A l'élection présidentielle du 19 mars 1981, en dépit de l'appui de l'administration, il obtient à peine plus de 50 % des suffrages, résultat insuffisant pour asseoir solidement son pouvoir.

M. Dacko avait décidé, à la suite de l'attentat du 14 juillet, de proclamer l'état de siège, réintroduisant ainsi l'armée dans le jeu politique centrafricain. La levée de cette mesure, un mois plus tard, n'a pas convaincu les militaires que leur mission était terminée. Ils ont chassé un chef d'Etat en proie au découragement et à la lassitude.

J.-C. P.

LE GÉNÉRAL ANDRÉ KOLINGBA

Chef d'état-major général des forces armées, le général Kolingba avait été promu général d'armée, le grade le plus élevé, le 30 juillet, pendant a période d'état de siège, dont i était l'administrateur. Il avait alors lancé un avertissement à ceux qui « pillent » *et* « élèvent des barricades ». *A la même époque, plusieurs autres officiers avaient bénéficié de promotions en fonction du « loyalisme » affiché à la suite de l'attentat du 14 juillet dans un cinéma de Bangui.*

Cette réorganisation de l'armée, forte de près de deux mille hommes, s'était amorcée en septembre 1979, après l'opération « Barracuda ». A l'époque, une quinzaine de corps des forces armées avaient été dissous. Un chef d'état-major, le général Gbalé, et un sous-chef d'état-major, le général François Bozizé, avaient été nommés. Quatre officiers avaient également accédé au grade de général de brigade : les colonels Mbaikoua, Nado, Yangongo et Bangui.

Entre septembre 1989 et juillet 1981, le gouvernement français a livré plus de deux cents véhicules aux forces centrafricaines ainsi que d'imoprtants lots d'outillage etde pièces de rechange.

AMÉRIQUES

El Salvador

L'initiative franco-mexicaine risque d'être « regrettable », estime Washington

Le gouvernement américain a exprimé le lundi 31 août certaines réserves à propos de l'initiative diplomatique franco-mexicaine sur le Salvador, alors que sa première réaction avait été jugée « modérée » par les autorités françaises. Le porte-parole du département d'Etat, M. Dean Fischer, a déclaré en effet que la position exprimée par Mexico et Paris sur la représentativité des mouvements d'opposition à la junte salvadorienne « *serait regrettable si elle conduisait ces mouvements à ne pas participer aux élections prévues au Salvador en mars 1982* ». Et si elle favorisait la lutte armée, a ajouté en substance M. Fischer, elle pourrait constituer un obstacle majeur à la solution de la crise dans ce pays.

Le même porte-parole a semblé exclure d'avance les organisations salvadoriennes de guérilla des discussions politiques à venir en déclarant : « *Nous continuons d'espérer que tous les groupes désireux de renoncer à la violence choisiront de participer aux élections de mars prochain.* »

A New-York, le représentant du Salvador à l'ONU, M. Mauricio Rosales, a remis lundi au président du Conseil de sécurité une lettre dénonçant « *la violation flagrante du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat* » que constitue, selon son gouvernement, l'initiative franco-mexicaine.

Isoler le Mexique

C'est à New-York également que M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire du Salvador — qui regroupe les organisations politiques d'opposition, — a donné son opinion sur la déclaration franco-mexicaine. Celle-ci contribuera à la naissance d'une solution politique, a déclaré M. Ungo, au cours d'une conférence de presse organisée par le Conseil pour les affaires de l'hémisphère, organisme privé de tendance libérale qui étudie les problèmes latino-américains. Mais, selon notre correspondante à New-York, Nicole Bernheim, M. Ungo ne s'est guère avancé lorsqu'on lui a demandé si d'autres pays pourraient adopter la même position. Il a indiqué néanmoins que les dirigeants de l'opposition allaient entreprendre une campagne d'information à travers le monde. Lui-même se rendra en Yougoslavie. Selon le *New York Times*, les autres pays visités seraient l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Norvège, l'Algérie, ainsi que plusieurs pays d'Afrique noire.

L'un des dirigeants du Conseil *pour les affaires de l'hémisphère*, M. Larry Birns, a déclaré au cours de la même conférence de presse que Washington s'efforcerait d'isoler le Mexique au sein de l'Amérique latine pour éviter que la même position ne soit adoptée par d'autres pays. Les réactions enregistrées au niveau officiel dans diverses capitales sont jusqu'à présent négatives. A Caracas, le président vénézuélien, M. Luis Herrera Campins, a jugé « très grave » la déclaration commune, *estimant qu'elle* semblait faire partie d'un « projet d'intervention » au Salvador.

A Prague, le quotidien du parti communiste tchécoslovaque, *Rude Pravo*, a commenté l'initiative franco-mexicaine en écrivant que la diplomatie française « *avait fait clairement un pas en avant après plusieurs mois de déclarations et d'actes contradictoires* ». Paris a exprimé un « *jugement raisonnable* », ajoute le quotidien, alors que « *les Etats-Unis jouent un jeu dangereux en voulant faire du Salvador un test dans la confrontation avec l'Union soviétique* ».

Canada

ARRESTATION DU MEURTRIER PRÉSUMÉ DE NEUF ENFANTS A VANCOUVER

Vancouver (Colombie britannique) (*A.F.P.*). — Déjà poursuivi pour le meurtre d'une jeune fille de quatorze ans, Clifford Robert Olson, âgé de quarante et un ans, a été inculpé officiellement, lundi 31 août, de l'assassinat de huit autres enfants de douze à dix-sept ans, a-t-on annoncé à Vancouver sur la côte ouest du Canada. Marié et père d'un garçonnet, Olson travaillait à son compte dans le bâtiment.

Il avait été arrêté le 14 août dans le cadre d'une vaste enquête lancée à la suite de la disparition de onze enfants *ou adolescents* en Colombie britannique. Inculpé du meurtre de Judy Kozma, dont le corps portait les traces de nombreux coups de poignard, comme toutes les autres victimes féminines, Olson devait subir un examen psychiatrique le 18 septembre. Les victimes masculines avaient été toutes assommées avec un instrument contondant.

États-Unis

Le président Reagan est-il « paresseux » ?

Le magazine Newsweek soulève, dans sa dernière livraison, la question de la « paresse » supposée du président Reagan, soupçonné de n'être parfois qu'un « président-potiche », laissant un pouvoir excessif à *ses collaborateurs* immédiats, pour mieux se consacrer à ses plaisirs favoris, les promenades à cheval ou les dîners avec ses vieux amis.

Newsweek apporte quelques éléments troublants à ce dossier, qui a été ouvert dès l'arrivée de l'ancien acteur d'Hollywood à la Maison Blanche, M. Reagan n'ayant pas fait mystère de son désir de déléguer au maximum son autorité. Un de ses proches estime qu'il « *ne travaille réellement que deux ou trois heures par jour* », qu'il n'est jamais à son bureau avant 8 h 45 et très rarement après 18 heures, et qu'il a une prédilection pour les notes de synthèse très brèves.

M. Reagan, raconte *Newsweek*, a été pris en flagrant *délit d'ignorance à propos d'un* traité de pêche avec le Canada le jour même où la Maison Blanche faisait savoir au Sénat qu'il fallait renégocier celui-ci. Plus étrange encore, mais peut-être s'agit-il simplement d'un lapsus, il a appelé « monsieur le maire » son propre ministre de l'habitat et du développement urbain lors d'une réunion de maires américains. Le rôle de son principal conseiller, M. Edwin Meese, apparaît parfois exagéré. *C'est M. Meese qui a* décidé de ne pas réveiller le président lors de l'incident aérien avec la Libye, le 19 août dernier, et qui a attendu plus de six heures pour le prévenir. C'est lui encore qui a incité M. Reagan *à ne pas répondre* aux questions des journalistes à propos des prochains choix stratégiques concernant le futur bombardier et les missiles M.X.

La Maison Blanche a jugé bon de réagir à l'article de *Newsweek*. Un haut fonctionnaire, qui a requis l'anonymat, a jugé « *absurdes* » les affirmations du magazine, et a affirmé que M. Reagan était « *parfaitement au courant* » des grands dossiers nationaux et internationaux en cours. De fait, M. Reagan a peut-être des horaires de travail bien moins étendus que son prédécesseur, mais il a jusqu'ici beaucoup *mieux réussi que ce dernier à faire voter ses* projets, en particulier son programme de redressement économique, par le Congrès. Ce président « paresseux » ne manque en tout cas ni de « punch » ni d'efficacité lorsqu'il s'agit *d'obtenir ce qu'il veut des* législateurs, ou de l'opinion publique.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LES PAYS OCCIDENTAUX DEVAIENT INTERROMPRE LEURS RELATIONS AERIENNES AVEC L'AFGHANISTAN à partir de ce mardi 1er septembre, à la demande des Etats-Unis, pour protester contre l'appui apporté au terrorisme international par le régime pro-soviétique de Kaboul, a annoncé, lundi 31 août, un porte-parole du département d'Etat. Cette mesure, qui ne touche en fait que la compagnie nationale afghane Ariana, aucune ligne *occidentale* ne faisant escale à Kaboul, sanctionne le refus des Afghans d'extrader les pirates de l'air qui avaient détourné un *avion pakistanais en mars* dernier. La France a indiqué, pour sa part, qu'elle ne pourrait appliquer immédiatement cette mesure, un préavis d'un an étant nécessaire.

Cuba

● NEGOCIATIONS AVEC LES ETATS-UNIS SUR LES FREQUENCES RADIO. — Les négociations américano-cubaines destinées à éviter les interférences radio entre les deux pays, qui ont eu lieu à Washington, « *se sont achevées de façon constructive et ont été encourageantes en bien des points* », a annoncé, lundi 31 août, le département d'Etat. Les autorités américaines avaient exprimé leur inquiétude après la décision de Cuba de passer de soixante-quinze à cent quatre-vingts émissions de haute fréquence, ce qui risquait d'accroître les risques d'interférences. Il est intéressant de noter que ces négociations ont abouti, alors que les Etats-Unis continuent à accuser La Havane d'aider les guérilleros du Salvador. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

● LE CARNAVAL ANTILLAIS DE NOTTING-HILL, à Londres, s'est terminé, lundi soir 31 août, par un bref accrochage entre jeunes manifestants et forces de l'ordre. A *cette seule exception, la fête*, qui a rassemblé environ cinquante mille personnes, n'a été marquée par aucun incident, contrairement à ce qui s'était produit à plusieurs reprises auparavant, et à ce que les émeutes de juillet en Grande-Bretagne laissaient redouter. — *(A.F.P., Reuter.)*

Irlande du Nord

● M. HUGH CARVILLE, âgé de vingt-cinq ans, a commencé, lundi 31 août, une grève de la faim à la prison de Maze, près de Belfast. Membre de l'IRA *provisoire et purgeant une* peine de quatorze ans de prison pour attaques à la bombe et détention d'armes, *il* est le vingtième nationaliste irlandais à observer un jeûne de protestation depuis la reprise des grèves de la faim en mars dernier par Bobby Sands. Sa décision porte à sept le nombre des grévistes de la faim qui jeûnent actuellement à la prison de Maze. — *(A.F.P.)*

Libéria

● LE SERGENT-CHEF SAMUEL DOE, chef de l'Etat libérien, a fait libérer, lundi 31 août, dix-neuf prisonniers politiques détenus depuis le coup d'Etat qui l'avait porté au pouvoir en avril 1980, a-t-on appris de source autorisée. Parmi les personnes élargies, figurent plusieurs anciens responsables des services de sécurité sous le précédent régime, notamment l'ex-minitre de la défense, M. Greaves, et le chef de la police, M. Smythe. — *(Reuter.)*

Niger

● REMANIEMENT MINISTERIEL. — Le *président* du Conseil militaire suprême (C.M.S.) du Niger, le colonel Kountche, a procédé lundi 31 août à un remaniement ministériel, qui se traduit notamment par la prise en charge par le chef de l'Etat du ministère de l'intérieur, en plus de celui de la défense nationale. Ce remaniement du *gouvernement, qualifié de « limité et purement technique »* par le ministre de l'information, est marqué par le départ du ministre de l'intérieur, le commandant Mamadou, et celui de la santé publique et des affaires sociales, le commandant Maiga. Ce dernier est remplacé par le commandant Adamou, ancien ministre de la *jeunesse, des sports et* de la culture, dont l'ancien poste est occupé par un nouveau venu, *M. Oumarou Mamane.* — *(A.F.P.)*

R. D. A.

● UN INGENIEUR EST-ALLEMAND a réussi à s'évader de R.D.A. en nageant près de *douze heures dans la baie de* Lübeck, durant la nuit et une partie de la journée. Il a finalement *pu être repêché par* l'équipage d'un voilier ouest-allemand et gagner ainsi le sol de la R.F.A. — *(A.F.P.)*

● M. ERIC HONECKER, chef du parti communiste (SED) et de l'Etat est-allemand, a répondu, lundi 31 août, à une lettre que le chancelier Schmidt lui avait adressée le 24 juillet dernier, a indiqué l'agence officielle A.D.N. Celle-ci n'a pas précisé la teneur de ces messages, mais a indiqué que M. Honecker voyait dans cette correspondance un moyen de renforcer le dialogue inter-allemand dans l'intérêt de la paix. Les relations avec la *R.F.A.* « *sont généralement bonnes* », a ajouté le dirigeant est-allemand. Une rencontre entre M. Schmidt et M. Honecker a cependant *été qualifiée* d' « *assez invraisemblable* » par un porte-parole de Bonn, *du moins avant* l'entretien que le chancelier ouest-allemand doit avoir cet automne avec M. Brejnev. — *(A.F.P., Reuter.)*

Sri-Lanka

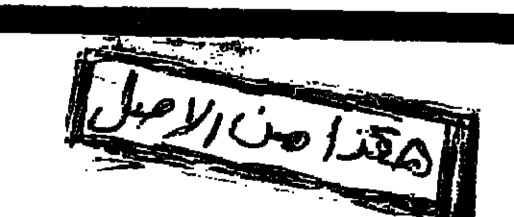
● DECES DU PRESIDENT DU P.C. PRO-SOVIETIQUE. — Le docteur S. A. Wickremasinghe, président et fondateur du P.C. pro-soviétique, est mort à Moscou, le 28 août, à l'âge de *quatre-vingts ans*. Fondateur en 1935 du premier parti de gauche de Ceylan, le L.S.S.P. (trotskiste), il l'avait quitté en 1940 pour former le P.C.

Tanzanie

● *LE PRESIDENT JULIUS NYERERE* se rendra en visite officielle en France à compter du 15 septembre. Au Quay d'Orsay, on précise que le programme du chef d'Etat tanzanien, dont la visite avait été reportée en raison de l'élection présidentielle française, n'a pas encore été entièrement définie.

Tchad

● QUATRE TENDANCES TCHADIENNES ont annoncé, dans un communiqué publié lundi 31 août à Khartoum, leur décision de tenir une « *conférence nationale d'unification* » pour lutter contre la présence militaire libyenne au Tchad. Les Forces armées occidentales, le Frolinat fondamental, le Mouvement patriotique national et le Mouvement populaire pour la libération du Tchad ont décidé de former un comité qui prendra contact notamment avec les Forces armées du Nord de M. Hissène Habré. — *(A.F.P.)*



PROCHE-ORIENT

Iran

Le Conseil supérieur de la justice demande qu'il soit « mis fin immédiatement à la vie des traîtres à l'Islam »

Au lendemain de la mort du président Radjaï et du premier ministre, M. Bahonar, le conseil provisoire de la présidence, qui assure l'intérim du pouvoir, a demandé aux ministres d'assumer leurs fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau premier ministre. L'hodjatoleslam Ali Khamenei a été désigné à la tête du parti républicain islamique (PRI) en remplacement de M. Bahonar. Il s'est remis voici seulement quelques jours des blessures qu'il avait reçues il y a deux mois dans une mosquée de Téhéran. Blessé par l'explosion d'un magnétophone piégé le 28 juin, il était resté hospitalisé un mois et n'avait toujours pas repris son rôle d'imam de la prière du vendredi de Téhéran, assuré pendant sa convalescence par le président du Parlement, M. Rafsandjani. Vice-ministre de la défense au début de la révolution, membre jusqu'à sa dissolution du Conseil de la révolution, M. Khamenei, député de Téhéran, représente l'imam Khomeiny au sein du conseil supérieur de défense, dont il est officiellement le porte-parole.

D'autre part, le Conseil supérieur de la justice a demandé à tous les responsables de l'appareil judiciaire du pays de *« mettre immédiatement fin à la vie des traîtres à l'Islam et à la patrie islamique après un examen rapide de leurs dossiers »*. De son côté, le bureau des relations publiques du procureur islamique de la révolution a déclaré qu'il *« soutient l'appel du procureur général de la République, l'ayatollah Rabbani Amlachi, concernant la lutte à mener face aux contre-révolutionnaires »*, et qu'*« ils ne manquera pas à ses devoirs »*. L'ayatollah Amlachi avait déclaré lundi matin, au cours des obsèques de MM. Radjaï et Bahonar, que *« quatre mille individus mouraient par le sabre chaque jour, aux premiers temps de l'Islam »*.

Au cours des obsèques des deux dirigeants, plusieurs personnalités ont critiqué les responsables des services de sécurité, devant plus d'un million de personnes massées aux abords du Parlement.

« Le peuple est en colère contre les responsables de la sécurité. Ils doivent répondre de leur négligence dès aujourd'hui », a déclaré l'hodjatoleslam Rafsandjani, qui, lui-même, a été mis en cause par un député. Ce dernier a demandé la création par l'imam Khomeiny d'un *« ministère de la sécurité »* et a suggéré que *« le peuple descende dans la rue et les avenues la nuit, car la contre-révolution veut lancer des attaques »*.

Plus tard dans la matinée, l'imam Khomeiny est sorti de sa réserve. Le guide de la révolution, qui, jusqu'à présent, jugeait *« sans importance »* les attentats qui secouent le pays, n'a pu retenir son émotion. *« Aucune puissance ne peut affronter une nation qui considère qu'elle procède de Dieu »*, a-t-il affirmé dans son message, qu'il a dû interrompre pour étouffer un sanglot.

La campagne d'attentats ne s'est pas arrêtée avec l'explosion de dimanche : quatre partisans du régime ont été assassinés le même jour à Babol, Téhéran et Khorramabad. La vague d'exécutions ne s'est pas non plus ralentie : quarante-quatre ont été annoncées lundi matin.

La France mise en cause

Malgré le télégramme de condoléances adressé par M. Claude Cheysson à son collègue iranien, M. Hossein Moussavi, l'hodjatoleslam Rafsandjani a accusé mardi matin les autorités françaises de « protéger » les auteurs de l'attentat de dimanche. *« Nous savons*, a déclaré le président du Parlement, *que ce forfait a été commis par les Moudjahidin ou les monarchistes. De toute façon, tous sont sous la protection de la France. Selon quelle logique la France protège-t-elle les terroristes qui ont tué le président et le premier ministre ? »* M. Rafsandjani, qui parlait devant les députés, a ouvert un nouveau débat sur la *« loi de la reconstitution des forces humaines »*, destinée à épurer les organes officiels. *« Cette loi*, a-t-il dit, *est très importante, car les événements de dimanche ont prouvé que l'épuration n'avait pas encore eu lieu vraiment. L'immeuble du premier ministre a été le plus épuré, et pourtant... »*

A Auvers-sur-Oise, le dirigeant des Moudjahidin a estimé que l'attentat constituait un *« acte légitime »*. *« Nous avons décidé*, a-t-il dit, *de mettre fin au régime de Khomeiny, et c'est maintenant chose possible. »*

L'attentat a été également approuvé par les étudiants qui se réclament de l'organisation patriotique indépendante des étudiants (proche de M. Bakhtiar), qui ont mis fin, à cette occasion, à la grève de la faim qu'ils poursuivaient depuis douze jours au siège parisien d'Amnesty International. — *(A.F.P.)*

Libye

LA CONFÉRENCE DE SOLIDARITÉ A CONTRIBUÉ A RÉDUIRE L'ISOLEMENT DE TRIPOLI

Tripoli *(A.F.P.)*. — Organisée par le Congrès du peuple arabe qui regroupe des partis de gauche, à la suite de l'affrontement aérien américano-libyen dans le golfe de Syrte (*le Monde* du 20 août), la conférence de solidarité avec le peuple libyen, réunie à Tripoli, aura contribué à faire sortir le régime du colonel Kadhafi de l'isolement dans lequel l'avait plongé son intervention au Tchad.

Dans un communiqué final, adopté lundi 31 août, la conférence souligne que *« les sept cents participants représentant plus de deux cents partis, syndicats, organisations officielles et de masse, venant de quatre-vingt-cinq pays différents, ont exprimé leur solidarité avec la Libye et leur admiration devant les réalisations de la révolution du 1er septembre »* (date de l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi, en 1969). Ce texte *« condamne l'agression des Etats-Unis contre la Libye »* et approuve la création à Tripoli d'un *« Front international de lutte contre l'impérialisme »*.

Parmi les participants figuraient M. Ratsiraka, président malgache, M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., M. Habib Chatti, secrétaire général de la Conférence islamique, le philosophe Roger Garaudy, le coordinateur de la junte du Nicaragua, M. Ortega. En revanche, les présidents Assad, de Syrie, et Goukouni Oueddei, du Tchad, n'ont pas assisté à la séance de clôture. On notait aussi l'absence des Iraniens et d'une haute personnalités algérienne.

L'INTÉRIM PRÉSIDENTIEL

Les Iraniens vont élire le troisième président de la République de leur histoire, après la mort, au cours de l'attentat de dimanche 30 août, du président Mohamed Ali Radjaï, élu le 24 juillet dernier. Les articles 130, 131 et 132 de la Constitution évoquent l'intérim de la présidence qui est confié à un *« conseil provisoire de la présidence de la République »* réunissant le premier ministre, le président du Parlement et le président de la Cour suprême.

Le premier ministre, Djavad Bahonar, ayant été tué dans l'attentat qui a coûté la vie à Ali Radjaï, le conseil n'est pour l'instant constitué que de deux personnalités : le président de la Cour suprême, l'ayatollah Moussavi Ardebili, procureur de la République, qui a remplacé, le 29 juin dernier, l'ayatollah Beheshti, tué dans l'attentat du siège du P.R.I. la veille, et le président du Majlis, M. Hachemi Rafsandjani.

Le conseil est tenu d'organiser une nouvelle élection présidentielle dans un délai maximal de cinquante jours, période durant laquelle il est investi de tous les pouvoirs présidentiels, sauf celui d'organiser un référendum.

Le conseil de surveillance de la Constitution est chargé d'examiner la liste des candidats potentiels. Quatre candidats sur soixante et onze avaient été retenus lors de l'élection de Mohamed Ali Radjaï. Le choix s'appuie sur la Constitution, selon laquelle les candidats doivent être dignes de confiance, vertueux, pieux et attachés aux fondements de la République islamique et à la religion officielle.

M. Cheysson a séduit ses interlocuteurs sans rien concéder sur le fond

Le représentant de l'O.L.P. en France, M. Ibrahim Souss, a exprimé, mardi 31 août, sa satisfaction au sujet de la rencontre entre MM. Arafat et Claude Cheysson. « Le chef de la diplomatie française, *a-t-il dit*, a dissipé nos appréhensions en déclarant que la vraie priorité, ce sont les droits palestiniens ».

En revanche, M. Meir Rosenne, ambassadeur d'Israël à Paris, a déclaré que son pays avait été « très déçu » par la rencontre. Selon M. Rosenne, qui devait être reçu mardi par le président Mitterrand, « l'O.L.P. n'est pas une organisation de libération nationale, puisqu'elle a répété, il y a quelques mois à Damas, que son but était de liquider l'entité sioniste politiquement, économiquement, militairement, culturellement et idéologiquement ».

De notre envoyé spécial

Damas. — M. Claude Cheysson a quelques raisons d'être satisfait de la tournée qui l'a conduit en trois jours dans trois capitales du Proche-Orient. A Amman, à Beyrouth, et enfin à Damas qu'il a quittée le lundi soir 31 août, il a pu prendre connaissance directement des réalités et des analyses de responsables qui ont rarement l'occasion — comme les présidents du Liban et de la Syrie — de se déplacer à l'étranger. Il a eu l'occasion en outre d'expliquer tant aux dirigeants qu'à l'opinion la politique proche-orientale du gouvernement français. Il a ainsi réussi à dissiper des malentendus et des méfiances quant à l'impartialité de Paris, à dégager quelque peu la voie à la mission conciliatrice que le président Mitterrand souhaite conférer à l'ensemble de la communauté européenne.

Sans rien concéder sur le fond, M. Cheysson a séduit ses interlocuteurs — à en juger par divers commentaires officieux ou non — par le caractère direct de ses interventions, par ses accents de sincérité. Ses prises de positions en faveur de l'autodétermination des Palestiniens ont été accompagnées de rappels constants de l'attachement de la France à l'existence et à la sécurité d'Israël, condition *sine qua non* de tout règlement.

A l'issue d'un banquet donné en son honneur dimanche soir par M. Khaddam, le ministre syrien des affaires étrangères, le chef de la diplomatie française a évoqué le calvaire du peuple juif lors de la deuxième guerre mondiale, pour justifier la création de l'Etat hébreu avec le soutien actif de la communauté internationale. Cette réparation — a-t-il expliqué — a engendré une autre injustice, cette fois-ci subie par les Palestiniens, qui, à leur tour, ne sont pas étrangers à la tragédie libanaise. D'où la nécessité impérieuse, a-t-il ajouté, d'un compromis fondé sur la justice, qui mettrait fin aux souffrances de tous les peuples concernés et qui établirait une paix durable dans la région.

M. Cheysson a tenu des propos identiques au président Assad, avec lequel il s'est entretenu lundi pendant près de deux heures à Lataquié, où le chef de l'Etat syrien se reposait.

Le ministre français s'en est pris aux mythes qui ont encore cours dans certaines parties du monde arabe. Il faudrait, a-t-il dit, que la diplomatie *« colle aux réalités simples et concrètes »*, à savoir que deux peuples — les Israéliens et les Palestiniens — existent et ont, dès lors, le droit à une patrie, à un Etat. Autrement, l'instauration de la paix serait impossible.

La position de Damas

Les interlocuteurs syriens de M. Cheysson lui ont répondu qu'ils souhaitaient ardemment eux aussi un règlement. Ils ne pouvaient que constater néanmoins que la conjoncture née des accords de Camp David, loin de constituer un *« progrès »*, comme le ministre français le croyait, avait accru les facteurs de tension : la division du monde arabe, source de surenchères, suscitée par la « défection » de l'Egypte ; l'exclusion des Palestiniens du processus de paix ; la multiplication des faits accomplis dans les territoires occupés sous le couvert du traité conclu entre Le Caire et Jérusalem et avec la bénédiction de Washington ; l'aggravation du déséquilibre en faveur d'Israël, dont l'« arrogance » était alimentée par l'aide massive des Américains.

Les dirigeants de Damas ont fait valoir que la puissance aérienne d'Israël par rapport à celle de l'ensemble de ses forces armées était, proportionnellement, vingt fois plus élevée qu'aux Etats-Unis, ce qui démontrerait, selon eux, les *« intentions agressives »* du gouvernement Begin. Si tel n'était pas le cas, comment expliquer l'accroissement des fournitures d'armements américaines malgré la paix conclue entre Israël et le plus puissant des Etats arabes, l'Egypte ? Encore plus grave aux yeux des responsables syriens, les accords de Camp David ont favorisé l'implantation militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient, introduisant ainsi un facteur d'explosion supplémentaire tenant à l'implication directe des Etats de la région dans la confrontation Est-Ouest. Conclusion du gouvernement de Damas : il faut que la *France*, et avec elle l'*Europe*, contribue à neutraliser ces facteurs négatifs pour qu'une négociation puisse s'engager et réussir.

Le chef du Quai d'Orsay a été agréablement impressionné par l'attitude du président Assad et par celle de M. Khaddam à l'égard du Liban, qu'il avait qualifié de *« point central »* de son voyage. Loin de considérer ce pays comme étant une chasse gardée syrienne, ils ont assuré M. Cheysson qu'ils partageaient le souci de la France d'en préserver *« l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale »*. La Syrie, ont-ils répété, ne nourrit aucune ambition territoriale. En retour, M. Cheysson a déclaré à la presse, avant de quitter Damas, que les Libanais faisaient partie intégrante de la *« nation arabe »* et que *« toutes les communautés »* devraient dès lors adopter à l'égard des problèmes extérieurs une attitude commune. Une manière, sans doute, de dire qu'il désapprouvait, tout autant que les Syriens, les liens entretenus par certaines factions libanaises avec Israël.

Malgré ces convergences, le ministre des relations extérieures a tenu à faire savoir à l'opinion arabe que la France s'abstiendrait de prendre la moindre initiative avant de consulter l'autre partie au conflit. Et c'est à l'aéroport de Damas qu'il a annoncé à la presse qu'il avait l'intention de se rendre *« au plut tôt »* en Israël.

ERIC ROULEAU.

EUROPE

Espagne

Le gouvernement a demandé au Parlement d'approuver sa demande d'adhésion à l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement a demandé lundi 31 août au Parlement d'approuver la demande d'adhésion de l'Espagne à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Les représentants des groupes parlementaires se réuniront dans les prochains jours pour décider de la date du débat, dont l'issue ne fait guère de doute puisque l'Union du centre démocratique dispose de la majorité dans les deux Chambres.

Le débat pourrait avoir lieu dans la seconde quinzaine de septembre. Madrid présentera ensuite sa demande d'adhésion à Washington, d'où elle sera transmise aux autres pays membres. Une fois cette demande approuvée, l'Espagne sera officiellement invitée à signer le traité. Le tout pourrait être terminé au printemps.

Fort de l'avis du Conseil d'Etat, le gouvernement a pris de court l'opposition. Le Conseil avait en effet déclaré la semaine dernière que le Parlement était compétent pour se prononcer sur la demande d'adhésion. Le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) n'ouvre que ce mardi une campagne en faveur du recours au référendum, c'est-à-dire bien tardivement pour pouvoir sérieusement entraver ou retarder la procédure parlementaire.

Le ministre des affaires étrangères, M. José Pedro Perez Llorca, a indiqué lundi, dans une interview au journal *Diario 16*, que le traité sur l'utilisation de quatre bases espagnoles par les forces armées américaines ne serait pas renouvelé avant l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Cet accord, qui date de 1976, expirera le 21 septembre prochain, et l'on indique de source diplomatique espagnole qu'il sera automatiquement prolongé et que les négociations en cours à Madrid se poursuivront au-delà de la date d'expiration.

L'Espagne espère que son adhésion à l'OTAN lui permettra d'obtenir des Etats-Unis de meilleures contreparties économiques et militaires. M. Perez Llorca l'a reconnu en déclarant que l'accord bilatéral actuel était *« précaire, non satisfaisant et équivalait à une satellisation »*. Une fois l'Espagne membre de l'OTAN, a-t-il déclaré, les relations hispano-américaines *« s'inscriront dans le cadre d'une alliance multilatérale entre pays souverains et égaux, loin d'une relation exclusivement bilatérale, inégale par nature »*.

(Intérim.)

L'ATTENTAT CONTRE LA SYNAGOGUE DE VIENNE

Le gouvernement de M. Kreisky rejette la protestation de Jérusalem

Vienne *(A.F.P., A.P.)*. — Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Willibald Pahr, a rejeté lundi 31 août une protestation de Jérusalem formulée par son ambassadeur. Le diplomate s'était élevé contre les déclarations du chancelier Bruno Kreisky à la suite de l'attentat contre la synagogue de Vienne, à propos duquel il avait dit que *« la politique intransigeante d'Israël portait les fruits de la colère »* (*le Monde* du 1er septembre). M. Pahr a qualifié la protestation de Jérusalem *« d'immixion dans les affaires intérieures de l'Autriche »* et a regretté *« qu'un crime atroce ait donné lieu de la part d'Israël à une polémique politique »*.

Le parti populiste et le parti libéral, tous deux dans l'opposition, ont également critiqué les propos du chancelier et son *« hyperactivité dans les affaires du Proche-Orient »*. M. Kreisky a réagi en déclarant à la télévision qu'il n'avait pas l'intention de réviser sa politique à l'égard de l'O.L.P., et il a répété son refus d'imputer l'attentat à l'organisation de M. Yasser Arafat. *« Cette politique a été suivie depuis des années et maintenant que la totalité du monde démocratique comprend que la cause du problème du Proche-Orient est la question palestinienne, je ne vois pas de raison de changer notre position »*, a-t-il déclaré.

Parallèlement, le chancelier a adressé des messages de condoléances au président de la communauté juive et aux parents des deux victimes de l'attentat, et exprimé son *« horreur »* devant *« cet acte criminel »*. Quelque 1 500 personnes ont assisté, lundi après-midi, aux obsèques solennelles précédées d'une marche silencieuse dans le centre de la capitale. Au cours de la cérémonie, à laquelle assistaient le vice-chancelier, M. Sinowatz, et les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, le grand rabbin Akiba Eisenberg a critiqué la politique du gouvernement et affirmé que l'attentat prouve que *« l'antisionisme équivaut à l'antisémitisme »*.

● *Message de Jean-Paul II.* — Dans un message adressé lundi 31 août à l'archevêque de Vienne, Mgr Franz Koenig, le pape a condamné *« avec fermeté ce nouvel acte sanglant et absurde qui frappe la communauté juive en Autriche et dans le monde entier »*. — *(A.F.P.)*

● *Un communiqué du Congrès juif mondial.* — M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, a, dans un communiqué, dénoncé cet *« acte de violence gratuit »* et lancé *« un appel aux chefs de gouvernement du monde entier (...) pour condamner avec force les assassins qui pensent que le meurtre peut servir de moyen d'expression politique »*.

DE NOMBREUSES CONDAMNATIONS

De nombreuses personnalités et organisations ont condamné avec indignation l'attentat contre la synagogue de Vienne. C'est le cas, notamment, de MM. Alain Goldman, grand rabbin de Paris, Claude-Gérard Marcus, député R.P.R. de Paris, et Didier Bariani, président du parti radical-socialiste. Ces deux derniers condamnent également la rencontre de MM. Arafat et Cheysson qui illustre pour M. Bariani, *« la fâcheuse continuité de la politique française au Proche-Orient »*.

Parmi les organisations figurent le Consistoire israélite du Bas-Rhin et la communauté israélite de Strasbourg, le cercle Bernard-Lazare, le bureau de l'Association des étudiants amis d'Israël, qui demande au président Mitterrand d'ordonner *« la fermeture des bureaux de l'O.L.P. sur le sol français »*, et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

Interrogé par TF1 au sujet de la protestation de Jérusalem contre la rencontre de MM. Cheysson et Arafat, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré : *« Nos amis israéliens, qui savent notre attachement à l'existence et à la sécurité d'Israël, doivent comprendre que tout ce qui est fait, y compris cette rencontre, s'inscrit dans une démarche de paix. »*

Enfin, MM. Michel Grimard et Charles Saint-Prot, présidents du comité pour la paix au Proche-Orient, condamnent aussi l'attentat de Vienne « et le terrorisme d'où qu'il vienne », mais rappellent que l'O.L.P. doit être associée aux « négociations globales » pour régler le conflit israélo-arabe.

« Vive réprobation » du Quai d'Orsay

Le ministère des relations extérieures a exprimé, lundi 31 août, *« sa vive réprobation »* à la suite de l'attentat commis samedi contre une synagogue de Vienne. *« Nous exprimons notre vive réprobation contre une action qui a fait des victimes innocentes »*, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay.

Les cent jours de l'ex-majorité

(Suite de la première page.)

Mais essayons de classer. Un amateur, en admirant l'un des dessins de Degas, lui demandait combien de temps il avait mis pour réaliser ce petit chef-d'œuvre. *Degas répondit : « Vingt minutes. Ou vingt ans... »* Sans prendre la politique pour l'un des beaux arts, tout évènement peut y être analysé comme un résultat de quelques minutes, de quelques mois ou de quelques années. Commençons par le plus court.

La campagne n'a pas fait gagner de voix et n'en a pas fait perdre. Il n'y a pas eu de grand moment positif. Il n'y a pas eu *non plus ce mot* malheureux ou cette image regrettable qui deviennent symboliques et qui sont après coup considérés non seulement comme le symbole mais aussi comme la raison de l'échec ou de la victoire. Certains ont *jugé la réponse de M. Giscard* d'Estaing à une question d'un journaliste sur son plus grand échec, la lutte contre le chômage, comme une erreur politique grave. Elle est une erreur politique si l'on perd. Si M. Giscard d'Estaing *avait gagné, elle ne* serait plus considérée comme un aveu entraînant condamnation mais comme une élégance dans l'honnêteté qui lui aurait attiré des *suffrages en changeant* agréablement par rapport au ton habituel du discours politique. Certains ont peut-être trop cru que le face-à-face avec M. Mitter*rand serait décisif. On avait trop* dit sans doute, en 1974, que la victoire de M. Giscard d'Estaing avait été due à un tel débat et notamment à la réponse fameuse *sur le monopole du cœur*. En fait, rien n'a été décisif. En 1981, même si le débat a *été nettement*, aux points, à l'avantage de M. Giscard d'Estaing, il n'a pas dû déplacer 0,50 % des voix. Les jeux étaient déjà faits. En 1974, les Français *souhaitaient le changement sans* risque et il se trouve que le changement sans risque était M. Valéry Giscard d'Estaing. En 1981, il se trouve que c'était, semblait-il, *M. François* Mitterrand.

L'habileté de M. Mitterrand a été alors de faire peu campagne et de se réfugier le plus souvent possible dans les généralités généreuses. Quant à toutes les questions précises sur les ministres *communistes*, les *solutions* à l'inflation et au chômage, les changements de société, il répondait *« on verra »*. Il a eu cette chance historique qu'à ce moment précis les Français avaient justement envie « d'aller voir ».

L'erreur de la campagne de M. Giscard, et je le dis sachant le rôle que j'y ai tenu, est d'avoir cru, au départ, *que le président* de la République serait réélu et avec une majorité sans doute plus forte qu'en 1974. Mais beaucoup de socialistes le croyaient aussi, *tous les spécialistes*, et la *majorité* des Français, même quand ils déclaraient en même temps n'avoir pas l'intention de voter Giscard. L'erreur est aussi d'avoir *cru que M. Giscard* d'Estaing serait réélu *parce qu'il était le président*. Tout le reste est conséquences.

En novembre 1980, la popularité de M. Giscard d'Estaing avait nettement baissé après celle de Raymond Barre. Ce signal n'est pas considéré comme déterminant. Parce que *aucun* autre candidat ne paraît crédible. Parce que les spécialistes pensent que beaucoup de ceux qui se déclarent contre Giscard ne matérialiseront pas leur refus au moment du vote et que d'autres, qui rêvent d'un *changement*, au moment du vote, reviendront sur terre. Ce sont les spécialistes qui rêvaient.

Pour tout candidat, il est naturel de critiquer, il est facile de promettre. Il est impossible pour un président en exercice de critiquer, ce serait se critiquer lui-même ; mais il est aussi pratiquement impossible de promettre puisque la réponse viendrait immédiatement : *« Si vous croyez que c'est nécessaire, que c'est juste, pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt ? Vous aviez sept ans. »* C'est la difficulté fondamentale d'une réélection par rapport à une élection. Après sept ans de crise, elle laisse peu de place à l'imagination.

Résolument établir le programme d'un « nouveau départ » en violant la logique de la continuité et les réticences des fonctionnaires compétents ? Soit, mais à un mois de l'élection, aurait-il été *crédible*...

Le président sortant *ne peut* donc ni critiquer ni promettre, ce n'est d'ailleurs pas son tempérament. Il peut seulement affirmer que le bilan est positif et même, *compte tenu des circonstances*, exceptionnellement favorable par rapport à ce qui s'est passé dans les autres pays. Mais on ne convainc pas la majorité *des Français en lui disant que* nous sommes dans une honnête moyenne et que les autres pays finalement sont moins heureux que nous. Le président peut seu*lement dire que, sur* les bases qui ont été réalisées, il faut continuer et faire mieux. Il ne peut pas non plus répondre aux critiques qui viennent de tous *côtés*, de la *droite comme* de la gauche, parce qu'à ce moment-là il se mettrait au même niveau que les autres candidats et que la thèse reste qu'il y a le président d'une part et les candidats d'autre part.

Les critiques violentes venant de M. Marchais ou de M. Mitterrand à l'égard du président ne sont *sans doute pas de nature* à changer beaucoup de votes, les Français considérant qu'elles relèvent du jeu politique classique. En revanche, les mêmes critiques *venant de son ancien* premier ministre, c'est-à-dire, pour l'opinion, de son propre camp et très systématiquement « ciblées » pour atteindre un électorat *de professions libérales*, d'agriculteurs, de P.M.E., de commerçants, etc., présumé majoritaire, paraissent une confirmation, ont plus de poids et d'effets. On peut faire *des primaires quand* on est dans l'opposition. Plus dangereusement quand on est au gouvernement.

La division

Pourtant, le soir du premier tour, sur le papier, Giscard d'Estaing a gagné. Il est nettement *en tête et a eu*, avec 28,31 % des suffrages exprimés, un peu moins que ce qu'on pouvait espérer, *mais* un peu mieux que son électorat personnel, tel qu'il avait été mesuré par ce sondage en vraie grandeur que furent les élections européennes. La gauche, au total, n'est pas majoritaire. Et pourtant, en fait, le président a perdu.

Il a perdu parce que les erreurs antérieures du parti communiste, et l'« effet Chirac » aidant, ont eu pour conséquence de pousser *un million* d'électeurs du P.C. à voter Mitterrand dès le premier tour. Avec un *double* résultat : à près de 26 %, (alors qu'il était à moins 24 %), Mitterrand est remonté trop près de Giscard ; et le parti communiste, tombé à *moins de 16 %, ne fait plus peur*. Le parti communiste ne faisant plus peur, Mitterrand non plus.

Giscard a perdu parce que l'addition du premier tour est *illusoire les voix de Chirac ne se* reportant pas en totalité, en tout cas moins bien que les voix communistes sur Mitterrand. Après le premier tour et la déclaration personnelle de Chirac, le pourcentage des reports au sein *de la majorité monte rapidement* à 70 %. Mais le comité central du R.P.R. décide *le vote libre et* le pourcentage se bloque pratiquement à ce 70 % pendant que du *côté communiste* le mouvement en faveur de Mitterrand continue, *que le P.C. l'ait souhaité ou* pas. Pour Giscard, le non-report des voix *R.P.R.* se situera entre 25 et 30 %, une moitié des défaillants s'abstenant, une autre votant Mitterrand. Cette moitié qui va voter Mitterrand, c'est deux points *par rapport au nombre* total des votants, c'est, par leur changement de camp, *la différence* de quatre points entre les candidats, la victoire de l'un et l'échec de l'autre ; sans même tenir compte des abstentions. Arithmétiquement, cette explication pourrait suffire et toute analyse s'en tenir là.

En 1978, ce n'est pas la majorité qui avait gagné, c'est la gauche qui avait perdu par ses divisions. En mai 1981, c'est la majorité qui par ses divisions a perdu, ce n'est pas *Mitterrand* qui a gagné. En juin 1981, c'est Mitterrand qui gagnera.

Mais on doit remonter plus loin. Si un tel phénomène de division et de défection a eu lieu, c'est qu'il y avait des raisons. *C'est* d'abord parce que les rapports au sein de la majorité n'ont jamais été, depuis des années, très satisfaisants. A part quelques périodes d'entente, ils ont été plutôt une *sorte* de paix armée marquée de divers « coups » qui ont laissé des traces durables. C'est aussi parce que la division s'est alimentée de déceptions catégorielles *nées de la crise, et aggravées par* la perspective de durée de la *crise. Sans la crise, ni Chirac ni* Mitterrand n'aurait pu attaquer aussi vigoureusement le bilan du septennat. Sans la crise, il n'y aurait pas *eu* aussi fortement le *désir d'autres solutions*, d'autres politiques. Sans la crise, Giscard *n'aurait pas été battu, à quatre* points d'écart, par la conjonction du rêve de gauche et du mécontentement de droite.

La crise

Le septennat a été celui de l'augmentation du chômage en tous pays, quels que soient leurs régimes, et de l'inflation généralisée. Un autre gouvernement aurait-il pu, aux yeux des Français, « réussir » ?

Le maintien de la valeur du franc n'a plus la valeur politique qu'il avait sans doute au temps de M. Pinay et encore plus au temps de M. Poincaré, le nombre de *rentiers à revenus fixes ayant* diminué, le nombre d'agriculteurs ou de propriétaires de maisons individuelles très endettés ayant augmenté.

Maintenir et développer le pouvoir d'achat, réduire certaines inégalités entre Français, sauver la Sécurité sociale sans altérer la qualité des prestations, avoir *un taux de chômage* qui reste inférieur à celui de nombre de nos voisins européens, même s'il est trop élevé, sans tomber dans les dangers de toutes les politiques de relance que sont les déséquilibres budgétaires et extérieurs immédiats *avec leurs conséquences perverses*, assurer l'avenir par la poursuite ou le lancement de politiques à *long terme* comme celle de l'énergie, c'est une réus*site que le mensuel américain Fortune*, à peine un mois avant les élections considérera comme une des plus notables de ce siècle et qui confirme la France dans *son rôle de leader européen* et occidental. Mais elle ne « passe » plus dans l'opinoin. Ce qui frappe, c'est seulement le message négatif sur la nécessité de l'austérité et sur les périls à venir (l'avenir en politique ne dé*passant pas trois ans*), c'est le fait que la crise dure encore.

Le sentiment pessimiste va *l'emporter, non pas tant par* jugement de ce qui a été fait globalement que par incertitude de ce qui risque d'advenir pour chacun individuellement.

En 1978, on pouvait raisonnablement voir « la fin du tunnel » même si elle avait été annoncée trop souvent. Les grands équilibres se rétablissaient, le chômage *et l'inflation*, sans régresser, se stabilisaient. Le deuxième choc pétrolier, plus important en valeur que le premier, va tout remettre en cause et créer, non pas le refus *de l'effort, mais au moins* le doute sur l'utilité de cet effort dans les termes et modalités utilisés depuis sept ans.

En outre, en octobre-novembre *1980, il y a eu une aggravation de* la situation et les statistiques ont montré une poussée du chômage. Mais l'opinion à Paris ne s'en émeut guère et cela ne fait pas les *grands titres dans* les journaux parce qu'il s'agit surtout d'ateliers, de *chefs-lieux* de canton, trente employés ici, cinquante là, dans la confection et la sous-traitance mécanique notamment. La crise de la sidérurgie touchait *directement* les régions intéressées mais l'opinion seulement par les *mass media*.

La sociologie

En novembre, c'est la base de la France qui est inquiète un peu partout, au niveau rural comme au niveau citadin, parce qu'elle constate par elle-même « que cela peut lui arriver aussi » D'où le désir grandissant d'essayer une *autre politique*, avec d'autres figures, un autre vocabulaire, d'autres moyens, pour voir « si cela réussirait mieux » C'est le thème de Mitterrand comme de Chirac. Il porte. Les Français ont toujours rêvé du changement sans risque. *Cette fois-ci, ils sont* prêts psychologiquement, après sept ans de crise et alors qu'on annonce les prolongations, à prendre des risques pour essayer le changement.

Dans les défauts ou qualités que *les Français* attribuent traditionnellement à la gauche et à la droite, une des qualités reconnues normalement à la droite, c'est d'être bonne gestionnaire. Mais peut-on pour l'opinion, *dans* une démocratie, « bien gérer » *une crise* de cette ampleur, et alors qu'elle fait suite à une *période exceptionnelle* de croissance forte, de plein emploi et de stabilité monétaire qui sert fatalement de terme de *référence* ? 2 % des Français, ce qui fait 4 points d'écart *entre* les *candidats*, vont répondre non, alors *qu'ils avaient* dit oui quelques années auparavant. La crise a duré, et aussi la France a changé.

Si une partie de l'électorat hésitant, qui fait finalement les décisions à quelques points d'écart, a eu cette réaction, c'est parce que la sociologie française s'était progressivement transformée et que *déjà* la majorité du pays était en fait, sinon politiquement du moins psychologiquement hostile à la politique poursuivie. A cet égard, la meilleure explication est certainement celle que M. Cathelat a donnée, et dont je rappelle les conclusions (1).

Le discours politique de Giscard d'Estaing *comme de Chirac ne* s'adressait en fait qu'à 30 % des Français, alors que le discours de Mitterrand s'adressait directement à environ 50 % des Français. *Le groupe des « aventuriers »* qui avaient été sensibles aux thèmes de *compétitivité* et de modernisation a fondu dans les dernières années, notamment en *raison de la crise*. Ils étaient 30 %, ils ne sont plus que 15 %. L'évolution de longue durée *réduit le* groupe des traditionalistes qui, lui aussi, n'est plus que de 15 % parce *qu'il correspondait* largement à une France rurale qui est en train de disparaître au profit d'une France urbaine et encore plus d'une France des banlieues. Et c'est le groupe dit de « recentrage » attaché au maintien des *acquis fondé sur le maintien de* l'emploi qui est désormais de très loin le plus nombreux.

Les nationalisations sont indifférentes ou plutôt bien vues, l'inflation n'est pas sa principale préoccupation. Sa principale préoccupation est que la société lui garantisse son avenir.

C'est à lui que s'adresse en fait le langage de Mitterrand. Les « marginaux » viendront, au deuxième tour, apporter leur *contribution*.

Cette analyse sociologique très intéressante paraît corroborée par l'examen *détaillé du vote* qui montre toutes les catégories socio-professionnelles participant plus ou moins au succès de la gauche. Ce ne sont pas les jeunes, les agriculteurs et les professions libérales en tant que tels. C'est, à 2 %, un peu tout le monde, y compris les employés, les femmes et les personnes âgées.

Soit. *C'est vrai que trop tard* et trop peu, *le précédent* septennat s'est penché sur les problèmes de cette *France moyenne* et tertiaire, de loin la plus nombreuse, de loin la moins officiellement bruyante, que la crise va toucher dans ses avantages relatifs, *et plus encore dans les* certitudes dont elle a besoin. Elle n'était pas très politisée ? Elle va, le temps d'un scrutin, le *devenir*. A gauche, il y a une alternative et une *doctrine*. Elle va *voter* à gauche : un peu le 10 mai, *beaucoup le 21 juin*. Le mouvement de fond sociologique et politique développera aux législatives la cassure de la présidentielle.

J'emploie intentionnellement le mot en *dépit des sociologues qui* ont tendance à l'omettre. Parce que la vie politique française s'appuie sans doute sur de nombreux comportements mais, tout bien pesé, ne connaît que deux tempéraments constants : la *droite et* la gauche. Notre système institutionnel qui, pour l'élection présidentielle, ne garde que deux candidats pour le tour décisif, renforce cette situation. Il *peut y avoir de multiples* tendances centristes, il peut exister une large majorité de Français qui refusent les extrêmes, le vote le plus important pour nous reste un vote droite contre gauche où le centre proprement dit s'efface.

Les deux tempéraments fondamentaux étant au *départ*, disons de 45 % pour la gauche et de *40 %* pour la droite, celui qui gagne une élection en France est celui qui perd le moins de voix dans son propre camp tout en en prenant suffisamment dans le *camp adverse*.

A toutes ces raisons, il faut alors ajouter celle-ci : le centre, conçu et perçu comme tel, n'était pas *politiquement* assez fort.

Si le *sujet* n'était pas aussi grave, on pourrait décrire cette élection *comme une sorte de* partie de « chaises musicales », ce jeu de société où il manque toujours un siège par rapport au nombre de participants. Au premier tour, Chirac *s'est* installé vigoureusement sur le siège de droite ; au deuxième tour, Mitterrand s'est installé largement sur le siège de gauche. Il n'y a pas de troisième chaise, de chaise du centre. A deux points près.

Compte tenu des difficultés de *toutes sortes qui se préparent* pour notre pays, et si l'on veut refuser d'avoir dans quelques années à choisir seulement entre les solutions extrêmes, c'est de cela qu'il *faut* s'occuper.

JEAN-FRANÇOIS DENIAU.

Prochain article :

CE QUI VA SE PASSER

(1) Analyse faite le 30 juin 1981, à T.F. 1, par le professeur Bernard Cathelat, directeur du Centre de communication avancée.

● *La Lettre de la Nation*, organe quotidien du R.P.R., qui avait interrompu sa publication *le 24 juillet*, est reparue le mardi 1er septembre. Le prix de l'abonnement annuel est porté à *150 F*.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Réformes et réformettes

Le nouveau pouvoir va trop loin à moins qu'il ne soit trop *prudent. Les commentateurs* de la presse hebdomadaire hésitent entre les deux appréciations.

Penser que le gouvernement *« s'apprête à donner un coup de frein à sa volonté de changement »* serait *« commettre un contresens complet sur la gestion socialiste »*, affirme Georges Valance dans *L'EXPRESS*.

De son côté, Jean-François Kahn, dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES*, écrit : *« Il serait absurde que, pour avoir trop légèrement affirmé hier qu'il fallait tout bouleverser, on finisse aujourd'hui par renoncer même aux changements les plus nécessaires. »*

Pour Jacques Ellul, qui signe l'éditorial de l'hebdomadaire protestant *REFORME*, *« il faut aider ce socialisme timide à réussir ses petites réformes »*. Il ajoute : *« Ce qui veut dire deux choses : d'une part lutter contre ses adversaires, d'autre part tenter que le gouvernement aille plus loin, beaucoup plus loin que ce qu'il envisage et engage le processus d'une véritable révolution de fond, qui sera dure, mais qui, si elle ne se fait pas, produira dans son avortement un désastre politique.*

» Ce n'est pas par conviction, mais par réalisme politique que je dis : il faut réussir l'entreprise socialiste, sans quoi nous pouvons craindre le pire, de droite ou de gauche, et ce qui me fait le plus peur dans le gouvernement actuel, c'est son manque d'audace... »

Si l'on en croit Danièle Molho, dans *LE POINT*, *« devant cette rude entreprise, le nouveau gouvernement ne manque cependant pas d'atouts : il dispose encore d'un solide capital de confiance auprès des Français ; l'opposition, même si elle s'agite, reste introuvable. les premières réformes ont été bien reçues dans l'opinion »*. Elle conclut : *« Il reste en somme au pouvoir à franchir l'inévitable épreuve qui consiste à troquer l'habit du visionnaire pour celui du gestionnaire. »*

« Mauroy se moque des travailleurs ! », s'exclame dans *LUTTE OUVRIERE* (trotskiste) Arlette Laguiller, qui note : *« Mitterrand et Mauroy jugent peut-être que les travailleurs se contenteront de promesses. Mais on ne vit pas de promesses. Et l'ensemble des travailleurs, qui, pour le moment, n'ont rien gagné au changement de régime, ne devront pas tarder à présenter leur note, eux aussi, s'ils ne veulent pas voir leur niveau de vie diminuer de jour en jour devant la hausse des prix et l'accroissement du chômage. »*

Après avoir « applaudi » la *« volonté qu'a François Mitterrand de remplir le contrat passé (...) avec ses électeurs »* et le *« souci d'expliquer (...) la politique gouvernementale »*, Pierre-Luc Séguillon, dans *HEBDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN* estime qu'*« il faut choisir »*. Il poursuit *« Ne pas trahir la cause des travailleurs ; ne pas biaiser avec le patronat. Accepter de se faire des adversaires. Livrer dès maintenant combat à travers des entreprises dont la nationalisation ne saurait être un symbole mais le fer de lance de la bataille que la gauche doit remporter, faute d'oublier ce pour quoi elle a été élue. »*

Sous le titre « La force tranquille à l'épreuve », Jean Daniel souligne dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR* : *« La déclaration la plus rassurante et la moins remarquée que* [M. Mitterrand] *ait faite, c'est l'engagement qu'il a pris de redonner au peuple, et à lui seul, le soin de se prononcer sur l'opportunité de dépasser la charte gouvernementale actuelle pour de nouveaux pas vers un socialisme. C'est en quelque sorte une condamnation à réussir et donc à créer empiriquement une nouvelle doctrine. Car on aura beau prendre aujourd'hui les mesures les plus irréversibles et désigner à tous les postes des partisans, si l'échec a lieu, il sera sanctionné comme tel. Il faut voir dans cette obligation de réussir le gage le plus sérieux de sécurité et d'espérance. Sur tout cela nos dirigeants s'apprêtent à agir et à parler. Nous allons les observer et les écouter avec la vigilance et l'émotion qui conviennent pour aller à un rendez-vous avec l'Histoire. »*

M. JEAN POPEREN : il faut expliquer ce qui est fait.

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S. interrogé sur T.F. 1, lundi 31 août, a déclaré : *« Il faut que nous expliquions à chaque pas ce que nous faisons et pourquoi nous avons ce calendrier. c'est un élément essentiel à la concertation. »* Il a ajouté : *« La seule chose qui menace notre entreprise de gauche, c'est que la majorité de ceux qui nous ont fait confiance (...) pensent qu'une fois le geste de déposer un bulletin dans l'urne accompli le reste ne les intéresse plus. (...) La démocratie est une intervention, une participation permanentes de tous ceux qui sont concernés. »*

A propos de l'héritage du précédent septennat, M. Poperen a rappelé que le gouvernement allait donner dans quelques semaines *« un certain nombre d'éléments concrets »*, notamment sur la manière dont *« la dégradation de la situation des plus exploités a contribué à la dégradation de la situation économique d'ensemble »*.

La préparation du congrès du P.S. en Guadeloupe

M. JABBOUR : une usurpation regrettable.

M. Camille Jabbour, directeur du mensuel guadeloupéen Match, *nous écrit, notamment, à propos des dissensions survenues au sein de la fédération socialiste de la Guadeloupe et rapportées par notre correspondant à Pointe-à-Pitre* (le Monde du 26 *et daté 30-31 août)* :

Usurpation regrettable, les mitterrandistes historiques, ceux qui ont toujours été aux côtés de l'actuel président de la République, dans les jours difficiles, n'ont pas eu droit à la parole pour une contribution mitterrandiste. Une information, venant de Paris il y a trois semaines, a dévoilé le pot aux roses et ce manque total de loyauté entre socialiste (...). Votre correspondant, de bonne foi, écrit que *« les jeunes loups du P.S. ont pris en main l'appareil, au début de l'année dernière, sous l'œil bienveillant de M. Frédéric Jalton, premier secrétaire sortant »*. En fait de « jeunes loups », il faudrait signaler que la direction du P.S. en Guadeloupe est composée d'hommes d'âge *mûr*, dont la moyenne dépasse la cinquantaine. Nous avons donc affaire à des quinquagénaires dont certains sont fortement soutenus de l'extérieur par les *maîtres* à penser ou théoriciens de l'ex-Gong (Organisation indépendantiste remplacée aujourd'hui par le Groupe de libération armée). Par contre, la section de *Pointe-à-Pitre*, qui s'est élevée contre cette forfaiture, est composée de mitterrandistes, groupe de jeunes d'une trentaine d'années. Cette section a été créée, après le *congrès de Metz de 1979*, pour soutenir l'action de Frédéric Jalton, premier secrétaire à l'époque, devenu par la suite député à l'Assemblée européenne. En *ce temps-là, déjà, quelques* aventuriers tentaient de s'emparer de l'appareil du parti en Guadeloupe. Il convient de signaler que, si l'actuel premier secrétaire du P.S. dans l'île *a été élu en* 1980, il le doit à une voix seulement, celle précisément du représentant de la section de Pointe-à-Pitre à la commission exécutive !

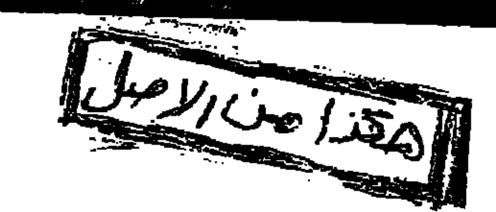
LE SYSTÈME D'AIDE AUX ENTREPRISES VA ÊTRE ÉTENDU AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

A la demande de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux DOM-TOM, le *ministère* de l'économie et des finances a donné son accord pour la création, dans les départements d'outre-mer, de comités départementaux chargés d'examiner les problèmes de financement des entreprises connaissant des *difficultés* conjoncturelles.

Le secrétariat d'État a souligné, le lundi 31 août, que le dispositif national d'aide aux entreprises existant actuellement en métropole sera donc appliqué à l'outre-mer, selon des modalités qui seront très prochainement précisées.

D'autre part, le secrétaire d'État a annoncé que, dès l'année prochaine, les allocations versées aux pensionnés de l'État résidant en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique, pourront être payées chaque mois et non plus chaque trimestre. Le gouvernement a inscrit dans le projet de loi de finances pour 1982 les crédits permettant cette mensualisation.

● *Mme Marthe Mercadier*, comédienne, vient d'être nommée chargée de mission auprès de Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme. Elle sera chargée des problèmes des femmes et de l'audiovisuel.



Le Monde

société

SPORTS

TENNIS

LE DÉBUT DES INTERNATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

La couronne suédoise à la baisse

New-York. — *Plus de 225 000 billets — un record —* ont déjà été vendus pour le centième championnat des États-Unis qui débute ce mardi 1er septembre sur l'arène centrale de Flushing Meadow par une rencontre entre l'ancien fiancé et le mari de Chris Evert, c'est-à-dire l'Américain Jimmy Connors, trois fois champion d'Amérique, tête de série numéro 4, et le Britannique John Lloyd, relégué dans les tréfonds du classement A.T.P.

Toutefois, l'intérêt sportif de cette première journée dépassera sensiblement celui de l'anecdote américaine. Tête de série numéro 1, l'Américain John McEnroe, *le champion des deux précédentes éditions du tournoi, tout auréolé de sa récente victoire à Wimbledon,* joue également sur le central contre le Chilien Juan Nunez, tandis que sur le court numéro trois, le Tchécoslovaque Ivan Lendl, tête de série numéro 3, rencontre le Suédois Harald Simonsson. *Sur ce même court leur succéderont* les Américains Brian Teacher, tête de *série numéro 10, et Bill Scanlon. Sur le court* numéro seize, l'Australien Peter McNamara, tête *de série* numéro 11, affronte *son* compatriote John Fitzgerald, vainqueur en juillet du tournoi de Kitzbuhel.

Au cours de cette première journée, où soixante matches devaient être disputés, six Français devaient entrer en lice : deux filles — Corinne Vannier contre l'Américaine Leslie Allen et Catherine Tanvier contre l'Américaine Pattie Vasquez — et quatre garçons : Bedel contre l'Américain *Gullikson, Portes* contre l'Américain Borowiak, Tulasne contre Stockton *et Roger Vasselin contre un qualifié.* Yannick Noah, tête de série numéro 16, ne devrait commencer à jouer *que* mercredi 2 contre l'Américain Robert Van't Hof, ainsi que le Suédois Bjorn Borg, tête de série numéro 2.

De notre envoyé spécial

Cette année, si le tournoi de *Flushing Meadow était un western,* ce serait *Rio Grande,* ce film où le héros, fatigué par le whisky, se fait malmener par des méchants avant de les massacrer au cours d'une terrible fusillade. C'est du moins ce que les *Américains semblent attendre.* Car leur héros fatigué, ils l'ont, ou plutôt ils pensent l'avoir : Bjorn Borg, *King Borg* soi-même.

De ce côté de l'Atlantique, où tous les sports sont réduits à des statistiques, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. L'ordinateur de l'Association des joueurs professionnels ne saurait se tromper. Il a relégué le champion du monde suédois à la deuxième place. Sa *moyenne électronique* (77,58 pts) est la plus basse depuis 1978 et il a perdu plus de 30 points depuis un an. Au cours des douze derniers mois, Borg a joué onze *tournois* mais en a *plus* perdu (sept) qu'il n'en a gagné (quatre). Dans le même temps, le nouveau « number one », John McEnroe, participait à quinze tournois et en gagnait dix, tout en acceptant les sélections en équipe de coupe *Davis que* le *Suédois* a refusées.

Les chiffres parlent

Ainsi, les chiffres parleraient d'eux-mêmes : la couronne du Suédois est en baisse. Cela s'expliquerait d'ailleurs aisément par l'usure physique et nerveuse due à sept années au sommet de l'Himalaya tennistique, par le mariage — à la mi-août, Borg a renoncé à disputer l'open de Montréal parce que son épouse avait été hospitalisée, — par l'ar*gent facile* que lui assurent ses fabuleux contrats et les exhibitions de plus en plus nombreuses. Il serait donc indéniable que, à vingt-cinq ans, le quintuple vain*queur* de Wimbledon et le sextuple champion de Roland-Garros serait sur le *toboggan.* C'est du moins ce qu'on fait semblant de croire aux États-Unis en tenant pour négligeables la *victoire* en juin à Paris et la finale en juillet à Londres.

C'est là que le scénario de *Rio Grande* intervient. En Europe, on insisterait sur le *déclin* relatif avec une délectation morbide. Quand un champion boit la tasse, on aime bien lui enfoncer un peu la tête sous l'eau. Pas aux États-Unis. Les *fans de* Superman savent bien que, pour la beauté de l'histoire, leur héros doit perdre quelque temps ses pouvoirs extra-terrestres. Aussi, tout en constatant le recul du Suédois, les Américains s'attendent-ils à *un come-back.* Cela les chagrinerait beaucoup de voir l'idole du tennis mondial échouer aux États-Unis comme l'Australien Ken Rosewall tant de fois à Wimbledon.

Le champion du monde pourra-t-il saisir cette victoire qui lui a échappé trois fois en finale (deux fois contre Connors en 1976, 1978, et une fois contre McEnroe en 1980) ? D'aucuns estiment que cette année le Suédois va se sentir libéré...

Reste que depuis sa finale malheureuse de Wimbledon, Borg n'ayant disputé qu'un tournoi sur terre battue (à la mi-juillet à *Stuttgart où il a vaincu* Ivan Lendl) est cependant à court de compétition. En huitième de finale, il devrait rencontrer Yannick Noah, tête de série numéro 16, au tour suivant Tanner, son bourreau de 1979, puis Vilas ou Panatta ; en demi-finale la logique l'opposerait à Connors, comme à Wimbledon, où le duel en cinq sets fut acharné. Or, on dit « Jimbo » en grande forme.

Borg n'aurait pas de jour de repos avant *la finale, car la* demi-finale se dispute le samedi ; c'est dire qu'il retrouverait, dimanche 13, un McEnroe lui aussi en quête de records puisqu'un nouveau succès à New-York en ferait le premier homme depuis cinquante-six ans à gagner trois fois de suite le championnat des États-Unis. Gageure d'autant plus dure pour Borg qu'il *n'a jamais été* à son aise dans cette arène que les *jets survolent* toutes les trois minutes, où le public bruyant se déplace sans cesse et où on joue en nocturne.

ALAIN GIRAUDO.

CYCLISME. — *Le coureur amateur Lothar Thoms, de la République fédérale d'Allemagne, a remporté le championnat du monde du kilomètre lundi 31 août à Brno (Tchécoslovaquie) en courant la distance en 1 min. 5 sec. 85/100, devant son compatriote Schmidtke (1 min. 6 sec. 2/100). Le Fran... sixième. Déjà champion du monde de la spécialité à trois reprises, Thoms avait obtenu la médaille d'or du kilomètre l'an dernier à Moscou.*

JUSTICE

M. CLAUDE LANZMANN DEMANDE LA SAISIE DU « TESTAMENT AMOUREUX » DE REZVANI

La saisie du livre *le Testament amoureux,* de Serge Rezvani, est *réclamée en référé* par l'ex-beau-frère de l'auteur, M. Claude Lanzmann, membre du comité de rédactions des *Temps modernes,* cinéaste, et qui, assisté de Me Georges Kiejman, se plaint d'atteintes à l'intimité de sa vie privée.

Les éditeurs Stock et Hachette n'ayant pu entrer en relations avec M. Rezvani, absent de Paris, ont chargé Me Georges Pinet, *leur conseil,* de demander à M. Marcel Caratini, président du tribunal de Paris, le renvoi de l'instance en promettant de différer pour le moment la diffusion de l'ouvrage actuellement chez l'imprimeur.

Le magistrat a effectivement renvoyé l'affaire au 9 septembre et a *interdit aux éditeurs, qui* en ont pris l'engagement, de procéder à aucun acte de diffusion.

● *Attentat à Bastia.* — L'explosion d'une charge de plastic a soufflé, vendredi 28 août vers 21 heures à Bastia la toiture de la Biscuiterie bastiaise, *située au nord de la ville,* et a causé d'importants dégâts aux machines de cet établissement. L'attentat n'a pas été revendiqué comme cela avait déjà été le cas après une précédente explosion dans la même entreprise le 1er *octobre* 1980.

L'ENQUÊTE SUR LA TUERIE D'AURIOL

Les documents introuvables

De notre envoyé spécial

Marseille. — Une douzaine d'enquêteurs du *Service* régional de la police judiciaire (S.R.P.J.) se sont rendus, lundi 31 août en fin d'après-midi, à la bastide de la Douronne à Auriol pour fouiller une nouvelle fois le domicile de l'inspecteur stagiaire Jacques Massie. Quatre jours plus tôt, la mère de l'ancien chef du SAC marseillais, Mme Marcelle Massie, avait en effet assuré au juge d'instruction, Mme Françoise Llaurens-Guérin, que des documents de son fils pouvaient encore se trouver dans une cache de la maison. Les policiers, cependant, n'ont rien trouvé.

Le magistrat instructeur ne s'était pas déplacé à Auriol. Mme Llaurens-Guérin avait préféré consacrer son temps à la *préparation de la confrontation, prévue pour le mercredi* 2 septembre, entre MM. Pierre Debizet, secrétaire général du SAC, et Jean-Joseph Maria, *qui avait pris la succession de* Jacques Massie.

Une soudaine tension en début d'après-midi dans le petit monde *des avocats et des journalistes* qui battent la semelle devant le palais de justice avait porté la rumeur. Les fameux « documents » compromettants que détenait, dit-on, Jacques Massie, et qui seraient à l'origine de la tuerie d'Auriol, faisaient une brusque réapparition dans l'enquête.

Depuis une quinzaine de jours, on avait fini par les oublier, ces *documents, par douter même de* leur existence. Les seules archives de cette affaire, pensait-on, devaient avoir été remises au juge par Mme Marina Massie. Et elles *ne contenaient aucune* preuve, pas la moindre indication sur le SAC de Marseille susceptible de motiver une opération de représailles de la part des anciens amis de l'inspecteur stagiaire.

Vers 18 *heures pourtant,* les policiers, sous la conduite du commissaire Jean-Claude Vegnaduzzi, directeur adjoint du *S.R.P.J.* de Marseille, arrivaient à la bastide accompagnés de Mme Marcelle Massie, de sa fille Marina et de leurs défenseurs Mes Gilbert Collard et Jean Roussel. Leurs recherches allaient durer plus d'une heure. En vain, sous l'œil amusé des voisins de Jacques Massie. La mère de l'inspecteur stagiaire a désigné plusieurs endroits aux policiers, une pièce du rez-de-*chaussée où sont entreposées plu*sieurs centaines de planches qui n'avaient pas été déplacées par le commando, ainsi qu'une chambre du premier étage encombrée *de gravats.*

On a fouillé, retourné, une nouvelle *fois. Sans plus de succès que* durant les premiers jours de l'enquête. La maison du meurtre apparemment ne renferme aucun secret. La déception se lisait sur le visage de la mère de Jacques Massie. On la voyait encore explorer rapidement le jardin, puis une porte de cellier.

Alors, ces documents ? Les avocats de la partie civile, pour preuve de leur existence, se sont étonnés jeudi que la maison, du 18 au 21 juillet, soit restée trois jours sans scellés ni surveillance policière. Qu'une équipe de FR 3 Marseille ait pu s'introduire dans la bastide sans surveillance après, affirme-t-elle, avoir trouvé un scellé brisé *et une porte entrouverte.* Des inconnus se seraient-ils introduits dans les lieux ? Des touristes par simple curiosité, des membres du SAC pour achever *des recherches que le commando* aurait été contraint d'interrompre ?

L'existence de ces documents compromettants constituera la part de mystère de l'affaire d'Auriol. Le commissaire Vegnaduzzi n'assurait-il pas, au *cours d'une* conférence de presse le 23 juillet, que ces archives avaient été le premier objectif du commando (*le Monde* du 25 juillet) ? On *les crut ensuite entre les mains* d'un ami de Jacques Massie résidant à Pau, puis brûlés dans les fours de la société Chambourcy qui employait l'un des inculpés, *Lionel Collard. Mme* Marcelle Massie, elle, les croit toujours quelque part dans une cache de la maison de son fils.

Peut-être l'audition prévue ce mardi 1er septembre à partir de 14 h 30 d'Ange Poletti, l'un des membres du *commando,* lèvera-t-elle un coin du voile ? Ce postier, âgé de trente-trois ans, a en effet déclaré au magistrat instructeur que l'équipe de *tueurs* avait trouvé deux *mallettes* à la bastide de la Douronne. Le lendemain de la tuerie, le dimanche 19 juillet dans la matinée, il les aurait remises en *compagnie de Jean-Bruno Finochietti* et de Lionel Collard, à son chef, Jean-Joseph Maria. Ce dernier et Lionel Collard, le chef présumé du commando, auraient étudié leur contenu *dans* une autre pièce.

PHILIPPE BOGGIO.

M. BELORGEY PARLEMENTAIRE EN MISSION SUR LES QUESTIONS DE POLICE

M. Jean-Michel Belorgey, député de l'Allier (P.S.), vient d'être nommé parlementaire en mission auprès de M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

La mission de M. Belorgey portera sur les « *orientations nouvelles concernant aussi bien la mission, l'organisation et les moyens de la police que les conditions de travail et les garanties des fonctionnaires qui en ont la charge* ».

[Né le 2 novembre 1944 à Paris, M. Jean-Michel Belorgey, diplômé de l'institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration, est entré au Conseil d'État en 1968, où il est maître des requêtes.

En 1972, il avait été chargé de mission auprès du secrétaire général de la formation professionnelle, qui était à l'époque M. Jacques Delors, puis, en 1974, auprès du directeur de l'action sociale au ministère de la santé.

Avant d'être élu député de la 4e circonscription de l'Allier le 21 juin 1981, M. Belorgey avait été délégué national du P.S. à l'environnement, et chargé des relations avec les écologistes.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *la Politique sociale (1976),* publié aux éditions Seghers avec une préface de Jacques Delors.]

JUSTICE

UNE ANCIENNE AFFAIRE PÉTROLIÈRE A REIMS

Le parquet ne s'oppose plus à la comparution en correctionnelle de sept cadres supérieurs de la société Elf-France

Reims. — Le ministère public ne s'oppose plus à la comparution en correctionnelle de sept cadres supérieurs de la société nationale Elf-France, inculpés de divers délits économiques. Il n'a pas interjeté appel d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal des intéressés en faveurs desquels il avait, pourtant, pris des réquisitions de non-lieu. Une affaire pétrolière suivie de près par la chancellerie. Mais les motifs de cet intérêt *ne sont pas tout à fait les mêmes* depuis le changement de locataire de la place Vendôme.

De notre correspondant

Le pot de terre contre le pot de fer... Depuis bientôt six ans, à *Reims, M. Jean Mitchell*, revendeur indépendant de produits pétroliers, s'est attaqué à la toute-puissante société nationale Elf-France, qu'il accuse de l'avoir acculé à la faillite pour l'éliminer du circuit de la distribution, et à qui il ne réclame pas moins de *60 millions de francs ! Le* plaignant vient de gagner la première manche. Après des années de procédure, ses adversaires vont comparaître en correctionnelle à *une date* qui n'est pas encore fixée. Plus rien ne s'y oppose depuis que M. Jean-Louis Cor, juge d'instruction, a clos l'information conduite pour l'essentiel par son prédécesseur, M. Jacques Lefort. Il a rendu, le 21 août, une ordonnance qui renvoie les inculpés devant la juridiction compétente.

Ils sont sept cadres supérieurs d'Elf-France prévenus de refus de vente, de pratique de prix *illicites, tromperie sur* la quantité et action ayant pour but de fausser le jeu naturel de l'offre et de la demande (article 419 du code pénal). Il s'agit dans l'ordre décroissant de la hiérarchie de MM. Pierre Drujon, soixante-six ans, directeur de la raffinerie et *de la distribution d'Elf-France* ; Witold Ratynski, cinquante-six ans, directeur commercial ; Robert Monsacré, cinquante-neuf ans, chef du service des revendeurs (en retraite) ; Jean Desgranges, cinquante-six ans, son successeur ; Jean Thomé, cinquante-cinq ans, ancien *directeur* régional à Nancy ; Jean Lablache-Combier, quarante-sept ans, son successeur, et André Blanchot, cinquante ans, chef régional des ventes.

Une opération d'envergure

L'an dernier, devant la chambre d'accusation, le ministère public avait demandé et obtenu mainlevée des mesures de contrôle judiciaire prises par le juge d'instruction à l'encontre des inculpés. De son côté, le procureur de la République, à qui le dossier avait été communiqué, avant règlement le *31 octobre 1980*, a *attendu*... huit mois et une semaine pour le retourner, augmenté de ses réquisitions de non-lieu, alors qu'il aurait dû le faire dans les trois jours, comme l'exige le code de procédure pénale. Il est vrai que les allers et retours du dossier entre *Reims* et la place Vendôme ont demandé du temps. De la renonciation par le procureur général à l'exercice de son droit d'appel, on peut conclure qu'en *haut lieu il a été jugé opportun* de laisser venir en audience publique l'affaire pétrolière de Reims.

Des quatre chefs d'inculpation retenus, trois constituent, selon l'ordonnance de renvoi, les piliers sur lesquels se fonde et se coor*donne l'opération* d'envergure qui, selon M. Jean Mitchell, avait pour but de l'exclure du marché et que synthétise la quatrième *inculpation*.

En 1973, M. Mitchell avait été mis en rupture de stock de fuel-*oil domestique (FOD)* à la *suite* du contingentement décidé et mis en œuvre par Elf-France au moment de la guerre du Kippour. Or le plaignant soutient que ces refus de vente sont antérieurs à la décision de contingentement des pouvoirs publics, qu'elle ne *lui était pas applicable puisqu*'elle ne visait que les revendeurs non liés par contrat et que les stocks de la société étaient supérieurs aux stocks légaux.

En épluchant ses comptes, M. Mitchell constata ensuite que *son fournisseur* lui avait appliqué systématiquement le prix fort en lui faisant supporter des frais de transport indus et sans tenir compte des quantités très importantes enlevées par le revendeur. Elf-France dégage sa responsabilité en faisant valoir que des *remises venaient en déduction* de ces tarifs, les rendant par conséquent licites.

M. Mitchell soutient qu'il a été trompé non seulement sur les prix, mais encore sur les quantités. En juin 1974, se rendant à la *raffinerie* de Nangis (Seine-et-Marne) pour prendre livraison de 27 000 litres de fuel, il constata que *le produit était* chargé à 40 degrés alors qu'il aurait dû l'être à la « température ambiante ». Les inculpés et M. Mitchell divergent sur l'interprétation de cette expression. Selon Elf-France la température ambiante n'aurait rien à voir avec celle de l'air extérieur. De toute façon, ajoute-t-elle, le client a reçu des avoirs de redressement, mais on n'en trouve pas trace dans la comptabilité.

Enfin, selon l'ordonnance de renvoi, l'obligation faite au client de payer les produits avant livraison et par chèque certifié, la suppression de la carte Elf crédit et l'inscription sur une liste noire, la création d'une filiale concurrente, *le fait d'avoir « doublé »* M. Mitchell pour une livraison à un organisme d'H.L.M., sont des éléments qui constituent l'infraction à l'article 419 du code pénal.

Les difficultés financières du revendeur sont-elles la conséquence des agissement d'Elf, comme le soutient le plaigant, *ou la cause* des mesures prises à son encontre par la société, comme Elf le prétend ? Ce sera là tout le procès.

MAURICE SALECK.

Avis favorable à l'extradition d'un Basque espagnol

En contradiction avec les conclusions développées le 19 août par M. Yves Chauvy, avocat général (« le Monde » du 21 août), la chambre d'accusation de la *cour* d'appel de Paris, présidée par Mme Huguette Bacro, a donné le 31 août un avis favorable à l'extradition de M. José Achega-Aguirre, militant basque espagnol.

La cour a statué sur trois dossiers relatifs à des actions de *commandos de l'ETA, auxquelles* M. Achega - Aguirre est accusé d'avoir participé : le 2 octobre 1978, un hold-up dans les bureaux de l'hôpital général des Asturies à Oviedo, qui rapporta 6 millions de pesetas ; le 9 avril 1979, la tentative d'enlèvement du caissier de la banque Herrero à Sama de Langreo ; le 6 mai 1979, l'attaque d'un véhicule transportant 24 800 000 pesetas destinés à la Caisse d'Epargne des Asturies à *Oviedo* ; le 10 octobre 1978, une agression contre un industriel ; le 5 juillet 1979, un vol de quatre voitures ; enfin trois jours plus tard l'enlèvement du caissier de la banque Herrero à Oviedo et un hold-up contre cette banque.

La cour déclare que les infrac*tions retenues par* les autorités espagnoles *« constituent des crimes et délits qui, par leur objet et leur nature, ne sont pas politiques mais de droit commun »*. Fidèle à l'attitude qui depuis 1979 l'a conduite à donner un avis favorable à l'extradition de tous les militants politiques, notamment les Italiens d'extrême gauche, elle invoque la gravité des faits reprochés pour nier leur caractère politique : *« Quels que soient le but recherché ou le contexte dans lequel elles peuvent s'inscrire,* précise l'arrêt, *ces infractions qui compromettent gravement la sécurité des personnes et des biens ne peuvent être regardées comme ayant un caractère politique ou comme étant connexes à un délit politique. »* Enfin la cour estime que la demande des autorités espagnoles n'a pas été faite dans un but politique.

M. Achega Aguirre doit comparaître à nouveau le 23 septembre devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pour un quatrième dossier.

Cette décision porte à six le nombre des Basques espagnols dont les juridictions françaises ont autorisé l'extradition. Le gouvernement *qui* n'est pas lié par l'avis de la chambre d'accusation lorsque celui-ci est favorable devra donc décider *s'il convient ou* non de les remettre aux autorités espagnoles.

UN MALFAITEUR TUE UN SURVEILLANT DE LA SAMARITAINE

Un homme d'une trentaine d'années, qui venait de s'emparer d'une ménagère en argent sur un rayon des *magasins* de La Samaritaine rue de Rivoli à Paris, a ensuite ouvert le feu, lundi 31 août sur deux membres des services de surveillance de l'établissement, *qui*, l'ayant repéré, l'avaient suivi et se préparaient à l'interpeller sur le quai du Louvre.

L'un des surveillants, M. Raymond Chevillet, âgé de quarante-six ans, père de deux enfants, a été mortellement blessé d'une balle de 7,65. Son collègue M. Christian Marsy, quarante-trois ans, atteint à l'abdomen, a été hospitalisé dans un état grave.

L'auteur des coups de feu a pris la fuite.

ITINÉRAIRES

Les spectres de Mysore

II. — A la recherche de sa première innocence

L'ancien Etat princier de Mysore n'est pas l'itinéraire traditionnel du tourisme moderne. Mais le progrès n'a-t-il pas déjà frappé trop fort cette contrée que raconte *Gilbert* Comte ? (« le Monde » du 1er *septembre*).

Au-delà des frontières, le monde change. Mais il travaille partout à s'uniformiser. Sur les pistes grecques, *le voyageur* apercevait *encore* vers 1950 de vieux paysans en veste à broderies balkaniques, avec des culottes collantes sous leurs jupons à plis. A Londres, de dignes gentlemen traversaient alors Piccadilly *dans* de stricts complets noirs, canne à la main *et* chapeau melon sur la tête. Burnous blancs, femmes *voilées, color*aient toujours les médinas du Maghreb. Au débarcadère de Tanger, l'œil remontait comme un rêve les pentes du grand Socco dans un festival de *djellabas éclatantes, où les porteurs* d'eau tendaient leurs timbales d'argent aux villageoises berbères en bottes de cuir fauve, rieuses et vives sous leurs larges chapeaux de paille.

Trente ans plus tard, de rarissimes Indiens portent déjà en isolés le turban national parmi des centaines d'autres vêtus à l'européenne. Le partage des sexes passe même par deux époques du costume. *Les maris* modernes laissent aux épouses et aux filles le soin de défendre la tradition, avec l'usage du gracieux sari de soie. Mais ils préfèrent pour eux-mêmes le *pantalon* et la *chemise de coupe* étrangère, dès qu'un salaire décent permet de se les offrir.

Après l'habit, l'électrification, puis l'asphalte, accomplissent la métamorphose du pays. Quand *le soleil* se couche sur Mysore, la lumière jaune des lampadaires inonde la chaussée, miroite sur les carrosseries des automobiles, jusqu'aux remparts du palais *où de superbes maharadjas* défilaient naguère sur leurs éléphants. La technique ne s'imposerait sans doute pas si aisément sans les multiples améliorations qu'elle introduit dans l'existence quotidienne. Dans les villages ancestraux condamnés à la nuit après la disparition du jour, elle amène un nouveau matin. Elle aplanit par le goudron les raboteux chemins de brousse et ouvre des dispensaires aux malades. *Les modèles extérieurs* équivalent si souvent à un remède qu'ils tournent à la tentation.

Le Nandi

Le progrès nécessaire dégénérera-t-il ici comme ailleurs à l'américanisation pure et simple ? La légendaire patrie des dieux dravidiens renoncera-t-elle un jour à Vishnu pour offrir ses dévotions à Mickey Mouse et à Donald Duck, entre deux rasades de Coca-Cola ? *Certes, les hordes anonymes* d'adolescents en blouson mou et blue-jean, établies sous l'Acropole d'Athènes n'envahissent pas encore Srinangapatnam comme elles déferlent dans Bangkok ou assiègent les lions de Trafalgar Square. Mais la patrie d'Homère se transforme bien en banlieue estivale pour marchands d'ice-cream échappés du Massachusetts ! Pourquoi la liquidation générale des sociétés traditionnelles ne s'accomplirait-elle pas jusqu'au bout ?

Le secret du futur se cache peut-être déjà au-dessus de Mysore, sur la colline fameuse de Chamundi-Hill, où *les fidèles vénèrent depuis trois siècles* un taureau monumental de granit noir qu'ils appellent le Nandi. Dodu de mufle, de croupe, de corps, recouvert de fleurs pendant les cérémonies, il mesure bien 5 à 6 mètres, depuis les sabots repliés sous son ventre jusqu'aux pointes des cornes. Dans la *mythologie, il représente la* monture sacrée qu'enfourche Siva pour parcourir l'espace. Autour de son socle, des vaches bien en vie, mais tout aussi sacrée, broutent l'herbe pauvre d'une *langue vorace. Malgré leur commune* appartenance au surnaturel, l'animal de pierre ne s'intéresse pas plus aux humbles ruminants de chair courbés autour de lui qu'un brahmane de *haute caste* ne regarde les intouchables qu'il croise dans la rue, symbole silencieux mais puissant de l'abîme éternel *maintenu* par la *tradition* entre les créatures.

Devant une grotte basse ouverte à flanc de coteau, près de la statue, un ermite émacié à barbe blanche, torse nu, garde le sanctuaire. L'œil bienveillant, il invite d'un geste aimable *l'étranger de passage* à le suivre dans la caverne. A l'intérieur, une petite pierre trapue, arrondie, ornée de trois raies *blanches horizontales*, dresse parmi les fleurs fanées d'un autel très fruste l'emblème phallique de la création. Une ampoule électrique projette une pauvre lumière tandis *qu'avec un ronflement doux le compteur* fixé dans un coin d'ombre enregistre la consommation du courant. *L'ermite et la* grotte *ont mille ans*. Le compteur, dix peut-être. L'âge actuel de l'Inde s'étire quelque part entre les deux chiffres.

L'homme arbore un coquillage du Koweït, suspendu à son cou par une chainette. Il a parcouru le Nord, visité Bombay, Calcutta, le Cachemire. Ah ! le Cachemire ! Très beau ! *Very nice !* Détendu, il parle de ses voyages, accepte une cigarette. Un dollar américain, 500 lires italiennes, traînent sur une coupe de fer à blanc, pitoyables aumônes de la société d'abondance à l'Inde de la prière et de l'éternité.

Pourtant, l'agitation du siècle s'arrête loin du Nandi. Marchands de cartes postales, colporteurs de limonade n'osent pas encore planter leurs trétaux autour. Soudain, une voiture surgit au bord de la route, conduite par un chauffeur à casquette. Un Indien d'une quarantaine d'années en *sort dans un pantalon aux plis* parfaits, et l'inévitable chemisette à manches courtes. Vite ! Vite ! Sans un regard pour personne, il mitraille le taureau noir de son appareil photographique, s'en approprie, une, deux, trois fois l'image par pellicule interposée, puis remonte dans son auto et s'enfuit : comme un Japonais.

L'étrange rite n'a pas duré soixante secondes. Le temps nécessaire aux Nippons de Rome pour immortaliser la fontaine de Trevi, à ceux de Versailles pour emporter le Trianon dans leurs sacoches. Un peuple millénaire ne s'abandonne pas dans suicide aux *hâtes superficielles des sociétés de* spectacle. L'Inde résiste. De très déconcertantes mais vigoureuses façons...

Après une courte marche, n'importe *quelle flânerie dans Mysore conduit* vers de petites ruelles où flotte une puissante odeur de ferme. Parmi les corbeaux et les poules, des vaches broutent le foin étendu pour elles devant les maisons. L'arrivée d'Européens frappe encore les femmes de panique dans cette enclave campa*gnarde, pareille à celles des autres* grandes villes. Elles disparaissent précipitamment derrière leurs portes, tandis qu'une marmaille hurlante assiège les inconnus de ses deux éter*nelles questions : « Comment vous appelez-vous ?... De quel pays venez-vous ? »*

par GILBERT COMTE

Vieille caravane fourbue

Près de là, de grands bœufs aux cornes peintes en vert et en rouge traînent sans hâte de lourdes charrettes aux essieux grinçants. D'autres ruminants tondent en toute paix *l'herbe jaunie d'un jardin d'enfants*, ou plutôt ce qu'il en reste après le manque d'arrosage et le piétinement journalier des pelouses par les augustes mammifères. Du moins, leurs bousses pieusement recueillies, *pétries en* galettes, garnissent de leurs formes rondes et brunâtres, les murs avoisinants. Elles serviront de combustible quand leur sécheresse les en détachera.

Quelques bambins aux yeux remplis de mouches s'égaient dans la pous*sière jusque sous la queue* des braves ruminants, dans l'insoucieuse rusticité des mœurs médiévales. Trop d'invasions, d'épidémies, de moussons, de famines dévastèrent ce peuple pour qu'il en *sorte* autrement *qu'épuisé*. Qu'importe si les vaches répandent leurs excréments dans les rues, sur les *quais des gares, si les murs s'écaillent*, si les fonctionnaires dorment, si les routes se crevassent et si, en plein cœur de Mysore, les grilles d'Harding Circle rouillent, les piliers de pierres se descellent, les lanternes princières tombent ou se renversent à leur sommet comme de tristes chapeaux de *clowns ?*

Vieille caravane fourbue, l'Inde erre dans l'histoire comme l'espèce humaine dans le temps, indifférente aux cadavres, dédaigneuse des sépulcres mais aussi des brillantes civilisations modernes aperçues dans les lointains depuis le bord de la piste. Le nuage de *cendres soulevé par sa marche* la recouvre d'un immense et tenace linceul gris. A quoi peuvent bien servir *ici les judicieux conseils* de la petite propreté suisse ? Quel choc arrêtera un jour l'hallucinante randonnée d'un peuple de fantômes ?

En Chine, l'effroyable terreur maoïste extermina peut-être vingt millions d'ennemis pour mobiliser par la terreur une nation exangue, et conquérir le respect des *bourgeois* occidentaux sur un Hymalaya de cadavres. Nouveaux travaux d'Her*cule !* Depuis la frontière pakistanaise jusqu'au cap Comorin, l'action révolutionnaire préférerait avantageusement le savon à la mitraillette. Laver, rincer, sécher, brosser la population bouleverserait si complètement ses habitudes qu'après sa métamorphose, l'impossible entrerait dans le cours des fatalités.

Mue par un sourd instinct, et l'exemple de tant d'autres pays autour d'elle, l'Inde s'y oppose puissamment par sa résistance passive. Elle sait qu'un *peuple se déracine* dès qu'il se modernise. Repliée sur son refus, une sébile à la main pour émouvoir le vaste Occident si riche et si fou, elle rêve de ses Dieux dans la torpeur de ses *souvenirs* et les ténèbres de ses temples.

Nanjangud

Seize kilomètres à l'ouest de Mysore, celui de Nanjangud *ne figure pas*, malgré ses mille ans, parmi les plus illustres. Des guides touristiques réputés lui consacrent à peine quatre lignes. Leur laconisme le préserve au *moins des invasions* de photographes profanateurs en autocars climatisés.

L'édifice renferme ses secrets dans une grande enceinte rectangulaire. Sous le soleil déjà cuisant du matin, des femmes en sari se prosternent dans le sable devant l'entrée principale. Yeux clos, cheveux défaits, lèvres *tremblantes dans un visage éteint* semblable à de la glaise, une adolescente se roule, se tort de tout son long par terre, gémit comme une possédée. A quelques pas, une meute de mendiants exhibe ses sébiles et ses plaies dans un concert de lamentations propres à fendre le cœur des fauves.

Des misères physiques, des infirmités, des purulences probablement disparues d'Europe avec la lèpre vers la fin du Moyen Age, s'étalent ici parmi les haillons et les plaintes : nez coupés, perdus ; paupières convulsives sur des orbites creuses d'où suinte le sang ; *bourgeons* énormes de chairs noires ou rosâtres sur des visages congestionnés ; lèvres fendues sur des gencives épaisses garnies de chicots charbonneux ; moignons au raz des épaules ; vieillards livides ; bambins squelettiques recroquevillés comme des ambryons. Vraie Cour des miracles, elle aussi entièrement peuplée par des spectres.

En même temps qu'elle mendie, cette légion du désespoir se dispute, se tort de rire, jacasse. Dès qu'apparaît l'Européen à la bourse présumée profitable, les supplications, glapissements rauques, s'amplifient jusqu'aux cieux. *Comme sur un commandement*, les misérables se tordent, se râclent le ventre, les mains montrent les bouches : *« A boire, papa ! A manger, papa ! J'ai faim ! J'ai soif ! Une roupie, papa ! Une roupie pour mon enfant qui va mourir ! »* Et deux ou trois femmes tendent en même temps à bout de bras un nourrisson cadavérique enveloppé de loques.

La marmaille hurlante de tous les villages *escorte* le voyageur et jauge sa vulnérabilité. S'en aperçoit-il qu'elle transmet aussitôt à grands cris l'information aux aveugles. Si l'inconnu prouve qu'il comprend le manège et appartient à la famille des durs à cuire, les garnements le racontent aussi. La Cour des miracles part d'un éclat de rire colossal, tandis qu'une *floraison de sourires extatiques* illumine les bouches édentées.

Lieu révéré entre tous, Nanjangud attire les foules. Drappées de saris aux couleurs chatoyantes ou de costumes d'un *blanc* parfait, femmes, hommes, enfants pénètrent dans le sanctuaire, les mains pleines de petits paniers remplis de noix de coco, fleurs, gâteaux, bâtonnets d'encens allumés. *Dans un instant, ils les déposeront* devant l'autel d'un Dieu pour obtenir sa grâce. Après quelques pas sous la voûte, la lumière du jour s'estompe. Les fidèles circulent dans la demi-*pénombre de galeries parallèles*, enfumées par des centaines de minuscules lampes à huile suspendues autour des autels.

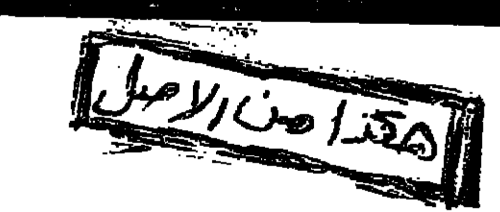
Graves, mystérieux, les Dieux statufiés *en pierre ou en bronze, noircis* par le temps comme par un incendie, dansent de leurs mille bras au léger tremblement des flammes. Depuis des siècles, Krishna, Shiva, Vishnou, *Ganesh à tête d'éléphant, et* son inséparable compagnon le roi des singes, contemplent les supplications des hommes autour d'eux, de leurs yeux fixés en amande. Chaque jour, prêtres et pèlerins leur prodiguent les soins d'amour d'habitude réservés aux enfants. Ils les habillent, les déshabillent, les lavent, les cajolent, les parfument, les pomponnent, les couvrent de colliers de fleurs, *puis* les marquent au front, aux bras, aux pieds de poudres écarlates, vertes, bleues, violettes.

Les soins terminés, la multitude se promène, papotte, rie, dans un brouhaha bien éloigné du silence de nos églises. Les galeries animées de Nanjangud ressemblent aux rues grouillantes *d'une ville close où ses autels* serviraient de boutiques à bénédictions. Visages couleur de cuivre marqués des raies blanches rituelles, rasés jusqu'à mi-crâne, le reste des cheveux tordus en natte dans le cou, torse et jambes nus, les reins entortillés d'un drap ou d'une culotte *bouffante*, les prêtres prennent *les* paniers des mains des visiteurs, les portent par un couloir illuminé jusqu'au fond inaccessible du sanctuaire.

En attendant qu'ils reviennent, les *fidèles prosternés murmurent des* supplications ou prient, mains jointes, devant leur Dieu de prédilection. D'autres tournent et marmonnent en file autour d'une colonne sacrée. Rentrés en possession de leurs friandises dûment bénies, ils s'assoient par terre en famille, à quelques pas, et dévorent à belles dents les gâteaux et les fruits, sans souci des jeux bruyants de la marmaille. Quand le *sacré* imprègne si intimement chaque minute de la vie, il voisine sans embarras avec le profane. Au Moyen Age, les chrétiens traitaient aussi Dieu, la Vierge, avec cette intimité sans gêne. Sains, vigoureux, naïfs et forts, ils pénétraient dans la cathédrale avec l'âne et la vache, bien incapables de *croire qu'ils pussent manquer* de respect au Créateur par la présence des pauvres bêtes de la création.

Belle, heureuse ingénuité des siècles disparus. Aussi longtemps qu'elle survivra quelque part, de l'Inde à la vallée du Nil, l'homme, écrasé par ses machines, gardera obscurément l'espoir de rencontrer un jour sa première innocence, partie à sa recherche depuis cet âge encore ignoré du monde *où ils se sont perdus*.

FIN



هكذا من الاصل

ÉDUCATION

« Les parents ne sont pas suffisamment informés des objectifs et des méthodes de l'enseignement »

déclare M. Alain Savary au ‹Monde de l'éducation›

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, n'apprécie guère la précipitation. « *Dans ce domaine* de l'éducation, il n'y a rien de sensationnel », avait-il déclaré dès sa première rencontre avec la presse le 25 mai dernier (« le Monde » du 27 mai). « Je n'ai pas la capacité de changer les hommes et les mœurs *rapidement* », ajoutait-il en juillet (« le Monde » du 9 juillet). Aussi, s'était-il refusé aux vastes déclarations d'intentions, préférant procéder par ordre : un inventaire des lieux ; une large concertation avec les partenaires syndicaux ; un infléchissement de la rentrée scolaire vers *la* « lutte contre l'inégalité sociale ».

L'interview qu'il a accordée au « Monde de l'éducation » de septembre (1) rompt avec *cette réserve. M. Savary exprime*, en effet, ses convictions en matière de politique éducative, concernant aussi bien la revalorisation du métier enseignant que la place des parents d'élèves, l'ouverture des établissements à la politique que la sélection universitaire, etc.

● LA LUTTE CONTRE LES INEGALITES. — « Dans un pre*mier temps, la volonté de lutter* contre les inégalités nous a amenés à corriger ponctuellement les effets d'une répartition des moyens qui aurait été fondée seulement sur le calcul des effectifs. (...) L'idée qui doit nous animer, c'est donc de faire en sorte que l'école serve à corriger les inéga*lités et* ne les *accentue pas*. Il faut en donner les moyens aux enseignants dès la maternelle et l'école primaire. »

● LA FORMATION DES MAITRES. — « Je regrette que pour des raisons de nécessité nous soyons obligés de mettre certains des nouveaux enseignants recrutés pour la rentrée 1981 directement sur le terrain ; le concours est nécessaire, mais ne suffit pas. Je souhaite que l'on adapte leur formation initiale afin qu'ils ne pâtissent pas de l'effort que nous leur demandons, et j'attache une grande importance à la *formation continue* qui pourra leur être proposée. Pour les enseignants déjà en poste, le problème est également posé. La formation des enseignants des divers degrés est une des questions prioritaires auxquelles nous allons nous attaquer l'hiver prochain. »

● LES SALAIRES ET LE SERVICE DES ENSEIGNANTS. — *La revalorisation des rémunérations des enseignants* « fait partie des conditions du redressement de la situation de l'éducation nationale. Elle est une nécessité sur le plan matériel et aussi sur le plan moral : *c*'est un des éléments qui peuvent créer un autre état d'esprit chez les enseignants, et en particulier chez les instituteurs ». *Quant au service des enseignants, actuellement défini uniquement en nombre d'heures de cours, M. Savary affirme qu'*« aujourd'hui, on ne peut que se placer dans ce cadre-là », *mais il* « souhaite qu'on parvienne à prendre en compte d'autres dimensions jusqu'ici refusées ».

● LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES. — « Je crois que les jeunes ne devraient pas quitter l'école trop tôt. Mais, actuellement, beaucoup ne peuvent aller jusqu'au baccalauréat *et* doivent néanmoins *pouvoir bénéficier d'une formation* professionnelle : l'enseignement technique doit donc être une des priorités de notre action. Pour qu'une orientation vers l'enseignement technique ne soit pas ressentie comme une mise à l'écart, il faut que cet enseignement soit amélioré — c'est-à-dire reçoive les moyens de cette amélioration — et qu'il ait des débouchés (...). Je ne suis pas hostile à l'alternance si certaines condi*tions de protection des élèves sont* assurées, et nous avons repris les « séquences éducatives » en entreprise en les améliorant sur certains points. Mais on a trop souvent parlé de développer la formation professionnelle au détriment de l'enseignement technique. Celui-ci doit, au contraire, *en être la base et la forme privilégiée*. »

● LA PLACE DES PARENTS DANS L'ECOLE. — « Je serai très clair à ce sujet : l'éducation concerne aussi les parents. Les parents doivent pouvoir suivre et comprendre ce qui se passe dans l'établissement, y compris la pédagogie, pour l'avenir de leur enfant. Beaucoup des différends *actuels tiennent à ce que* les parents ne sont pas suffisamment informés des objectifs et des méthodes de l'enseignement. En matière de pédagogie, la responsabilité appartient bien sûr aux enseignants. Mais les parents doivent pouvoir périodiquement demander des explications sur *les méthodes* — et même les contester — sans pour autant *pouvoir les définir* à la *place* des enseignants. »

● L'OUVERTURE DES ETABLISSEMENTS. — « Il faut plus d'ouverture. Par exemple, je verrais très volontiers des professeurs d'université entrer dans des écoles primaires (...). Mais il faut garder une certaine mesure et ne pas céder à un vertige d'interventions extérieures (...). De toute *façon, c'est l'établissement* avec toutes *ses* composantes — enseignants, élèves, *parents — qui doit* en avoir la maîtrise. Il ne faut pas, notamment, que l'on fasse de l'école le champ clos des conflits syndicaux ou politiques (...). On ne peut accorder un droit automatique à l'entrée dans l'établissement à quelque organisation que ce soit, politique, syndicale ou autre... »

● LES UNIVERSITES. — « Dans *ce domaine*, les *termes* mêmes de la loi d'orientation de 1968 me paraissent toujours d'actualité. (...) Je souhaiterais seulement que ce programme soit accompli. (...) Actuellement, une spécialisation dommageable s'est opérée ; les universités dispensent les connaissances et développent la recherche *tandis que les* grandes écoles acquièrent un monopole de formation des cadres. Dans la perspective d'un système d'enseignement supérieur unifié, il faut donc une coopération entre les grandes écoles et les universités pour que celles-ci soient capables de former des cadres *dans tous* les *domaines*.

● LA CARTE UNIVERSITAIRE. — *M. Savary veut* « reprendre complètement la méthode *d'attribution des habilitations*. Celles-ci doivent être données en fonction de besoins économiques, sociaux, culturels ou de recherche (c'est-à-dire que certaines formations peuvent concerner très peu d'individus), déterminés d'abord *sur le plan national : chaque* université choisit ensuite son « créneau ». Mais *elles* ne peuvent dépendre du désir de tel ou tel enseignant de se créer son propre domaine... Nous devons être un peu intransigeants si nous voulons éviter une excessive disparité de valeurs de diplômes. »

● L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. — « C'est un choix de politique nationale que d'ouvrir à tous l'accès à l'enseignement supérieur. Il implique que, notamment au cours des deux premières années, les élèves soient accueillis et soutenus. (...) L'idéal serait que tout bachelier puisse entrer dans l'enseignement supérieur pour suivre la formation qu'il souhaite, et que celle-ci soit efficace. Dans la réalité, *actuellement, quand un étudiant* entre à l'Université, il faut se demander où il peut aller, et pour faire quoi... Nous allons donc ouvrir un débat dans le courant de l'hiver pour préciser les conditions d'accès et d'accueil dans l'enseignement supérieur. »

● LES NEGOCIATIONS AVEC L'ENSEIGNEMENT PRIVE. — « Une première discussion doit nous permettre de faire le point entre les positions des uns et des autres. Je proposerai alors au gouvernement de préciser le *contenu de ce « service unifié »* proposé par le président de la République, afin de définir le cadre des négociations. (...) Je souhaite entamer les premières discussions à la fin de l'année 1981, pour que les négociations puissent s'ouvrir en 1982. Il n'est pas sain de laisser traîner. »

(1) *Le Monde de l'éducation*, numéro de septembre 1981, 9 francs.

Quelle école pour la gauche ?

La gauche et l'école... Le mariage est sans doute ancien ; il semble d'autant plus nécessaire d'en réactualiser le contrat. Maintenant que ses protagonistes politiques sont débarrassés des contraintes qu'impose l'opposition — cette inévitable crispation dans la critique, — saura-t-on dépasser l'élémentaire défense de l'école, de ses enseignants et de ses crédits ? Et s'avouer que, s'il y a crise du métier enseignant, elle ne relève pas seulement d'un manque de considération morale ou financière ?

Il importe donc de défricher des terres nouvelles. Les réponses seront plurielles, tant la gauche, par-delà un même discours égalitaire, recouvre d'intérêts catégoriels rivaux, de divergences syndicales et de nuances pédagogiques. C'est à cette discussion qu'introduit le numéro de septembre du *Monde de l'éducation*, rassemblant autour d'une interview de M. Alain Savary (lire ci-contre) plusieurs approches, contributions d'universitaires, de chercheurs, comme de syndicalistes (1).

Si les présupposés sont communs — la lutte contre l'inégalité sociale, les libertés pédagogiques, la revalorisation de la fonction enseignante, — sur de nombreux points les réponses divergent. Ainsi de la place faite aux parents. Ceux-ci « *doivent pouvoir périodiquement demander des explications sur les méthodes — et même les contester* », affirme le ministre de l'éducation nationale. Le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, M. Guy Georges, ne l'entend pas ainsi : « *En ce qui concerne la « participation » des parents à l'école, nous ne pensons pas qu'il faille de nouvelles initiatives (...). Il y a une limite à l'intervention de ceux-ci : c'est le jugement sur la façon dont nous travaillons, sur les méthodes pédagogiques.* »

A propos de l'ouverture de l'école sur la vie — un des points du programme scolaire de M. Mitterrand lorsqu'il était candidat, — le débat oppose, *cette fois, M. Savary au* Syndicat général de l'éducation *nationale* (SGEN-C.F.D.T.). Le secrétaire général de cette *organisation*, M. Patrice Beghain, juge que « *la véritable révolution culturelle (...) ne consiste pas à envoyer les professeurs aux champs ou à l'usine — encore que des stages de ce genre soient indispensables, — mais à ouvrir l'école aux travailleurs et aux adultes* ». Le ministre, pour sa part, se méfie d'une ouverture incontrôlée qui ferait de l'école « *le champ clos des conflits syndicaux ou politiques* ».

L'alternance école-entreprise ne fait pas non plus l'unanimité. L'un de ses spécialistes, M. Bertrand Schwartz, chargé de mission auprès du premier ministre, affirme aujourd'hui qu'elle « *n'est possible qu'après la scolarité obligatoire* » et refuse que l'on mette directement à la production les jeunes qui rejettent l'école. M. Guy Georges est, au contraire, favorable à « *des séquences dans l'usine voisine* » pendant la durée de l' « *école fondamentale* » (qui irait de la maternelle à la classe de troisième) et n'est pas opposé « *à ce que les élèves puissent éventuellement recevoir une gratification* ».

Nuances aussi autour des « zones prioritaires » définies par le gouvernement dans la lutte contre les inégalités scolaires. Bien qu'à l'origine de cette innovation, le SGEN-C.F.D.T. ne voudrait pas que l'on aboutisse « *à une concentration de moyens pour faire la même chose qu'ailleurs* ». « *Il s'agit à terme de préparer une autre école* », dit M. Patrice Beghain. *M. Jean Petite, secrétaire général adjoint* du Syndicat national *des enseignements de second* degré (SNES), craint, quant à lui, *que « pour parer au plus pressé on ne prenne pas véritablement en compte la totalité des besoins d'enseignement* ».

Preuve de faiblesse que ces discordances, diront certains. Preuve de richesse, selon d'autres. Reste à savoir si le débat ne piétinera pas. C'est l'inquiétude de M. Louis Legrand, ancien directeur de recherche à l'Institut national de la recherche pédagogique, qui appelle de ses vœux « *une transformation profonde des finalités de l'école* ». « *La permanence des forces conservatrices reste vive*, écrit-il. *Et celles-ci ne sont pas seulement de droite. Elles imprègnent la personnalité de base des Français, parents et enseignants. Le changement politique qui vient de s'opérer n'a en rien modifié ces tendances.* »

(1) *Ce numéro contient* des contributions de MM. Louis Legrand, Alain Touraine, Jean Vincens, et des interviews de MM. Patrice Beghain, Guy Georges, Jean Petite et Bertrand Schwartz.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Rentrée des classes

« Attention aux prix ! » Tel paraît être le mot d'ordre des fournisseurs de la rentrée des classes. Chacun s'y met : les hypermarchés dont Auchan, Carrefour, Euromarché, pour les classiques sous-vêtements, chaussettes, collants et anoraks ; les Prisunic et Monoprix apportent un côté plus mode, rejoignant les grands magasins parisiens : Bazar de l'Hôtel de Ville, Bon Marché, Galeries Lafayette, Printemps, Samaritaine et Trois Quartiers, sans oublier *les Magasins* Réunis *qui* font peau neuve. En province, les Nouvelles Galeries rivalisent avec les Dames de France *et*, dans les grands centres, *avec* les filiales de la capitale.

Tous jouent sur les tendances anglaises, toujours aussi appréciées. Le style *Burberrys, Scotch House, Marks and Spencer* ou *Laura Ashley* se développe à travers l'Hexagone par importations ou interprétations. Toujours *est-il que le kilt remporte* autant de suffrages parmi les filles de *huit à quatorze ans qu'auprès de* leurs mères. Les culottes droites *de flanelle* sont recherchées pour garçons longilignes. Les gabardines à doublure écossaise et les duffle-coats habillent filles et garçons, tout comme les chandails de shetland ou de lambswool, et les chemises à dessins en laine et coton, du genre Viyella, côtoient les popelines ou les petites fleurs chères à *Libertys*.

La robe en tricot fait partie des panoplies « premiers prix » à *la Samaritaine*, à partir de 45 F. On peut équiper une fillette de six à huit ans, de pied en cap, pour 502 F, et un garçon pour 370 F, la différence se situant au niveau du blouson de pilote, du pantalon de velours côtelé et de la « doudoune ». Autrement les petites pièces sont les mêmes tandis que les accessoires : cartables, fourre-tout et trousses, font la *part belle aux vedettes du sport.* Ainsi retrouve-t-on partout la *silhouette musclée de Platini.* A part les achats maison, les *stands de marques comprennent Guy Majo, Jean Le Bourget, Createx, Newman* et *Pierron.*

C. et A. joue les jacquards en robes pulls à motifs géométri*ques, en acryliques à partir* de 115 F, la notion de taille faisant, *très logiquement, place à la* longueur du vêtement. Mais il *y a aussi de l'influence* balkanique en ensembles de jupes et de boléros en tissages rustiques, des salopettes resserrées du bas en écossais foncé, des culottes anglaises à plis et revers sous le genou (à partir de 115 F), enfin des lodens à capuche (de 250 F du 128 au 152).

Dans les marques largement distribuées, *Ab's d' Absorba* ajoute à ses classiques des tenues de sport pour la varappe, knickers de velours confortables et chemises de coton gratté (168 F le six ans). Les « tout terrains » comprennent des pantalons à genouillères bien rembourrées, sweat-shirts molletonnés et gilets matelassés, en tons vifs contrastés. Chez *Klimager's*, Jean-Pierre Soimaud s'attache à allier l'amusant au fonctionnel. Tout est pratique, confortable, pour enfants brise-fer. Les longues parkas sont taillées en coton et polyester enduits, les blousons sont légers, avec culottes, pantalons et salo*pettes destinés tant* au banc de l'école qu'à la campagne, voire *à la neige. Toutes les petites* pièces s'accordent entre elles *par le jeu des couleurs, des* dessins et des doublures. Parmi les détails *accrocheurs : les* poches à glissière qui s'agrandissent, les cols montants, les ceintures et tailles réglables.

Sport et mouvement intéressent aussi les modèles *Levi Strauss* pour enfants et adoles*cents : jeans arrondis, resserrés* à la cheville, knickers en velours *à grosses côtes* (de 120 à 150 F selon les tailles), canadiennes *de trappeurs à gros carreaux* écossais, doublés de fausse *fourrure de polyester (de 280 à* 320 F), chez les spécialistes et les dépositaires de la marque à travers la France.

Favrot-Petit Diable renouvelle le genre sport pour garçons et filles par des détails de matelassage dans les unis en forme de liquettes et vestes à empiè*cements rembourrés* des tenues de motards, à poches multiples. *Les tabliers de satin noir se bou*tonnent sur le côté, à liserés et *boutons rouges, mais les filles* peuvent les choisir en chasubles à manchettes, entièrement ouverts sur les côtés. Les robes de goûter, en tissus à petits carreaux ou rayures bicolores, offrent une ampleur froncée, à partir d'empiècement ronds ou droits ornées de broderies très traditionnelles.

Marie-Paule Acquaviva s'ins*talle au 31, rue de l'Université.* Ancienne assistante de Kark Lagerfeld, *elle a créé des collec*tions pour *Valentino* et *Cadette.* C'est dire qu'on se retrouve dans le luxe et le raffinement, sans souci du lavable... avec des robes de lainage agrémentées d'un tablier et d'un jupon d'organza blanc. Des jupons-culottes sortent sous les jupes plissées des adolescentes et de leurs petites sœurs. Il y a de charmants tricots, et les couleurs sont denses ou pastels.

NATHALIE MONT-SERVAN.

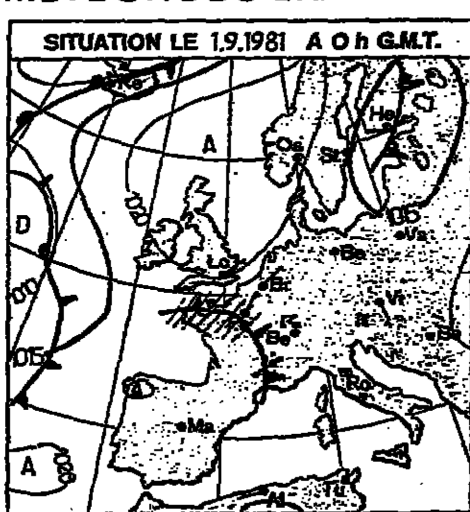


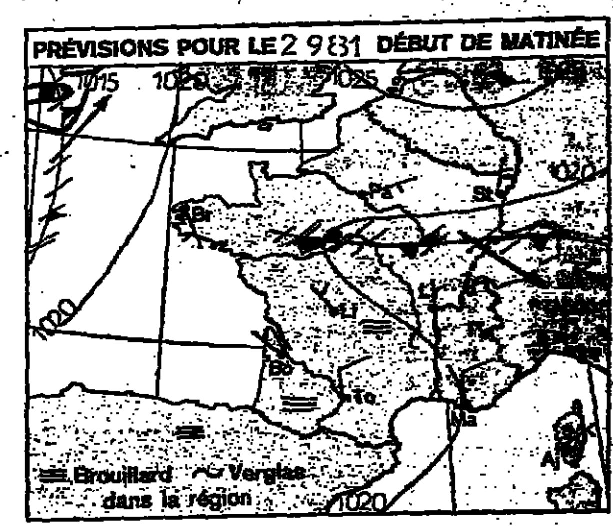
(Croquis de MARCQ.)

GALERIES LAFAYETTE : ensemble à la scandinave composé d'une grande veste à emmanchure en bourrelet comme le bord, *formant faux gilet*, dans un mélange de fibranne et de nylon doublé de fausse fourrure acrylique en *bordeaux uni*, souligné d'un *liséré gris*, sur une jupe-culotte de flanelle grise et d'un chandail jacquard multicolore. Le huit ans : 225 F, 95 F et 75 F. Chapka assortie, 25 F.

KLIMAGER'S — JEAN-PIERRE SOIMAUD : blouson à épaules gonflées et manches raglan, en coton enduit, à doublure vive contrastée, capuche et col montant, sur une chemise écossaise de coton à col bord-côtes et pantalon en velours côtelé, à poche plaquée fermée d'une glissière et resserrée du bas. Le huit ans : 369 F, 129 F et 180 F, aux Trois Quartiers, à la Petite Gaminerie, 24, rue du Four, à Cannes, 120, rue d'Antibes et au Printemps.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 1er septembre à 0 heure et le mercredi 2 septembre à 24 heures :

Les perturbations orageuses qui affectent la France s'atténueront en se déplaçant vers le nord de l'Italie. Les hautes pressions du nord-est de l'Ecosse se renforceront ainsi que la dorsale qui les prolonge vers l'ouest de la péninsule Ibérique.

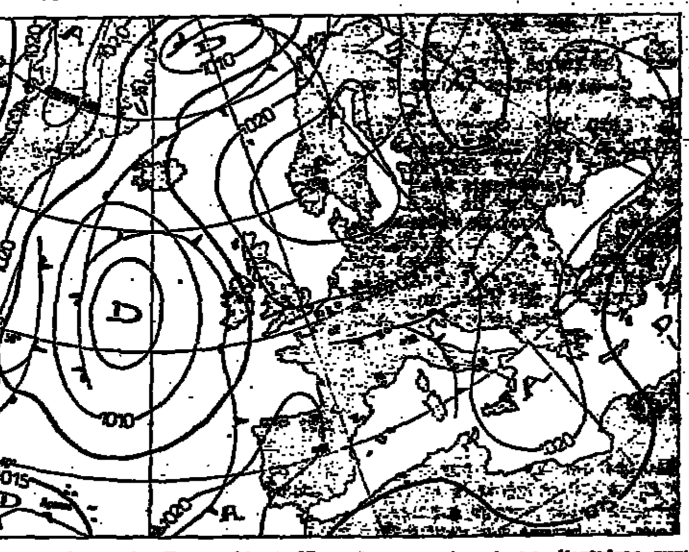
Mercredi *matin, sur la France*, à l'exception de quelques zones d'éclaircies sur le Nord et près de la Méditerranée, la caractéristique principale du temps sera un aspect *brumeux, soit avec des nuages bas*, soit avec des brumes ou des brouillards. On notera quelques pluies, résidus des orages de la veille, sur les régions s'étendant de la Touraine au *Jura* et aux *Alpes. Dans la journée*, ces précipitations s'atténueront par l'ouest et ne persisteront plus le soir que sur le massif alpin, où de nouveaux orages pourront se développer. *Sur le reste de la France*, des éclaircies se développeront (nuages passagers). Le soir ou la nuit suivante, les nuages deviendront à nouveau plus abondants sur l'ouest de la Bretagne. Les vents, faibles, souffleront du secteur nord-est. Ils tourneront au sud en Bretagne. Les températures maximales seront en général un peu moins élevées que les jours précédents.

Le mardi 1er septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 017,7 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 août ; le second, le minimum de la nuit du 31 août au 1er septembre : Ajaccio, 28 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 18 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Bourges, 25 et 16 ; Brest, 21 et 15 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 19 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 26 et 16 ; Grenoble, 27 et 15 ; Lille, 21 et 12 ; Lyon, 27 et 16 ; Marseille, 29 et 18 ; Nancy, 22 et 14 ; Nantes, 20 et 15 ; Nice, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 24 et 15 ; Pau, 25 et 17 ; Perpignan, 27 et 17 ; Rennes, 20 et 17 ; Strasbourg, 23 et 14 ; Tours, 24 et 17 ; Toulouse, 29 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 20 degrés ; Amsterdam, 19 et 11 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 20 et 9 ; Bonn, 21 et 7 ; Bruxelles, 19 et 11 ; Le Caire, 32 et 19 ; îles Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 19 et 10 ; Dakar, 30 et 24 ; Genève, 27 et 15 ; Jérusalem, 29 et 15 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 21 et 13 ; Madrid, 29 et 13 ; Moscou, 14 et 10 ; Nairobi, 25 et 18 ; New-York, 26 et 20 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 27 et 20 ; Stockholm, 12 et 10.

PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



EVOLUTION PROBABLE DU TEMPS DU JEUDI 3 AU DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

Jeudi. — Temps frais et très brumeux le matin, suivi de belles éclaircies dans la journée. Nuages de marge le soir sur l'extrême ouest du pays. Vent faible. Températures sans grand changement.

Vendredi et samedi. — Conditions anticycloniques sur la France. Temps restant très brumeux le matin, plus frais sur les régions du Nord, du Nord-Est et du Centre-Est où les températures descendront à 8 et 6 degrés, devenant ensoleillé dans la journée. Vent d'est se renforçant près de la Manche.

Dimanche. — Temps frais et brumeux le matin. Toutefois, le ciel deviendra plus nuageux et orageux des Pyrénées à l'Atlantique, où les vents tourneront au secteur sud-est, s'accompagnant d'une hausse des températures de l'Aquitaine à la Bretagne.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 3007

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III			■						
IV									
V			■					■	
VI				■			■		■
VII					■				
VIII			■						
IX					■			■	
X				■					
XI			■						

HORIZONTALEMENT

I. Des coups fréquents calment sa passion. — II. Détruire par le fondement. — III. Possessif. *Monte comme une rue.* — IV. Les teintures la font disparaître. — V Note. Est utilisée *pour* étriller. — VI. Nid d'aigles. Un peu de bonheur. — VII. Se porte à la boutonnière. Tombent et sont battus. — VIII. Note. Verse de l'eau ou de l'alcool. — IX. Des hommes y titubent sous l'effet du punch. Symbole. — X. Agent qui dût recevoir des poulets. Est tiré *d'un* sac militaire. — XI. Symbole. Plus d'un s'applique après les *examens.*

VERTICALEMENT

1. Moyens qui constituent des ressources insuffisantes. — 2. Elle donne des idées à un homme. — 3. Couple en houppelande. Mesure. Jumeaux dans une pouponnière. — 4. Est consommé avec de l'eau. Il amuse dans une bande. — 5. Ile-de-France. Part de bénéfices. — 6. Espèce de grand paresseux. — 7. Au cirque, tout *le monde n'y travaillait pas sans* filet. Elle bâille plus souvent le jour que la nuit. — 8. Symbole. Elle fait quelques tours en quittant son logement. Abréviation. 9. Ne sont plus utilisées pour percer des coffres. Flotte des Troyens.

Solution du problème n° 3006

Horizontalement

I. Cicatrice. — II. Orateur. — III. Cible. R.A.U. — IV. As. Faim. — V. Escrime (cf. : « sandale » et botte). — VI. Nil. Miser. — VII. Obus. Posa. — VIII. Médecin. — 9. Ares (Arès). En. — X. Née. Credo. — XI. Essais. Un.

Verticalement

1. *Cocaïnomane.* — 2. *Iris.* Ibères. — 3. Cab. Eludées. — 4. Atlas. Sec. — 5. Tee. Cm. Ci. — 6. Ru. Fripiers. — 7. Irraisonné. — 8. Aimes. Dû. — 9. Enumération.

GUY BROUTY.

JEUX

RECTIFICATIF. — Des « coquilles » à répétition ont déformé la solution du 12 vertical dans le jeu n° 20 (« mots croisés anacyclo-palindromiques »). Il fallait lire : « 12. Epar [barre servant à fermer une porte] ».

— De même, dans l'exposé du jeu n° 9 « Chiffres en grille », il aurait fallu lire : « 2. Code d'un département dont *l'anagramme* est « érigez », et, dans celui du n° 13, « Désordre à l'Opéra », les deux premiers titres fantaisistes *étaient* « la Femme enchantée » et « la Force de Barbe-Bleue ».

Que nos lecteurs veuillent bien accepter nos excuses.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* des 31 août et 1er septembre 1981 :

UN DECRET

● *Modifiant* le décret n° 70-1326 du 23 décembre 1970 relatif au statut *particulier du corps* administratif supérieur des services extérieurs du ministère de la défense.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 SEPTEMBRE

« La crypte de Notre-Dame », 15 h., parvis, entrée (Mme Bachelier).

« *Notre-Dame-des-Blancs-*Manteaux », 15 h., 12, rue des Blancs-Manteaux (Mme Garnier-Ahlberg).

« La Mosquée », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite (Mme Hulot).

« Au Marais », 15 h., 1, rue de la Perle (Mme Saint-Girons).

« Le trésor de Notre-Dame », 15 h., portail central (*Mme* Vermeersch, Caisse nationale des monuments historiques).

« La Mosquée », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite (Approche de l'art).

« La Mosquée », 15 h., entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Du pont de la Tournelle à la place Maubert », 15 h., pont de la Tournelle, statue de sainte Geneviève (Mme Hager).

« Les impressionnistes », 10 h. 30, musée du Jeu-de-Paume (P.-Y. Jaslet).

« Jardin et cours de la rue Mouffetard », 14 h. 30, façade de l'église Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis, 14 h. 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Les Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Saint-*Germain-des-Prés* », 14 h. 30, 3, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

BREF

EMPLOIS

UN OBJECTEUR DE CONSCIENCE POUR LA SAVOIE. — Le comité savoyard de la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) recherche un objecteur de conscience devant accomplir ses deux années de service civil légal à partir de novembre-décembre 1981 pour travailler sur le département dans le secteur de la protection de la nature.

★ *FRAPNA Savoie, 21, rue Sommeiller, 73000 Chambéry. Tél. : (79) 69-75-62.*

FORMATION PERMANENTE

COMPTABILITE ET COMMERCE INTERNATIONAL. — L'Institut municipal d'éducation continue organise à l'intention des demandeurs d'emploi indemnisés par l'ASSEDIC des stages de formation à temps plein : comptabilité du 28 septembre au 31 décembre ; commerce international du 12 octobre 1981 au 29 janvier 1982 (agents administratifs transit, transport, exportation) ; anglais général ou commercial.

★ *25, rue de Villeneuve, 92112 Clichy Cedex. Tél. : 737-41-24 ou 731-76-15.*

POUR LES RESPONSABLES COMMUNAUX. — *Le Delex-Service* communique le calendrier des sessions du second semestre 1981, ouvertes aux élus et fonctionnaires municipaux. Les espaces verts : Dijon-Autun, 29 et 30 septembre ; l'informatique communale : Issy-les-Moulineaux, 13, 14 et 15 octobre ; le service des sports et ses équipements : Avignon, 20 et 21 octobre ; voirie urbaine, voies piétonnes et mobilier urbain : Bordeaux, 27 et 28 octobre ; *construction d'un hôtel de ville* : Paris, 3 et 4 novembre ; *la restauration scolaire* : Lyon, 17 et 18 novembre ; les horaires variables : Paris, 24 et 25 novembre ; lutte contre le vandalisme : Paris, 1er et 2 décembre.

★ *219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222-35-65, 222-90-64.*

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries) : I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	698 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE	366 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Des espèces rares et menacées à Madagascar

En mai dernier, à l'occasion de son vingtième anniversaire, le Fonds mondial pour la nature (W.W.F., de l'anglais World Wildlife Fund) a attribué sa médaille d'or annuelle à M. Jean-Jacques Petter, professeur au Muséum national d'histoire naturelle. Dans son allocution de *remerciements*, M. Petter a lancé un appel en faveur de la conservation de la nature de Madagascar, *où il travaille depuis vingt-cinq ans*, en particulier sur les lémuriens, des primates (1), primitifs certes, mais cependant nos *lointains* cousins. Cet appel, qui demandait une somme « *équivalant* au coût d'un avion à réaction » (soit 100 à 300 millions de francs), a été entendu : des donateurs anonymes ont déjà donné au W.W.F. 500 000 dollars (près de 3 millions de francs) pour aider la République malgache à sauvegarder une flore et une faune uniques au monde. Les autorités d'Antananarivo, en tout premier lieu le président de la République, M. Didier Ratsiraka, *sont convaincues de* la nécessité de préserver leur patrimoine naturel, un des plus beaux fleurons du patrimoine naturel mondial. Mais il est évident qu'une importante aide financière extérieure leur est indispensable.

Outre ces 500 000 dollars, d'autres fonds devraient bientôt **être envoyés au W.W.F. à l'intention de Madagascar. La section *suisse* du W.W.F. organisera spécialement, en septembre, une journée du timbre ; les sections néerlandaise et britannique ont aussi des projets en faveur de Madagascar. A la fin de ce mois d'août, le gouvernement malgache a dépêché en Europe, à Paris notamment, M. Barthélémi Vaohita, directeur de la représentation malgache du W.W.F. créée en 1979. M. Vaohita, ardent défenseur de la protection de la nature, est chargé, dans son pays, de la mise en œuvre des programmes de sauvegarde ; il est venu en Europe pour prendre contact *directement avec les représentants du W.W.F. et divers* organismes nationaux ou internationaux.**

La préservation des lémuriens

AVANT que les continents n'aient leurs positions et leurs formes actuelles, Madagascar faisait partie, avec l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Australie, l'Inde et l'Antarctique, d'un *super-continent*, le *Gondwana*. Celui-ci a commencé à se fragmenter vers — 180 millions d'années. Madagascar, qui était soudée à l'Afrique orientale, s'en est séparée à partir de — 120 millions à — 100 millions d'années *pour dériver peu à peu vers* sa position actuelle. Comme sur toutes les terres isolées pendant des dizaines de millions d'années, une faune et une flore très particulières ont pu se développer sur Madagascar. Mais trois facteurs importants ont contribué à rendre particulièrement riches cette *faune* et cette *flore*.

● Madagascar a joué le rôle de conservatoire — d'arche de Noé *pourrait-on dire* — pour les espèces végétales et animales du Gondwana, qui *ont pu s'y* maintenir en raison même de cet isolement. En outre, des espèces sont manifestement venues *d'Afrique* (sur des radeaux de débris végétaux ?), tant que la distance séparant ces deux terres n'a pas été trop grande.

● Madagascar est une très grande île (592 000 kilomètres *carrés*), *étirée du nord au sud* sur plus de 1 500 kilomètres du parallèle 11° 58' sud au parallèle 25° 34' sud, et large d'est en ouest d'un peu plus ou d'un peu moins de 500 kilomètres.

● Madagascar est une île très accidentée, traversée du nord au sud par des montagnes dépassant parfois 2 000 mètres.

Les deux derniers facteurs ont suffi à créer d'innombrables milieux naturels différents, au sein desquels les espèces végétales et *animales se sont diversifiées* en s'adaptant aux conditions particulières à chacun de ces milieux. Mais, depuis quelques décennies, l'extension des cultures et la multiplication du bétail font disparaître peu à peu ces milieux *naturels* — *les forêts* en particulier (2), — menaçant ainsi la survie de très nombreuses espèces, alors même que l'inventaire de la faune et de la flore malgaches, encore très incomplet, ne permet absolument pas de dresser la liste des espèces endémiques.

L'exploration des nids de guêpes

Chaque année, des espèces nouvelles sont répertoriées. Le plus bel exemple de cette *richesse* inconnue est, sans nul doute, la découverte récente de six cents espèces nouvelles de buprestes (petits insectes coléoptères brillants) *vivant* au sommet des arbres, dont ils mangent le bois. Le haut des arbres *étant inaccessible*, un chercheur a eu l'idée d'explorer systématiquement des nids de guêpes situés, eux, dans le sol. Les guêpes, en effet, piquent les buprestes pour les paralyser, puis traînent ceux-ci *dans leurs nids*. Là, *elles* pondent et leurs larves dévorent les buprestes *inertes*, mais *toujours* vivants.

Les lémuriens sont, sans *conteste*, les animaux les plus célèbres de Madagascar. Le plus ancien lémurien connu vivait pourtant... à Paris vers — 70 millions ou — 60 millions d'années. Jusque vers — 50 millions d'années, les lémuriens vivent un peu partout dans le monde. Et puis ils disparaissent. Ou, tout au moins, on n'en a pas trouvé de traces pour la période s'étendant de — 50 millions à — 10 millions d'années. Mais sans doute ont-ils subsisté *sous* la forme de petites espèces, dont les frêles restes ont disparu ou n'ont pas encore été découverts.

Vers — 10 millions d'années, les *lémuriens* réapparaissent en Afrique, en Asie et à Madagascar. On en trouve encore dans les forêts humides africaines, notamment gabonaises (Galago et Potto nocturnes) et asiatiques (Nycticebe et Loris nocturnes de l'Inde et de Sri-Lanka). Ils sont aussi présents dans l'archipel volcanique des Comores. A Madagascar, les lémuriens comptent *cinq familles totalisant* une trentaine d'espèces dont l'étude comparative donne des informations très intéressantes sur l'évolution et l'adaptation à des milieux particuliers.

L'adaptation des lémuriens (surtout celle des espèces diurnes) est étonnante. D'une façon générale, les espèces vivant dans les régions les *moins ensoleillées* ont une fourrure foncée et même noire, alors que celles des zones où le soleil est le plus ardent ont une fourrure claire et même blanche. Ce qui permet, dans tous les cas, de maintenir la température interne en dépensant le minimum d'énergie. De même, les espèces les plus petites et donc les plus vulnérables, *sont nocturnes et individualistes* ; elles ont une toison terne, leur procurant un camouflage naturel, alors que les plus grandes, diurnes, sont revêtues de couleurs tranchées — telle la longue queue des Makis, où alternent des anneaux de fourrure noire et blanche — qui leur permettent *de se reconnaître et ainsi d'avoir* une vie sociale très organisée et très hiérarchisée.

Outre ces adaptations générales, il y a aussi des adaptations très spécifiques. Les plus petits, les plus primitifs et les moins *rares des lémuriens — les Micro*cebes, qui ont la taille d'une grosse souris dotée d'une longue queue duveteuse — ont soixante-six chromosomes en bâton, alors que le *Lepilemur ruficaudatus* n'en a plus que vingt. Les Microcebes sont omnivores : tout leur est bon (insectes, gommes parasites des arbres, bourgeons, œufs, bébés caméléons, etc.).

Au contraire, l'aye-aye — le plus rare, puisque vivant dans la forêt de la côte est, dont il ne subsiste plus que des lambeaux, — plus gros qu'un chat, mange essentiellement des larves d'insectes vivant dans le bois. Ses oreilles, énormes — de vraies antennes de radar, — lui permettent d'entendre ces larves ronger le bois. Son nez, très grand et très fin, flaire l'odeur de ces larves à travers le bois. Ses grosses dents poussent en permanence *(fait unique chez* les primates) de façon à pouvoir déchiqueter le bois. Le troisième doigt de ses mains, mince et démesurément allongé (une dizaine de centimètres !), peut aller « ramoner » les galeries du bois *pour* en extraire les larves ; il peut aussi s'introduire dans *un œuf ou une noix de coco et* s'y enduire soit du jaune et du blanc, soit du lait qui, les uns et l'autre, seront léchés..., l'opération étant répétée le nombre de fois suffisant pour que l'œuf ou la noix de coco soient vidés.

Le Cheirogale, ne consommant que des fruits et des fleurs, accumule de la graisse pendant la *moitié* de l'année, *ce qui lui* permet d'hiberner — seul de *tous les primates* — pendant les six mois où il est contraint d'observer un jeûne absolu. Le Phaner, lui, vit de gommes et de miélat, une substance sucrée sécrétée par des colonies de larves de cigales accrochées à des arbres le long desquels elle dégouline. Quant au Lepilemur, *il arrive à digérer* de la cellulose presque pure.

Sensibiliser les *enfants* et les adultes

Plusieurs espèces de lémuriens sont étudiées au laboratoire *d'écologie générale* du Muséum national d'histoire naturelle à Brunoy (Essonne). *L'équipe de* M. Petter travaille surtout sur les Microcebes, dont plusieurs centaines d'individus se reproduisent volontiers en captivité (une quarantaine de Microcebes sont ainsi nés à Brunoy au début du mois d'août), selon un rythme annuel lié à la durée du jour, *comme l'a découvert Mme Arlette* Petter. Il faut noter aussi que l'équipe de Brunoy a réussi, pour la première fois au monde, à faire se reproduire en captivité, en 1973, des Hapalemurs, des Lepilemurs en 1978.

*Connaître les lémuriens ne suf*fit pas. Il faut préserver sur *place* les *primates malgaches*. Douze réserves ont été créées dès 1927. Des forestiers compétents en ont la charge, mais ils manquent cruellement de moyens matériels. Dès à présent, on sait que les fonds collectés par le W.W.F. serviront à construire des bâtiments et à acheter *des véhicules* (du vélomoteur à la camionnette), du matériel de *camping et de bureau*, de *la* documentation et... des uniformes, indispensables au prestige des gardes et des forestiers.

Mais M. Vaohita, ancien pro*fesseur de sciences* naturelles dans les collèges secondaires et ancien inspecteur de l'enseignement primaire, veut que la préservation du patrimoine de son pays s'appuie sur les programmes scolaires et l'information des populations rurales vivant à proximité des réserves. Déjà, un effort important a été fait dans les écoles et les villages *voisins* de la réserve d'Ankarafantsika *(60 250 hectares situés non loin* de Majunga) grâce à l'appui des trois ministères de tutelle (éducation nationale, forêts et finances). La population, adultes et enfants, s'est montrée très réceptive aux informations et aux améliorations matérielles qui leur ont *été* apportées dans le cadre de ce programme d'infor*mation. Un encouragement cer*tain pour le développement de *la préservation du* patrimoine naturel de Madagascar.

YVONNE REBEYROL.

(1) L'ordre des primates comprend les prosimiens (*lémuriens et tarsiers*) et les simiens (hommes, singes anthropoïdes et singes). Tous les primates ont cinq doigts, le pouce étant en général opposable aux autres doigts. Ils ont un cerveau relativement gros par rapport à *leur poids*, l'homme *surtout*. *Leur* vue est très développée, et la plupart d'entre eux ont la vision des couleurs ; les deux yeux sont sur la face (et non sur les côtés de la tête), ce qui leur permet de voir en relief et, donc, d'apprécier les distances. Les lémuriens se distinguent des simiens par divers caractères (*chromosomiques et anatomiques*), la différence anatomique principale étant l'absence de cloison temporale protégeant l'orbite entre la fosse temporale et la fosse orbitale.

(2) 1982 doit être prochainement proclamée année mondiale des forêts tropicales.

Le W.W.F.

Le World Wildlife Fund (W.W.F.) a été créé en 1961 dans le but d'aider à protéger les milieux naturels et les espèces menacées de disparition. Depuis le 27 mai dernier, le président du W.W.F. est le duc d'Edimbourg. Le W.W.F. collecte des fonds, soit directement à son siège (1), soit par l'intermédiaire de vingt-six sections nationales.

La section française (2), créée en 1973, est une association sans but lucratif, reconnue d'utilité publique et habilitée à recevoir des legs ou des dons. Son président est M. Pierre Pfeffer, professeur au Muséum national d'histoire naturelle.

Le W.W.F. aide actuellement plus de mille projets élaborés par l'Union internationale de conservation de la nature dont le siège est à Gland. Parmi les projets en cours les plus importants (outre la protection des forêts de Madagascar), on *peut citer la sauvegarde du* grand panda de Chine : 4 mil*lions de dollars (24 millions de* francs), dont le quart est apporté par le W.W.F. et les trois quarts par la Chine.

(1) W.W.F., rue du Mont-Blanc, CH 1196 Gland, Suisse.

(2) W.W.F., section française, 14, rue de la Cure, 75016 Paris. Tél. : 527-58-02. C.C.P. 8 733 07 C Paris. La cotisation annuelle est de 50 francs (30 francs pour les membres juniors âgés de moins de dix-huit ans, 150 francs pour les membres *bienfaiteurs*).

En toute logique

UN TROU C'EST TOUT

PROBLEME N° 205

L'énigme du problème n° 202 proposait de définir une suite « anti-test » trompant la logique élémentaire en produisant la suite des entiers complète jus*qu'à 12, mais sans le nombre 13* :

$$U_n = n + E\left(\frac{n}{13}\right)$$

Jean-François Tournier-Nare et Jacques Dautrevaux reprochent à cette méthode de laisser trop de « trous » : tous les entiers 14k-1. Ils ne parviennent cependant pas à y remédier avec les symboles arithmétiques classiques, alors que la chose est possible.

Quelle formule simple livre un seul trou, au nombre 13 ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLÈME N° 204

Identifions chaque état du système par un nombre de 4 chiffres représentant, de gauche à droite, les contenus des 4 jarres, de la plus grande à la *plus petite. Cela permet d'explo*rer systématiquement l'arbre des possibilités. On aboutit ainsi à 4 solutions équivalentes :

9000 5040 5400 1440 1530 1332 3330
9000 5040 3042 3240 3510 3312 3330
9000 7002 3042 3240 3510 3312 3330
9000 7002 7200 3240 3510 3312 3330

Quant au choix de la meilleure de ces quatre solutions, il dépend, bien sûr, du choix d'un critère subjectif. Je propose que la meilleure solution soit celle *qui consiste à soulever le moins* de liquide, en négligeant, bien sûr, le poids des jarres. En faisant la somme des masses soulevées, on obtient 27 pour la deuxième solution et 29 pour les trois autres. La seconde solution est la *moins fatigante*.

PIERRE BERLOQUIN.

Point de vue

L'énigme et le défi

par MICHEL RODOT (*)

LE passage du Centre national de la recherche scientifique *sous la tutelle d'un grand mi*nistère de la science et de la tech*nologie est l'aboutissement d'un pro*cessus historique qui peut et qui doit lui donner une nouvelle jeunesse. Bien des problèmes vont pouvoir être résolus qui n'étaient même plus posés, dans l'immobilisme ambiant. L'un de ces problèmes, et non des moindres, a trait aux relations entre le savoir et le *faire, entre la pensée et l'action*, entre l'énigme et le défi.

Aujourd'hui, au C.N.R.S., l'équilibre entre les deux vocations que lui reconnaît son statut est fragile. Tout le monde y défend l'utilité et les intérêts des poseurs d'énigmes, qu'ils travaillent sur les trous noirs ou la photosynthèse, sur les atomes de Rydberg ou la durée de vie du *proton. Mais beaucoup de cher*cheurs y tolèrent mal les poseurs de défis et pensent que, pour étu*dier la catalyse ou les échanges* thermiques dans les bâtiments, per*fectionner la fermentation méthani*que ou observer le changement social, il vaut mieux être dans un centre technique approprié plutôt qu'au C.N.R.S. Grave erreur !

Certes, l'innovation diffère profondément de la recherche, parce qu'elle possède des dimensions techniques, économiques et commer*ciales autant que scientifiques*. Contrairement à une idée reçue, *l'innovation ne découle directement* d'une découverte scientifique que dans des cas rares. Elle a ses mobiles propres. Pour réussir, il est vrai qu'elle a besoin du concours des scientifiques, mais il est faux qu'elle puisse se contenter de puiser dans le vivier des connaissances acquises. Qui, dès lors, doit y par*ticiper* ?

Promouvoir la recherche vers l'aval

Le problème n'est pas nouveau et a connu des fluctuations histo*riques*. Dans les années 50, *les uni*versitaires ayant refusé le ratta*chement du C.N.R.S. au ministère* de la recherche, proposé par son directeur Gaston Dupouy, la Délégation générale à la recherche scientifique et technique nouvellement créée reçut mission de promouvoir l'innovation. Dans les an*nées 60, la priorité* du C.N.R.S. fut d'organiser solidement son *indispensable implantation univer*sitaire.

Dans les années 70 un autre directeur, Robert Chabbal, entreprit d'ancrer le C.N.R.S. dans la vie *industrielle du pays, en soutenant* les « sciences pour l'ingénieur » (*notamment en physique et en chi*mie), et créant des programmes finalisés. La tendance la plus récente est à la limitation, voire au recul, de cette orientation. Dans le même temps le ministre de l'industrie André Giraud soutenait vigou*reusement l'innovation par des pro*cédures toutes tournées vers les entreprises et les centres techniques.

Certes, l'innovation est une mission *permanente* et essentielle des centres techniques et des entreprises. *Mais, dans beaucoup de secteurs* les moyens de recherche sont trop faibles *dans l'entreprise*, la concurrence est trop vive pour la recherche collective, paralysant les centres techniques — comme l'a constaté la commission de la recherche du ingénieurs et chercheurs perd son à gagner à entreprendre leurs *actions d'innovation sous forme* de collaborations étroites entre entreprises ou centres techniques, d'une part, et laboratoires du C.N.R.S. *ou des universités, d'autre part*.

De plus, l'injection de scientifiques dans les entreprises et centres techniques faciliterait ces collaborations et aurait d'autres effets *bénéfiques à moyen terme. Il existe* aussi des secteurs de pointe où les *laboratoires* industriels sont de bonne qualité (électronique, métallurgie, partie de la chimie...) ; c'est aussi tout bénéfice pour eux et pour le C.N.R.S. d'entreprendre en *commun certaines recherches fina*lisées, tant il est vrai que l'adap*tation d'impédance entre* recherche et innovation demande des soins attentifs et le concours des meilleurs.

Chaque pays a sa méthode. Les *Etats-Unis ont* une recherche puissante dans le secteur privé. L'Allemagne a des instituts à capitaux mixtes (Fraunhofer) et de puissantes universités techniques. En France, l'occasion *nous* est offerte de promouvoir au C.N.R.S. la recherche *finalisée vers les besoins du* secteur « aval » c'est-à-dire de l'industrie, de l'agriculture, de la médecine et de la vie sociale (mais c'est sans doute avec l'industrie que les problèmes sont les plus aigus). Il y faudra respecter un certain nombre de conditions.

D'abord, la recherche orientée vers la connaissance pure ne doit pas en souffrir. Il sera facile au C.N.R.S. de maintenir une concertation étroite avec la mission de la recherche du ministère de l'édu*cation, qui a avec lui vocation* à gérer la recherche universitaire.

Le jeu de la confidentialité

Ensuite, le C.N.R.S. devra gérer la recherche finalisée d'une façon appropriée : la programmer soigneusement, organiser les relations avec l'aval en jouant le plus sou*vent, avec rigueur, le jeu de la confidentialité* ; mesurer constam*ment la portée du travail accompli* en même temps que sa qualité. Les critères de « *qualité* » sont donc particuliers, et certains en déduisent qu'il faut se garder de ce mode de travail : belle façon de scier la recherche sur le lit de Procuste et de contribuer à la réputation justifiée de la France qui « *ne sait pas exploiter ses découvertes* ».

Enfin, il faut insérer cette recherche dans le tissu économique pour qu'elle y soit « comme un poisson dans l'eau ». Déjà sont prévus des échanges de vues officiels avec les ministères « clients » pour déterminer les finalités retenues. Il faut en outre organiser une coopération étroite du C.N.R.S. avec les centres techniques. Il faut enfin développer *les contacts de laboratoire à entre*prise, notamment dans un cadre régional ; cependant, cette dimension ne doit pas être surestimée, malgré les tentations de la mode, dans un domaine où la compétence pointue oblige à chercher ses partenaires *au-delà du palier voisin*.

Peut-être d'autres questions, plus profondes, doivent-elles être posées, *car tout, en définitive*, dépend des hommes. Alors que dans la recherche fondamentale les ingénieurs qui construisent les appareillages sont au service des chercheurs qui les utilisent, il n'en est pas de même dans la recherche finalisée. Non seulement les ingénieurs sont des acteurs à part entière de l'innovation, mais il peut arriver que les chercheurs doivent se mettre à leur service pour approfondir un mécanisme ou une propriété qui conditionne le succès d'une application.

Dans ce contexte, la distinction traditionnelle au C.N.R.S. entre ingénieurs et chercheurs perd son sens, *ce qui conduit à considérer* avec intérêt les propositions d'un *syndicat — la C.F.D.T. pour ne pas* la nommer — qui plaide pour un statut unique du *personnel* de recherche. Ce n'est pas une idée bouleversante ; le personnel du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) est géré de cette façon. Mais c'est le genre même de problèmes que, dans la période *récente, on refusait de prendre en* considération alors qu'ils se posent *dans la réalité*.

Il y a sans doute beaucoup d'autres opportunités à saisir dans la *nouvelle organisation de la recher*che. Par exemple, le C.E.A. aussi *peut évoluer, en s'ouvrant* à une gamme plus large de recherches appliquées, comme il a déjà commencé de le faire avec succès. Des problèmes aussi sérieux que le rat*tachement de l'Institut de recher*ches fondamentales du C.E.A. au C.N.R.S. doivent être posés et étudiés par les chercheurs compétents eux-mêmes. Pour ma part, je tenais à témoigner qu'il existe au C.N.R.S., dans les universités et dans les grandes écoles *une large population* de « poseurs de défis », et même de « releveurs de défis », qui sont déterminés à travailler pour l'innovation, avec enthousiasme.

(*) Directeur de recherches au C.N.R.S.

LE MONDE DES SCIENCES

Le Grand Nuage de Magellan cache-t-il une étoile « super-massive » ?

L'astronomie a ceci de paradoxal qu'elle étudie à la fois l'infiniment petit et l'infiniment grand. Ainsi traque-t-elle aussi bien *les molécules* et les atomes des nuages de matière interstellaire que des objets astronomiques dont les dimensions dépassent l'imagination. *Dans* ce domaine particulier, où la masse et le rayon du Soleil (1) tiennent lieu d'unités de mesure, les monstres ne manquent pas. *Telles* ces étoiles géantes qui, comme Antarès et Bételgeuse, ont un diamètre plusieurs centaines de fois supé*rieur à celui du Soleil. Telle cette étoile « super*massive » qu'une équipe d'astronomes américains de l'université du Wisconsin suppose exister *dans le Grand Nuage de Magellan*, une galaxie irrégulière relativement proche de la nôtre. Sa masse serait de deux mille à quatre mille fois celle du Soleil.

CET étonnant objet astronomique se trouverait dans une région du Grand Nuage de Magellan, connue sous le nom de Complexe 30 de la Dorade. Cette région du ciel, qui n'est qu'une *gigantesque masse de gaz* (nébuleuse) composée pour l'essentiel d'hydrogène dans laquelle baignent quelques étoiles, est si brillante que si, par extraordinaire, elle se trouvait à une distance de la Terre équivalente à celle qui nous sépare de la nébuleuse d'Orion (2), elle serait visible en plein jour et donnerait la nuit comme la pleine lune, des ombres portées sur le sol.

A l'image de ce qu'ils font pour d'autres parties de l'univers, les astronomes tentent dans cette région d'identifier avec précision la ou les sources de rayonnement ultraviolet qui ionisent fortement les atomes de la nébuleuse. Sous l'effet de ce *phénomène*, les électrons des atomes qui composent le gaz sont arrachés à leur orbite, et, par *recombinaison, émettent* de la lumière dont on étudie les caractéristiques.

Dans la plupart des cas, la présence d'étoiles très chaudes est responsable de ces processus d'émission qui prennent un relief particulier dans la nébuleuse de la Dorade. Il y a là, comme le montrent les clichés astronomiques pris de cette région, un objet particulièrement brillant *répertorié* sous le sigle R 136 (HD 38268).

Une masse énorme

Est-ce un objet unique ou au *contraire un amas d'étoiles ?* Pour les astronomes américains Joseph Cassinelli, John Mathis et Blair Savage, *la première* hypothèse ne fait pas de doute. Se fondant sur les informations — spectres — prises par *le* satellite américano-européen I.U.E. (International Ultraviolet Explorer), lancé en janvier 1978, ils estiment que R 136 est une étoile supermassive responsable de l'essentiel de l'ionisation de la nébuleuse de la Dorade. Son diamètre : environ cent fois celui du Soleil ; Sa luminosité : cent millions de fois celle du Soleil. La température de *rayonnement* correspondant à une semblable ionisation : plus de 60 000 degrés Kelvin. Sa *masse enfin* : de deux mille à quatre mille fois celle du Soleil.

Une telle hypothèse n'est pas *a priori* absurde. Un astronome genevois, M. André Maeder, a en effet montré que des objets massifs de ce type pourraient exister, même s'ils faisaient preuve d'une certaine instabilité. L'excès d'énergie qu'ils présentent donnerait en effet lieu, sous forme d'un vent stellaire particulièrement important, à une *perte* annuelle de matière estimée par l'équipe américaine à environ un millième de la *masse totale*.

L'existence, encore à démontrer, d'une telle étoile dans la *nébuleuse de la Dorade* ne fait cependant pas l'unanimité de la communauté scientifique. Certains souhaiteraient des mesures complémentaires et d'autres objectent que, compte tenu du manque de résolution des télescopes ultraviolets existants, et du fait qu'en observant cette région du ciel on « manque » vraisemblablement nombre d'étoiles chaudes — parce qu'elles se présentent, pour les télescopes optiques, comme *des astres trop faibles*, — on ne peut exclure la présence d'un amas d'étoiles à cet endroit.

Les calculs effectués en supposant une distribution stellaire analogue à celle existant au voisinage du Soleil montrent qu'avec quatre cents étoiles de plus de vingt masses solaires on peut aussi rendre compte de l'ionisation du Complexe 30 de la Dorade.

Il faudra sans doute attendre la publication de nouveaux résultats, ou le lancement, dans les *prochaines années, du télescope* spatial, particulièrement adapté à ce type d'études, pour mettre *fin* à cette guerre de l'étoile.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le diamètre du Soleil est de 1,4 million de kilomètres et sa masse de 2×10^{30} kilogrammes, soit 2 suivi de trente zéros.

(2) Le Grand Nuage de Magellan est à environ 165 000 années-lumière de la terre, alors que 1 500 années-lumière nous séparent de la nébuleuse d'Orion.

DEUX LIVRES

Physique pour tous

LE Bureau des longitudes est un *organisme respectable* qui publie, chaque année depuis 1795, un annuaire très riche en chiffres sur le mouvement de la Lune, des planètes, les dates et les zones de visibilité des éclipses... L'origine de ce grimoire est évidente : ce ne peut être qu'un antre obscur où des astronomes aux yeux hagards multiplient inlassablement des nombres de trente décimales !

Qui vit sur cette idée n'ouvrira *l'Encyclopédie scientifique de l'univers* qu'avec une crainte révérencieuse. Il aura tort. Pourtant l'ouvrage est directement issu du célèbre annuaire ; depuis 1977, celui-ci est pratiquement réduit à des tableaux de chiffres et des graphiques. « *tandis que les matières de nature encyclopédique dont il s'était progressivement enrichi sont maintenant regroupées dans un ordre logique* » au sein de cette encyclopédie.

Mais les membres du Bureau des longitudes et leurs collaborateurs ont fait un sérieux effort pour rendre leurs textes accessibles à un vaste public. Tout n'est pas lisible par tout le monde, mais tout le monde n'est pas intéressé par les corrections *relativistes qui interviennent* dans l'établissement du temps atomique international. Les formules ne sont introduites qu'à bon escient, et leurs notations sont en général — mais pas toujours — suffisamment explicitées dans le texte. La multiplicité des auteurs entraîne des redites, et, ce qui est plus gênant, des divergences de notations. C'est une maladie commune aux encyclopédies ; dans le cas présent, l'atteinte est légère.

La première partie, *les Mesures physiques*, est presque *entièrement consacrée* à la définition des étalons, aux raisons de leur choix, aux progrès de la *métrologie. C'est un domaine peu* connu, y compris des physiciens, et l'on y peut faire de passionnantes découvertes. *Les autres* parties traitent de la matière condensée, des disciplines classiques (thermodynamique, acoustique, optique), de l'électromagnétisme, de la physique atomique, nucléaire et particulaire.

Toute encyclopédie vieillit. Aussi est-il annoncé que ce volume, comme ceux qui l'ont déjà précédé sur la Terre ou sur l'astronomie, sera remis à jour tous les cinq ans. Quand on a derrière soi presque deux siècles de publications régulières, on peut prendre cet engagement.

Très différent de volume et d'esprit est le petit livre qu'a signé M. André Guinier, membre de l'Institut — et par ailleurs un des rédacteurs de l'encyclopédie précitée. Il s'adresse spécifiquement, mais pas exclusivement, aux enseignants. Beaucoup de ceux-ci ont fait leurs études il y a vingt ans ou plus, quand les concepts de la physique moderne étaient moins *bien clarifiés qu'ils ne le sont* aujourd'hui. L'ouvrage de M. Guinier, *la Structure de la matière*, veut les aider à incorporer dans leur enseignement certains acquis nouveaux de la science. Tout formalisme est banni de l'ouvrage, qui rappelle un peu, dans sa forme, les anciennes « leçons de choses ». Mais le contenu est parfaitement actuel. — M. A.

★ **ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE DE L'UNIVERS : LA PHYSIQUE**, par le Bureau des longitudes, chez Gauthier-Villars, 476 pages. Environ 195 F.

★ **LA STRUCTURE DE LA MATIERE, DU CIEL BLEU A LA MATIERE PLASTIQUE**, par M. André Guinier, *Éditions Hachette-C.N.R.S.*, 288 pages. Environ 150 F.

MILLE SEPT CENTS CRÉATIONS DE POSTES ET ENVIRON 30 % D'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE POUR LA RECHERCHE.

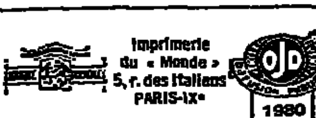
Mille sept cents créations de postes de chercheur et d'I.T.A. (ingénieur, technicien et administratif) seront inscrites dans le projet de budget pour 1982. C'est ce qu'a annoncé, ce mardi 1er septembre, *M. Jean-Pierre Chevènement*, ministre de la recherche et de la technologie. Sur ces 1 700 postes, 300 ne seront pas affectés et constitueront une réserve interministérielle. Il y avait eu 625 créations de poste dans la loi de finances pour 1981, et autant dans le collectif budgétaire adopté en juillet par le Parlement.

L'enveloppe recherche, qui regroupe l'essentiel des dépenses civiles de recherche de l'Etat croîtra d'environ 30 % d'après le ministre. Ce qui devrait porter le budget du ministre de la re*cherche aux alentours de 25,5 mil*liards de francs en ajoutant les autorisations de programmes et les crédits de fonctionnement. Mais l'augmentation des crédits de paiement est nettement plus faible, ce qui inquiète certains directeurs d'organisme de recherche (1). La priorité du budget va surtout à l'augmentation des personnels de laboratoire ; le ministre estime qu'il faut sur ce point faire un effort de rattrapage prolongé sur plusieurs années.

(1) Les autorisations de programmes représentent les dépenses que les laboratoires peuvent engager et qu'ils régleront sur plusieurs années. Les crédits de paiement sont les sommes qu'ils pourront dépenser au cours de l'année 1982. Les crédits de fonctionnement couvrent essentiellement les salaires.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Commission paritaire n° 57 437.

MÉDECINE

Dans les Vosges

XONRUPT-LONGEMER AURA SA PHARMACIE

(De notre correspondant.)

Epinal. — M. Jack Ralite, ministre de la santé, vient d'autoriser l'ouverture de l'officine de Xonrupt-Longemer (Vosges) dont la construction est *terminée* depuis pratiquement un an (*le Monde* du 20 novembre 1980). Ainsi donc s'achève un conflit qui, à la fin de l'an dernier, avait mobilisé la population de cette cité de montagne de *mille deux* cents habitants et conduit le conseil municipal à démissionner en bloc, le 5 décembre 1980, *pour protester* contre le refus d'ouverture signifié par le ministre de la santé de l'époque, M. Jacques Barrot, le 27 novembre 1980.

M. Barrot, à la suite d'un recours hiérarchique formé par le syndicat des pharmaciens des Vosges et quatre pharmaciens de Gérardmer, avait annulé l'autorisation donnée le 9 avril 1980 par le préfet des Vosges.

Le pharmacien, M. Gilbert *Martin, qui avait* investi une somme de 600 000 F, effectuait depuis décembre dernier divers *remplacements dans les officines* de la région. M. Ralite a estimé que cette pharmacie correspondait aux *besoins de la population* et d'une commune très fréquentée par les touristes tant en été qu'en hiver. — Y. C.

CARNET

Naissances

— M. et Mme André Lefèvre sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille,
Stéphanie DUBARRY
le jeudi 27 août 1981.

— Bruno et Dominique FRAPPAT-LIBOIS,
Jean-Baptiste et Guillaume,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie,
le 21 août, à la maternité des Lilas.

— Geneviève et Jean-Marc HAINIGUE
ont la joie d'annoncer la naissance de
Isabelle,
le 20 août 1981, à Nantes.
Les Jardins de Villiers,
72610 Le Chevain.

— M. et Mme Michel HOUDART et Pascal,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Sabine,
le 11 août 1981.
128, rue du Faubourg-Poissonnière,
75010 Paris.

— Mme et M. Jean-Charles NAHON,
Mme et le docteur Charles Nahon,
Mme et M. Lucien Karpman,
sont heureux de vous annoncer la naissance de
Jean-Luc
le 23 août 1981.
Résidence Kertad,
10, impasse Sauzé,
13007 Marseille.

— Mme Maurice Macquin,
M. et Mme Bernard Joubeaux,
avec Alexandre,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils et frère,
Raphaël
chez Catherine et François *MACQUIN*, à *Londres*, le 6 juillet 1981.

Mariages

— Grenoble, Montréal.
David et Gisèle, Pierre et Andrée BROUÉ,
Michel et Marie-Claude, Nicole et André, Normand et Yolande, Françoise, Martine, Stéphane, Jean-Pierre, Isabelle et Caroline,
Les familles Broué et Broué,
Leurs parents et alliés,
ont la joie d'annoncer le mariage de
Catherine et Benoît,
à Hauterive (Québec), le 29 août 1981.

— *Mme Anne Christine* **FOURNIER**
et
le docteur Pierre **LEMBEYE**
sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité le 10 août 1981, à Paris (5e).

Décès

— M. et Mme François Andrault,
M. et Mme Bernard Andrault,
M. et Mme Patrick Andrault,
Leurs enfants et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Jacques ANDRAULT,
née *Marcelle Cleche*,
survenu le 27 août 1981, à Louveciennes.
L'inhumation a eu lieu, dans l'intimité, au cimetière de Ploemel-par-Auray.

— Mme Nelly DEME a perdu son fils unique,
Pablo,
âgé de vingt-trois ans.
Les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière de Crouel, à Clermont-Ferrand, selon sa volonté.
Cet avis tient lieu de faire-part.
49, avenue Albert-Elisabeth,
63000 Clermont-Ferrand.

— M. le docteur Gabriel Fail,
Daniel Fail, son fils,
Les familles Breton-Robert,
font part du décès du
docteur Solange FAIL,
inspecteur régional de la santé.
Les obsèques auront lieu à Angoulême dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
51000 Châlons-sur-Marne.

— Nice, Vernoux-en-Vivarais.
Mme Françoise Faure, née Jacqueline André,
Ses enfants Marie-Françoise, Béatrice et Jean-Jacques,
Les familles Faure, Amouredieu et André,
ont la douleur de faire part du décès de
M. François FAURE,
agrégé de l'Université,
maître-assistant honoraire
à la faculté des lettres de Nice,
commandeur
de l'ordre des Palmes académiques,
croix du combattant (1939-1945).
Les obsèques auront lieu le jeudi 3 septembre, à 10 h. 15, à la salle des cultes du centre hospitalier de Valence.
Inhumation au cimetière de Valence.

— Mme Fortunée Goldenbaum, son épouse,
Le docteur Soly Goldenbaum, son fils,
Le docteur Marc Goldenbaum, son fils,
Les familles Goldenbaum, Nadler et Charbit,
ont la cruelle douleur d'annoncer le décès du
docteur Joseph GOLDENBAUM,
ancien externe des hôpitaux de Paris,
pédiatre (Paris),
ancien chef de service de pédiatrie de l'hôpital israélite d'Alexandrie,
ancien médecin-chef
de l'hôpital israélite d'Alexandrie.
Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité le mardi 1er septembre.
15, rue Cino-Del-Duca,
Paris (17e).

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Danielle GUSTIN,
survenu subitement le 21 août, à Saint-Tropez.
Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 2 septembre, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 4, rue de l'Annonciation, Paris (16e).
De la part du
Docteur et Mme Jean Tapias, leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Claude Gustin et leur fils.
13, Parnithos-Psychico,
Athènes (Grèce).
15, rue Pétrarque,
Paris (16e).

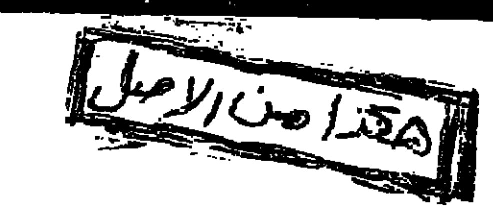
— Nous apprenons la mort de notre confrère
Raymond HUBERT,
décédé dimanche 30 août, à Nice (Alpes-Maritimes).
Sa dépouille mortelle est transférée mardi 1er septembre à Paris, où son inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.
[Licencié en droit, entré à l'Agence Havas en 1932, Raymond Hubert est notamment directeur du bureau de l'A.F.P. à Rabat, en 1945, puis directeur du bureau de Madrid, jusqu'à son expulsion par le gouvernement espagnol, en 1947. Nommé chef des informations en 1948, il occupa, de 1951 à 1959, la fonction de directeur du bureau de Bruxelles. Chef des services diplomatique et politique de 1959 à 1967, il dirige le bureau de Bruxelles, assumant la « couverture » de la Belgique et des Communautés européennes de 1967 à 1974, année où Raymond Hubert prend sa retraite. Il était chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de l'ordre de Léopold.]

— Tulle, Vernou.
M. Baptiste Marouby,
M. et Mme Jacques Marouby et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme MAROUBY,
née Madeleine Beynat,
survenu à Tulle, 16, rue Pauphile, *dans sa quatre-vingtième année*.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 1er septembre 1981.

— Talloires.
M. et Mme Nicolas Perriguey ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur fils,
M. Gilles PERRIGUEY,
survenu à Talloires, dans sa trente-quatrième année.

— On nous prie d'annoncer le *décès de*
TRINH DINH Lau,
artiste peintre vietnamien.
Ses cendres seront en son atelier le jeudi 3 septembre 1981.
23, rue Voltaire,
à Malakoff

— Paris, Montpellier, Erbalunga.
Mme Gaston Germer-Durand, née *Marie Vallois*,
Ses enfants, petits et arrière-petits-enfants,
Mme Augustin Sanguinetti, née *Camille Vallois*,
Ses enfants et petits-enfants,
M. Valerio et Mme, née Suzanne Dautheville, et leurs enfants,
Les familles Plassard, Letellier, Gilardi, Carton, Geraudel, Dautheville et Nègre,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Henri V. VALLOIS,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Toulouse
et au Muséum d'histoire naturelle de Paris,
directeur honoraire du Musée de l'homme,
membre de l'Académie de médecine,
officier de la Légion d'honneur,
survenu à Paris, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, le 29 août 1981.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 31 août 1981, à Montpellier.
Cet avis tient lieu de faire-part.
8, hameau des Mésanges,
rue Montasinos, Montpellier.
[Né le 11 avril 1889 à Nancy, Henri Vallois avait fait ses études de médecine et de sciences à Montpellier. Professeur à la faculté de médecine de Toulouse de 1922 à 1941, directeur à l'École pratique des hautes études de 1932 à 1961, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et directeur du Musée de l'homme (1941-1960), Henri Vallois avait dirigé plusieurs revues de paléontologie et d'anthropologie. Il avait notamment publié « Anthropologie de la population française » en 1943, « les Races humaines » en 1944, « les Hommes fossiles » et « Éléments de paléontologie humaine » en 1955, et « Anthropologie physique » en 1968.]



Le Monde

culture

CINÉMA

LE FESTIVAL DE MONTRÉAL

Une réussite à l'américaine

Le sixième Festival international des films du monde de Montréal s'est achevé dimanche soir avec la projection, hors compétition et en présence de son interprète principale, Isabelle Huppert, du film franco-italien « la Dame aux camélias », de Mauro Bolognini. Le jury, que présidait Gina Lollobrigida, a attribué son grand prix au film américain « The Chosen » (littéralement : *les élus*) *de Jeremy Paul Kagan. Le film yougoslave* « Qui chante là-bas ? », de Slobodan Sijan, déjà remarqué à Cannes dans la section « Un certain regard », a obtenu le prix spécial du jury. La France a vu deux de ses films couronnés : « Garde à vue », de Claude Miller, prix du meilleur scénario, et « The Subtle Concept », de *Gérard* Krawczyk, grand prix du film de court métrage.

Seul festival compétitif d'Amérique du Nord reconnu par la F.I.A.P.F. (Fédération internationale des associations de producteurs de films), le Festival des films du monde que dirige Serge Losique a connu cette année, et pour la première fois de *sa brève existence, un incontestable* succès. Un public fidèle a occupé pratiquement sans interruption les mille places du complexe Le Parisien, à raison de six ou sept séances par jour, pendant dix jours.

Serge Losique, l'organisateur de la *manifestation, excelle dans l'art de* graduer ses effets, tout en naviguant habilement entre les écueils. Premier point important, faire reconnaître Montréal à l'égal du Festival des festivals de Toronto, d'un an son aîné, qui le suit d'une quinzaine de *jours au calendrier ; le pouvoir fédé*ral est visiblement ravi de partager sa manne entre la capitale du Canada francophone et celle du Canada anglophone. Montréal et Toronto se *prévalent l'un et l'autre d'un budget* global d'environ 750 000 à 800 000 dollars. *Montréal a reçu* 250 000 dollars d'Ottawa, somme que la province de Québec a doublée avec sa propre subvention. Le reste du budget est complété par les recettes-guichet, non *négligeables si l'on relève que le* prix des places oscille entre 3 et 4 dollars selon l'heure.

Deuxième point, Serge Losique bénéficie depuis deux ans de la disparition du Festival rival de la critique québécoise, d'inspiration plus nettement *progressiste et victime de* ses dissensions internes après un excellent démarrage. A Montréal comme à Toronto un public essentiellement jeune, frustré de ne voir à l'affiche que des films américains — Hollywood et ses épigones occupent *90 % du temps de projection* au Québec, — se précipite pour voir des œuvres du monde entier.

Troisième atout, le jury de Montréal a répété cette année le coup de poker de *1980*, où, en couronnant le film hollywoodien de Richard Rush *The Stuntman (le Diable en boîte),* il s'était acquis, à bon compte, la réputation de faire découvrir des inédits américains. *The Chosen,* non encore distribué aux Etats-Unis, va *bénéficier de la publicité du grand* prix tout en renvoyant la balle au festival. Adapté d'un roman de Chaim Potok du même nom, *The Chosen* suit deux adolescents juifs de Brooklyn élevés dans des milieux différents, l'un fils de rabbin, l'autre fils de professeur. A travers les sensibilités opposées, se découvrent une culture, une autre Amérique.

La seule réussite indiscutable de Serge Losique consista à faire venir d'Allemagne Rainer W. Fassbinder avec, sous le bras, les bobines de son tout dernier film, *Lola,* sorti trois jours plus tôt sur les écrans germaniques. Fassbinder, qui avait *déjà inauguré le festival avec Lili Marleen,* savoura son triomphe : débraillé et massif, une ressemblance de plus en plus marquée avec Heinrich George (l'interprète de Brecht, mais aussi l'acteur de poids du troisième Reich), il fut plébiscité par les *spectateurs. Lola, malgré une* traduction *déficiente,* apparaît comme le pendant du classique de Jean-Marie Straub *Non réconciliés.* L'Allemagne d'Adenauer invente le « miracle » économique, oublie *la guerre, le* nazisme, la défaite, se vautre dans un *capitalisme forcené.* Une chanteuse de cabaret, jouée par la nouvelle étoile du réalisateur du *Mariage de Maria Braun,* Barbara Sukowa, tire son épingle du jeu, jauge ses admirateurs et la comédie sociale qui l'entoure. Très drôle, nous assurent les spectateurs capables de suivre les nuances du dialogue, plastiquement superbe, feu d'artifice sur toile de fond funèbre, *Lola* confirme cette fascination équivoque de toute *une génération de cinéastes* allemands à l'égard de la misère politique et morale d'un pays, le leur.

Suprême habileté de Serge Losique, avoir réussi à inviter au Festival un film québécois de quelque importance (mis à part *les Plouffe,* de Gilles Carle, déjà *sorti* en salle avec un immense succès), malgré le boycottage de la presque totalité des cinéastes du Québec : *Paroles du Québec,* filmé en juillet 1980 au Festival de La Rochelle à l'occasion d'un spectacle commandé par Bernard *Mounier, directeur de la Maison* de la culture. Jean-Claude Labrecque, le réalisateur, a gommé le pittoresque inutile, écouté simplement ces hommes de plume et de récitation dire leur amour d'un pays et de ses cadences. *Speak White, le poème de Michèle* Lalonde, reste toujours aussi bouleversant dans sa défense des minorités humiliées.

Film miroir, aussi modeste soit-il, d'une culture en apparence condamnée par *l'histoire, Paroles du Québec* apportait une autre *résonance* dans ce Festival qui était avant tout celui du monde américain, des valeurs d'une société où les médias, la tarte à la crème moderne, gomment les contrastes, unifient les pensées et les sensibilités.

LOUIS MARCORELLES.

MUSIQUE

Escapade à Sceaux

Qu'y a-t-il donc à faire à Paris le dimanche, au mois d'août, quand rien de particulier ne vous y appelle et qu'il n'existe pas même la ressource d'un concert au château de Breteuil (le Monde *daté 23-24 août 1981) ? Aller à Sceaux, évidemment, à l'Orangerie du château de Sceaux, à quelques centaines de mètres de Bourg-la-Reine, où, ainsi qu'il est écrit sur le dépliant, un minibus se trouvera à la sortie de la gare qui vous déposera devant les grilles du parc.*

A l'heure dite, l'autobus prend les voyageurs devant la gare et leur permet d'accomplir la distance formidable de 860 et quelques mètres... pour 3 francs ; cela laisse rêveur ; aussi, pour le retour, certains préféreront rêver à pied. Mais on ne va pas à Sceaux pour se livrer à la morosité, on y va plutôt pour oublier en écoutant les concerts qui s'y donnent de juillet à octobre chaque fin de semaine — en soirée le vendredi, l'après-midi le samedi et le dimanche — depuis 1969.

Les amateurs de chiffres, ceux qui sont capables de réciter le catalogue Koechel dans les deux sens chaque soir avant de s'endormir, seront ravis d'apprendre que le concert de dimanche portait le numéro 727 ; les autres se contenteront de noter avec satisfaction qu'il était donné par le Trio Ravel, fondé la même année que le festival et qui réunit trois jeunes artistes de talent : la pianiste Chantal de Buchy, le violoniste Christian Crenne et le violoncelliste Manfred Stilz.

Le programme s'ouvrait avec le Trio en mi majeur Koechel 542 de Mozart dans une interprétation « élégante et correcte », selon la formule consacrée, à laquelle il manquait néanmoins un peu de relief. Il faut dire en contrepartie que l'acoustique assez sèche avait tendance à aplatir les nuances et que l'habitude de commencer par Mozart se révèle, à l'usage, une épreuve redoutable dont bien peu d'artistes sortent vainqueurs.

C'est avec le deuxième trio de Schumann que les choses se sont gâtées. Lorsque l'indication « Avec un sentiment profond » conduit à de telles incertitudes de tempo, brisant toute pulsation interne et créant une insécurité rythmique qui se traduit par des attaques incertaines dans les cordes, c'est qu'elle a été mal comprise.

Le mouvement suivant, « Modérément agité », souffrait quant à lui d'une modération vraiment excessive. Arrivés au Finale on reprenait pied sur la terre ferme ; on y est resté pour le Trio en la mineur de Ravel, enlevé avec légèreté et intelligence. Le « scherzo » du Trio en ré mineur de Mendelssohn donné en bis a fait regretter de n'en pouvoir entendre qu'un extrait, car il était rendu avec toute la vivacité requise et la virtuosité que cela implique. Heureusement, le Trio Ravel a gravé sur disque (Arion 38328) les deux trios de Mendelssohn ; ainsi ceux qui ont été déçus par le concert de l'Orangerie, et à plus forte raison ceux qui ne l'ont pas été, pourront-ils trouver là qui un prolongement, qui une compensation.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochains concerts : Quatuor Barnède (4 septembre). Ensemble Guillaume de Machaut (5 septembre). Rita Streich et Jean-François Heisser (6 septembre). Renseignements et location : tél. 660-07-79.

EXPOSITIONS

Le singulier Lotto et les naïfs des Marches

(Suite de la première page.)

Les retables s'entassaient alors dans les sanctuaires, et du coup, les bourgs de Jesi, de Recanati — le pays de Leopardi, — de Fabriano, ont reçu des « trésors » destinés à leur *donner une célébrité. Mais en dehors* de ces deux « vedettes », qu'y avait-il dans les Marches ? Des tableaux venant d'un peu partout composant un patrimoine d'occasion, *inégal et inconsistant ? Le problème* est posé depuis longtemps. On aura cette fois la réponse.

Dans la pauvre cité d'Ancône martyrisée en 1943-1944, mais décidée à redevenir métropole, les églises du Gésu et de Saint-François *et la Loge des marchands* ont permis moyennant un petit itinéraire en vieille ville, de répartir judicieusement, sans lourdeur, en trois étages, les cent soixante tableaux et la masse *documentaire (photographies* des absents, notices...) d'usages. Il y a là le résultat d'un travail de trente années, inauguré en 1950 par P. Zampetti, alors surintendant des Marches, et poursuivi à l'université d'Urbin. Grâce à de sérieux concours *régionaux, l'actuel surintendant,* P. Dal Poggetto, a pu, avec son collègue, rassembler cette foule de tableaux qu'il a fallu préalablement restaurer, avant de les descendre des *montagnes, et produire* le catalogue-répertoire qui conclut l'opé*ration. L'amour averti* de ces œuvres senties comme la face visible de l'histoire et le miroir d'une identité morale (et locale) est le secret de l'Italie. Dix, quinze peintres de *second rang lui doivent ici de repa*raître au jour et les plus grands de retenir l'attention sous un éclairage nouveau.

Lotto, un peu plus jeune que Giorgione, un peu plus vieux que Sebastiano et Titien, était de la *grande génération des peintres nés* autour de 1480. On ne sait comment, il s'est trouvé très tôt en contact avec les Marches. En 1506, les dominicains de Recanati lui commandent un immense triptyque, chef d'œuvre de poésie rêveuse et de *lumière tamisée.* Avant cette intervention magistrale, régnaient de petits héritiers de Crivelli, le solide Zingaro, bien informé des formules vénitiennes (*Pala* de Fermo, 1502), *ou encore, impeccable organisateur* de formes géométriques, Marco Palmezzano *(Pala* de Matelico, 1501). Le terrain n'était pas vide, mais tout semble juxtaposé ; le cloisonnement des vallées explique peut-être qu'on s'ignore où qu'on rivalise sans *s'imiter. Signorelli est intervenu* à Arcevia en 1507 avec un gros ouvrage assez soigné, l'inévitable Pérugin s'était déjà faufilé à Fano en 1497 : la question est d'ailleurs de savoir — *et certains y tiennent* beaucoup — si dans les cinq délicats panneaux de la prédelle on n'aurait pas l'ouvrage d'un garçon de quatorze ans, un enfant d'Urbin : Raphaël.

Des registres variés

Les bizarreries ne manquent pas avec Lotto ; il passe à Recanati deux *années qu'on peut estimer* décisives ; mais, en 1509, il est à Rome, la Rome de Jules II ! Il travaille auprès de Raphaël, on ne sait trop à quoi, puis revient brusquement dans les *Marches. En 1512 est peinte la Déposition du Christ* de Jesi, qui semble au premier abord un pastiche mélodramatique de Raphaël ; autour de la même date doit se placer l'étrange *Transfiguration* de Recanati ; de subtiles décolorations, dans la robe *blanche du* Christ, jouent dans une composition sommaire, archaïque, zébrée d'inscriptions en or, comme une icône agrandie. Le Seigneur semble engagé dans une discussion *théologique avec les deux témoins* de l'Ancien Testament affublés d'une auréole octogonale dont on cherche en vain d'autres exemples. Cet ouvrage inattendu et personnel donne *à réfléchir sur la flexibilité du talent* de Lotto, son besoin d'expérimenter dans de nouveaux registres moins savants moins réglés et plus émotifs.

Ce qui se précise aussitôt dans la seconde partie avec les toiles envoyées entre 1529 et 1531 à ses clients des Marches, car avec lui décidément rien n'est simple. Il est alors à Venise, mais il reste présent. Ces chefs-d'œuvre sont à Recanati : *l'Annonciation,* célèbre par le *bond du chat effrayé par l'ange ;* à Monte-San-Giusto : la *Crucifixion* tumultueuse et trouble avec le détail extraordinaire de l'immense lance sanglante qui repose sur le cou du cheval. A Jesi enfin ; le panneau de *Sainte Lucie devant le juge,* avec la longue prédelle qui déploie en narration continue de martyre de la *petite sainte en robe* jaune ; devenue de plomb, elle ne peut être enlevée par les bourreaux ni par les attelages. Vu comme un fait divers, le miracle enchante Lotto. Dans chacun de ces ouvrages, la lumière joue différemment : froide dans la demeure fraîche de la vierge, orageuse sur *le Golgotha,* et *dans le* spectacle pittoresque de l'étrange *sainte Lucie* un va-et-vient d'ombres alterne avec les coups de projecteur, comme en inventeront Rembrandt et Goya.

Les cités des Marches se ravitaillaient *déjà* moins au dehors, et l'on voit brusquement plus clair dans la *production* locale. Etonnant mélange ! L'équipe des frères Naldini produit vers 1512 pour l'église franciscaine de Sant'Angelo in Vado une *Pietà* toute sèche et naïve, précédée au *premier plan d'un semis* de fruits, de fleurs symboliques, d'instruments de la Passion, du Crivelli fossile. Au même moment, Antonio da Faenza compose pour Lorette *une monumentale Annonciation* avec prophètes, temple classique tout doré, etc. Dans cette même veine pompeuse, on doit à l'association de Venanzo et de Pesgentile une *Famille à la Vierge* où tout le monde, sauf les deux *putti :* Jésus et Jean, *est enveloppé de nappes d'or,* momifiantes comme dans les icônes grecques. Province, province : on ne l'a jamais si bien observée. Aucun écho de Lotto pour le moment. *Aucune influence de Titien* à qui on a demandé pourtant en 1520 l'inoubliable Madone dite de Pesaro (elle requiert la visite au musée d'Ancône). C'est bien un milieu fermé que ces montagnes. Avec quelques pénétrations aiguës, mais *sans conséquence apparente.*

La retraite à Lorette

En fait, l'explication est assez simple : à chaque catégorie de la clientèle correspond une « manière ». On en a aisément la preuve, grâce à deux types d'œuvres que les organisateurs n'ont pas négligé d'évoquer : les quelques cycles pro*fanes de la Rocca (forteresses)* de Gradara : une *Bataille* de cavalerie par Aspertini, et de la villa Impériale à Pesaro : nymphes des Dossi, cavalcade de Genga. Autre demande, autres peintures. *Mais surtout, une* série remarquable de bannières et de *madones* du Bon Secours, d'une facture riche et simpliste, avec diables, exorcisme et dévots schématiques ; l'art populaire des petites paroisses rurales, les images saintes *stéréotypées pour confréries sages.*

L'indication ouvre une direction intéressante. N'est-ce pas, au fond, à un art d'émotion et de ferveur que va de plus en plus songer Lotto ? Et si, avec son savoir-faire parfois comparable à celui des grands Fla*mands, avec son besoin* d'expression intrépide qui a pu faire penser à Grünewald, il avait finalement décidé par amour d'une religion humble et sentimentale de suivre la leçon naïve des *peintres* de Gonfalons ? Du coup, la relation se renverse. Ce n'est plus l'enseignement apporté par Lotto aux petits peintres des Marches qui est intéressant, mais celui qu'il a pu, en un sens, retirer d'eux.

Certes, revenu plus souvent, après 1540, pour se fixer définitivement, après 1545, à Ancône, puis à Lorette, le peintre a trouvé une suite d'imitateurs : Durante Nobili répète de *son mieux les mouvements drama*tiques ; G.A. de Magistris les débuts savoureux... Pour les artistes des petits villages, on descend chaque fois de plusieurs degrés ; comme dans un laboratoire, on observe de *près* le phénomène de la répétition *malheureuse. Les extravagances* calculées de Lotto, les trouvailles de sa candeur apparaissent mieux par contraste. C'est seulement beaucoup plus tard après la mort du peintre, *en 1556, que, dans un style sec et* orné malheureusement sans bonhomie, un autre de Magistris, Simone, qui avait encore connu Lotto à Lorette, a retrouvé une hardiesse *d'imagination suffisante pour* être appelé son disciple. Pour les autres — qui sont nombreux et enfin discernables, — on a l'impression que Lotto a surtout compté comme une incitation aux effets sentimentaux et aux étrangetés expressives. *Ce qu'on ne détestait pas vers 1600.*

Roberto Longhi a imaginé autrefois une sorte d' « accord supérieur » après 1540-1545 entre Titien et Lotto, tous deux sentant venir avec la fin du jour le même besoin de détachement et de sourde poésie. Mais ce parallélisme n'a pas joué. Ces génies adverses étaient irréductibles. Lotto a pu, dans la *Madone en gloire* de Mogliano (1548), tenir compte, sans doute par opportunisme, d'un modèle *de Titien, mais on n'en peut rien* conclure. Si notre interprétation est juste, le repli vers le roc d'Ancône et les collines des Marches était un adieu non seulement à la gloire manquée et à la splendeur du « bel canto » vénitien, mais aussi aux *ambitions habituelles.* Son journal ou plutôt son « livre de comptes » (à partir de 1538), enfin publié, est la chronique impitoyable d'un échec peut-être savouré chrétiennement (1).

La Visitation de Jesi, qui a lieu dans un intérieur gris et vert, respire une sorte de calme domestique ; aux dernières nouvelles, elle daterait de 1539, l'année de la grande *Pala du Rosaire* destinée à la confrérie dominicaine de Cingoli. On épuise *vite les épithètes pour exprimer l'ef*fet déconcertant de cette toile d'autel ; au-dessus de la « Madone aux saints » accueillant la dévotion nouvelle du rosaire, la partie supérieure est constituée par la chaîne des quinze médaillons des « mystères de la Vierge » ; ils semblent issus de la roseraie du fond, mais ils en annulent l'effet. Tout devient paradoxal, impératif et tendre. Dans une sorte de pénombre, seule *compte l'imagerie pieuse ; pour* couronner le tout, Lotto, amoureux des *pétales* de rose depuis toujours, a disposé au premier plan un « jet de pétales », *unicum* de la peinture, une sorte de « photogramme », que les élèves ne *se sont pas risqués à imiter.*

Lotto est né en 1480. Son cinquième centenaire a donné lieu à quelques manifestations dont un colloque à Asolo, qui a apporté quelques nouveautés, en particulier sur les rapports du peintre avec les *courants de la Réforma. Une étude* sur l'Oratoire Suardi, à Trescore *près de Bergame — orné vers* 1524-1525 par Lotto d'un cycle ininterrompu de scènes pieuses projetées dans la vie quotidienne — a de même abordé le problème de la crise religieuse (2).

Le « piétisme » de l'artiste le rendait *nécessairement perméable à* tous les courants, à tous les tourments ; et on ne doit pas s'étonner de ses amitiés « avancées ». P. Zampetti dans ce catalogue, où décidément on trouve tout ce qu'il faut, se demande si la retraite à Lorette n'a pas été *aussi* une manière de fuir les procès et les difficultés avec l'Inquisition. Il n'y a pas lieu, semble-t-il, de chercher un Lotto hérétique, mais seulement une « âme *en peine ». Et à Lorette, le merveil*leux tendre allait de soi : d'innombrables panneaux naïfs n'y figurent-ils pas la *Santa Casa* véhiculée par les anges ? Féérie qui ne pouvait qu'enchanter Lotto.

Simplifier à tout prix

Ce que montrent de façon poignante *les toiles* des dernières années, c'est précisément le besoin de simplifier à tout prix, en s'adressant au cœur, fût-ce dans la lourdeur des formes, la vulgarité voulue des types, et, si l'on peut se permettre un mauvais jeu de mot, la griserie *de la grisaille. Le Saint Michel* de Lorette dispose, tête-bêche dans un ciel noir, un archange en jupe rose et un Satan adolescent à ailes bleues qu'aurait apprécié William Blake ; mais que voulait Lotto, nous ne le savons plus guère. Pour ne pas tout *énumérer, on peut s'en tenir au plus* saisissant, le dernier ouvrage du peintre, destiné au chœur de Lorette, une *Présentation au temple.* Tous les tons sont baissés, blanc et gris ; au-dessus du groupe cérémoniel s'ouvre une chapelle vide ; traversée d'un *coup* de lumière, un vieillard à peine esquissé passe la tête à travers une porte : Lotto lui-même ? Pourquoi pas ? Le tableau, resté inachevé, exhale une tristesse, une *résignation peu communes. La table* d'autel, drapée de blanc, au centre, à l'air, vue de près, d'être dotée de pieds humains. Métaphore réalisée, détail incomplet, vestige à effacer ? On ne sait. Prenons-le comme une incongruité typique de ce mélange *de merveilleux, de terre-à-terre et de* bizarre dont s'enchantait la mélancolie de l'oblat Lorenzo sous le soleil des Marches.

ANDRÉ CHASTEL.

(1) *Lorenzo Lotto,* libro delle stese diverse (1538-1556). Ed. P. Zampetti. Venise 1969.

(2) F. Cortesi Bosco. Gli affreschi dell' oratorio guardi. Lorenzo Lotto nella crisi della reforma. Bergame 1980.

★ LORENZO LOTTO NELLE MARCHE. IL SUO TEMPO, IL SUO INFLUSSO. Introductions et catalogue par P. Dal Poggetto et P. Zampetti. Ancône. Jusqu'au 11 octobre.



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : la Vie parisienne.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Faisons un rêve.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Carreau du Temple (274-43-11), 19 h. : les Tribulations de Triboulet.
Comédie-Caumartin (272-43-31), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Freaks Society ; 23 h. : les Bijoux de famille.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur.
Edouard-VII (742-57-49), 20 h. 30 : Deburau.
Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h. 30 : D. Lavanant ; 21 h. 45 : Tranches de vie ; 23 h. : Racontez-moi votre enfance.
Espace Marais (271-10-19), 21 h. : Ka.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : les Trois Jeanne ; 22 h. : Olym-Piaf.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 21 h. 45 : On continue à l'appeler Pantalon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge, 20 h. 30 : Douce ; 22 h. 15 : J. Di Giacomo. — Théâtre noir, 22 h. 15 : Un oiseau dans le plafond. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercices de style.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 45 : Pauvre France.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : Accordez vos violons.
Roquette (805-78-51), 20 h. : la Tournée ; 21 h. 30 : le Fétichiste.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h. 30 : le Charimari.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Essayez... c'est pas sorcière ; 22 h. : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : 1929 ou le Rêve américain.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh=MC2 ; 22 h. 30 : Des bulles dans l'encrier. — II, 21 h. 30 : Attachez vos ceintures ; 22 h. 30 : Pit et Rik.
Café d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : la Jacassière ; 21 h. 45 : Mangeuse d'hommes ; 22 h. 45 : Tiens voilà deux boudins. — II, 20 h. 30 : Plurielle ; 21 h. 45 : Lesser family ; 23 h. : A. Agier ; 0 h. 15 : Electrochoc.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. : Qu'est-ce qu'il y a dedans ?
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Fanal (233-91-17), 20 h. : Pourquoi ? 21 h. 15 : F. Blanche.
Petit Casino (278-36-50), 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : T'as pas vu mes bananes.
Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : J. Charby ; 21 h. 30 : les Demoiselles de Rochechouart ; 22 h. 45 : Du ronron sur les blinis.
Splendid (887-33-82), 20 h. : Enfin seul.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Florence Brunold ; 21 h. 30 : Il en est un... de la police.
Tremplin de Paris (258-85-26), 20 h. 15 : Trente Centimètres à l'ombre.

Le music-hall

Fontaine (874-74-40), 22 h. : Olym-Piaf.
Petit Forum (297-53-47), 20 h. 30 : J. Favreau.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. : R. Franc.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : M. Gaudry, A. Jean-Marie, A. Conduant.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h. 30 : Mojo Klem Blues Band ; 23 h. : Asuquita.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : A. Davis.
L'écume (542-71-16), 22 h. : Baldous, Wogned et Goldstein.
New-Morning (523-51-41), 21 h. : Barry Altschul trio.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Boulou Ferré.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : S. Guerault Quintet.
16e Festival estival de Paris (633-61-77).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 18 h. 30 et 20 h. 30 : J. Bowman, C. Hirons, M. Sansom, A. Cuckston (Buxtehude, Purcell, Haendel).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
784.78.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Mardi 1er septembre

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h., Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Lettres d'amour, de C. Autant-Lara ; 19 h., Films d'auteurs et films rares : Tulsa, la fièvre du pétrole, de S. Heisler ; 21 h. : l'Or et l'Amour, de J. Tourneur.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Angl.) (*), v. ang. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-42-18). V. f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
L'ANNEE DES TREIZE LUNES (All., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
L'ANNEE PROCHAINE SI TOUT VA BIEN (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LES ANNEES LUMIERE (Sui.), v. ang. : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LA BOUM (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).
CHARULATA (Ind., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LE CHOC DES TITANS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LE CHOIX DES ARMES (Fr.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93 ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
ELEPHANT MAN (A.), v.o. : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
L'EQUIPEE DU CANNONBALL (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
EXCALIBUR (A.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88).
FAME (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17)
FAUT PAS POUSSER (It., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LES FOLIES D'ELODIE (Fr.) (*) : U.G.C.-Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
LES HOMMES PREFERENT LES GROSSES (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
L'IMPLACABLE NINJA (A., v.f.) : Cinéac Italiens, 2e (296-80-27).
IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LES FILMS NOUVEAUX

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS, film américain de Bob Rafelson (*). — V.o : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

MADAME CLAUDE N° 2, film français de François Mimet. — (**). — Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention 15e (828-20-64) ; Murat, 16, (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

LA BOUM AMERICAINE, film américain de Boaz Davidson. — V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62). - V.f. : UGC Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

UN AMOUR INFINI, film américain, de Franco Zeffirelli. — V.o. : Saint-Germain-Studio, 5e (633-63-20) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Gaumont-Ch.-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

DE WITTE, film flamand de Robbe de Hert. — V.o. : Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

RIVAGES SANGLANTS, film italien de Hugo Liberatore (**). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

JAZZ SINGER (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE JOUR SE LEVE ET LES CONNERIES COMMENCENT (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18).
LABYRINTHE (Fr.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
MALEVIL (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
MAUDITS JE VOUS AIMERAI (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
MESSALINE, IMPERATRICE ET PUTAIN (It., v.f.) (**) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44).
MOI, CHRISTIANE F... (All., v.o.) (*) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
NEIGE (Fr.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PETROLE PETROLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
LE POLICEMAN (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69).
PLUIES D'ETE (Bré., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
REINCARNATIONS (A., v.o.) (**) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe 15e (544-25-02) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
REPORTERS (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
THIS IS ELVIS (A., v.o.) : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
TROIS FRERES (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
UNE MERE UNE FILLE (Fr.-Hon., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial-Pathé, 2e (742-72-52) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
VIENS CHEZ MOI J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marbeuf, 8e (225-18-45)
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).

Les festivals

LES GLAMOUREUSES HOLLYWOODIENNES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : la Nef des fous ; Manpower.
FESTIVAL I. BERGMAN (Suéd.) : Sourires d'une nuit d'été.
FESTIVAL F. LANG (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) : la Cinquième Victime.
COMEDIES ITALIENNES : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 20 : Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas ? ; 18 h. 20 : Nos héros réussiront-ils ? ; 20 h. 20 : les Nouveaux Monstres ; 22 h. 20 : le Sexe fou.
L'ETE DE LA COMEDIE MUSICALE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : la Blonde et la Rousse.
HOMMAGE A BUSTER KEATON (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) : Fiancées en folie.
DES WESTERNS POUR L'ETE (v.o., v.f.) : Marais, salle n° 2 T.l.j. 20 h. et 22 h. : Les clairons sonnent la charge.
JAMES BOND 007 (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) : Goldfinger.
L'ETE DE LA COMEDIE MUSICALE (A., v.o.) : Action-Lafayette, 9e 878-80-50) : Ma sœur est du tonnerre.
FESTIVAL J. NICHOLSON (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Chinatown.
FESTIVAL H. BOGART : Action-Lafayette, 9e (878-80-50) : High Sierra.
FESTIVAL ADIEU STEVE MAC QUEEN (A., v.o.) : Rivoli-Cinéma, 4e (272-23-32) : [illegible]

RADIO-TÉLÉVISION

Restructuration à Europe 1

M. Philippe Gildas a été nommé directeur de l'information d'Europe 1, en remplacement de M. Etienne Mougeotte, qui devient l'adjoint direct de M. Jean-Luc Lagardère en sa qualité de directeur général de la station : chargé de superviser les activités informatives du groupe Matra-Hachette, il contrôlera à ce titre les départements audio-visuels d'Hachette et du *Journal du Dimanche*, dont il est par ailleurs directeur de la rédaction.

Europe 1 conserve deux postes de directeurs adjoints : c'est M. Philippe Bauchard qui remplace M. Philippe Gildas, M. Bruno Dalle garde ses fonctions.

Ces nominations ont été annoncées le lundi 31 août par M. Jean-Luc Lagardère, et coïncident avec le choix exprimé par les membres du comité de rédaction créé à Europe 1 il y a deux mois.

D'autre part, un service d'enquêtes et de reportages est créé, qui sera confié à MM. Alexandre Frouté et François Ponchelet, tandis que M. Jean-Pierre Joulin devient envoyé spécial permanent aux Etats-Unis ; quant à M. Jean Leval, il est nommé conseiller spécial du président pour l'évolution de l'ensemble des programmes de la station. Les services : politique, économique, société et sports sont confiés respectivement à MM. Gérard Carreyrou — nommé en outre rédacteur en chef, — Michel Moineau, Robert Namias et Fernand Choisel. (Le nom du responsable du service étranger n'a pas été précisé.)

Enfin, pour les différents journaux, la rédaction en chef est assurée successivement par MM. Gilles Schneider (7 heures), Olivier de Rincquessen (8 heures), André Arnaud (13 heures), Jean-Claude Dassier (19 heures), Jean-Claude Dejey (22 h. 30) et André Dumas (week-end).

[Né en 1940, M. Etienne Mougeotte est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut français de presse. Entré comme reporter à France-Inter en 1965, il devient, en 1966, correspondant de cette station à Beyrouth. En 1968, il est chef d'édition à Europe 1. Grand reporter en 1969 à « Information première », il y devient rédacteur en chef adjoint, mais, par solidarité avec Pierre Desgraupes, dont le contrat n'est pas renouvelé (au même titre que ceux de MM. François-Henri de Virieu et Guy Claisse), M. Mougeotte refuse, en 1972, de collaborer au journal *télévisé de la* deuxième chaîne. Il entre donc à R.T.L., où il reste jusqu'en 1973. *La* même année, il devient rédacteur en chef d'Europe 1 ; il sera nommé directeur de l'information de cette station en novembre 1974. Depuis *mars 1981, il était également directeur* de la rédaction du *Journal du Dimanche*.]

[Né en 1924, ancien élève de l'Ecole libre des sciences politiques et licencié d'histoire et de géographie, *Philippe* Bauchard a commencé sa carrière dans la fonction publique : chargé de mission au ministère de l'information de 1945 à *1947*, il a été notamment, en 1946, chargé de mission auprès du tribunal de Nuremberg pour juger les criminels de guerre. En 1950, il est détaché auprès de l'UNESCO, avant d'entrer au *service économique de Paris-Presse*, où il reste jusqu'en 1952. Il collabore ensuite à diverses publications, parmi lesquelles l'hebdomadaire *France-Observateur* et le journal *le Monde*.

De 1955 à 1957, il travaille à la R.T.F. C'est en 1958 que Philippe Bauchard devient responsable des émissions économiques et financières d'Europe 1, tout en entrant dans le même temps au journal *les Echos*, où, jusqu'en 1969, il a dirigé les informations économiques. En 1969, il devient éditorialiste au *Progrès de Lyon*, et, en 1970, conseiller du groupe Expansion, où, depuis 1980, il est rédacteur en chef de *la Lettre de l'Expansion*.

Egalement professeur, Philippe Bauchard a enseigné à H.E.C. jeunes filles (de 1961 à 1966) et au Centre de formation des journalistes (de 1965 à 1970). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels *la Mystique du plan* et *Léon Blum, le pouvoir pour quoi faire ?*]

[Né en 1935, Philippe Gildas a fait ses débuts dans le journalisme au quotidien *Combat*, où il fut secrétaire de rédaction de 1960 à 1963. Il est entré ensuite à *R.T.L.* où, de 1963 à 1969, il a été successivement chef des informations, rédacteur en chef, puis directeur de la rédaction. De 1969 à 1972, il a travaillé dans l'équipe de Pierre Desgraupes à la première chaîne de télévision, où il était rédacteur *en chef*. Il sera rédacteur en chef encore à France-Inter de 1973 à 1974, puis à Europe 1 à partir de 1975. Très vite, il a été nommé directeur adjoint de l'information de cette station tout en continuant d'assurer la tranche des programmes matinaux de *6 heures* à 9 heures. Philippe Gildas, d'autre part, a animé un certain nombre d'émissions télévisées à FR 3 et à Antenne 2, où il présentait notamment « La tête et les jambes » et « En savoir plus ».]

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Tauriac

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Michel Tauriac :

J'ai le regret et la tristesse de vous annoncer que je dois abandonner le *projet* de « Vécu » que je comptais consacrer au *Monde*, la direction de France-Inter ayant décidé de supprimer ce *magazine que j'ai créé* en 1978. Lorsque nous nous étions *rencontrés*, avec *Jacqueline* Baudrier et deux de vos proches *collaborateurs*, vous aviez applaudi à cette idée de reportages, *estimant*, *comme* votre quotidien l'avait écrit à plusieurs *reprises*, *que cette émission* honorait notre profession par sa *qualité et* sa grande ouverture d'esprit. C'était d'ailleurs l'opinion *de toute* la presse, y compris et surtout de celle de gauche. Je me *réjouissais*, avec Patrice de Méritens, le coproducteur, de pouvoir faire entrer le public dans un grand journal, le faire vivre avec nous, lui *faire* mieux comprendre notre métier.

Mais ne voilà-t-il pas qu'un mois après notre rencontre les Français décident de changer de président de la République ! Alors ces journalistes que nous sommes, ces fous de radio et de télévision, dont chacun s'était plu à vanter les mérites, deviennent soudain, pour les mêmes critiques, des gens malhonnêtes, des hommes à abattre. C'est logique : d'autres attendent dans l'ombre, convoitant places et salaires.

Le 28 août dernier, Michel Tauriac ne trouve plus grâce aux yeux du *Monde*. Il est devenu « *inutile* » en tant que directeur adjoint de l'information de Radio-France (1). « *Personne* », d'ailleurs « *ne le pleurera car il a toujours fait passer les critères politiques avant les critères professionnels* ». Aussi semble-t-il *normal* qu'on *décide de confier* désormais ce magazine aux deux *plus virulents syndicalistes* de la station. Normal, puisqu'« *on a entamé à France-Inter le grand nettoyage d'automne* »...

Mais vous me permettrez de trouver anormal que votre reporter se soit contenté d'interviewer ces militants syndicalistes qui me mettent gravement en cause, sans prendre soin d'interroger d'autres que ceux-là, et notamment moi-même. Anormal et injuste que l'on conclut ainsi, par une condamnation sans appel et en quelques coups de plume, quatre ans de travail acharné, dont deux aux côtés de Roland Faure pour remonter l'audience de France-Inter, et trois ans d'amour pour « Vécu ».

Soyez certains, en tout cas, que si nous avions pu poursuivre notre projet de magazine sur le *Monde*, nous aurions réalisé cette enquête sans complaisance, selon notre tradition, et en poussant toutes les portes, *y compris* celle du patron. Pour le plus grand bien du public, notre seul juge.

(1) N.D.L.R. — « *Il était devenu inutile* » n'est pas de la plume du *Monde*. C'est un propos rapporté de la présidence de Radio-France. De même « *Personne ne le pleurera...* » est une réaction de journalistes de France-Inter et non un jugement du *Monde*.

Mme JANINE LANGLOIS EST NOMMÉE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE LA S.F.P.

M. Bertrand Labrusse, président de la *Société française de production* (S.F.P.), a nommé *Mme Janine Langlois-Glandier* directeur général adjoint de cette *société*, *au cours du conseil* d'administration du 31 août. *Mme Langlois*, *qui occupait* depuis le 13 février dernier les *fonctions* de *secrétaire générale*, succède à ce poste à M. Alain *Raab*, *qui quitte* pour sa part la S.F.P.

[*Ancienne élève de l'Institut* d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale de commerce, diplômée d'études supérieures de droit privé, Mme Langlois-Glandier entre à l'O.R.T.F. en *1967*, puis à *la S.F.P.*, où elle est chargée des affaires générales en 1975. En 1979, elle devient directeur des services administratifs et juridiques, et est nommée secrétaire générale de la société, le 13 février 1981.]

● *Un Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes* s'est créé le 28 août à Paris ; il a pour objet de défendre *les intérêts professionnels*, *techniques* et moraux des stations *indépendantes*, *régionales et privées*, de favoriser (« par concertation avec les pouvoirs publics ») la *création* d'un statut légal leur garantissant une « totale indépendance », à établir une charte dans laquelle les membres s'engagent « à promouvoir la création artistique en France et à concevoir des programmes originaux de qualité » ; « à respecter les règles déontologiques de la presse » ; « à respecter les normes techniques internationales (U.E.R.C.C.I.R.) en vigueur en matière de radiodiffusion ». Ils refusent « la limitation de puissance arbitraire », demandant « un confort d'écoute stéréophonique acceptable » sur ce *qu'ils* appellent « une zone culturelle et économique naturelle » *et* revendiquent l'usage de la publicité pour garantir *qualité et* indépendance. La SIRTI, dont le président est M. Patrick Meyer (R.F.M.), et le vice-président M. Alain Periase (*Cité future*), a son siège 22, rue Robert-Fleury, 75015 Paris (tél. 277-15-12).

« Captain vidéo » en difficulté

« Difficultés de trésorerie », « suspension des paiements ». On n'emploiera pas de mot pire, et le bilan n'a pas été déposé. Disons seulement que, depuis le 16 juillet dernier, un administrateur provisoire a été nommé pour examiner l'état des finances de la S.E.E., cette société fondée, il y a cinq ans, par Giliane Le Gallic et David Niles.

Une entreprise qui ressemblait à un pari : la sophistication technologique des équipements mis en place par David Niles — de véritables prototypes quasiment fait main — risquerait bien de se retourner contre lui. Voilà, pourtant, que cet entrepreneur individuel, un tenant du privé, aux accents de pionnier et aux méthodes de découvreur solitaire cherche maintenant du secours du côté des organismes d'Etat... Contradiction ? Ou parti pris quant à la nécessité du luxe ?

La S.E.E. ? Au-delà du sigle jouant sur la traduction *anglaise* du verbe « voir » et signifiant : Some Enchanted Evening, *la* S.E.E., c'est — dans le domaine *du film vidéo* — une société *de* prestation, de services, bien *connue des professionnels de la télévision*. La S.E.E. est aussi, d'une *certaine façon*, la *maison* mère de la société Captain Video, *société de production*, *celle-là*. Juridiquement séparées, les deux *sociétés* anonymes ne constituent en réalité qu'une seule et même entreprise, ayant pour commune image de marque le seul nom de l'Américain David Niles et pour siège unique le pavillon situé au 9, avenue Gabriel, énorme local aménagé l'été passé en studio d'enregistrement à vocations multiples (*le Monde* daté 9-10 novembre 1980).

L'établissement — qui se veut également club pour professionnels et qui offre les services d'un restaurant — est géré par une autre société — distincte — contrôlée à 70 % par la S.E.E., M.B. Elysées. On laissera de côté cette troisième « fille », qui, chaque mois, fait entrer dans les caisses 200 000 francs, en louant simplement l'immense salle pour des défilés de mode, des concerts ou tels autres shows ne demandant souvent aucune intervention de la vidéo...

On laissera de côté ces soirées alimentaires dont sept personnes assurent l'intendance, ainsi que le problème de savoir si les revenus ainsi assurés compensent réellement les charges locatives payées par la S.E.E. pour ce lieu — une concession de la ville de Paris. Elles s'élèveraient à 1,7 million par an...

Un printemps de vaches maigres

Les « difficultés » de la S.E.E. sont d'une autre nature. Difficultés qu'un printemps de vaches maigres n'ont fait qu'aggraver, mais qui existaient, dès le départ : l'absence de fonds propres, le manque de capitaux.

La crise s'est déclarée dès la fin du mois de mars. Les clients américains — représentant *50 %* du marché des produits S.E.E., — inquiets de la situation politique avant *même* le résultat de l'élection présidentielle, ont réduit leurs commandes. Ont donc disparu *les* moyens de *régler*, au mois le mois, les fournisseurs, le chiffre d'affaires *mensuel* de 2 millions de francs, escompté pour l'exercice 1981, n'ayant été jusqu'à présent que de 1,2 million de *francs* par *mois en moyenne*.

Le changement survenu le *10 mai pour* la S.E.E., comme pour beaucoup d'entreprises traitant avec les *Etats-Unis*, a rimé avec « coup dur ».

Avec la rentrée, après trois mois, un peu moins paniqués, les clients étrangers, paraît-il, reviennent. Après trois mois, de nouveaux responsables ayant été désignés dans les chaînes françaises, le blocage de toute décision de production sera peut-être levé ! Mais, quand bien même les commandes passées depuis quelques semaines recommenceraient à fleurir, elles n'y suffiraient pas. Si la S.E.E. n'est pas monstrueusement endettée, elle a — de source sûre — besoin de 8 millions de francs pour repartir.

Ce chiffre n'a pas été confirmé par Giliane Le Gallic, la fondatrice de la société, qui a démissionné de son poste d'administrateur, et, cependant, *elle* ne l'a pas démenti. Elle ajoute, « pour la petite *histoire* », *que la ligne de* crédit consentie par une banque, *avait du jour au lendemain* mystérieusement diminuée...

Giliane Le Gallic explique : « *La situation ne sera pas catastrophique si nous trouvons des débouchés supplémentaires réguliers. Le montant des commandes d'Antenne 2 par exemple, qui était de 2 millions de francs l'année passée, est tombé à 60 000 francs cette année. De tels à-coups sont difficiles à surmonter.* »

Arguant « *des tarifs compétitifs de la S.E.E., qui pour les services rendus ne sont pas supérieurs à ceux de la S.F.P.* », Giliane Le Gallic souhaiterait que des liens plus permanents soient établis avec les chaînes.

« *Le marché des produits vidéo*, dit-elle encore, *n'a rien à voir avec un marché commercial normal, c'est un marché captif, du fait même de l'existence de la S.F.P., du fait même du monopole qu'exerce la C.L.T. (Compagnie luxembourgeoise de télévision), apte de par sa taille financière à happer une grosse part du marché. La S.E.E. a pour handicap de n'être affiliée à aucune puissance, pas même à la Chambre de commerce.* »

Reprenant les arguments de David Niles, quand il décrit son entreprise, connue pour ses deux cars-vidéo et sa régie électronique défiant toute concurrence en matière d'avancement technique et de rapidité d'intervention, Giliane Le Gallic ne cite pas Rolls-Royce, mais Ferrari.

M. Jérôme Vairasen, directeur général de la S.E.E., finit sa phrase : « *Fiat a besoin de Ferrari, et au mieux Ferrari peut utiliser Fiat.* »

Alors ? Alors, après avoir été reçu à *Matignon et au ministère* de la communication, les responsables de la S.E.E. ont pris des contacts avec M. Michel Caste, président-directeur général de la Sofirad... et même, semble-t-il, ils sont allés frapper aux portes de la S.F.P. Il est encore trop tôt pour évoquer d'éventuels protocoles d'accord. Mais « *le paysage de l'audio-visuel ayant changé, on peut espérer* », dit M. Vairasen. « *De toute façon, nous n'aurions jamais été reçus par le premier ministre auparavant.* »

Sinon ? Sinon, la S.E.E. devra intensifier ses activités en direction des industriels, pour qui elle fabrique déjà bon nombre de films (à usage interne pour la plupart). Les spots publicitaires diffusés par les sociétés de programmes ne passent toujours pas en vidéo... mais en support film... ce n'est toujours pas dans ce secteur que la S.E.E. trouvera de quoi survivre — jusqu'au moment où Captain Video sera une réelle société de production.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Mardi 1er Septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Documentaire : La croisière jaune.**
50e anniversaire de l'expédition Citroën en Centre-Asie (1931-1932).
D'avril 1931 à février 1932, une quarantaine d'hommes et quatorze automobiles tentaient d'établir une liaison entre la Méditerranée et la mer de Chine, en suivant les traces de Marco Polo.

22 h 5 **Les idées et les hommes.**
Teilhard de Chardin.

23 h 5 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 **Les dossiers de l'écran : « Gauguin, le sauvage ».**
Film de F. Cook.
David Carradine dans le rôle du peintre marginal irrésistiblement attiré par Tahiti.

22 h **Débat : Gauguin et l'appel des îles.**
Avec Mmes F. Cachin, conservateur des musées de France, F. Xénakis, écrivain - journaliste ; MM. Rheims, commissaire-priseur ; J.-M. Dallet, écrivain ; D. Cooper, historien d'art ; Antoine, chanteur ; Y. Gauguet, éditeur d'art ; J.-C. Guillebaud, écrivain.

23 h 40 **Journal.**

0 h **Sports : Cyclisme, championnats du monde sur piste.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 **Cinéma : « l'Or du Hollandais », de D. Daves.**
Film américain de D. Daves (1958), avec A. Ladd, E. Borgnine, K. Jurado, C. Kelly, K. Smith, N. Persoff (rediffusion).
En Arizona, à la fin du siècle dernier, un ingénieur hollandais organise avec un ancien détenu et un Mexicain spécialiste du dynamitage, un plan pour récupérer des lingots d'or cachés dans une mine désaffectée.
Adaptation, dans l'univers du western, du roman noir de W. R. Burnett, dont John Huston avait tiré Quand la ville dort. *Rien d'intéressant à part cela sauf, pour les amateurs, la présence d'Alan Ladd.*

21 h 50 **Journal.**

22 h 10 **Prélude à la nuit.**
J.-L. Pratts, piano.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, A comme artiste : Ljuba, peintre.
20 h, Dialogues : Vie quotidienne et imaginaire, avec P. Sansot et C. Lizzani.
21 h 15, Musiques de notre temps : C. Halffter.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (Festival estival de Paris — en direct de l'église Saint-Julien-le-Pauvre à Paris « Jubilate domino », de Buxtehude, « Three songs », de H. Purcell, « Sonate n° 4 », de Haendel, « Mentre che'l cor O del cielo d'amor », de S. d'India, « Ego Flos campi », de Monteverdi, « Air d'Orphée » et « Air d'Achille », de G.-G. Schurmann, avec J. Bowman, haute-contre, Ch. Hirons, violon, M. Sansom, violoncelle, A. Cluckston, clavecin.

22 h, Ouvert la nuit : Les grands orchestres américains, « l'Orchestre symphonique de Los Angeles », par M. Ruysen (Dvorak, Bartok, Ravel, Weber, Grieg, Copland).

Mercredi 2 Septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 25 **Série : Cher inspecteur.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Série : La croisière s'amuse.**
14 h 25 ***Document* : les *grands moments* du music-hall.**
Mouloudji à l'Olympia.
15 h 15 ***L'été en plus.***
16 h 45 **Croque vacances.**
Spiderman, Bricolage, Isidore, Variétés, Black Beauty.
17 h 50 ***Génération 1* : Des idées de voyage pour vos week-ends d'hiver.**
18 h 5 **Série : Caméra au poing.**
18 h 25 **Document : Histoire des trains.**
Les trains d'Afrique.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les paris de TF 1.**
19 h 53 **Tirage de la Loterie nationale.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Tirage du Loto.**
20 h 35 **Série : Julien Fontanes.**
La dixième plaie d'Egypte. Réal. : P. Jamain.
Une affaire délicate pour le magistrat J. Fontanes : la fille d'un de ses supérieurs hiérarchiques est impliquée dans une sombre histoire de drogue...
22 h 10 **Photoscopie : Le miroir des autres.**
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h 30 **Série : La vie des autres.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Série : Les arpents verts.**
14 h **Les mercredis d'Aujourd'hui madame.**
Alice Dona.
15 h **Série : Rush.**
15 h [illegible] **Sports été.**
18 h **Récré A 2.**
18 h 30 ***C'est la vie.***
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 ***Emissions régionales.***
19 h 45 **La commode.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : C'est du spectacle.**
En direct du casino municipal de Biarritz : Thierry Le Luron.
22 h 10 **Magazine médical.**
Les risques du cancer.
Une émission de Pierre Desgraupes tournée à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, avec la participation des docteurs S. Garnier et Wolff, et du professeur Cachin, entre autres.
23 h **Journal.**
23 h 10 **Sports : Cyclisme, championnats du monde.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Pour les jeunes.**
Les aventures de David Balfour ; Le passe-carte.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma : « Il pleut sur Santiago ».**
D'H. Soto et G. Conchon.
Film franco-bulgare d'H. Soto (1975). Avec J. Abbey, B. Andersson, N. Calfan, R. Cucciola, A. Dussollier, B. Fresson, M. Carrel, A. Girardot. (Rediffusion.)
Un journaliste français assiste, à Santiago, au coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, qui amène la chute du gouvernement d'unité populaire et la mort du président Allende.
Un cinéaste chilien en exil, perdu dans un mélodrame politique au scénario manichéen, aux dialogues effarants et à l'interprétation chargée. Une bonne cause, un mauvais film.
22 h 20 **Journal.**
22 h 40 **Prélude à la nuit.**
Cacho-Tirao, guitare.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Savoir faire, pouvoir vivre.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le canal royal des deux mers, à 8 h 32, Le miracle de Théophile : un marché de dupes, un marché de mots.
8 h 50, Echec au hasard : Le dix-neuvième siècle de littérature française.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : L'anthropologie de notre société.
10 h 45, Le livre ouverture sur la vie.
11 h 2, Libre parcours récital (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora : *Les maisons des artistes.*
12 h 45, Panorama : Actualité des livres consacrés à l'islam, au monde arabe et au Moyen-Orient.
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : Paris au mois d'août.
14 h 5, Un livre, des voix : La proie du chat, de P. Highsmith.
14 h 47, *L'école des parents et des éducateurs* : Sept mois de loisirs, ou la face cachée de l'éducation.
15 h 2, Points d'interrogation : la production d'énergie nucléaire en 1981.
16 h 20, Actualité : Remise en cause de la critique de l'art dans la presse et à la télévision.
16 h 50, Départementale : Chalon-sur-Saône.
18 h 30, Feuilleton : Les bas-fonds de Paris, d'après A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, A comme artiste : Ljuba, peintre.
20 h, La musique et les hommes : Pénélope, de F. Fauré, avec J. Norman.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Le génie du lieu : « Tchécoslovaquie », par Fr. Bourgoin. — « Les Tchèques jusqu'à Smetana » (Myslivecek, Linek, Masek, Vanhal, Dussek, Zelenka) ; 7 h 30, Anthologie du mois : La mélodie française (Debussy, Ravel) ; 8 h 10, Kiosque : Informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Les grands de ce monde : « Dvorak », par *Cl. Noisette de Crauzat ; 11 h 30, Concert (Festival* estival de Paris 1981) : Œuvres de Telemann, Penderecki et Castiglioni, par le Trio Musica Viva et Antiqua, avec O. Zoboli, hautbois et flûte à bec, Ch. Lambour, clavecin, et A. Mosca, violoncelle (concert commémoratif pour le tricentenaire de la naissance de Telemann - Conciergerie, 29 juillet 1981) ; 13 h, Jazz vivant estival : Nancy Jazz Pulsations, le 9 octobre 1980 ; Festival de Juan-les-Pins, le 24 juillet 1980.
14 h, Musique légère : Œuvres de Rauber et de Massenet ; 14 h 30, Entrée des artistes : « Karel Ancerl », par D. Lemery (Dvorak, Prokofiev, Janacek, Brahms, Mahler, Berlioz) ; 18 h 2, Repères contemporains : Georges Crumb, « Songs, Drones and Refrains of Death », par l'Ensemble de l'Itinéraire, dir. A. Savouret.
18 h 30, Concert (Festival du Marais — église Saint-Merri — 16 juin 1980) : Œuvres de Lully, Bartolino, de Lassus, Gabrieli, Delerue, Purcell, Locke, Osborne, Dogson, par l'Octuor de cuivres de l'Ile-de-France, dir. Ph. Cambreling.
20 h 5, Les chants de la Terre : Musiques traditionnelles d'Asie, d'Afrique et de l'océan Indien ; 20 h 30, Concert (Echanges internationaux) : « Vier letzte Lieder », de R. Strauss, « Don Quichotte », de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan, avec A. Tomova-Sintow, soprano, M. Rostropovitch, violoncelle et W. Christ, alto (Philharmonie de Berlin, 30 décembre 1980).
22 h 30, Ouvert la nuit : Les grands orchestres américains, « L'Orchestre symphonique de Los Angeles », par M. Ryssen (Leclair, Haydn, Rossini, Lalo, Kraft, J. Strauss, R. Strauss, Wieniawski).



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col. *	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

HOTEL GENERAL MANAGER
DHAHRAN INTERNATIONAL HOTEL
DHAHRAN AIRPORT, SAUDI ARABIA

Applications are invited from persons qualified and experienced in *Hotel Management who have held a similar position* in 5 Star Deluxe International Hotels.
Our associates are seeking an enthusiastic professional with proven track record, capable of aggressive imaginative marketing, in addition to managing all operational aspects of the hotel with particular emphasis on Food and Beverage. Previous Middle East experience an asset.
The 5 Star Prestigious 200 Bedroom Hotel, situated in a prime *location adjacent to the International Airport* Terminal has Banqueting and Conference facilities for up to 1,000 people and is also actively involved in International Airline Catering. An excellent contract package will be offered with tax free salary in the region of SR 15,000 — SR 16,000 per month, free accommodation, meals, free car, home leaves etc. The appointment will be effective from December 1981.

FULLY QUALIFIED CANDIDATES, QUOTING REF. F11, ARE INVITED TO SEND THEIR DETAILED CV (IN ENGLISH) IN STRICTEST CONFIDENCE TO:

A J White
KAL Enterprises (UK) Limited
40 Upper Brook Street
London W1



Cummins, Constructeur Americain de moteurs diesel, recherche pour l'Afrique occidentale son:

Directeur Régional Du S.A.V

Responsable sur l'ensemble de la région des activités assistance technique, supervision et développement du reseau de distribution, formation, administration technique, liaison avec les *usines, etc.*

Le poste est basé à Abidjan (Côte d'Ivoire) et est disponible *immédiatement.*

Le candidat devra posséder:
- *Diplôme Ingénieur*
- Une connaissance approfondie des moteurs diesel et de leur applications: materiel T.P., camions, mines, groupes électrogène, etc. dans le domaine de l'après vente
- Une expérience de l'Afrique
- *Dynamisme, diplomatie et grand sens des responsabilités.*

Et être parfaitement bilingue (Anglais-Français)
- *Formation assurée*
- Possibilités de développement de carrière
- Salaire attractif et autres avantages liés à l'expatriation.

Envoyer immédiatement votre c.v. et vos prétentions à: Madame Hulot, Cummins Engine Co. Ltd., 46-50 Coombe Road, New Malden, Surrey, England, KT3 4QL.

Cummins

Importante Société Offshore

recherche POUR SES AGENCES ET CHANTIERS A TRAVERS LE MONDE
POSTES A POURVOIR DEBUT NOVEMBRE 1981
Les Professionnels suivants :

Personnel d'Agence

RESPONSABLE DES OPERATIONS *(Réf. 81.36)*

Homme de 35 ans minimum, il a déjà assumé la responsabilité d'opérations offshore conduites à partir de supports navals. Homme de contact, il possède une autorité naturelle. Il est capable de comprendre, mais surtout de devancer les désirs et les besoins de son unité et sait transmettre son expérience à son personnel.

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS *(Réf. 81.37)*

Bilingue Français/Anglais et Arabe souhaité, il aura la double mission :
- *Assurer l'approvisionnement régulier des chantiers* Offshore
- Organiser la base logistique à terre (entretien, achats, magasin). Cet homme doit savoir gérer, prévoir, être organisé et posséder le sens du détail.

INGENIEUR CONTRAT *(Réf. 81.38)*

Ingénieur diplômé ESTP, INSA, Génie Civil ou similaire, il a l'habitude des relations contractuelles avec les clients, il est minutieux, méthodique, rationnel et possède un esprit «juridique». Il aura pour mission de tirer le meilleur profit des clauses contractuelles existantes en fonction de l'évolution du chantier. Il aura aussi une fonction technico-commerciale.

Personnel de Chantier (Barge ou navire support)

CHEF DE CHANTIER OFFSHORE et son ADJOINT *(Réf. 81.39)*

Ce sont des meneurs d'hommes, possédant une forte personnalité. Une expérience similaire de responsabilité d'une unité flottante, engagée dans des travaux de construction offshore, est indispensable.
La connaissance de l'Anglais est impérative.

INGENIEURS DE CHANTIER *(Réf. 81.40)*

Ingénieurs débutants, diplômés AM - TP - INSA ou similaire, bilingue Français/Anglais. Intéressés par l'Offshore, ils veulent faire carrière dans cette spécialité. Ils assument, dans un premier temps, le suivi technique des travaux *et sont le trait d'union entre conception et réalisation.* Chargés des relations avec le client sur le chantier, ce sont des hommes de contact. Perspectives d'évolution intéressantes pour hommes ambitieux.

CHEF MECANICIEN et son ADJOINT *(Réf. 81.41)*

Responsables logistiques des chantiers offshore, ils assurent la responsabilité du bon fonctionnement des équipements *du support naval et du matériel d'opération, de l'approvisionnement du magasin et de l'entretien.* Mécaniciens de formation, ce sont aussi des meneurs d'hommes qui ont exercé des fonctions semblables dans des opérations importantes.

CHEFS DE POSTE *(Réf. 81.42)*

Nous recherchons des professionnels ayant assumé des fonctions similaires. Ils auront pour mission d'assurer par rotation, la bonne marche du chantier, en fonction des instructions du chef de support naval dont ils dépendent directement. Ils veillent à ce que le support et le personnel soient en permanence opérationnels. Ils doivent *aussi avoir une parfaite* connaissance des manœuvres de mouillage et assurer les relations avec les patrons des remorqueurs.

Pour tous ces postes l'Anglais est exigé.
Le statut est celui des expatriés avec tous les avantages que cela comporte.

Envoyer curriculum vitae, photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET
20, rue de la Trémoille, 75008 PARIS
en indiquant la référence.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Ingénieur qualité international

SOCOTEC

Le Groupe SOCOTEC (2.300 personnes en France et dans le Monde) s'est acquis par le sérieux de ses prestations une très grande notoriété dans les milieux de la Construction et de l'Industrie.

Dans le Cadre du développement de notre activité Contrôle et Gestion de la Qualité *au sein de notre Direction de l'Etranger,* nous sommes amenés à vous proposer un poste d'Ingénieur Qualité.

Ingénieur de formation (E.C.P., E.N.S.A.M., E.T.P.,...), vous avez acquis par plus de cinq années d'activité professionnelle la maîtrise des problèmes techniques de la Construction ou de la Production Industrielle. Une première expérience dans *le domaine de la Qualité serait un atout supplémentaire.* Après une période de formation à nos méthodes et notre métier, vous accepterez de conduire sur site, par des détachements de longue durée (un à trois ans) à l'étranger, des missions *de Contrôle de Qualité et animerez* l'équipe de techniciens qui vous sera le cas échéant adjointe. Cela suppose que vous soyez parfaitement bilingue, français-anglais. Vous bénéficierez de conditions d'expatriation très attrayantes.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. 81-17 à P. DEDIEU, Direction de l'Etranger SOCOTEC, 3 avenue du Centre 78182 Saint QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

régie carrières

HOTEL INTERNATIONAL 4****
recherche

CHEF COMPTABLE
LOMÉ - TOGO

Rattaché au Directeur financier il aura un rôle formateur et supervisera un service de 30 personnes.
Il devra posséder une expérience dans le domaine hôtelier et la connaissance "L'UNIFORM SYSTEM ACCOUTING".
Il est proposé un contrat d'expatriés en famille avec les avantages liés à ce statut (voyage, villa, assurances, rémunération nette d'impôts, congés...)
Poste à pourvoir très rapidement.
Merci d'adresser C.V. et photo sous référence BF 09-81 ou téléphoner pour rendez-vous.

NORAY CONSULTANTS
28, rue de l'Echiquier
75010 Paris - T 246 12 28
réponse et discrétion garanties
Membre de la CSNCR

Cii Honeywell Bull

Pour son Réseau International, recherche des candidats nationaux des pays suivants :
MAROC - *TUNISIE* - SENEGAL - COTE D'IVOIRE
CAMEROUN - GABON - PORTUGAL - GRECE

Les postes s'adressent à des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

d'Avant-Vente ayant un tempérament de vendeur ainsi qu'à des

INGENIEURS COMMERCIAUX

chargés d'assurer la promotion et la vente des systèmes informatiques de grande diffusion.
Les candidats retenus auront suivi des Etudes Supérieures (formation DUT ou plus : informatique, *techniques de commercialisation, gestion) et auront* acquis une expérience d'Entreprise d'une ou deux années avec, si possible, une première expérience dans la Vente des Petits Systèmes Informatiques de Gestion (la connaissance de la langue anglaise est souhaitable).
Recrutés au plus tard le 1er octobre 1981, les Ingénieurs sélectionnés, après une formation spécialisée de cinq mois en Région Parisienne, seront appelés à travailler, dans leur pays d'origine, au sein d'une filiale de Cii Honeywell Bull.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 604 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20.

CHEF D'EXPLOITATION TRANSIT
11 - 12 Millions F CFA/an

TRANSIT/TRANSPORTS INTERNATIONAUX
Afrique Équatoriale

Un groupe spécialisé dans le transit et les transports internationaux (effectif 1.500 personnes) implanté dans de nombreux pays d'Afrique recherche un CHEF *D'EXPLOITATION TRANSIT pour l'une de ses agences portuaires d'Afrique* francophone. Sous l'autorité du Directeur de l'agence, il sera responsable de l'exploitation complète du Service Transit-Douane maritime tant à l'importation qu'à l'exportation. Il surveillera avec une particulière attention la facturation et les comptes clients. Il entretiendra les meilleures relations avec les administrations locales et il entreprendra les actions nécessaires au suivi et au développement de la clientèle. Il définira, animera et contrôlera les activités de 80 personnes dont quelques expatriés. Le candidat retenu âgé d'au moins 35 ans possédera une solide formation générale et impérativement une dizaine d'années d'expérience professionnelle acquise dans le même secteur d'activité. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. Écrire sous référence 440/M, à :

G.R.H. Conseils,
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

JAEGER
DIVISION INTERNATIONALE
recherche pour ses filiales à l'étranger

Jeunes Ingénieurs

28 ans minimum

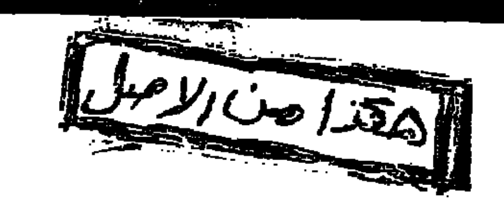
Formation CENTRALE, SUPELEC, A.M....

Jeunes ingénieurs ayant déjà acquis une sérieuse expérience industrielle (3 ans minimum) électronique et *mécanique.*

Après formation 1 à 2 ans en métropole seront affectés dans une filiale à l'étranger (Europe, Amérique *Latine*) dans une fonction de
RESPONSABLE INDUSTRIEL

Bonnes connaissances espagnol exigées, pratique anglais, allemand apprécié.

Adresser C.V., photo et prétentions à no 05162
CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Génie civil-bâtiment-travaux routiers : trois terrains pour des ingénieurs débutants

(X, P & C, Centrale, Mines, E.T.P, A & M...)

En 1980, notre Groupe, longtemps spécialisé dans la construction de routes et toujours leader sur ce marché, a choisi d'étendre ses activités au Bâtiment et au Génie Civil. L'absorption des Grands Travaux de l'Est nous a permis de réaliser notre politique de diversification. Par ailleurs, de nouvelles implantations ont vu le jour en France et à l'étranger, notamment aux U.S.A., en Amérique Latine et en Indonésie.

Afin de poursuivre notre expansion, nous avons accentué notre effort de recrutement en 1981. Cette année plus de 40 ingénieurs débutants nous ont déjà rejoints mais il nous reste encore de nombreuses opportunités.

Après une solide formation sur le terrain, nous leur confierons la responsabilité complète (technique, commerciale et humaine) d'une unité d'exploitation dans l'une de nos 100 Agences en France ou de nos 42 implantations en Afrique, en Amérique, en Europe, au Moyen-Orient, en Océanie ou en Indonésie.

Selon leurs résultats et en fonction de leur disponibilité géographique, l'évolution de leur carrière pourra se faire en France ou à l'étranger, pour ceux qui souhaitent s'expatrier quelques années. De grandes facultés d'adaptation et des aptitudes polyvalentes sont donc indispensables.

L'éventail des postes est large, leur localisation variée. A vous d'en profiter rapidement en envoyant C.V et photo au Service du Recrutement 39 rue du Colisée 75008 PARIS.
Cependant, si vous n'êtes pas disponible immédiatement, n'hésitez pas à nous adresser votre candidature, nous aurons sans doute d'autres besoins dans les mois à venir.



nog carrières

Directeur usine préfabrication
Bâtiments industriels

Importante entreprise de BTP recherche pour le **NIGERIA Directeur d'usine de préfabrication (bâtiments industriels).**

A partir des plans d'exécution, avec l'aide des services Etudes et en relation avec la Direction du chantier, il devra :
- Définir en nature et quantités les éléments à préfabriquer ;
- Choisir la technique et les procédés de préfabrication ;
- Concevoir l'usine et en assurer la construction ;
- Organiser et gérer la production en fonction du planning de montage.

De formation ingénieur ou assimilé, il devra posséder une expérience confirmée de la Direction d'usine de préfabrication si possible en bâtiments industriels. La connaissance de l'Anglais est indispensable.
Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente en précisant sur l'enveloppe la réf. 1052 à



Communiqué

NIGER

une importante Société Minière et de Traitement de minerais employant environ 1600 personnes (personnel local et expatrié) recherche pour assister le Chef de son Service Médical :

UN DOCTEUR en MÉDECINE
(diplômé)

Possédant une expérience de quelques années en médecine générale, des connaissances en médecine tropicale et la pratique de la chirurgie d'urgence.

Avantages liés à l'expatriation (logement gratuit, voiture, congés 2 mois - 10 mois...) transfert d'épargne sans limite, vie en famille, école, loisirs.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo à nº 6639, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01

OGER *international*

Mandataire de Saudi Oger recherche pour son siège à RIYADH (Arabie Seoudite)

CHEF SERVICES COMPTABLES

Niveau expertise comptable. Expérience B.T.P. indispensable soit en entreprise, soit en cabinet d'audit.
Il dirigera directement 15 personnes et aura la responsabilité d'établir les bilans des chantiers et de la Société.
Connaissances d'anglais souhaitées. Pouvant se libérer rapidement.
Adresser CV, photo et prétentions à **OGER INTERNATIONAL**, Tour Gan, Cédex 13, 92082 PARIS-LA DÉFENSE.

Emplois et Carrières

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour filiales AFRIQUE ANGLOPHONE

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTROMÉCANICIENS ou ÉLECTRICIENS

Avantages habituels expatriement

Adresser curriculum vitae et prétentions sous nº 6.482 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE de réputation internationale recherche pour son Département Agro-Alimentaire

1 ingénieur

Pour assurer la supervision et le contrôle de chantier d'un complexe usine d'aliments et abattoir poulets au Moyen-Orient.
Durée de la mission sur place 18 mois à 2 ans sous contrat temporaire.
Le candidat devra avoir une expérience tous corps d'état de la supervision de chantiers à l'exportation.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Adresser C.V. et prétentions ss référence 6730, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Nouvelle Société Minière en AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE, recherche pour son Centre d'extraction et de traitement

CHEF de SERVICE gestion des stocks et approvisionnement

Après mise au courant et participation à des travaux préliminaires à Paris, la personne recrutée prendra ses fonctions sur le site. On recherche un responsable disposant d'une formation supérieure technique ou commerciale et d'une expérience confirmée de la fonction dans l'industrie lourde ou les travaux publics.
Avantages et garanties de l'expatriation en zone franc. Affiliation aux Assedic. Le village en cours d'édification prévoit la vie en famille et la scolarisation des enfants jusqu'en 3ème.
Ecrire avec C.V. explicite s/réf. PO/AA à

CETAGEP
30, Av. Amiral-Lemonnier - 78160 MARLY LE ROI

GROUPE IMPORTANT recherche pour ses Filiales en AFRIQUE (statut d'expatrié)

CADRE de COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

D.E.C.S. ou équivalent
3 à 4 ans d'expérience
Anglais souhaité

Adr. C.V. et prétentions sous le nº 6.215 à CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris, cedex 01, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



emplois régionaux

CREATION DE POSTE

Directeur administratif et financier

Importante Union de Coopératives, recherche pour une de ses filiales, un Directeur Administratif et Financier.
Cette filiale a pour vocation d'assurer la multiplication et la commercialisation de semences, tant en France qu'à l'étranger - C.A. 170 millions - effectifs : 205 personnes - 3 usines de traitement - 4 filiales.
Le Directeur Administratif et Financier est directement rattaché au Directeur Général de la filiale. Cette direction recouvre les fonctions : contrôle de gestion, comptabilité générale, comptabilité analytique, trésorerie et finances, juridique et fiscal, contrôle financier des filiales, service du personnel, informatique, services généraux, organisation administrative.
Le poste convient à un homme de 35 ans mini, bon praticien de la comptabilité, ayant un esprit de rigueur tout en sachant rester près des réalités concrètes. Formation supérieure grande école de commerce, option : finances-comptabilité, complétée si possible par un D.E.C.S., expérience minimum de 5 ans dans un poste analogue, acquise dans la filiale d'un groupe ou dans un cabinet d'audit. Bonne expérience d'utilisation de l'informatique. Connaissance de l'anglais appréciée. Quelques déplacements à prévoir.
Lieu de travail : environs de Lille.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73566/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux - 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne
Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

Matériel électrique d'équipement

Directeur Commercial
300 000 F

Une entreprise industrielle française, fortement exportatrice, cherche le successeur de son Directeur Commercial.
La fonction englobe la responsabilité des services ventes pour la France et l'Export. Les produits, biens d'équipement standards, sont réputés.
Il s'agit de dynamiser les ventes (directes et par grossistes), de restructurer les réseaux, puis d'élaborer avec la Direction Générale la politique commerciale et la faire appliquer.
Un diplômé d'une grande école d'ingénieur ou commerciale, ayant animé des équipes commerciales et dirigé avec succès un centre de profit dans le secteur industriel de préférence, est souhaité pour ce poste, qui nécessite une personnalité affirmée, énergique et tenace. Il résidera à Strasbourg.

sélé CEGOS — Adresser lettre man. et C.V. sous réf. 23583/M à M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont-de-Sèvres. 92516 BOULOGNE CEDEX — Tél. 620 62 61 Discrétion garantie.
Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

CONCEPTION D'APPAREILLAGES COMPLEXES

Notre société, filiale d'un puissant groupe industriel français, conçoit et fabrique des produits utilisés en milieu très contraignant par un secteur industriel de pointe.
Nous recrutons pour ce domaine d'activité un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

diplômé des **Arts et Métiers, ENSMA...,** ayant de solides compétences en calcul de RDM et, si possible, en électromécanique. Une expérience industrielle de 4 à 5 années nous paraît à ce titre indispensable.
Créatif et autonome, il participera directement à la conception des appareillages : établissement des dossiers techniques, choix des matériaux, essais, suivi de fabrication et mise en œuvre.
Ce poste de haut niveau technique permettra d'évoluer au sein de l'entreprise et du groupe.
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire car quelques déplacements sur site et chez les fournisseurs à l'étranger sont à prévoir.
Le poste est à pourvoir à LYON.
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72279 M à notre conseil :

MILO M.R.H — Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

Importante société
Produits Semi-Industriels
à vocation très fortement exportatrice
- filiale groupe américain -
cherche à adjoindre à son équipe

cadre commercial export

Il prendra la responsabilité des relations et négociations à haut niveau avec une clientèle spécialisée utilisatrice d'un produit semi-industriel.
Un niveau d'études supérieures, une bonne expérience export sur le terrain (3 ans minimum), une parfaite maîtrise de l'anglais, sont indispensables (+ deuxième langue appréciée).
Lieu de travail : 200 km Paris Ouest.
Déplacements fréquents, mais de courte durée.
Veuillez écrire sous référence 6033 à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

JAEGER

BRANCHE AERONAUTIQUE et ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

recherche pour son unité de CHATELLERAULT

INGENIEUR méthodes fabrication

28 ans minimum.

Ingénieur de formation et expérience mécanique et électronique indispensables.

Fonction :
Assistance technique à fabrication et mise en place nouvelles techniques de production.

Anglais souhaité.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 5163 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur mondial de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche pour LYON

ingénieurs logiciels
débutants et 2 à 3 ans expérience
Formation Grande Ecole

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel aux techniques de :
- réseaux de transmission de données par paquet,
- applications temps réel,
- gestion transactionnelle,
- logiciels de base.

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière.
Env. CV : SESA Lyon, 110, av. J.-Jaurès, 69007 LYON

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE BATIMENT ET INDUSTRIE recherche

INGENIEURS CHEFS DE PROJET
EXPORTATION ET FRANCE

Lieu de travail : NANCY

Les projets à diriger (études et exécution) comportent :
- projets à l'exportation Moyen-Orient : anglais parfait exigé.
- projets en France et Afrique francophone

Un des postes peut déboucher sur une résidence permanente en Afrique.

Diplômés d'une Grande Ecole, ou niveau équivalent.

Expérience de généraliste TCE.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à :

BEFS — BEFS engineering SA, 63, avenue des Vosges, 67000 STRASBOURG

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JEUNES INGÉNIEURS
(X, Centrale, Mines, ENSTA, ENSI, AM, ENSC...)

Nous vous proposons de débuter ou d'orienter votre carrière dans les domaines suivants :

Production
Etudes
Recherche
Développement

Notre société est française. Sa dimension est internationale.
Elle occupe le premier rang mondial dans sa spécialité.
Elle conçoit et fabrique des produits diversifiés, mettant en œuvre des techniques d'avant-garde.
Elle offre à des hommes et des femmes de caractère des possibilités d'évolution à leur mesure.

Écrire en joignant curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 438 A. 59, rue La Fayette - 75009 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

MOTOBECANE

1,2 Milliard de C.A., 22 filiales dans le monde.
recrute pour son usine de ST-QUENTIN
(2 500 personnes), un

CHEF SERVICES MÉTHODES

Dépendant du Directeur de l'Usine, il aura la responsabilité du Service Méthodes (50 personnes), et du Service Outillage (90 personnes).

En liaison avec la Direction Technique du siège, il aura en outre la charge:
- des études d'implantation.
- de la modernisation de l'appareil de production (introduction de techniques nouvelles telles que la robotique...).
- il participera et fera participer son service à des groupes d'analyse de la valeur.

Agé au minimum de 35 ans, et de formation Ingénieur, il a acquis une expérience approfondie d'au moins 5 ans dans le domaine des *méthodes Gamme-temps.*

Cette fonction, qui comporte avant tout un rôle de coordination et d'animation saura satisfaire un candidat motivé.

Écrire à la Direction du Personnel du siège.
16, rue Lesault, 93502 PANTIN.

HAVAS CONTACT



ROUEN
GESTION DES STOCKS INFORMATISEE

Nous sommes une importante société de distribution textile avec aujourd'hui plus de 15 points de vente.
Notre développement nous conduira à doubler ce nombre à moyen terme.
Le suivi, le contrôle des stocks de l'ensemble des points de vente représentent une fonction clé dans notre activité saisonnière.
Nous souhaitons rencontrer, pour prendre en main ce poste, un jeune diplômé d'école de commerce déjà rompu aux exigences de la gestion des stocks informatisée en grande distribution ou en milieu distribution textile.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel sous réf. M 10372 C, à

EGOR PROMOTION
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

média-system

PHILIPS



Data Systems

Pour son usine de FLERS dans l'ORNE

recherche

JEUNES INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS et MÉCANICIENS

JEUNES TECHNICIENS
B.T.S. ou DUT
(Electronique)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à
Mme DEBOUSKER - PHILIPS - B.P. 12 - 61102 FLERS Cedex

Offshore System Technology
Opportunities in Monaco

Single Buoy Moorings Inc. has pioneered the design and development of floating offshore terminals for oil production, storage and transfer. SBM systems are installed and operating throughout the world. The company is growing rapidly in response to international demand for its products and *offers interesting careers in a highly stimulating professional environment* for:

Project/Concept Engineer

for a project team designing and developing floating production, storage and offloading systems. The engineer appointed will be familiar with offshore structures, processing equipment and offshore oil production techniques.

Candidates should hold a university degree or equivalent in mechanical or petroleum engineering or naval architecture. Basic understanding of the dynamics of floating offshore structures is needed. The ability to express oneself clearly in written and spoken English is necessary. *Ref. CM.51/A.*

Installation Engineer

responsible for preparation of installation procedures for projects and orders. These procedures will serve as a basis for the estimating department to prepare offers for new projects, or for orders to adapt designs to make them suitable for installation and to prepare the actual execution of the work. Frequent co-ordination with contract design, engineering, estimating and operations departments will be necessary.

Candidates, preferably aged 30 to 35, should have a degree in mechanical engineering, naval architecture, ocean engineering or similer. Experience in, and knowledge of, offshore installation work – *preferably of offshore* terminals – is essential. The ability to express oneself clearly in writen and spoken English is necessary. *Ref. CM.51/B.*

Project Engineer

for our Product Services Department, which provides technical assistance to our clients. The post involves analysis of inspection reports with a view to specifying the engineering content of maintenance and overhaul contracts. It is also the task of the Project Engineer to establish appropiate inspection, maintenance and overhaul procedures.

Candidates should hold a degree in Mechanical or Shipbuilding Engineering and should have experience of maintenance of offshore installatios. The successful candidate is unlikely to be less than 30 years of age. he ability to express oneself clearly in written and spoken English is necessry. Ref. CM.51/C.

We offer competitive salaries and a full range of fringe benefits. You will be *working in an international atmosphere in modern offices located near te* new Monaco harbour.

Replies should be sent *before 17th September, 1981 with detailed c.v. and* photo, quoting appropriate reference, to:



Personnel Manager,
Single Buoy Moorings Inc.
PO Box 157,
Monaco (Principality)

*annonce parlée**

Vous souhaitez vivre en Province, à moins de 50 km de l'Océan, trouver un équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

La filiale d'un très grand groupe français installée dans les Pays de Loire offre des postes à :

2 ingénieurs
E.S.E., A et M ou équivalent

L'un sera plus spécialement chargé de l'étude de nouveaux produits. Une expérience industrielle de 2 à 3 ans dans l'électricité ou l'électro mécanique Grand public sera appréciée. **Réf. 1078**

L'autre sera chargé, au sein d'une unité autonome de production, des études d'investissements productifs. A ce poste, un expérience des méthodes sera particulièrement appréciée. **Réf. 1079**

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone *du descriptif detaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information* Carriere. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15. *Préciser la référence*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

OSINOR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Ingénieur commercial, Hewlett Packard valorise votre acquis.
NANTES/RENNES

Nous avons conquis la troisième place du marché mondial de la mini informatique en investissant 9 % de notre chiffre d'affaires en recherche et développement. En France, notre forte croissance nous amène à renforcer nos structures.
Vous avez une expérience de 2 à 3 ans de la vente de systèmes informatiques chez un utilisateur ou un constructeur et vous possédez une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, ou Ecole d'Ingénieur)
Nous vous proposons de participer à notre très forte expansion en négociant avec une complète autonomie des affaires importantes auprès des PME, PMI et SSCI de votre secteur.

Nous vous offrons un salaire attractif, une voiture de fonction ainsi qu'une évolution de carrière qui peut être très rapide et directement liée à vos résultats. La prise en charge du secteur se fera après une période de formation en région parisienne et aux USA.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 6077, à Hélène DUCONGE, Hewlett-Packard Service Recrutement 91947 Les Ulis Cédex.



média-system

Nous recherchons
pour le service
CONTROLE-QUALITÉ
de notre Usine (300 personnes) à Caen, un
PHARMACIEN (H.F.)
afin de lui confier le poste de

RESPONSABLE BACTÉRIOLOGIE

Assisté d'une équipe de 5 personnes, il assurera les **contrôles bactériologiques** (stérilité, titrages) et **physiologiques** (pyrogènes, innocuité).

Ce poste conviendrait à un candidat (H.F.) ayant déjà acquis une *expérience d'au moins* 2 ans dans une fonction similaire et sensible aux avantages offerts par la situation géographique privilégiée de l'usine (à proximité immédiate de Caen : ville universitaire à 10 mn de la mer et 2 h 00 de Paris).

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous Réf. M 811 à

J. PIGNARD
Laboratoire UNILABO
2, rue Pasteur
14200 Hérouville-St-Clair



HAVAS CONTACT



recherche pour la FRANCE

SALES MANAGER
pour display module system

Formation de base exigée.
Ingénieur électronicien ayant eu expérience dans les ventes et si possible sur le marché télévision, consoles vidéo, etc.
Anglais indispensable.
Déplacements fréquents, mais de courte durée.
Ecrire avec C.V. et photo à MOTOROLA Automobiles, 6, rue François Cevert 49000 ANGERS.

HAVAS CONTACT

FACOM

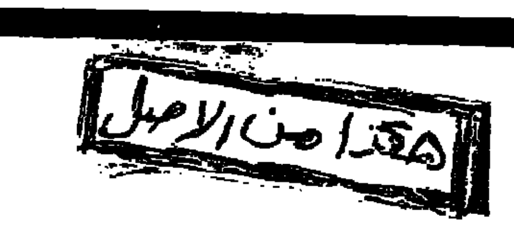
Le leader européen de l'outillage à main, 1.600 pers., 650 M. F. de C.A., recherche pour l'Unité de NEVERS son :

chef du personnel

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, il assure la TOTALITE DE LA FONCTION . . . De formation supérieure, (formation psycho-sociale appréciée), il a acquis de solides compétences dans le domaine du Droit du Travail, des relations sociales, de la paie, du recrutement, de la formation, etc . . . de préférence dans un environnement de techniciens. Une opportunité très motivante pour un candidat à fort potentiel.

Adresser votre dossier (lettre man., C.V. doct., sal., tél. pers.) sous référence 37 FM à :

HB
Hervé Le Baut-Consultants
11, rue La Boétie-75008 PARIS Tél. : 265.38.39.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col. *	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Institut Pasteur

PRODUCTION

recherche pour son usine du **VAUDREUIL (Eure)**
à 30 km de ROUEN, et à 120 km de PARIS par l'autoroute de Normandie, un

chef de projet

Il aura pour mission prioritaire de CONCEVOIR et de REALISER, avec l'équipe placée sous son autorité, l'ensemble des applications de gestion industrielle.

*Pouvant évoluer vers la position d'*ADJOINT *au* CHEF *du* DEPARTEMENT INFORMATIQUE de la Société, le candidat retenu aura l'expérience d'une fonction similaire et une bonne pratique du matériel I.B.M.

Adressez votre candidature (avec photo et prétentions) à :
INSTITUT PASTEUR PRODUCTION
DIRECTION DU PERSONNEL - 3, Boulevard R. Poincaré
92430 MARNES-LA-COQUETTE.

Le terrain, rien de tel pour décoller.

Vous êtes ambitieux. Vous voulez gagner **80.000 F** par an dès votre entrée dans la vie active *ou* **100.000 F +** avec quelques années d'expérience.

Le terrain ne vous fait pas peur, bien au contraire; vous désirez vous donner à fond dans un métier d'avenir vous permettant de mettre en valeur vos **qualités de décisionnaire autonome.**

Vous êtes le **RESPONSABLE COMMERCIAL** que nous recherchons: 23 ans minimum.
Formation commerciale supérieure: HEC, ESC, EDHEC, etc... universitaire: Sciences Economiques, Ingénieur AM, ISA, etc...

Qualités essentielles pour réussir:
- enthousiasme et combativité.
- sens commercial très développé.
- goût des responsabilités.
- aptitudes à diriger et animer du personnel.
- vous êtes travailleur et disponible.

Notre client, une importante chaîne d'hypermarchés française, a des postes à pourvoir à **ORLÉANS** et à **BORDEAUX** magasins où vous bénéficierez au départ de votre carrière d'une solide formation.
Situation évolutive en rapport avec vos résultats.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé, en indiquant la région qui vous intéresse à: TÉLÉFORMATION B.P. 101 - 59016 LILLE CEDEX. Discrétion et réponse assurées.



LA CELLULOSE DU PIN

recherche
pour son usine de **FACTURE**,
puis d'Arcachon, un

ingénieur thermicien et chimiste

pour tenir la fonction de :
RESPONSABLE EN SECOND DU SERVICE ENERGIE ET REGENERATION DE PRODUITS CHIMIQUES

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé de bon niveau et titulaire d'une première expérience opérationnelle, capable d'assumer un commandement efficace. Age optimum : 30 - 35 ans.

L'usine est à feu continu, les équipements à gérer sont importants et divers.
La rémunération ne sera pas inférieure à 180.000 francs, le logement est assuré.
Réelles possibilités de promotion.

Adressez les candidatures par lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :

LA CELLULOSE DU PIN
Direction des Relations Humaines
7 rue Eugène Flachat
75849 PARIS CEDEX 17

International responsibility for an experienced and ambitious EDP manager

En 20 ans, nous sommes devenus l'une des toutes premières Sociétés de Services à l'Industrie Pétrolière.

Pour renforcer notre équipe de Direction dans notre nouveau centre de ST ETIENNE où nous étudions et fabriquons des équipements complexes, nous recherchons

un responsable informatique

rattaché directement au Controller, et fonctionnellement au Responsable Informatique du groupe basé à Londres.

Il doit :
- être de formation supérieure ; parler parfaitement l'anglais
- avoir une expérience de fabrication
- être capable d'organiser et de diriger un ensemble de systèmes installés aux Etats-Unis et en Europe.
- être libre très rapidement.

Nous offrons un salaire intéressant, de bonnes conditions de travail, de nombreuses possibilités d'avancement dans le cadre de l'organisation internationale de DOWELL SCHLUMBERGER.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à
DOWELL SCHLUMBERGER
Service du Personnel
Z.I. Molina La Chazotte
42003 SAINT ETIENNE CEDEX.

DOWELL Schlumberger

rscg carrières

Directeur Administratif et Financier
25 km Sud de Strasbourg

Notre société créée il y a 100 ans fabrique des biens destinés à l'équipement du foyer et aux loisirs.

Nous sommes près de 300 pour le moment, avons doublé notre C.A. (qui est important) en moins de trois ans. Notre expansion se poursuit au même rythme élevé.

Nos résultats sont excellents.

Cette croissance très rapide nécessite la réorganisation de certains services, circuits et procédures : vous vous y attacherez en priorité, concevrez et mettrez en œuvre de nouveaux systèmes. Puis, aidé par notre informatique, vous mettrez en place la comptabilité analytique et la gestion budgétaire. Bien entendu vous assurerez les études de rentabilité, ainsi que la gestion financière.

Vous êtes un meneur d'hommes et avez de grandes *qualités de contact et de persuasion*. Votre expérience témoigne de vos talents d'organisateur et de votre *capacité professionnelle*. Agé entre 33 et 40 ans, vous avez une formation supérieure (HEC, Sup. de Co. ou similaire) et l'allemand et/ou l'anglais seraient un atout.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. + photo sous REF. N° 3 646 M à notre Conseil qui vous garantit réponse et discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

MEDIA RH

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

située à 100Km à l'Ouest de Paris,
recherche :

TRESORIER

Rattaché directement au Chef de la Comptabilité, *il aura la responsabilité des prévisions* de trésorerie en assurant les liaisons nécessaires avec les banques. Il sera d'autre part en charge du contrôle des changes et d'une partie des assurances.

Le candidat que nous recherchons doit avoir au moins 30 ans, une bonne formation *comptable (DECS ou équivalent) et une* expérience de quelques années dans un *poste semblable.*

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez faire parvenir votre dossier de candidature (*lettre manuscrite, C.V., photo* et prétentions) à No 5464, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

Notre société, basée dans le Sud-Est de la France, conçoit et fabrique à l'échelle industrielle du combustible nucléaire. Nous souhaitons intégrer à notre équipe d'ingénieurs commerciaux un

INGÉNIEUR
- Combustible Nucléaire -

dont la mission générale sera d'évaluer en permanence l'adéquation de nos propositions aux besoins du marché et de mobiliser les départements techniques internes pour rechercher des orientations nouvelles destinées à *renforcer notre position sur le marché.*
Pour cela il participera étroitement aux relations commerciales avec nos clients.
Diplômé d'une Grande École, le candidat souhaité à une solide expérience industrielle comprenant au moins 5 années de responsabilités techniques dans le domaine du combustible nucléaire.

Il maîtrise la langue anglaise. L'allemand serait apprécié (déplacements de courte durée en France et à l'étranger).

Un dossier de *candidature est à adresser sous référence* 72277 M à *notre conseil*

MILO M.R.H Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

Importante société industrielle
de STRASBOURG
recherche

INGENIEUR
Grandes Ecoles

ayant quelques années d'expérience en informatique de gestion.

Expérience de la sidérurgie ou de la métallurgie appréciée, ainsi que celle de plusieurs langages de programmation.

Poste d'avenir dans un secteur en plein développement.

Discrétion assurée.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V., prétentions et photo sous référence 2730 à Pierre LICHAU S.A. -B.P. 220 - 75020 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

*annonce parlée**

Vous souhaitez vivre en Province, à moins de 50 km de l'Océan, trouver un équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

La filiale d'un très grand groupe français installée dans les Pays de Loire offre postes à :

jeunes ingénieurs grandes écoles

Débutants ou ayant 1 à 2 années d'expérience

Leur 1re année d'activité sera une année d'information et formation au cours de laquelle ils seront chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production. Des responsabilités en production, au Service Méthodes, ou B.E. seront confiées par la suite.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15. Réf. 1080

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

la ruche méridionale

Leader de la distribution dans le SUD-OUEST connaissant une forte croissance (effectif : 2.700 personnes)

recherche un **CADRE**

Gestion Administrative du Personnel

SA MISSION :
- supervision de la paie
- élaboration du bilan social et tableaux de bord
- conseiller la hiérarchie en matière de législation sociale.

Le candidat retenu aura environ 5 ans d'expérience, de bonnes connaissances de la paie informatisée et de la législation sociale.

Adr. CV photo et prét.
Pascal MEILLER
La Ruche Méridionale
B.P. 159 - 47005 AGEN Cedex

la ruche

SAPHYMO-STEL
Activités Electrothermie

■ Ingénieur électricien

- Quelques années d'expérience industrielle dans le calcul des transformateurs de puissance spéciaux, intéressé par le matériel de chauffage par induction pour étude inducteurs ou bobines inductrices.
- Selon l'expérience, aura possibilité de diriger plateforme d'essais et mise au point de ces inducteurs.
- Lieu de travail : GRENOBLE

Ecrire avec CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions 14, rue du Drac 38028 GRENOBLE CEDEX



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	[illegible]	[illegible]
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

---

CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY

recrute

1 ÉLECTRONICIEN

Formation supérieure exigée :
- Diplôme ingénieur ou maîtrise E.E.A. (ou équivalent) + 3e cycle (électronique ou informatique).

Expérience nécessaire :
- Conception et programmation de microprocesseurs, traitement du Signal... si possible dans milieu pharmaceutique ou médical.
- Solides bases en *informatique indispensables.*

1 STATISTICIEN

Formation supérieure exigée :
- I.S.U.P., 3e cycle, statistiques + connaissances en biologie et en informatique.

Expérience : de 3 à 4 ans de la fonction nécessaire, de préférence dans milieu pharmaceutique ou médical.

Adresser C.V. manuscrit + photo à
CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY
Service du Personnel
Rue du Professeur-Joseph-Blayac
34082 MONTPELLIER CEDEX

ENTREPRISE TOURANGELLE
recherche

RESPONSABLE DES VENTES EUROPE
ANGLAIS ET ALLEMAND
96.000 F + % DU C.A.

Son activité consistera à négocier directement chez des industriels et près d'agents des biens d'équipements légers dans divers pays d'Europe. Il se déplacera 50 % de son temps.

Pour avoir des *renseignements sur ce poste* vous pouvez téléphoner au (47) 61-55-20.

Envoyer C.V., photo et prétentions, à WEC, 19, rue Jehan-Fouquet, 37000 TOURS.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE

Filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public, recherche pour l'UNITE DE GESTION DE SA DIRECTION de
ROUEN

responsable du service entretien

(10.000 logements)

Formation *INGENIEUR souhaitée.*
Sous l'autorité du Responsable de l'unité, il sera chargé :
• de toutes les opérations propres à la conservation du patrimoine *immobilier* • de l'animation, *du contrôle et de la coordination du travail d'une équipe* • de l'établissement des budgets annuels • de la conduite et du suivi des travaux d'amélioration, entrepris dans le cadre de la PALULOS.
Ce poste requiert de bonnes dispositions aux contacts à tous niveaux, ainsi qu'une aptitude au travail en équipe.
Nous vous invitons à adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous réf. 5103 à :

QP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

ÉLABORER ET NÉGOCIER NOS CONTRATS DE VENTE

Fournisseur important et prestataire de services pour l'industrie électronucléaire, notre société accroît rapidement ses activités. Nous souhaitons confier les responsabilités d'analyse et d'élaboration de vente à un **cadre confirmé (niveau III A minimum)**, de formation supérieure commerciale ou même scientifique. Agé d'environ 35 ans, il a une expérience de fonctions analogues. Ses qualités de rédaction et de contact devront lui permettre de participer activement à la négociation de contrats.
Anglais courant indispensable.
Lieu de travail : LYON.
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72276 M à notre conseil :

MILO M.R.H Place de l'Église
06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

Dans le cadre de son développement et sa volonté de demeurer le leader dans sa spécialité, *importante* Société de VENDOME (400 personnes), filiale d'un groupe international, recherche son

RESPONSABLE DE FABRICATION

Dépendant de la direction générale, il est responsable :

- des méthodes,
- de l'ordonnancement,
- de la production,
- de l'amélioration permanente des coûts de production.

Il participe activement au choix des investissements et à la définition de la politique industrielle.

Le candidat recherché, ingénieur A.M. (ou équivalent), a occupé avec succès, soit un poste similaire, soit une direction de service méthodes pendant une dizaine d'années.

Une bonne connaissance de l'usinage de série et/ou de l'emboutissage sera très appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, à :

Service du Personnel - NACAM
route de Blois — 41100 VENDOME

Saupiquet (Marques SAUPIQUET - CASSEGRAIN - GRACIET ...)

recherche

son RESPONSABLE de l'ADMINISTRATION des VENTES EXPORT

RATTACHE AU DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT
Ce poste est basé en PICARDIE (proximité de PERONNE)

Avec l'assistance de 5 *collaborateurs, il est responsable de* la gestion des commandes et des expéditions à l'exportation ainsi que de l'organisation des transports.

Il est en relation avec les *Directeurs Régionaux, Agents et* Clients (à l'étranger) et avec les services du siège : informatique - logistique ...

Le candidat recherché possède une expérience de la fonction lui ayant permis d'acquérir une solide connaissance du transit international.

Allemand exigé - Anglais souhaité.

Prière d'envoyer C.V., photo et prétentions à Mr MORNET
Service Emploi-Formation SAUPIQUET
B.P. 949 - 44075 NANTES Cedex.

Promodès

17400 personnes en France
1er grossiste multidistributeur en Europe
un des premiers distributeurs de détail en France
CA (groupe consolidé) 1980 : 11,750 Milliards de F
recherche

Cadre Service Juridique

Résidence : **CAEN** (Siège Social)

Ses fonctions consisteront principalement en :
- Constitution de dossiers lors d'acquisitions de terrains, d'immeubles, lors de ventes ou de toutes opérations relevant du domaine de l'**Immobilier.**
- Rédaction de procès verbaux de conseils d'administration ou d'assemblées générales.
- Élaboration de contrats commerciaux.
- Suivi de la réglementation inhérente au Droit de la Consommation, etc.

Sa **Formation Juridique** (Licence en Droit) et son **expérience de 3 à 4 années minimum** lui permettront de s'intégrer au sein du service.

Si vous êtes intéressés, envoyer CV, photo et prétentions sous réf. MS6 à Mme F. MOULINJEUNE

Interactions
Recrutement-Formation-Conseil
groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN

HAVAS CONTACT

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT — **ABATTOIR Ouest**
200 - 220.000 F

Un des premiers groupes français du secteur agro-alimentaire recherche le DIRECTEUR de l'un de ses établissements spécialisé dans l'abattage (capacité 18.000 tonnes) et la transformation de viandes fraîches et surgelées. Dans le cadre de la politique générale de la société à la définition de laquelle il sera participé, il assurera la responsabilité complète de ce centre de profit (budgets, achats d'animaux, programmes d'abattage, ...). Il sera plus particulièrement chargé de la commercialisation des VIANDES FRAICHES et de la fabrication des PRODUITS SURGELÉS. Il définira, animera et contrôlera les activités d'un effectif de 150 personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, possédera une expérience professionnelle acquise dans le secteur de la viande (production et commercialisation). La rémunération tiendra compte de l'âge et de l'expérience.
Ecrire sous la référence 439/M, à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Cedex 07.
Discrétion assurée.

MERLIN GERIN

14.000 personnes - 3,1 milliards de chiffre d'affaires dont 43 pour cent à l'exportation

Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique,
recherche pour sa
DIRECTION CENTRALE DE L'INFORMATIQUE A GRENOBLE

ingénieurs informaticiens chefs de projets

Diplômés d'une grande école - X - ECP - MINES...

Compétences requises :
- expérience d'informatique de gestion acquise en entreprise ou SSCI
- pratique des contacts à haut niveau
- télétraitement et bases de données (CICS - DL1)
- VM/CMS souhaitable
- ordinateurs : IBM 4341

Nous leur offrons la possibilité de travailler sur de grands projets d'informatique décentralisée.

L'un des postes est ouvert à un ingénieur débutant.
Larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Ecrire avec C.V. et prétentions
sous référence GDL 139 à
MERLIN GERIN
Service Gestion Centrale Emploi
38050 GRENOBLE CEDEX.



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre d'un fort accroissement de ses charges *de fabrication (périphériques d'ordinateurs, terminaux et petits systèmes)*, la Direction de l'établissement industriel de Cii Honeywell Bull à Belfort (2300 personnes), recherche des

INGENIEURS DE FABRICATION
GRANDES ECOLES EXPERIMENTES

pour renforcer les structures d'encadrement de ses unités de fabrication.
Nous souhaitons en effet confier des responsabilités importantes de management, à court ou moyen terme selon l'expérience, à des ingénieurs diplômés de grandes écoles, ayant une large connaissance (méthodes, qualités, production ...) d'industries mécaniques, électromécaniques ou électroniques de moyennes ou grandes séries.
Nous offrons des possibilités d'intégration dans nos diverses unités de fabrication à des postes de

CHEFS DE PROJETS, CHEFS DE SERVICE
Méthodes et Industrialisation ou Qualité
CHEFS DE DIVISION d'Unité de Fabrication.

Si vous pensez avoir les qualités et aptitudes nécessaires, tant techniques qu'économiques et humaines pour développer ces activités dans un contexte très évolutif,
venez vous entretenir avec nous
de votre évolution de carrière.

Les postes sont à pourvoir rapidement et nous souhaitons pouvoir vous rencontrer courant Septembre.
Adresser candidature à R. EGLIN - Cii Honeywell Bull - Service Recrutement - 6, av. des Usines 90001 BELFORT - Tél. (84) 22.82.00

Spécialiste européen outillages aéronautiques - chaînes d'assemblage - usinage et automatisation, etc.

Pour son département autonome
de TOULOUSE et SUD-OUEST

DIRECTION TECHNIQUE ET DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Grande École - Sup Aéro - E.C.P. - A.M.
ou équivalent

Profil :
- 35 ans min. 8 ans d'expérience dans la création de nouveaux moyens de fabrication PERFORMANTS et AUTOMATISÉS type aéronautique ou automobile.

Mission :
- *Animation d'un BUREAU D'ÉTUDES OUTILLAGES résolument novateur* (35 techniciens).
- Gestion des réalisations, mises au point, recherche permanente des améliorations techniques.

Carrière :
Direction générale.
Pratique de l'anglais appréciée.

Adresser C.V. et prét. s/nº 6643, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

GROUPE IMPORTANT
(plus de 3.000 personnes)
SECTEUR MÉTALLURGIE

recherche pour région OUEST

INGÉNIEURS

confirmés ou débutants
ayant formation Génie maritime
Arts et Métiers ou E.N.S.M.

Différentes orientations possibles et perspectives intéressantes pour éléments de valeur.

Votre candidature sera reçue par
CONTESSE Publicité
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra, sous nº 6.746.

Nous sommes la filiale d'une société internationale spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement. Situés dans les Vosges, nous avons réalisé en 1980 un chiffre d'affaires de 360 millions de francs et employons 1100 personnes.

Développant notre Direction Financière, nous créons le poste d' :

Analyste Financier

Rattaché au Contrôleur financier de la société, il sera plus spécialement chargé, *tant au niveau de la société que dans nos relations avec la maison* mère, de :
- préparer et coordonner les différentes phases de l'établissement du budget,
- définir et mettre en place des systèmes de prévision des performances,
- *étudier les écarts entre les réalisations et les prévisions financières,*
- analyser la justification économique des investissements.

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, *IEP, SUP DE CO ...)*, ayant une expérience professionnelle dans le domaine financier, une connaissance des systèmes informatiques et parlant couramment l'anglais.

Si vous êtes interessé par ce poste, nous vous demandons de bien vouloir adresser votre CV, photo et prétentions sous la référence 3052 à PIERRE LICHAU SA — BP 220 — 75063 PARIS Cédex qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Directeur de la communication médicale

BOOTS DACOUR, filiale française de **THE BOOTS COMPANY Limited** (60 000 personnes, 1,374 Milliard de livres de C.A. en pharmacie, cosmétologie et agrochimie) crée le poste de **DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION MEDICALE.**

Rendant compte directement au Directeur Général en charge du Marketing et dans le cadre du marketing *stratégique des produits éthiques, il devra :*
- collaborer à la définition et à la mise en place d'une politique de communication médicale à moyen terme,
- *proposer et diriger la politique de communication médicale* pour les produits nouveaux,
- coordonner la communication assurée par les chefs de produits pour les produits en exploitation.

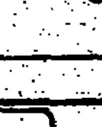
Ce poste s'adresse à un universitaire titulaire d'un diplôme de 3ème cycle, scientifique ou économique, et désireux de faire carrière dans l'industrie pharmaceutique. Il offre de larges possibilités de développement.

Les candidats, âgés de 35 ans minimum, doivent faire état d'une expérience de 3 à 5 ans dans une industrie touchant à l'environnement de la Santé.

La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Adressez votre candidature à Maurice STOROGE qui les étudiera personnellement.

MEDIA PA



Laboratoires Boots Dacour
49, Rue de Bitche B.P. 66
92404 COURBEVOIE Cedex



emplois régionaux



Kässbohrer Industries

Nous sommes l'une des premières marques de construction de moyens de transport (siège et usines en RFA. 6 000 personnes) et nous créons, pour notre unité de production française d'autocars SETRA à Ligny-en-Barrois (Meuse), un poste de

RESPONSABLE ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Il(elle) se verra confier, sous la responsabilité du Directeur et en relation avec le siège, l'élaboration et la mise en place de solutions techniques et humaines en matière d'organisation, le contrôle de l'exploitation du système informatique et la coordination avec les différents services de l'établissement.

Pour cette fonction qui requiert un bon esprit d'analyse, de synthèse et d'initiative, nous donnerons la préférence à un(e) candidat(e) possédant une expérience en milieu industriel, une maîtrise parfaite de la langue allemande et des compétences en informatique.

Nous lui offrons : un stage de 2 à 3 mois au siège, une rémunération sur 13 mois, un horaire personnalisé et des avantages sociaux.

Merci d'adresser curriculum-vitae et prétentions à :
Jean-Pierre PERNAK
AJN Ressources Humaines
"Le Grama" 11, rue Mably
21000 DIJON
AJN RESSOURCES HUMAINES
à qui nous avons confié le traitement confidentiel des candidatures.

Important organisme de tourisme social et familial recherche

COMPTABLE ANALYTIQUE
débutant (e) (niveau I.U.T.)

Poste à pourvoir immédiatement et pouvant évoluer vers contrôle de gestion.

Bonne connaissance comptabilité générale, aimant les chiffres.

Il devra éventuellement se déplacer sur la France.
Salaire annuel brut sur 13 mois : 70.000 F.

C.V., photo à adresser sous réf. 4.470 à : O.F.P., 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE recherche pour sa direction régionale de NANTES

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Titulaire d'une maîtrise de droit privé ou équivalent. Expérience de l'immobilier indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions s/nº T028631M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Très important fabricant de matériaux d'étanchéité pour le bâtiment, 5 usines en France, R.F.A., Suisse, filiales en R.F.A. Suisse, Suède, Canada, recherche pour Strasbourg

JEUNE CADRE PROMOTION ET PUBLICITE

3 à 4 ans d'expér. Publicité et Promotion en entreprise (produits, matériaux pour bâtiment, couverture, isolations ou autres techniques) ou comme chef de publicité.

Mission : promotion des produits et techniques par documents techniques, publicité, expositions, conférences, rédactionnel, gestion budgets.

Poste d'avenir stable.

Adr. C.V. dét. ss réf. 943 à SELETEC Conseil 67006 STRASBOURG CEDEX.

Atelier de JOAILLERIE à Aix-en-Provence, recherche Technicien de micro-fonderie or et argent, 10 ans minimum d'expérience de la technique de la fonte centrifuge (moulage, revêtement), fonte par cire perdue et de la technique de découpage des moules et vulcanisation.
Salaire 9.000 F à 10.000 F à débattre selon qualification.
Téléphoner à l'A.N.P.E. d'Aix-en-Provence : (42) 59-06-02.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
diffusant dans toute la France une gamme de plus de 300 modèles de coupes, *trophées et médailles sportives.*
recherche pour Paris et région parisienne

UN REPRÉSENTANT EXCLUSIF

pour visiter *Fédérations,* Associations, clubs sportifs et organismes divers. Il aura si possible une expér. réussie dans la vente de produits similaires touchant cette clientèle.
- Il aura une bonne connaissance du sport multidisciplinaire.
- Son dynamisme de battant lui permettra de se faire rapidement une situation stable et d'avenir à l'appui d'une rémunération fixe et d'un intéressement motivant + frais.
- Résidence : PARIS ou environs.

Ecrire avec C.V. + photo s/nº T 028.685 M à Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ADMINISTRATION CHERCHE POUR CENTRE D'ÉTUDES
Proximité RENNES

INGÉNIEUR INFORMATICIEN DIPLOMÉ
Débutant accepté

Chargé de concevoir et de conseiller en matière de systèmes informatiques (mini-ordinateurs - bases de données - réseaux).

Envoyer curriculum vitae et photo à
CELAR/ICEV - 35170 BRUZ
TÉLÉPHONE : (99) 01-93-48

IMPORTANTE ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE
RÉGION OUEST
recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou ayant quelques *années d'expérience en informatique de gestion sur ordinateur* IBM 370.
Expérience pratique du télé-traitement et des bases de données souhaitée.

Il participera à la mise en place d'un projet de gestion de la production en temps réel.

Envoyer lettre manuscrite à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Entreprise nationale recherche pour son implantation région METZ-THIONVILLE
- 1 ingénieur confirmé, 2 à 3 ans d'expér. mini et micro temps réel, chargé de projets importants en sidérurgie.
- 1 ingénieur électricien automaticien débutant pour développer les activités en sidérurgie sur mini et micro temps réel.

Ces postes impliquent des déplacements courts en FRANCE et à l'étranger.

ANGLAIS nécessaire. Autres langues appréciées.

Envoyer C.V. et prétentions. Ecr. s/nº 8.982, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INGENIEURS INFORMATICIENS

Vous avez une formation universitaire ou vous êtes ingénieur (option informatique).

Vous avez de bonnes connaissances en anglais.

Vous voulez travailler dans les domaines suivants : logiciel de base, théorie des langages, télétraitement, définition synthèse et *développement* d'applications (bancaires en particulier).

La société *Burroughs* vous offre la possibilité de participer au sein de la division logiciel du centre d'études de Villers Ecalles *(près de Rouen)* au développement d'équipements péri-informatiques.

Possibilité de logement.

Plusieurs postes d'ingénieurs débutants et d'ingénieurs expérimentés sont à pourvoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant aux domaines cités ci-dessus à
Mme B. LAHON
S.A. BURROUGHS
B.P. 5
76360 BARENTIN.

Burroughs

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

PLUS de 50 % de C.A. à L'EXPORT
Usine *articles de sécurité* à METZ
recherche

CADRE EXPORT

attaché au Directeur Général pour visites et développement clientèle export, étude, débouchés, organisation du réseau.
- Trilingue allemand anglais.
- Formation type E.S.C. ou 1re expérience.
- *Grande disponibilité pour déplacements fréquents.*

Ecr. s/nº 28.718 M à R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

THOMSON-CSF COOPERATION

recherche
pour la Formation des Clients Etrangers du GROUPE THOMSON :

INGENIEURS ELECTRONICIENS
(ENSI, MAITRISE EEA....)
débutants ou confirmés

SPECIALISES DANS :
- techniques digitales, informatique
- radar, traitement du signal

CONFIRMES DANS :
- télécommunications
- téléphone

UN INGENIEUR MECANICIEN

APTITUDE PEDAGOGIQUE — ANGLAIS INDISPENSABLE

LIEU DE TRAVAIL : VERSAILLES, déplacements Etranger.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
147, rue Yves Le Coz - 78000 VERSAILLES

SODETEG T.A.I.
Filiale de Sodeteg - Groupe Thomson

T.A.I.

LE TEMPS REEL

Spécialistes de la conception «sur mesures» de systèmes spécifiques complets (materiels et logiciels) avec mini et micro calculateurs dans le secteur industriel : Energie (production, distribution), Transports terrestres, Mécanisations, Transmissions et Commutations, Environnement, Bancs de tests,... recrute pour faire face à son développement (60 % du CA à l'export)

INGENIEURS

COMMERCIAL EXPORT réf. 864/A
Domaine d'activité : transports urbains (métro).

CHARGES D'AFFAIRES réf. 864/B
Responsabilité complète (technique, financière, humaine) d'un ou plusieurs projets (France, Etranger). Compétences appréciées en courant faible.

SYSTEME réf. 864/C
Spécialistes (Hard et Soft sur mini) ayant une pratique confirmée dans les domaines d'activités de la société, en particulier : Commutation de messages et Télé Informatique.

ANALYSTES réf. 864/D
Ingénieurs diplomé(e)s, Universitaires à fort potentiel de développement *ayant l'expérience d'applications industrielles ou scientifiques utilisant* le Temps Réel sur mini calculateurs (SOLAR - MITRA - PDP - VAX,...)

Pour tous ces postes l'anglais est nécessaire.
Implantation «au vert» en proche banlieue sud.

Candidatures à adresser en précisant la référence du poste à SODETEG T.A.I. - M. V. GUIU 283, route de la Minière- B.P.11- 78530 BUC - Tél.(3)956.80.60.

PHILIPS

DIRECTION INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS
recherche

JEUNES INGENIEURS grandes écoles

désirant s'orienter vers la fonction systèmes informatiques (systèmes d'exploitation et télétraitement *sur* grands ordinateurs).

Grandes possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer C.V. et prétentions à
PHILIPS DIT - Service du Personnel
50 rue Roger Salengro - Péripole 114
94126 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche
pour sa filiale chargée des instruments de paiements

Ingénieurs Analystes réf. SB/C1

Ils participeront aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
Ecoles d'Ingénieurs ou MIAGE et quelques années d'expérience.

Adr. CV, phot., sal. et prét. en précis. la réf. à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

---

BANQUE PRIVÉE

proximité Saint-Lazare
recherche

COMPTABLE

Il doit posséder une formation du niveau DECS *(ou au minimum un BTS Comptable)* et pouvoir faire état d'environ 5 ans d'expérience dans un poste de responsabilité et d'autorité.

Après une période de formation aux techniques *comptables* BANCAIRES, *il aura à superviser* une équipe de 4 à 6 personnes au *sein d'un département Comptable.*

Adresser C.V., photo, prétentions, no 34.823,
PUBLICITÉ ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Dans une importante société d'ingénierie réalisant des installations industrielles variées, la fonction d'

INGENIEUR SYSTEME

passe d'abord par la prise en charge des outils système internes.

Vous êtes jeune informaticien.
Vous connaissez l'Assembleur 370.
Vous aimez la communication.
Vous avez l'esprit d'équipe.

Nous vous offrons - à notre siège parisien - l'opportunité de connaître, puis de gérer, notre

4341 sous VM/CMS

au sein d'une équipe dynamique et de taille humaine.

Merci d'adresser votre c.v. avec photo et prétentions s/réf. 7809 à Axial Pub. 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Digital, n° 1 de l'informatique interactive,

Chef du service import/distribution

Rattaché(e) au Directeur de l'Administration Commerciale, il(elle) saura faire preuve d'initiatives pour développer et améliorer de manière continue son service et son domaine d'activité : Import–Assurances–Licences–Entrepôt/Livraison. *Un diplôme d'enseignement supérieur (Commerce/Transports)*, une expérience réussie d'encadrement d'une petite équipe – de préférence dans une multinationale – l'habitude d'importants volumes, le goût du contact et de la négociation sont nécessaires pour réussir dans ce poste. L'anglais est indispensable. (réf. 35M)

Chef de projets "immobilier"

Il(elle) concentrera son activité sur la coordination des grands projets, du choix des sites au développement des programmes, des estimations et contrôle des coûts aux relations avec architectes, ingénieurs et entrepreneurs. Il(elle) sera rattaché(e) au Directeur de l'Immobilier. Un diplôme (de Chartered Surveyor, d'Architecte ou d'Ingénieur), une importante expé*rience du bâtiment – internationale de préférence* – et une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires.
Lieu de travail : Evry. (réf. 36M)

Responsable des gestionnaires de comptes clients

Ce poste convient à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur sachant se montrer efficace dans un environnement multinational et plurifonctionnel *(Vente – F et A – Siège Europe). Il est rattaché à la fois au Directeur* Commercial France et au Directeur de l'Administration des Ventes. Une expérience réussie (5 ans) de création et d'encadrement d'équipe dans le domaine de l'administration des ventes en utilisant l'informatique, le sens du contact et le goût des initiatives sont autant de caractéristiques nécessaires. *Cette personne sera responsable de son budget de fonctionnement. Elle devra* avoir un potentiel d'évolution important. Anglais indispensable. Lieu de travail : Evry. (réf. 37M)

Gestionnaires de comptes clients

Pour assurer le traitement et le suivi des commandes ainsi que la gestion administrative complète des comptes Clients. Une expérience professionnelle en gestion informatique, de préférence dans une multinationale, serait un atout important. De bonnes connaissances d'anglais sont indispensables. Les candidat(e)s idéal(e)s sont titulaires d'une maîtrise de gestion ou équivalent.
Point focal entre nos clients et notre administration, chacun de ces postes nécessite une bonne capacité de dialogue et de communication. Lieu de travail : Rungis. (réf. 38M)

Assistant(e) contrôleur de gestion

L'assistant(e) du contrôleur de gestion au niveau de la filiale participera aux différents processus de prévision et de suivi des résultats. Il(elle) analysera les écarts «réalisations/prévisions», préparera les éléments nécessaires au reporting mensuel et assurera le contrôle budgétaire des investissements. Agé(e) d'environ 26 ans, et après une formation supérieure de type ESC, cette personne aura acquis une première expérience de 1 à 2ans, si possible au sein d'une firme multinationale. Anglais courant nécessaire. Lieu de travail : Evry. (réf. 39M)

Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes intégrés à un environnement dynamique, écrivez avec CV et prétentions, en précisant la référence choisie, à : Nicolas GROS,

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Evry Les Epinettes - 2 rue Gaston Crémieux, BP 136 – 91004 Evry Cedex

Digital offre un emploi nouveau chaque jour. Aujourd'hui le vôtre.

digital

SOURCES / Benton & Bowles

Hewlett-Packard France représente 1 700 personnes réparties en une activité commerciale dans 13 bureaux de vente et en une activité de recherche et de production informatique à Grenoble. Grâce à notre avance technologique (9 % du C.A. en recherche) et à la qualité de nos équipes, nous connaissons une forte croissance.

Ce développement très rapide nous amène à renforcer les structures de notre direction administrative et financière.

crédit supervisor — Réf. 6043 A

région parisienne

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et possédez une expérience de 2 à 4 ans orientée vers les activités financières.
Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe de crédit.
Votre aptitude démontrée au management, votre sens des relations humaines ainsi que votre capacité à régler des problèmes techniques seront vos atouts.
Ce poste nécessite une réelle expérience des techniques financières (évaluation *des bilans, analyse de la structure financière, analyse du risque...*).

responsable administration des contrats — Réf. 6043 B

du siège social d'Orsay

Grâce à votre expérience ou à votre formation supérieure, vous possédez parfaitement les techniques juridiques et financières.
Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe de 5 personnes, chargée d'assurer la gestion des contrats de vente et des marchés publics.
Ce poste fera largement appel à vos capacités de négociateur, de coordinateur, et requiert de bonnes aptitudes à la gestion.

Pour ces deux postes l'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidature, comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo, sont à envoyer à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, Madame Ducongé, 91947 Les Ulis Cédex.



média-system

Contrôleur budgétaire

Important groupe de Sociétés de Transports Routiers (CA : 1 milliard de F, 2000 personnes, 1200 véhicules), notre expansion nous conduit à rechercher, pour notre Direction Financière à PARIS, et sous son autorité directe, un

SPECIALISTE DE COMPTABILITE ANALYTIQUE DE HAUT NIVEAU.

Sa formation supérieure + DECS ou équivalent, son expérience de 6/7 ans dans un poste similaire ainsi que celle, approfondie, de l'informatique, font de lui un professionnel déjà solidé.

Il aura pour mission :
- l'implantation d'un système de comptabilité analytique et de procédures administratives dans nos 6 filiales régionales ainsi qu'au siège. (Des déplacements sont donc à prévoir).
- la mise en place et le suivi des contrôles de gestion et budgétaire.

Un sens aigu des relations humaines est tout aussi nécessaire que la maîtrise de l'anglais (voire d'une 2ème langue).
Envoyez votre dossier de candidature sous réf. 2636 M à

daphné samson

Conseil en Recrutement 32 rue de Sablonville
92200 NEUILLY SUR SEINE
qui vous assure son absolue discrétion.

JAEGER

DIVISION INDUSTRIE
recherche

ingénieur d'études électronicien

25 ans minimum

Formation : Ecole Supérieure d'ingénieur, ESE, ENSI, ENSA ....

Fonction :
Suivi de projets électroniques à base fréquente microprocesseurs
Schémas électroniques en analogique et digital.
Programmation microprocesseurs
Bonnes notions électrotechnique et régulation

Lieu de travail : LEVALLOIS PERRET.

Anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions à no 05164 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

steria

Vous êtes

INGENIEUR LOGICIEL

(de 2 à 5 ans d'expérience en informatique technique)

Nous sommes une des premières Sociétés d'Ingénierie Informatique Européenne.
Nous vous proposons de participer à d'ambitieux projets de développement en matière de génie logiciel :
- base de données
- compilation
- système d'exploitation et moniteur temps réel
- aide à la mise au point
- plannification et suivi de projet

Ces projets concernent une large gamme de matériel, notamment les derniers microprocesseurs 16 bits.

Nous vous offrons :
- le bénéfice de solides méthodes de travail, dans un environnement de professionnels très expérimentés.
- une formation sans cesse renouvelée, en liaison avec la diversité de nos projets.
- un développement professionnel rapide, à la hauteur de vos ambitions.

Envoyez votre Curriculum Vitae à :

steria — P. HUGOT, STERIA-SYSTEMES, 26, Av. de l'Europe, 78140 VELIZY

THOMSON-CSF

DIVISION SIMULATEURS

• Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans une spécialité en pleine expansion : **LA SIMULATION**

• Jeunes Ingénieurs

ENSAE, ECP, ESE ...

...débutants ou ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience en **avionique ou aéronautique**,
la **Division Simulateurs** vous propose la responsabilité de la conception et de la réalisation de **logiciels de simulation** dans les domaines suivants :
- **systèmes de navigation,**
- **systèmes d'armes,**
- **systèmes radars.**

Connaissances **MITRA** ou **SEL 32** appréciées.

Pratique de l'**anglais** indispensable.

MEDIA PA

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée en indiquant la réf. IC.81 31M à **François GAUDICHON**
THOMSON CSF DIVISION SIMULATEURS
Etablissement de **Trappes 3, Avenue Albert Einstein**
B.P. 116 - 78192 TRAPPES Cedex.



Le Centre Technique de VELIZY de la



Leader de la commutation temporelle recherche

INGENIEURS LOGICIELS

GRANDES ECOLES
DEBUTANTS OU 1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

Intégrés dans des équipes d'ingénieurs de haut niveau, ils seront chargés de développement de logiciels de systèmes de commutation téléphonique temporelle à commande centralisée.

Des candidats de valeur pourront accéder ultérieurement *à des postes à responsabilité.*

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à CIT ALCATEL
Service Recrutement et Orientation, Boite Postale 57
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY, sous réf. CTV/GDL.

jeune assistant de direction administrative et financière

Nous sommes un fabricant de produits chimiques spéciaux à usage industriel (CA: 150 MF dont 50% à l'export, siège Paris Nord-Ouest) et connaissons depuis dix ans une croissance rapide.

Notre D.A.F. (ingénieur de formation) souhaite accueillir un jeune cadre de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co + DECS) ayant trois à quatre ans d'expérience en entreprise.
Il vous confie dans un premier temps le budget, la trésorerie, le «credit-management», le suivi des investissements; dans un deuxième temps, l'informatique (notre outil est très performant) et l'audit de certaines filiales.

Votre réussite à ce poste conditionne votre avenir dans l'entreprise (notre structure est légère et nous avons besoin de «managers»). La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4032 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

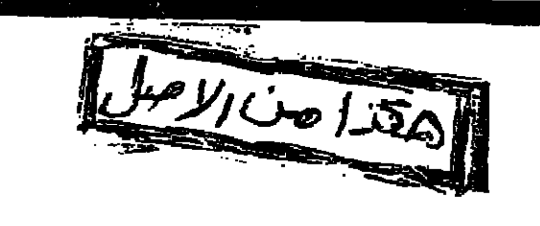
*annonce parlée**

Jeunes ingénieurs: votre énergie pour en produire plus

L'énergie, un défi, un paradoxe : pour en produire un peu, il faut en avoir beaucoup. Aux quatre coins du monde nos spécialistes participent à la mise en valeur des gisements de pétrole, l'énergie est rare, nos ingénieurs pourtant, en ont à revendre. Ils travaillent à la dure, seuls ou presque, leurs responsabilités sont immenses et leurs compétences indiscutées. «Métro», «dodo», ce n'est pas leur style. Pour le travail par contre, nul ne peut leur en remontrer. Leur avenir n'est pas un problème et leurs revenus non plus. Notre proposition ne concerne que des ingénieurs diplômés, parlant anglais (ou presque), capables d'aller n'importe où et décidés à tirer le meilleur parti de leur énergie et de celle de nos clients.

** Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1109*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.





Des Entreprises exigeantes, pour des Cadres de valeur.

Chef Service Informatique

Nous sommes une moyenne entreprise ayant une des meilleures rentabilités de la profession dans notre créneau : éléments et ensembles de cuisines.

Notre croissance (10 % par an en volume), le C. A. prévu en 1981 : 70 MF, nous amènent à mettre en place un premier plan informatique intégrant les applications existantes sur IMB 34 (administration des ventes, transports, comptabilité) et implantant rapidement toutes celles liées à la gestion de production.

Pour mener à bien la définition, la mise en œuvre et la maintenance de ce système d'information, en liaison étroite avec tous les services utilisateurs, le Directeur Général crée le poste CHEF SERVICE INFORMATIQUE.

De formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, il justifie d'une expérience de réalisation complète de systèmes de gestion, depuis l'analyse des besoins jusqu'à l'exploitation. Il a impérativement des connaissances approfondies dans des applications de production petite ou moyenne série.

Ce poste, basé à Pontarlier, peut évoluer à 4/6 ans vers une fonction de Secrétariat Général.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81815 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

Responsable de Projets
Informatique de Gestion de Pointe

Nous appartenons à un très important groupe du secteur tertiaire. Nos activités, notre croissance télétraitement intègrent des applications informatiques avancées dans tous les domaines de la gestion.

Dans le cadre de nouveaux développements, nous recherchons un informaticien de haut niveau (Centrale, I. D. N., . . .) pour assurer la mise en place de projets informatiques de grande envergure.

Il a impérativement une expérience d'au moins 3 ans de conduite de projets sur gros systèmes, de préférence dans le secteur tertiaire (banques, assurances, V. P.C., grands magasins, . . .).

Ce poste, basé à Paris, intéresse un ingénieur grande école ayant le goût de l'innovation, de l'animation, du travail en équipe et recherchant le "challenge".

Les conditions de rémunération sont de nature à intéresser un professionnel de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81816 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

Direction de Projets Systèmes d'Information
Ingénieur Grande Ecole

Nous sommes un organisme public national (effectif : environ 100 personnes dont une soixantaine de cadres) chargé de développer, par actions pilotes, l'utilisation de techniques de pointe de traitement de l'information dans le secteur public.

Nous créons à Marseille un poste de DIRECTEUR DE PROGRAMME.

Il animera et coordonnera les équipes internes et/ou externes travaillant déjà sur la réalisation d'un important projet de mise en ordre de l'information administrative.

De formation ingénieur grande école, de profil généraliste, il a impérativement au moins 7 ans d'expérience dans des domaines touchant aux systèmes d'information. Il parle et écrit l'anglais couramment.

Ecrire sous référence 81814 M à Madame Claude FAVEREAU qui garantit discrétion et réponse à toutes les candidatures.

Gestion du Personnel
Centre de Recherches 160 000 F/an ±

Nous rassemblons dans un établissement à taille humaine situé en région parisienne un fort potentiel de "matière grise" composé en majeure partie d'ingénieurs diplômés et de techniciens supérieurs.

Mieux gérer et développer notre personnel est l'un de nos objectifs clés pour les prochaines années. Le CHEF DU PERSONNEL de l'Etablissement recherché contribue à définir, et met en œuvre, une politique de personnel imaginative. Il assure le suivi et le contrôle de la gestion et de l'administration.

De formation supérieure (double formation ingénieur + sciences humaines ou droit particulièrement appréciée), il justifie, à environ 35 ans, d'une expérience des techniques modernes de gestion du personnel dans une entreprise industrielle moyenne ou grande. Mais la personnalité du candidat, sa maturité, son sens du dialogue, constitueront les critères déterminants du choix.

Ecrire sous référence 81614 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

Chefs de Groupe de Programmation

Un groupe du secteur tertiaire de tout premier plan recherche pour son centre de traitement de l'information situé à Paris deux Chefs de Groupe de Programmation.

Ils participeront au développement et à la mise au point d'applications diversifiées faisant appel à du matériel de pointe et à des techniques avancées (2 IBM 30 - 33, temps réel, raccordement à Transpac, environ 200 terminaux). Ils disposeront d'une grande autonomie dans l'analyse organique.

Ces postes, devant évoluer à terme vers la conduite de projets, s'adressent à des D. U. T. ou maîtrise informatique, possédant environ 3 années d'expérience acquise dans un environnement IBM sous OS/MVS avec, si possible, la pratique du VSAM et l'utilisation du télétraitement.

De nombreux avantages sociaux et un salaire compétitif sont offerts.

Merci d'adresser confidentiellement votre candidature sous référence 81817 M à François CORNEVIN

Responsable Service Méthodes
Vendée

Une PMI française (300 personnes) réputée dans son secteur (équipement de la maison) et en développement régulier (80 MF de C. A.) crée, dans le cadre de la mise en place d'un outil de production industriel encore plus performant, le poste Chef de Service Méthodes.

Rattaché au Directeur de Production, il sera moteur et formateur auprès de l'encadrement de l'usine dans les études de postes, de temps et mesure, la simplification du travail, les nomenclatures spéciales ou détaillées, la définition des outillages, les gammes opératoires, le développement du fichier technique ordinateur.

De formation ou niveau BTS mécanique + compléments BTE, il a quelques années d'expérience effective, réussie et focalisée dans le domaine des méthodes au sein de sociétés ayant, si possible, informatisé leur gestion de production.

La rémunération sera liée à la qualité de l'expérience acquise. Des possibilités de promotion sont envisageables à moyen terme.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81712 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

Gestion et Développement du Personnel
Etablissement Financier – Région Nord

Le Directeur des Relations Humaines d'un important établissement financier du Nord en forte croissance (effectif : environ 1500 personnes) renforce son équipe en créant le poste : responsable gestion du personnel.

Il prendra en charge pour le Siège et les agences sur les plans études, contacts, réalisations : le suivi des carrières et des motivations, la gestion des effectifs, la mise en forme de statistiques à partir du bilan social...

Ce poste évolutif intéresse un cadre de formation maîtrise droit privé + I A E ayant, à environ 30 ans, déjà exercé des responsabilités dans la fonction personnel et/ou la gestion.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81612 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

Animateur de Formation Commerciale
Groupe d'Assurances

Le développement du Centre de Formation Commerciale amène notre groupe (C.A. 3,5 milliards - 2300 personnes) à renforcer l'équipe d'animateurs de formation en intégrant deux nouveaux collaborateurs.

Outre le travail d'animation de stages, ils auront à proposer et développer de nouvelles actions sur mesure en intégrant toutes les évolutions techniques de formation.

Ces postes à créer intéressent des candidats (es) de 35 ans environ, titulaires d'un DUT commercial/communication ou similaire, ayant une expérience de la vente et de la formation commerciale.

La connaissance du milieu assurances semble nécessaire.

Votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) sous réf. 81613 M sera examiné par Michel BARBEY qui vous contactera rapidement.

Adjoint au Délégué Général
Organisme Professionnel

Vous avez un diplôme juridique, Sciences PO, ou équivalent, une expérience de 4 à 5 ans qui vous a permis la pratique de la législation sociale.

Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, participer au développement d'un important organisme professionnel.

Rattaché au Délégué Général, vous aurez la charge de créneaux très variés : la politique sociale, les informations de type économique, les rencontres avec les adhérents, les formalités administratives, l'édition d'un bulletin, . . .

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo) sous référence 81315 M à Madame Claude FAVEREAU.

Chef Comptable

Société française matériel électrique (C. A. 160M) en forte croissance, un des leaders en son domaine, recherche pour son siège social à Paris un Chef Comptable

Rattaché au Directeur Administratif, il anime, coordonne et contrôle l'activité d'un service comptable important (15 personnes).

De niveau expertise comptable, il a au moins 5 ans d'expérience ainsi qu'une pratique courante de l'outil informatique.

Le style de travail de la société, les conditions de rémunération offertes, sont de nature à intéresser un professionnel de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81210 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

**13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53**

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

des

Ingénieurs grandes écoles

(débutants ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique.)

*Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'**acquérir une double formation informatique et bancaire,** débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.*
Ils pourront, notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, télétraitement...).

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/18, au

CRÉDIT LYONNAIS
Recrutement Cadres - 5, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.



HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

FILIALE SPÉCIALISÉE EN FILS, CABLES POUR L'ELECTRONIQUE, LES TELECOMMUNICATIONS ET LA PROSPECTION DES SOLS
500 PERS. - 170 MILLIONS DE F.
PROCHE BANLIEUE O. PARIS RECH.
POUR SON DEPT. GEOPHYSIQUE
(marché très porteur)

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour, après mise au courant, ASSISTER le Responsable du Dept. GEOPHYSIQUE en partageant avec lui le SUIVI DE LA CLIENTELE ET LA PROSPECTION, surtout hors de FRANCE

POSTE EVOLUTIF

INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé ELECTRONICIEN ou électricien. Parlant ANGLAIS
- 3 à 5 ans mini (débutant s'abst.) d'EXPERIENCE T.C. en MATERIELS relativement sophistiqués (pour GEOPHYSIQUE de préf. ou électronique ou électrique. ...)
- HOMME DE TERRAIN d'esprit et de disponibilité : 50 % en voyage de quelques jours à (épisodiquement) 10/12 jours.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillée, rémunération et photo ss réf. 4708 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Finance Manager : une fonction d'aide à la décision.

Région Sud Europe

intel 16000 collaborateurs, 854 millions de dollars de CA en 1980, un bénéfice de 97 millions de dollars entièrement réinvesti en *recherche et développement* : INTEL *est aujourd'hui le n° 1* mondial de la micro informatique. INTEL EUROPE représente 30 % du CA de INTEL CORPORATION et INTEL FRANCE est le siège de la région Sud-Europe (France, Italie, Espagne, Israël).

Le cadre financier que nous recherchons a pour mission de gérer et coordonner, dans une structure matricielle à système centralisé, les différentes activités (cash and credit, budget and planning, Accounting) et de fournir à la Société les éléments d'analyse et de contrôle. Il est le numéro 2 de la Direction Administrative et Financière.

Parfaitement bilingue anglais, diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, le candidat devra justifier d'une expérience de la fonction, acquise au sein d'un environnement similaire au nôtre.



Nous vous remercions de bien vouloir adresser, sous référence IN6, un dossier complet (C.V.+ prétentions) à notre conseil qui étudiera chaque candidature en toute confidentialité.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche pour sa Direction du Personnel

UN CHEF DE SERVICE PAIE

Il aura à assurer la mise en place de la paie (Siège et Expatriés) dans le cadre d'un projet informatique en cours de réalisation et de mise en place. Il devra être en relation avec les besoins de sa Direction, l'Informatique, les Unités et les collaborateurs.

Il aura une formation supérieure en Droit et 10 à 15 ans d'expérience en administration du *personnel et/ou paie, organisation - informatique.*

Basé à Paris, une disponibilité à l'expatriation et la maîtrise de l'anglais favoriseront son évolution de carrière dans le Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo au Service Recrutement, 5 rue Michel Ange, 75781 Paris Cedex 16, s/réf. 1 MO 81.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

recherche

Ingénieurs débutants

en mécanique, chaudronnerie, tuyauterie

pour affectation :

soit en agences comme responsable de secteur ou d'affaires (prospection, sélection des offres, devis, études, fabrication, montage).

soit sur chantier à différents postes (logistique, ordonnancement-lancement, encadrement d'équipes de montage).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 1255
PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

CONTROLE BAILEY

Filiale de C.G.E.E. ALSTHOM
1er constructeur français de Systèmes de Contrôle et Régulation de processus industriels

recherche

ingénieur informaticien

POSITION II

Il est souhaité quelques années d'expérience en temps réel et commande de processus pour étude et réalisation de systèmes à base de *microprocesseurs et mini-calculateurs* SOLAR.

écrire exclusivement en envoyant C.V. et prétentions au Service du Personnel *sous la référence 6610 - B.P. 210*
92142 CLAMART Cedex.

GESTION-COMPTABILITÉ

3 Directions à prendre

Nous sommes un Groupe de Sociétés de Transports Routiers (CA 1 milliard de F, 2000 personnes, 1200 véhicules).
Notre politique de décentralisation, autant qu'une forte expansion, nous amène à rechercher pour BORDEAUX, LYON et RUNGIS 3 nouveaux DIRECTEURS.
Le niveau de leurs responsabilités nous conduit à exiger un sérieux passé professionnel : une bonne formation d'abord (DECS + Ecole de Gestion et/ou Expertise Comptable) *et, naturellement, plusieurs années d'expérience en cabinet* et/ou en entreprise.
Immédiatement opérationnels, et selon une politique définie par le siège, ils mettent en place :
- la comptabilité générale et analytique
- les procédures budgétaires
- le système informatique.

Diplomatie mais fermeté, *dynamisme* et *ambition correspondent bien à votre* personnalité. Ce sont des qualités qui, au sein de notre Groupe, faciliteront un véritable développement de carrière.
Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. 2632 (précisez SVP la ville pour laquelle vous postulez) à

daphné samson

Conseil en Recrutement 32 rue de Sablonville 92200 NEUILLY SUR SEINE qui vous assure son absolue discrétion.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

- Afin de répondre aux besoins de la **formation** et de l'**expérimentation**, l'utilisation des simulateurs est devenue une nécessité, tant sur le plan technique qu'économique. C'est pourquoi le marché de la **simulation** connaît un développement important.
- Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans cette activité et réalisons **60 %** de notre chiffre d'affaires à **l'exportation.**

Pour faire face à cette expansion, nous recherchons des :

• Ingénieurs Commerciaux

Vous êtes ingénieurs **ECP, ESE, ENSTA, ENSAE...**
Après 2 à 3 ans dans le milieu industriel, **vous désirez élargir vos fonctions...**

Nous vous proposons d'être responsables de la **prospection,** de la **négociation et de la gestion** de contrats de simulateurs d'**avions, centrales électriques** ou **navires.**

Pratique de l'**anglais** appréciée.

MEDIA PA

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée en indiquant la réf. IC.81.32M à **Alain de BEJARRY**
THOMSON CSF DIVISION SIMULATEURS
Etablissements de **Cergy** 26, Chaussée Jules César
Z.I. Les Beaux Soleils OSNY
B.P.226 - 95523 CERGY PONTOISE Cedex.



IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES DU SECTEUR NATIONALISE

recherche pour

PARIS-LA-DEFENSE

DEBUTANTS (ES)

de formation **IUT DE GESTION** avec pratique souhaitée de la langue anglaise.

Après formation aux techniques de l'Assurance, ils (elles) se verront confier au sein d'une équipe : l'appréciation et la tarification de Risques industriels **INCENDIE.**

Ils (elles) seront en relation avec notre réseau commercial et associés (ées) au suivi des résultats.

Les candidats (tes) intéressés (ées) adresseront leur dossier sous référence PV.92 à No 6634 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



COLGATE PALMOLIVE FRANCE

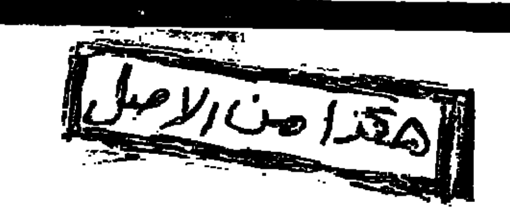
recherche

jeune audit interne

- Diplômé d'une grande école de gestion.
- Ayant acquis si possible une première expérience d'audit dans *un Cabinet ou dans un Groupe International.*

Après formation, il sera chargé de missions variées de contrôle pour le compte de la Direction Financière, pouvant toucher toutes *les fonctions de l'Entreprise* et concernant la Société Française et ses Filiales.
Anglais opérationnel exigé.

Adresser candidature, C.V. et photo sous réf. A, Service Recrutement, COLGATE PALMOLIVE, 92401 COURBEVOIE.





SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST, recherche

ingénieurs mécaniciens

(ENSAM - ECAM - ENSM - ICAM)

pour conception mécanique, thermique et études technologiques de matériels embarqués.

ingénieurs électroniciens analogiciens

(ESE - ENSI - ICPI)

Ayant expérience des mesures en laboratoire

OU

intéressés par le développement de circuits électriques H.T. et l'instrumentation pour mesures physiques.

ingénieurs opticiens

OPTIQUE INSTRUMENTALE pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens et/ou logiciens

pour réalisation microprocesseurs

ingénieurs grande école

pour conception de systèmes haute technologie à microprocesseurs.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Adressez curriculum vitae manuscrit et photo au Service du Personnel 1, Avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

160.000

Juriste d'entreprise

Un groupe industriel français - siège à PARIS - C.A. consolidé 1 milliard H.T. **crée un poste de juriste** qui s'adresse à un diplômé d'études supérieures, parlant l'anglais, ayant une expérience juridique d'au moins 5 ans acquise dans une société industrielle.

Le juriste engagé assurera :
— l'étude, la mise en forme et le suivi de tous nos contrats : commerciaux, assurances...
— la prise en charge de tous problèmes juridiques posés par la vie des sociétés : fusion, acquisition, statuts...
— il aura un rôle de conseiller auprès des directions de nos établissements, tant en France qu'à l'étranger.

Dans un premier temps, il devra tout particulièrement s'occuper de la gestion de sinistres industriels.
Ces fonctions impliquent compétence, rigueur, bon sens et disponibilité.
Des déplacements sont à prévoir.

sélé CEGOS

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo sous réf. 71589/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux - 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne cedex.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

Débutant diplômé d'une Grande Ecole Commerciale

Un des tout premiers Groupes d'Assurances français recherche, pour un de ses Départements en fort développement, un jeune diplômé d'une Grande Ecole, en vue de lui confier — au terme d'une formation de quelques mois — des missions de gestion et de prévisions qui le prépareront à ses futures responsabilités d'encadrement de services de gestion.

Ces perspectives impliquent une personnalité affirmée, des capacités d'innovation et d'animation d'une équipe.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71590/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX 204, rond Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

Consultants Confirmés

Recherche de Cadres Paris Lyon

Depuis cinq ans, nous avons conduit un développement régulier d'environ 30% par an (130 missions menées à bien sur le dernier exercice pour des postes situés en rémunération annuelle entre 100 et 250.000 francs). Notre équipe de six consultants souhaite intégrer deux nouveaux collaborateurs basés à Paris (réf. 81615 M) ou à Lyon (réf. 81616 M).

Ces spécialistes de la fonction personnel, ou de la recherche de cadres par voie d'annonces ou/et approche directe, disposent actuellement d'un réseau de relations ou d'une clientèle propre leur permettant d'assurer rapidement de façon autonome leur développement commercial et la réalisation de leurs contrats.

Une association aux résultats est prévue à l'issue de la première année. La possibilité de créer ou rejoindre d'autres implantations régionales ou d'autres activités au sein de la branche Conseil du Groupe CENTOR est également envisageable, à moyen terme.

Merci d'adresser confidentiellement votre candidature sous référence choisie à :
François CORNEVIN, CENTOR EMPLOI 13 bis, rue Henri Monnier - 75009 Paris - Tél. 1/285.15.53.
ou Romuald OSTROWSKI, CENTOR RHONE ALPES «le Viking» 17, rue Louis Guérin 69100 Villeurbanne - Tél. 7/889.37.16.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

PHARMACIEN CHEF LABORATOIRE DE CONTROLE

La filiale française d'un groupe pharmaceutique international largement diversifié dans ses activités recherche le Responsable du Laboratoire de Contrôle de son Unité de Fabrication, spécialisée notamment dans la fabrication de produits injectables.

Rattaché au Directeur de la Qualité, il aura l'entière responsabilité humaine, budgétaire et technique (chimie analytique, microbiologie) d'un service employant une vingtaine de personnes.

Ce poste conviendrait à un candidat, (ou une candidate) âgé d'au moins 30 ans, pharmacien de formation, ayant une expérience du contrôle, si possible dans une société internationale.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Le poste est situé à 100 km à l'Ouest de PARIS.

Veuillez faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 5125 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

UNE CARRIÈRE POUR JEUNES DIPLOMES

DEUG - LICENCE - ÉCOLE DE COMMERCE

Vous souhaitez dès maintenant exercer un métier commercial :
- **aux contacts humains nombreux**
- **en équipe**
- **avec des négociations à tous niveaux**
- **et des perspectives importantes d'évolution**

La BRED,
grande entreprise à taille humaine, première Banque Populaire de France, 172 Agences dont 105 en Région Parisienne et 67 en Ile-de-France et Normandie.

vous propose
de venir renforcer son réseau d'Agences de la Région Parisienne.

BRED

Merci d'adresser vos C.V. et photo à :
Direction Commerciale - S. GREBAN
18, Quai de la Rapée - 75012 Paris

bleu

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

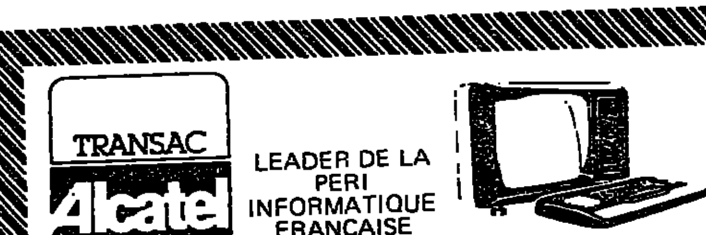
DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat. avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 6.203 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.





Nous fabriquons et vendons des distributeurs de billets de banque, des guichets bancaires, des mini-ordinateurs et terminaux intelligents, nous recrutons des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

POUR LA DIRECTION DES APPLICATIONS

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant quelques années d'expérience technico-commerciale, ou à des ingénieurs logiciel désirant évoluer vers une carrière technico-commerciale.

Nous leur confierons l'étude, la réalisation et la mise en place de grands projets informatiques dans les domaines suivants :
- mini-ordinateurs
- bureautique
- terminaux
- systèmes bancaires

Lieu de travail : Quartier Etoile.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Michel BERNET - ROLLANDE
TRANSAC ALCATEL
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Eternit 4 000 personnes 1,1 Milliard F./an

Sa Direction
RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
rech. pour Siège à VERNOUILLET (78)

INGENIEUR DE RECHERCHE CHIMIE ORGANIQUE (matières plastiques)

Avec 2 techniciens et 1 chimiste, il GERERA DES PROGRAMMES DE RECHERCHE (fondamentale et appliquée). Spécialiste de la chimie organique, il traitera plus particulièrement des problèmes de matières plastiques et leur transformation.

INDISPENSABLE
- INGENIEUR diplômé Grande Ecole CHIMIE
- ANGLAIS.
- EXPERIENCE (5 ans mini sinon s'abst.) de RECHERCHE dans l'INDUSTRIE DES MAT. PLASTIQUES (très nette préférence) ou Peintures/Vernis ou matériaux composites.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite. C.V. détaillé. rémunération et photo ss réf. 4693 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
Filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public, recherche un

jeune cadre administratif et financier

(FORMATION E.S.C. - SCIENCES PO. - SCIENCES ECO)

Placé au sein d'un groupe opérationnel, il sera chargé :
• d'assurer le suivi administratif et financier des opérations, • de participer à l'établissement des bilans opérationnels, • de préparer les dossiers de demande de financement, ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires au déroulement des opérations, • de suivre l'exécution des marchés et contrats.

Notre société offre des possibilités d'évolution de carrière intéressantes pour un candidat de valeur.

Nous vous invitons à envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 5102 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Vendez des installations thermiques !

INGENIEUR COMMERCIAL

Notre Société, implantée à Paris, est filiale d'un Groupe français spécialiste en énergie. Elle recherche, pour développer son secteur, un INGENIEUR expérimenté souhaitant s'affirmer dans une carrière commerciale. Il aura une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur du BATIMENT, acquise en particulier auprès d'installateurs en génie climatique, ce qui lui a permis de se familiariser avec le suivi complet d'affaires : étude, conception et réalisation d'installations thermiques. Il devra participer au développement commercial de la Société, se tenir informé de l'évolution du secteur d'activité et sélectionner les affaires nouvelles. Responsable de la négociation, il assistera son client sur un plan financier et économique ; il aura un rôle de conseil.

Ce poste est rattaché à la Direction Générale. La rémunération annuelle sera négociée en fonction de l'expérience du candidat.

Adressez votre candidature sous référence 156/121 à :

TRANSELEX 128, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

PARIS-LA DEFENSE
FILIALE IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Nous vous offrons l'opportunité de :
• valoriser vos compétences • évoluer au sein d'une entreprise en pleine expansion
avec un système de rémunération motivant dans les postes suivants :

UN (E) ANALYSTE DE MARCHE
(130.000 F +)

Responsable de la recherche et de l'analyse des informations du marche pharmaceutique.

VOUS AVEZ :
- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sciences Eco, Sup de Co ou equivalent)
- *des connaissances en marketing et statistiques éprouvées et de* bonnes connaissances en informatique
- une excellente connaissance de l'anglais.

(Réf. AM)

UN(E) ASSISTANT(E) DE FORMATION DES DELEGUES MEDICAUX
(120.000 F +)

Pour participer créativement aux travaux d'une équipe motivée et efficace.

VOUS AVEZ :
- une formation supérieure (2 ou 3 ans d'études scientifiques ou medicales)
- *une expérience des méthodes pédagogiques dynamiques et des* techniques de vente
- une excellente connaissance de l'anglais.

(Réf. AF)

Si l'un de ces postes vous intéresse, veuillez envoyer une lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à No 6446, CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opera 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
Niveau III B - Ingénieurs Principaux

Solide société de conseil et d'études informatiques, chargée de projets de premier plan, renforce ses structures **d'encadrement** et recherche des ingénieurs III B ou principaux, ayant 8 ans au moins d'expérience (gestion, réseaux, bases de données...).

Leurs fonctions couvriront les aspects suivants:
— schéma directeur.
— conception.
— *conseil auprès de nos clients et de nos* collaborateurs.
— encadrement et animation d'équipes de réalisation.
— gestion des budgets de dépenses.

Niveau élevé de rémunération, conforme à la position des postes, et aux dimensions des projets confiés.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 102768 à REGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

D.U.T. Personnel



300 personnes en 1971, 800 aujourd'hui.

Dans le cadre de notre développement, nous renforçons notre équipe du Département du Personnel, et nous gérons les Employés et Cadres avec l'Informatique.
Nous souhaitons intégrer un jeune D.U.T. débutant, intéressé par les relations sociales et la gestion informatisée.
Sous la responsabilité de la Chef de section Gestion du Personnel, il sera chargé de l'administration de la formation et du traitement de la gestion informatisée.
En fonction de son développement il pourra participer aux autres activités du *Département.*

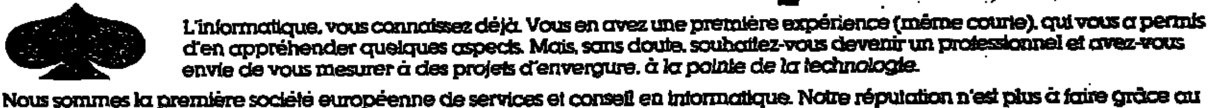
Nous recherchons une personne dynamique, disponible, sachant écouter et négocier, et ayant un bon jugement.
Le poste est situé à VILLERS-COTTERETS.

HAVAS CONTACT



V.A.G France *Envoyer CV, photo et prétentions à*
V.A.G. FRANCE-Département du Personnel B.P. 62 - 02600 VILLERS-COTTERETS. sous réf. PER. 17 M

Vous avez une première expérience de l'informatique



L'informatique, vous connaissez déjà. Vous en avez une première expérience (même courte), qui vous a permis d'en appréhender quelques aspects. Mais, sans doute, souhaitez-vous devenir un professionnel et avez-vous envie de vous mesurer à des projets d'envergure, *à la pointe de la technologie.*

Nous sommes la première société européenne de services et conseil en informatique. Notre réputation n'est plus à faire grâce au *rôle important que nous jouons dans les progrès de la technique.*
Si vous voulez progresser, nous pouvons vous y aider, car notre rythme de croissance élevé et la diversité qui caractérise nos projets nous amènent aujourd'hui à pourvoir de nombreux postes, tous susceptibles d'offrir de réelles opportunités de carrière.
Si vous avez une formation supérieure (école d'ingénieurs, universitaire...), adressez un dossier de candidature sous réf. 821 à CAP SOGETI SYSTEMES, 92 bd du Montparnasse 75682 Paris Cedex 14 ou contactez directement Madame Muller au 320.13.81.
Bien que cette annonce s'adresse à des candidats ayant une première expérience, quelques postes sont disponibles pour des ingénieurs grandes écoles débutants. **Nombreux postes à pourvoir à Paris et en province.**

CAP SOGETI SYSTEMES

média system

Nous sommes la petite et dynamique filiale française d'un groupe privé international d'origine U.S. (CA français: 25 MF).

Notre direction générale cherche pour Paris-Sud

un jeune directeur administratif et financier.

Vous prenez en charge, avec une dizaine de collaborateurs, la comptabilité générale, les budgets, l'audit, l'administration, les questions juridiques, la mise en place d'un mini-ordinateur, la gestion des stocks (produits techniques sur catalogue), *le personnel.*

Avec les directions européenne et française, vous participerez à la définition de notre politique générale.

Vous avez au moins 28 ans, êtes ESCP, ESSEC, DECS avec déjà une expérience affirmée en audit, gestion de filiale, informatique (vous avez mis en place un petit ordinateur performant). *Vous travaillez très bien en anglais.*

Notre consultant, J.-E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4037 LM).



MEMBRE DE SYNTEC

DISTRIBUTION BIENS INDUSTRIELS :

Suivre & développer l'efficacité de notre réseau de concessionnaires

Vos atouts : votre formation supérieure et l'expérience du terrain. Ils vous ont amené à bien connaître la distribution, à la fois sous l'angle «gestion» (par exemple conseiller de gestion) et sous l'angle «action commerciale» (animateur de vente, promotion, délégué commercial,...).
Vous êtes à la croisée des chemins.
Valoriser ces 5 à 7 ans de réussite professionnelle acquise chez un constructeur (PL, TP, Machinisme Agricole, Equipement Electrique ou Ménager) c'est, pour vous, élargir votre responsabilité commerciale.
Sous l'autorité du Responsable *Marketing* et en relation étroite avec une jeune équipe de spécialistes de gestion proche du réseau, vous aurez à assurer le suivi de la gestion de nos concessionnaires et, surtout, à concevoir et mettre en œuvre l'évolution de notre stratégie de distribution.
La rationnalisation de votre expérience pratique, les idées qu'elle vous inspire, vous permettront de proposer et d'organiser les actions nécessaires à une distribution moderne pour un constructeur important.
Dans cette nouvelle fonction comme pour votre évolution de carrière, vous aurez à pratiquer l'anglais de façon courante.
Vous aimeriez nous rencontrer pour aller plus loin dans cette information ? Alors, écrivez sous réf. 4124 à rscg carrières - 48, *rue Saint Ferdinand* - 75017 PARIS. Discrétion assurée. (Veuillez *mentionner* les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas donner suite.

rscg carrières

ROWNTREE MACKINTOSH

Groupe International de *Chocolaterie-Confiserie* - 1.300 personnes, recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES
FONCTION PERSONNEL

LE POSTE :
— Elaboration bilan social ;
— Etudes de salaires ;
— Calculs ratios sociaux ;
— Enquêtes diverses.

LE CANDIDAT :
— Formation E.S.C. ou maîtrise gestion ;
— Expérience indispensable environ deux ans dans poste Etudes ;
— Familiarisé avec l'informatique ;
— Bonne maîtrise de l'anglais.

Adr. C.V., photo et prétentions à A. ABRIVARD, Rowntree Mackintosh S.A., Noisiel, 77422 Marne-la-Vallée Cedex 02.

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

au premier rang des sociétés de conseil et de services.
CA 30% de progression par an.
Effectifs: 65% de cadres

propose aux

Diplômés Grandes Écoles

(X, Centrale, ENSTA, Mines, Ponts et Chaussées, Sup-Aéro, Sup'Elec, Télécom)

une **opportunité de carrière** pour les ingénieurs de haut *niveau.*

Formation initiale professionnelle de plusieurs mois (méthodes, outils et techniques avancées de l'informatique). Grande variété de missions. Adaptation continue à l'évolution technique.

Adresser lettre de candidature, CV et photo à Mme JAMET, C.G.I. - 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

CGI

HAVAS CONTACT

BHV recrute pour la REGION PARISIENNE

des Jeunes Cadres

— même débutants
— études supérieures ou expérience équivalente
— aimant la vie de terrain
— ayant des qualités de gestionnaire
— aptes à animer une équipe

comme futurs

Chefs de Départements

ou pour occuper des postes fonctionnels (personnel - exploitation)
Horaire du mardi au samedi.
Adresser lettre manuscrite avec CV, photo *et prétentions* à
Direction du Personnel - BHV RIVOLI
55, rue de la Verrerie 75004 Paris

Les Tourny Pub

Marketing communications manager HF
région Sud Europe

intel 16 000 collaborateurs, 854 millions de dollars de C.A. en 1980, *un bénéfice de 97 millions de dollars entièrement réinvesti* en recherche et développement : INTEL est aujourd'hui le n° 1 mondial de la micro informatique. INTEL EUROPE représente 30 % du C.A. de INTEL CORPORATION et INTEL FRANCE est le siège de la région Sud-Europe (France, Italie, Espagne et Israël).

Ce poste s'adresse à un professionnel des relations publiques et de la publicité, bilingue anglais, ayant préférablement acquis une première expérience dans la promotion d'équipements industriels.

Au sein d'une structure matricielle, il sera responsable du plan et des stratégies communication de la région Sud-Europe : relations presse, publicité, brochures, séminaires, expositions.

Une connaissance de base et un intérêt pour le matériel informatique sont très *appréciés.*



Nous vous remercions de bien vouloir adresser, sous référence IN7, *un dossier complet* (C.V. + *prétentions*) *à notre conseil qui* étudiera chaque candidature en toute confidentialité.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement 83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

PML Ingénieur Technico Commercial

P.M. LABINAL
7200 personnes - 15 usines
C.A. 1,2 milliard de Francs
recherche pour sa **Division Aéronautique,** solidement implantée sur un marché en développement constant, un **Ingénieur Technico Commercial**

Rattaché à un Chef de Groupe, il assurera la promotion de nos produits *auprès des Bureaux d'Etudes* et des services Achats de notre clientèle.
De formation Ingénieur Electromécanicien ou équivalent, le candidat *retenu aura acquis une expérience de plusieurs années en* milieu aéronautique. Il devra de plus parler anglais couramment.
Basé à **BOIS D'ARCY,** le poste suppose quelques brefs déplacements *en Province.*
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à **P.M. LABINAL** Direction des Relations Sociales 5 Avenue Newton - B.P. 64 78390 BOIS D'ARCY.

MEDIA BA

GROUPE du SECTEUR TERTIAIRE (Pont de Neuilly)

recherche

ASSISTANT DE CONTROLE DE GESTION

Il participe :
— au calcul de prix de revient,
— au suivi des niveaux d'activité,
— *à l'élaboration de tableaux de bord.*

Diplômé IUT de gestion ou équivalent.
Si possible 2 à 3 ans d'expérience.

COMPTABLE

Niveau BTS.
2 à 3 ans d'expérience.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous N° 8026 à
PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra



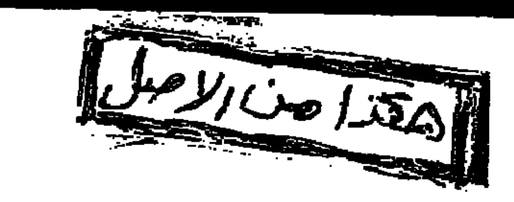
Cii Honeywell Bull

recherche pour les Centres de Calcul affectés à ses activités d'Etudes de grands et moyens systèmes des

INGENIEURS SYSTEME

Ils assureront l'installation, le suivi et le fonctionnement de chaque nouvelle version système et devront être en mesure d'assister les utilisateurs (ingénieurs d'études).
Une excellente capacité de *communication* est, pour ces postes, le complément indispensable d'une formation supérieure en informatique.
Lieu de travail : Paris - Banlieue Ouest.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 154 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94 av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Les Tourny Pub



bec Terrassements et Génie Civil

Recherche dans le cadre de son développement en

FRANCE et à l'ÉTRANGER

Un ingénieur équipement technique

Il assurera la conception et la mise en œuvre des circuits électriques ainsi que la climatisation lors de la construction d'une base-vie.

Il aura la responsabilité des équipes d'entretien des groupes électrogènes et du matériel T.P.

Il aura une expérience confirmée dans ces secteurs.

Un magasinier acheteur

Il aura réussi une première expérience à l'étranger dans ce poste de gestion et d'achat des pièces détachées.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé au Service du Personnel, Entreprise BEC Frères S.A., Boîte Postale 10, 34680 SAINT-GEORGES-D'ORQUES

Si vous êtes

médecin, pharmacien, maîtrise de sciences biologiques,

Si vous êtes soucieux de vous perfectionner et d'acquérir des connaissances nouvelles sur les thérapeutiques des grandes pathologies du monde moderne.
Si vous désirez approfondir vos compétences dans le domaine de la communication.
CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR AVEC NOUS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.
au sein d'un grand laboratoire français

Pour cela, nous vous proposons de vous intégrer dans des équipes régionales performantes d'information du Corps Médical.

Postes à pourvoir à :
Paris, Amiens, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nice, Rodez, Tours.

Adressez votre candidature sous référence 5096 à

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



Compagnie Générale d'Automatisme

recherche

2 INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Réf. 12.01

Responsables du déroulement de projets industriels de petites séries.

Excellents techniciens et hommes de contact, ils assureront le développement et l'industrialisation d'équipements comportant microélectronique, informatique et mécanique.

Ces postes conviendraient à des Ingénieurs Arts et Métiers ou équivalent disposant d'une expérience industrielle de 5 à 10 ans.

INGENIEUR RESPONSABLE ESSAIS

Réf. 14.01

De formation électrotechnique ou électromécanique ayant au moins 5 années d'expérience.
Le candidat retenu sera chargé de l'évaluation des prototypes ou des essais de types.

Connaissances souhaitées des normes internationales.
Notions d'électronique appréciées.

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Réf. 47.01

Diplômé Grandes Ecoles (ECP - ESE - MINES - ENSI)

Le candidat retenu sera responsable du suivi d'affaires et de la mise en service de systèmes automatisés.

Il devra justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans des responsabilités similaires.

Des connaissances linguistiques lui seront utiles : anglais espagnol ou portugais.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste à la Direction du Personnel - B.P. 57 - LE PLESSIS PATE 91220 BRETIGNY SUR ORGE.

SERI RENAULT INGENIERIE

INGENIEUR MECANICIEN

pour le département

Maintenance nucléaire

- Ingénieur diplômé (A.M., Centrale, I.N.S.A. ...).
  Connaissances en : Technologie des réacteurs nucléaires (P.W.R., U.N.G.G.) - Sûreté des réacteurs, - Radio-protection en exploitation - Code A.S.M.E..
  Capable de travailler en Anglais.
- Expérience en étude ou entretien des installations nucléaires (équipements mécaniques).
- Pour bâtir les propositions dans le domaine des installations destinées à la maintenance des réacteurs (P.W.R., U.N.G.G.),
  diriger les études et la réalisation des équipements nécessaires
  et analyser les postes de travail en entretien de centrales nucléaires.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence M26-09 à :

Séri Renault Ingénierie

Direction du Personnel
Séri Renault Ingénierie
2, Av. du Vieil Etang - BP 19
F-78390 BOIS D'ARCY

FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
recherche pour son Siège Social à PARIS LA DEFENSE

chef de service responsable de la comptabilité clients

120.000 F+

Le candidat :
- prendra en charge toutes les opérations comptables en liaison avec la facturation, les comptes de transit français et étrangers et comptes clients
- sera responsable de l'organisation interne de son service (environ une dizaine de personnes)
- devra être familiarisé avec l'utilisation de systèmes informatiques

La personne retenue, âgée de 35 ans minimum, aura :
- les qualités d'un meneur d'hommes
- 5 à 10 ans d'expérience professionnelle de préférence dans un cadre similaire (cie aérienne, agence de voyages ...)
- obligatoirement une bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 06195
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

offre à

Ingénieurs Grandes Écoles

(Centrale, Mines, Sup-Aéro, Télécom, I.N.P.G. etc...)

Débutants

(ou quelques années d'expérience)

– une **FORMATION** théorique et pratique aux disciplines de l'informatique et de l'organisation en participant à la conception et au développement de grands systèmes de gestion dans des domaines avancés :
– Réseaux.
– Télématique.
– Bureautique.
– Gestion de l'entreprise.

– l'acquisition d'une **EXPÉRIENCE** professionnelle solide par un rodage complet :
– aux techniques de gestion ;
– à des responsabilités d'encadrement ;
– aux contacts à haut niveau dans les plus importantes entreprises nationales ou internationales.

– une évolution de **CARRIÈRE** qui peut être rapide et passionnante grâce à l'importance, à la jeunesse et au dynamisme du groupe.
– une **RÉMUNÉRATION** motivante.

HAVAS CONTACT

Adresser C.V. et prétentions sous référence PhT 08/81 à SG 2,
12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

---

ingénieurs logiciel

Nous prévoyons de réaliser cette année un C.A. de plus de 400 M de F. Nous sommes plus de 1500 personnes. Nous travaillons dans le Secteur de l'Electronique et des Télécommunications. Nous étudions et réalisons des équipements de pointe.

En particulier nous conduisons un Projet de Commutateurs temporels de moyenne capacité, s'intégrant dans des réseaux de communications complexes (contrats en France et à l'étranger), conçus à partir d'un nombre important de microprocesseurs et dotés de grands moyens techniques.

Nous souhaitons rencontrer des **INGENIEURS** ayant une expérience de plusieurs années dans l'élaboration et la mise au point de logiciels et connaissant les techniques temps réel pour prendre progressivement la tête d'équipes de 3 ou 4 personnes.

Lieu de travail : limitrophe de Paris.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous référence 4.515-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

IMPORTANT ORGANISME
recherche pour lui confier la responsabilité des SERVICES GENERAUX de l'un de ses établissements (400 personnes)

UN INGENIEUR

Grandes Ecoles ou équivalent
40 ans minimum
Ayant une bonne connaissance
de l'ELECTRICITE et de la MECANIQUE.

A ce titre, il aura en charge :
- l'atelier d'électricité
- l'entretien bâtiments et travaux neufs
- le bureau d'études
- l'atelier de mécanique
- les achats
- les transports.

Cet ingénieur devra être un homme de terrain, avoir de bons contacts et l'expérience du commandement.

Adresser C.V., photo et prétent. s/réf. 6675
CONTESSE & Cie
20, av. Opéra 75040 Paris Cedes 01,
qui transmettra.

Important organisme administratif Paris (8e) recherche

CADRE

Maîtrise de droit privé. Expérience dans service contentieux appréciée. Anglais courant indispensable + bonnes connaissances espagnol ou allemand.

Envoyer C.V. manuscrit sous la réf. 7.828 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Recherche J.F. parlant japonais pour travaux interprétariat.
Ecr. s/le nº8.837 à *le Monde* P., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COLLABORATEUR(TRICE)
Gd standing. Ecrire à M. Arnaud, 149, r. St-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Nos produits sont les plus performants du marché. Nous sommes un groupe à forme mutuelle d'importance internationale. Notre expansion nous amène à recruter des

CONSEILLERS FINANCIERS

à Paris, région parisienne ayant une grande expérience de la vente (age minimum 25 ans).
Nous offrons :
– une formation complète,
– un soutien technique et commercial permanent,
– un salaire fixe de départ et des commissions élevées.
– possibilités imp. d'évolution de carrière.

Merci d'adr. votre C.V. et photo à MUTUELLES UNIES, 11, place G.-Péri, 75008 Paris.

UN IMPORTANT GROUPE NATIONAL
recherche

un jeune adjoint pour le service gestion du personnel

rattaché au chef de service

Le candidat participera à :
- La mise en œuvre des moyens collectifs et individuels pour la gestion du personnel du Groupe.
- La définition et la mise en place des moyens informatiques utilisés par le service notamment le fichier du personnel.

Profil recherché :
- DUT Gestion Personnel ou ENOES.
- Une première expérience de la fonction sera très appréciée.

De réelles perspectives de carrière sont offertes dans le Groupe.

Adresser CV. photo et prétentions sous réf. BERG (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

NEUILLY/MARNE (94)

INFORMATICIENS

INGENIEURS ou M.I.A.G.E.
140.000 +

L'AFPA recrute pour sa Direction Technique des informaticiens ayant l'expérience de l'analyse et de la programmation de systèmes conversationnels.
Ce sont, par ailleurs, des spécialistes de la gestion classique utilisant les réseaux et/ou les micro-ordinateurs. Dans ce cas, l'expérience de la bureautique est souhaitée.
Ou, des spécialistes de la gestion industrielle utilisant les micro-processeurs. L'expérience robotique est alors souhaitée.

Ces informaticiens deviendront les formateurs chargés de concevoir et expérimenter de nouveaux programmes de formation et de perfectionnement des professeurs de centres F.P.A.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature si possible avant le 20.9. à Nicole LARDREAU AFPA - DRCO - 88, rue Robespierre - 93100 MONTREUIL.

afpa

PETIT GROUPE FINANCIER
recherche

CHARGÉ(E) D'OPÉRATIONS

responsable de la réalisation, de la commercialisation et de la maintenance de constructions (entrepôts – bureaux) Paris et région parisienne.

Le candidat, 35 ans min., excellente présent., demeurant à Paris ou rég. parisienne, bac min., doit IMPÉRATIVEMENT ÊTRE ROMPU AUX OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES (de l'étude du marché – permis de construire, aux problèmes juridiques). Poste de haut niveau ne pouvant convenir qu'à un HOMME DE TERRAIN dynam. et ayant un sens aigu des initiatives.

Adresser lettre manuscrite avec prét., C.V. et photo ss la réf. 4.105 A, à J.P.M. Consultants, 5, rue du Helder, 75009 Paris. Réponse et discrétion assurées.

SOCIÉTÉ POUR L'INFORMATIQUE — SPI

BTS - DUT COMPTABILITE

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une première expérience (ou même débutant), dégagé des obligations militaires.

Nous lui confierons, avec une large autonomie, notre secteur trésorerie.

Disponible rapidement, nous lui offrons de réelles perspectives d'évolution et les avantages et salaires d'un grand groupe.

Adressez votre candidature à SPI
Service des Affaires Sociales
98, boulevard Victor Hugo
92115 CLICHY.

PECHINEY UGINE KUHLMANN

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recrute pour son
CENTRE DE RECHERCHES DU BOUCHET (Essonne)

UN INGÉNIEUR
MÉCANIQUE DES SOLIDES

(référence IMI - 81/05)

GRANDES ÉCOLES ou DOCTORAT 3e cycle

Au sein d'un service de calculs scientifiques, il devra réaliser des études concernant des programmes d'éléments finis.

Le candidat retenu aura traité des problèmes non linéaires (*géométrique, et de comportement*) et aura une expérience de quelques années.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. THOMAS, S.N.P.E., boîte postale 2. – 91710 VERT-LE-PETIT.

JAEGER

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES
recherche pour sa Direction Technique
PARIS

ingénieurs d'études coordinateurs de projets

Formation aéronautique ou électronique.

FONTION : coordination et suivi de projets « avioniques ».

Anglais exigé.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 5165, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion
Société Française spécialisée
dans la fabrication et la commercialisation
d'équipements électroniques professionnels

recherche pour son Département
TÉLÉCOMMUNICATION

UN TECHNICO COMMERCIAL

ayant des connaissances en équipement et systèmes de Radio Communication H.F. ainsi qu'une expérience de la négociation de contrats commerciaux, notamment auprès des Administrations et des grandes Sociétés utilisatrices de réseaux Radio.

Déplacements de courte durée à l'étranger.

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Le poste est à pourvoir dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

Adres. C.V. et prét. s/réf. 7723 à PIERRE LICHAU SA, BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Cadres Dirigeants [illegible]

DIRECTEUR D'USINE

275.000 +

La filiale française d'un Groupe International Alimentaire de tout premier plan offre à un « manager » confirmé la possibilité de diriger l'une de ses unités de fabrication : il s'agit d'une unité moderne, comprenant 4 chaînes automatisées (emboîtage et embouteillage), et occupant 200 personnes environ. Ce poste exige des compétences d'organisation et de rationalisation du travail dans le cadre d'objectifs annuels et de contrôle budgétaire de la production.

Outre une formation technique solide (Grande Ecole ou Arts & Métiers), le candidat doit justifier d'une expérience positive du « management » à la tête d'une unité similaire ou au sein d'un groupe important (de préférence multinational). La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V., photo, rémunération actuelle) ss réf. 103 M à :

Sonia Lipszyc

13, rue A. de Neuville 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
recherche pour son secteur CHIMIE

UN/UNE TECHNICIEN COMMERCE INTERNATIONAL

NIVEAU AGENT DE MAITRISE

Mission :
suivi et gestion, en liaison étroite avec les services *commerciaux, usines, transitaires, des opérations* administratives liées à la vente de produits chimiques en France et à l'exportation.

Formation :
BTS de Commerce International ou DUT technique de commercialisation avec expérience dans le domaine exportation.

Anglais commercial indispensable.

Lieu de travail :
Quartier BASTILLE/GARE DE LYON

Adresser C.V. et prétentions à no 06502 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA RADIOTECHNIQUE

C.A. 3.800 MF, 8 usines, 12.000 personnes.
Appareils et composants électroniques.
Région parisienne et Normandie
recherche

CONTROLEURS DE GESTION
H.E.C.-E.S.S.E.C.-E.S.C.

PROFIL : Débutants ou première expérience. Formation complémentaire appréciée. Anglais courant.

FONCTION : Au sein d'une équipe de contrôle de gestion décentralisée, les candidats devront :
- Participer à l'élaboration des budgets et plans ;
- Contrôler et analyser les dérives par rapport aux objectifs ;
- Assister les responsables opérationnels dans leur prise de décision ;
- Effectuer des analyses financières spécifiques (investissements, etc.).

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe, notamment dans les différentes disciplines rattachées à la direction administrative et financière.

Adresser lettre manuscrite et c.v. à LA RADIOTECHNIQUE, à l'attention de M. BERON, chef du personnel, B.P. 301, 92156 SURESNES CEDEX.

SAINT-CLOUD

cherche Institut Retraité (e) pour superviser trav. scol. Tél. de préf. après 20 h. 30 au 771-35-76.

STÉ DE TRAVAUX PUBLICS
région parisienne Est
recherche
pour son service comptabilité

COMPTABLE (H.)

- 30 ans environ, de préférence avec diplôme comptable.
- Spécialisé dans le contrôle de gestion avec possibilité de déplacements à l'étranger pour missions périodiques.

Tél. pour R.-V. 854-62-60.

SOCIÉTÉ DE COURTAGE
Réassurances Internationales
MARITIME ET AVIATION
recherche pour son département technico-commercial avec contacts clientèle

HOMME

30 ANS MINIMUM

Etudes commerciales sup. Expérience assurances banque SHIPPING. Bonne présentation, dynamique, sérieux. Excellent anglais écrit, parlé indispensable. Espagnol et/ou allemand souhaité. Libre immédiatement. Adresser C.V., photo et prétentions à A.M.P., sous réf. 3.324 S. *40, rue Olivier-de-Serres.* Paris (15e), qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE GESTION DE SERVICES PUBLICS EAU – ASSAINISSEMENT

(1.500 personnes - 500 millions de C.A.)
filiale d'un grand groupe français

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES

ENPC - ECP - ENSTA

Il sera chargé, sous l'autorité du responsable du développement de l'établissement d'études et du suivi des réalisations de la société, tels que stations de pompage, télécommandes, automatismes, études de réseaux.

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Ecole d'ingénieurs avec formation complémentaire *à la gestion des entreprises ou maîtrise de sciences* économiques, option finances et comptabilité.

Après étude approfondie du marché, il préparera la négociation de contrats et y participera en liaison avec les responsables opérationnels locaux.

Ces deux postes sont basés à PARIS avec des déplacements fréquents de courte durée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi s/nº 5.345, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LE CESMAP

recherche
pour le service informatique
d'un de ses clients.

Dans le cadre d'un nouveau projet
dont l'évolution sera importante

INGÉNIEUR ANALYSTE (réf. SI1)

- Responsable de la conception et de la mise en œuvre d'applications de gestion.

Profil :
- Grande école ou universitaire 3e cycle.
- 5 ans d'expérience minimum :
  - HB 66, GCOS 3, DMIV.
  - Développement de système transactionnel.
  - Encadrement d'une équipe.
- *Aptitude au dialogue avec l'utilisateur final.*

ANALYSTES (réf. SI2)

- Chargés (ées) de l'analyse et de la réalisation de logiciels de gestion.

Profil :
- Grande école ou universitaire 2e cycle.
- 2 ans d'exp. souhaitée (débutant possible).
  - COBOL.
  - Analyse fonctionnelle et organique.
  - Anglais lu.
- Formation complémentaire sur HB 66 assurée.
- Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. avec prétentions et photo à CESMAP, 67, avenue Lénine, 94112 ARCUEIL Cedex.

COFRAMI

Compagnie Française de Mini
et de Micro-informatique

Société de services spécialisée dans l'étude et la réalisation de Logiciels sur Mini-ordinateurs et Microprocesseurs

- Logiciels d'application pour les systèmes temps réels.
  - Automatismes, contrôle de processus.
  - Télécommunications et télématique.
  - Applications spécialisées.
- Logiciels de base

Désire recruter

2 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à COFRAMI, 27-29, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

THOMSON-BRANDT
ELECTROMENAGER

JEUNES INGÉNIEURS EN ORGANISATION

X, Centrale, Mines, HEC, MBA...

Nous avons l'ambition de consolider notre position parmi les tout premiers groupes européens de ce métier, en abordant sans complexe la révolution industrielle des années 80, et en introduisant avec succès les techniques d'organisation les plus performantes (CAO, robotique, ateliers flexibles, informatique) et qui font leurs preuves dans les usines les plus compétitives aussi bien au Japon qu'en Californie.

Le candidat, débutant ou deux ans d'expérience, décidé à découvrir dans le monde les meilleures techniques d'organisation et à les adapter à notre contexte industriel et humain, devra, pour réussir, avoir le goût des contacts humains, l'ambition de créer et d'innover.

Sa fonction le conduira, après les premières missions dans l'une des usines du groupe qui a autorité de compétence en matière d'organisation, à évoluer vers d'autres responsabilités au sein de ce groupe.

Adresser dossier de candidature comprenant lettre, C.V. et photographie nº 49.189, P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

Compagnie Générale d'Automatisme
CGA Alcatel

recherche

TECHNICIEN d'AFFAIRES

Réf. 06.01

(Débutant ou ayant quelques années d'expérience)
B.T.S. - D.U.T. ou équivalent

Pour l'étude, le suivi d'affaires et la mise en service de systèmes automatisés dans le domaine pétrolier et pétrochimique.

Connaissances souhaitées en automatisme et en instrumentation.

Notions de travaux d'entreprise.

Anglais et/ou allemand exigé.

Déplacements de moyenne et longue durée en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant la référence du poste à la Direction du Personnel - B.P. 57 LE PLESSIS PATE 91220 BRETIGNY s/ORGE.

CHERCHE

ACHETEURS (TEUSES) TEXTILE
PRÊT-A-PORTER HOMMES ET ENFANTS

FRANCE et EUROPE

Très bien rémunérés. Libre de suite.

Se présenter au 182, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine (5e ét.), mardi 1er et mercredi 2 septembre.

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche

pour développer ses activités en mini et micro-informatique des

ingénieurs informaticiens

ou

universitaires
de formation informatique

pour le développement d'applications industrielles et scientifiques.

Les candidats intéressés écriront ou téléphoneront à Bénédicte DELAHAYE sous référence DCA 135 MG
135 rue de la Pompe - 75116 Paris
Tél. 502.10.00 poste 363 (le matin)

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES
(C.A. : 1 000 MF - 7 sociétés)
NEUILLY-SUR-SEINE
recherche son

CONTROLEUR DE GESTION
HAUT NIVEAU

La fonction, rattachée au directeur financier, s'exercera en position fonctionnelle au siège du groupe de sociétés. La mission consiste à assister le directeur financier dans :
- la consolidation des résultats d'ensemble ainsi que des plans prévisionnels,
- le respect de l'application des procédures comptables,
- l'analyse de gestion : il s'agira notamment de définir et de mettre en place un contrôle de gestion central permettant une analyse précise des résultats des différentes unités,
- *la définition et le suivi de développements* informatiques communs à plusieurs unités.

Le candidat aura reçu une formation supérieure comptable et disposera d'une expérience professionnelle solide en milieu industriel comportant l'utilisation de l'outil informatique. Il maîtrisera parfaitement l'anglais, qui est la langue officielle du groupe.

La rémunération sera fonction de l'expérience et à hauteur des responsabilités, plus prime d'intéressement. Perspective de carrière internationale pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + photo en indiquant prétentions s/réf. 4406 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.
Discrétion assurée.

IRSID

Institut de recherches
de la Sidérurgie Française

engage

jeune STATISTICIEN

(I.S.U.P., DEA de Statistiques ou équivalent)

pour collaborer à des études expérimentales et industrielles.

Formation approfondie en Statistique et Mathématiques appliquées.

Connaissance souhaitée d'un langage de programmation.

Position CADRE.

Ecrire en envoyant C.V. et photo au Service du Personnel 78105 ST-GERMAIN-EN-LAYE Cedex.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
Val-d'Oise
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Age 30 ans, expérience minimum 5 ans en cabinet d'audit ou similaire.

Le candidat dépendant directement du P.-D. G. devra assumer les fonctions suivantes :
- Supervision et contrôle de la comptabilité.
- Etablissement et suivi du budget selon les normes anglo-saxonnes.
- Mise en place et suivi d'une comptabilité analytique.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à M. SANTONI, 17, rue de Berry, 75008 PARIS.

SORGEM

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL
Recherche
Pour son Département Études et Stratégies Industrielles

UN CHARGÉ D'ÉTUDES
« SENIOR »

Minimum 27 ans, dégagé des obligations militaires, pour réaliser des études stratégiques, techno-économiques et de marketing industriel.

Il aura :
- Une formation supérieure en gestion et économie appliquée (grande école + 3e cycle économie appliquée).
- Une expérience d'au moins 2 à 3 ans de chargé d'études ou d'ingénieur conseil dans un cabinet d'études et de conseil.
- Le goût des études mais également une grande aptitude aux contacts humains.

Adresser C.V. + salaire actuel à
SORGEM 152, boulevard Pereire 75017 Paris.
A l'attention de Mme Kania.

Pour répondre à son développement

Novamark

qui crée et défend les grandes marques
recrute

JURISTE

pour poste de haut niveau comportant un contact direct avec la clientèle.

Anglais courant exigé.

Expérience Marques appréciée mais non indispensable.

Écrire 107, bd Péreire - 75017 PARIS.

Importante société recherche
pour l'un de ses établissements situé
dans L'OISE (CREIL)

1) ANALYSTE-PROGRAMMEUR

CONFIRMÉ, pour poste
RESPONSABLE TECHNIQUE SYSTÈME
Diplômé MIAGE, DUT informatique ou diplôme de formation équivalente.
2 à 3 ans minimum d'expérience prouvée.

CONNAISSANCES RECHERCHÉES :
- Matériels CII HB 64 DPS :
- Logiciels GCOS 1E, TDS, ITS 2, Query.

Formation CII HB assurée si expérience au moins équivalente sur IBM ou autres.

2) PROGRAMMEURS

DÉBUTANTS, diplôme DUT.

Nombreux avantages sociaux, possibilité d'évolution de carrière au sein d'un impt groupe industriel.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions nº 6171, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

formation professionnelle

L'INSTITUT DE FORMATION AU COMMERCE EXTÉRIEUR
recrute la 13e promotion de son stage

SPÉCIALISTES DES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'ÉTRANGER

Ce stage de cadres de 8 mois à temps plein est rémunéré pour les demandeurs d'emploi. Anglais ou allemand nécessaire + expérience professionnelle.

Démarrage le 1er octobre 1981.

Journée de sélection le 15 septembre 1981 à 9 h.

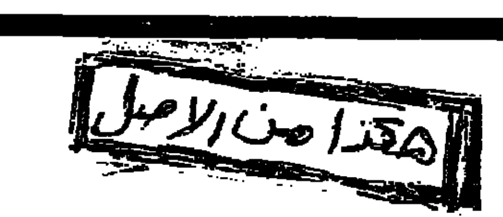
S'adresser à : I.F.C.E.
BP 70 - 59640 DUNKERQUE. Tél. (28) 24-38-22.

NOUVEAU
DEVENEZ

RELAXOLOGUE

Formation de deux ans Paris et province. Inscription après étude du dossier. ISTOR, 17, avenue de Paris, 94300 Vincennes.
Date limite d'inscription 8 septembre.
Nombre de places limité.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



OFFRES D'EMPLOIS

POUR USINES
BANLIEUE OUEST
et 150 KM OUEST PARIS

Filiale Française Groupe Pharmaceutique International rech. :

JEUNE INGÉNIEUR

sous l'autorité du Directeur technique de l'Entreprise, se verra confier responsabilité développement technique des équipements production actuels et futurs en liaison avec serv. de l'Entreprise.

Ce poste conviendrait à :
- Diplômé grande école A.M. - I.C.A.M. - I.D.N. ayant acquis expérience 3 à 5 ans dans fonction analogue ;
- qui, désireux élargir champs de ses responsabilités, et dans le cadre activité à dominante technique, de s'intéresser aux aspects économiques et financiers de l'entreprise ;
- ayant forte personnalité devra avoir goût contacts humains et travail en équipe ;
- devra être intéressé par entreprise ayant, du fait de son développement, importantes réalisations en projet.

Connais. Angl. ou All. souhaitée.

Ecrire avec C.V. s/réf. 3.828 à : PUBLICITÉ GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 Paris, qui transm.

Journaliste ch. COLLABORATRICE voyages. Ecrire HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, n° 67.038.

IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE recherche

DEUX ANALYSTES FINANCIERS

Formation grande école de commerce de préférence (HEC, ESSEC...).

- Anglais indispensable.
- Expérience d'au moins 2 ans dans la fonction.

Ecrire avec c.v. sous réf. 7724 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui trans.

LE CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES P.M.E. recherche pour son service contentieux judiciaire

JEUNE CADRE JURIDIQUE

titulaire 3e cycle DROIT PRIVÉ
- Option procédure civile et commerciale, voies d'exécution ;
- Certificat d'étude judiciaire et stage chez avocats ou syndic appréciés.

La fonction implique notamment, après formation, l'analyse, le choix et le suivi de la procédure adaptée à chaque dossier.

Ecr. avec c.v., photo, sous réf. CX au service recrutement, CEPME, 78, rue Olivier-de-Serres, 75728 Paris Cedex 15.

AILE MÉDICALE recherche Paris-province ÉTUDIANTS (ES) MÉDECINE 5e à 7e années ou C.E.S.

Tél. 16 (1) 293-36-90.

La technicité des produits de l'un de nos départements fait appel à une bonne connaissance de la

MÉCANIQUE DES FLUIDES

appliquée à de nombreux secteurs industriels de pointe. Pour faire face à une forte croissance (25 à 30 % par an) le patron de ce département recherche sur PARIS un

ADJOINT TECHNIQUE

capable de le seconder en animant personnellement une petite équipe de technico-commerciaux sédentaires et en apportant son aide technique aux commerciaux du terrain. La moyenne d'âge de l'équipe étant d'une trentaine d'années nous recherchons un battant s'appuyant sur une solide formation, posséd. l'anglais et motivé par une situat. évolutive au sein d'une entreprise dynamique du secteur électromécanique.

Nous avons confié la rech. à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement curriculum vitae + photo + rémunération sous la référ. 39.216 M.

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS

CITI Centre International de Traitement Informatique

205-24-63 + Tous langages
261-83-83 + Scientifiques
228-14-55 + et gestion.

75, Non voyant, cherche lectrice avec C.V. pour lecture et écriture de son courrier 1 h ou 1 h et 1/2, plusieurs fois par semaine, rémunérées. Téléphone : 222-18-58.

INSTITUT TECHNIQUE COMMERCE et DISTRIBUTION recrute

PROFESSEURS VACATAIRES

toutes matières pour BTS action commerciale.
Ecrire (C.V. + photo) 11, rue VIETE, 75017 PARIS.

URGENT

Cabinet d'Audit et expertise comptable recherche

AUDITEURS CONFIRMÉS

3 ans min. DECS minimum, libre rapidement. Bonne formation générale pour mission d'Audit comptable et de procédure et animation de séminaires. Excellente ambiance travail.
Ecrire avec C.V. détaillé à GRAMET NAHUM, 174, rue de Courcelles, 75017 PARIS.

INSTITUT DE PHYSIQUE NUCLÉAIRE UNIVERSITÉ PARIS-SUD recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

pour mise en œuvre système d'analyse de données. Pratique IBM 370/135 et Modcomp 75/140 serait appréciée.
I.P.N., B.P. 1 - 91406 ORSAY.

Madame, mademoiselle, vous avez plus de trente ans, devenez notre

DÉLÉGUÉE CULTURELLE

Pour premier rendez-vous, tél. au 539-66-75.

ORGANISME GESTIONNAIRE de la FORMATION

recherche

UN(E) COMPTABLE RESPONSABLE DE LA GESTION FINANCIÈRE

- Niveau D.E.C.S. comptable âgé(e) de plus de 35 ans, expérimenté(e) dans la fonction (minimum 5 ans).

Cette personne sera sous l'autorité du secrétaire général et aura pour fonctions la gestion directe de certains comptes, le contrôle de l'ensemble des comptes avec des outils informatiques, les relations avec les banques, l'établissement du C.E., bilan et autres documents de synthèse des travaux de gestion prévisionnelle.

Adr. prét. et C.V. avec photo à AGEFOS P.M.E., ILE-DE-FRANCE, 11, rue Hélène, 75017 PARIS.

BANQUE DE DÉPOTS de la région Bourgogne recherche

3 JEUNES DIPLOMÉS

d'enseignement supérieur pour postes D'ATTACHÉS COMMERCIAUX

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence n° 323, à rag carrières, 48, r. St-Ferdinand, 75017 Paris.

Important cabinet de révision comptable recherche :

UN CHEF DE MISSION

(dossiers d'audit et de commissariat aux comptes) titulaire de révision comptable, il a une bonne connaissance de la consolidation des comptes de groupes et de la comptabilité anglo-saxonne.

DES RÉVISEURS

ayant 2 à 3 ans d'expérience en audit et consolidation des comptes de groupes.

DES RÉVISEURS

débutants ayant le DECS et un diplôme d'enseignement supérieur type HEC-ESSEC ou ESC.

Adresser lettre manuscrite C.V. photo et prétentions s/réf. 9.488 à VALENS CONSEIL B.P. 359, 75064 Paris Cedex 02.

Offrons opportunités de carrières à

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

sur mini et micro-systèmes, pratique langage évolué et temps réel. PARIS/PROVINCE

INGÉNIEUR SYSTÈME

I.B.M., V.M., C.M.S.
Tél. pour précisions au : 523-05-39.

Recherche

COMPTABLE UNIQUE

Pour association nationale d'éducation populaire à Paris, pr contr. de 9 mois, niv. BTS. Ecr. n° T028.544M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

enseignement

INTERNAT MIXTE

6-12 ans
A 1 heure Est de Paris.
Vie familiale. Petit effectif.
Education suivie.
Marcel. tél. (6) 023-60-22.

capitaux propositions commerciales

A CÉDER IMPORTANTE CHAINE MATRIMONIALE RÉPUTÉE. Réseau de franchise. Constitue excellent PLACEMENT dans secteur d'activité très intéressant et en pleine expansion. Affaire à saisir. Ecrire sous n° 8.943 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

information divers

Pour bien choisir votre métier FRANCE CARRIÈRES. Chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS. Chez les marchands de journaux.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sérieuses références effectue rapidement travaux peint., menuis., décorat., coordin. tous corps d'état. Devis gratuit. Tél. 388-47-84 et 893-30-02.

secrétaires

Secrétaire assistante de direction

BOIS COLOMBES — 80 000 F +

Le DGA d'une entreprise commerciale importante cherche sa secrétaire. En plus des travaux classiques de secrétariat, elle sera son Assistante, disposant d'une large autonomie, pour la gestion administrative du personnel et les services généraux.
Cette situation est offerte à une collaboratrice très expérimentée en secrétariat de direction administrative et de personnel, ayant des notions d'anglais, d'un caractère optimiste, appréciant une ambiance très dynamique.
Rémunération annuelle 80 000 F +.
Restaurant d'entreprise.

Sélé CEGOS — Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé s/réf. 23584/M à M.J. Fourniat. Discrétion garantie. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE - Tél. 620 62 61

Membre de SYNTEC

SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français, C.A. 2,3 milliards, 3900 personnes, 17 unités de production, 20 filiales en France et à l'étranger, recherche pour sa Division Internationale, au Siège de Paris-la-Défense

2 Secrétaires bilingues anglais

Formation B.T.S., 4 à 5 ans d'expérience.

1 Secrétaire langue maternelle anglais/américain

Excellent français.
Expérience professionnelle de 4 à 5 ans en France.

Rémunération motivante selon formation et expérience.
Restaurant d'entreprise, horaire 5 × 8, avantages sociaux.

Sélé CEGOS — Merci d'adresser lettre man. C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73557/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE

Membre de SYNTEC

ETABLISSEMENT FINANCIER

Filiale d'un important groupe américain recherche pour son siège PARIS 15ème

SECRETAIRE de DIRECTION

STÉNODACTYLO - Bilingue Anglais

3 ans d'expérience minimum dans la fonction.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo à no 06310 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPT ORGANISME ADMINISTRATIF ET SOCIAL recherche pour son établissement situé dans la proche banlieue de ROUEN :

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

COLLABORATRICE IMMÉDIATE DU DIRECTEUR

Niveau minimum B.T.S., plusieurs années d'expérience dans un poste similaire. Excellente présentation. Qualités affirmées d'ordre, de méthode et d'initiative. Bon contact humain, capacité d'encadrer du personnel. Connaissance parfaite de la sténodactylo et de la prise de réunions.
Salaire de départ annuel : 87.000 F.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous la référence 9.487 à VALENS CONSEIL, B.P. 359, 75064 PARIS Cedex 02.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ CHAMPS-ÉLYSÉES recherche

UNE COMPOSPHÉRISTE

Notre impératif : vous devez être une excellente dactylo.
Vos atouts : bonne formation, intelligence et vivacité d'esprit.
Une connaissance de la mise en pages complétera nos souhaits.

POSTE A POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Téléphoner pour rendez-vous au 233-44-21 (poste 314) ou se présenter RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e). — Métro Sentier.

Importante société de GESTION IMMOBILIÈRE

PUTEAUX

(proche LA DÉFENSE, transport assuré par car depuis l'Etoile) recherche pour son

SERVICE DU PERSONNEL SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

Administrative et comptable. Niveau BAC ou équivalent

EXPÉRIENCE PAYE INFORMATISÉE EXIGÉE

5 × 8 × 13 – Avantages sociaux. Chèques restaurant.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et prét. sous la référence 5.144 à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

Importante société électronique recherche pour son siège RUEIL-MALMAISON

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

STÉNODACTYLO BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS

possédant une parfaite maîtrise de la langue anglaise.
Formation B.T.S. ou similaire.
Expér. professionnelle de 2 à 3 ans souhaitée dans un Service Marketing.
Qualités d'organisation, d'initiative et de contact humain.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous le n° 8.097 à Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 Paris.

EUROPE FALCON SERVICE

Compagnie aérienne privée

AÉROPORT DU BOURGET

recherche pour sa Direction Générale

SECRÉTAIRE

Parfaitement bilingue anglais. Excellente présentation. Cinq années d'expérience. Envoyer curriculum vitae et photo à E.F.S., B.P. 10, 93350 Aéroport du Bourget.

BUREAU D'ÉTUDES cherche

STÉNO DACTYLO

Tél. 277-44-71.

SORGEM Société d'études et de conseils recherche une SECRÉTAIRE confirmée. Ce poste nécessite, outre des compétences en matière de dactylographie, des qualités d'ordre et de méthode. Ce poste est à pourvoir le 25-9-81. Lieu de travail Paris (17e). Adresser C.V. et salaire souhaité à SORGEM, 152, bd Pereire, 75017 Paris, à l'attention de Mme Kanis.

villégiature

CAP D'AGDE VACANCES PAISIBLES

AU SOLEIL DE SEPTEMBRE- OCTOBRE
PROFITEZ DE LA MÉDITERRANÉE.
Louez un appartement équipé : 1, 2 ou 3 semaines.
INFORMATIONS :

CENTRALE RÉGIONALE

RÉSERVATIONS VACANCES - LANGUEDOC
B.P. 56, 34200 LA GRANDE-MOTTE. Tél. : (67) 56-76-88.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

30 ans

- Domaines de compétence :
  - études théoriques et simulations pour la conduite de systèmes complexes
  - animation d'équipes d'ingénieurs
  - négociation et suivi de contrats.
- Formation :
  - Ingénieur A.M. + spéc. SUP'AERO section automatique + Doct. Ing. en Automatique.
- Expérience :
  6 ans dans une grande entreprise française.

Recherche poste à responsabilité niveau Chef de Service
Ecrire à n° 6.913 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

INGÉNIEUR AGRONOME

Génie rural - Nationalité française - 25 ans d'expérience France - Etranger.
Hydraulique agricole, Aménagement du Territoire.
ESPAGNOL - ARABE PARLÉS
Bonnes bases anglais, allemand
Etudie toute responsabilité projet, expert, formateur
FRANCE - ÉTRANGER

Ecrire, sous réf. FB, à MERCURI URVAL 147, av. Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON.

INNOVATEUR

Homme de personnalité de contact et de large expérience industrielle en France et en Amérique du Sud recherche un rôle de conseil ou de mission pour des actions de développement sous une forme plutôt ponctuelle et à temps limité.
Ecr. s/n° 1.597 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. bilingue responsable service commercial abonnements téléphone d'un journal, trop statique recherche poste de collaboratrice avec responsabilités, évoluant vers les relations publiques et les voyages.
Ecr. Pascale COULLOUD, 10, passage Monténégro, 75019 PARIS ou téléph. le soir : 240-79-54.

DESSINATEUR-PROJ. ARCH. cadre, longue exp., ch. situat. Ecr. s/n° 1.611 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 31 a., pos. cadre, 8 a. expér., maint. ord., bil. anglais, cherche emploi étranger, n'importe où mais bien payé. Ecrire s/n° 1.614, *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

INGENIEUR-MECANICIEN
10 ans d'expérience chantier production cherche DIRECTION UNITES ou P.M.E.
Province, étranger. Ecrire sous n° 6.640 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er.

J.F. 25 ANS ETUDES SUPÉRIEURES

FRANÇAISES ET AMERICAINES
FINANCE - MARKETING

TRILINGUE : anglais, espagnol. POLYVALENTE : expérience professionnelle + 1 an service financier commercial et achat, recherche poste adjoint de direction dans la gestion financière, marketing financier, marketing de produit de luxe. Situation internationale. Formation et expérience annexe de secrétariat, excellente présentation et contact, disponible immédiatement.
Ecrire s/n° 1.615 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Assistante de dir. commerciale, 34 ans, bil. angl., ss diplôme, ch. poste, urgt. Ec. BEORD, 15, allée des Roitelets, MOURS 95260.

CONCEPTEUR mécanicien : des idées, des idées, des idées... et 2 mains pour toute mach. spéc. Région Est Paris. 860-29-80.

Cadre A.P.V. confirmé, 38 ans, forte expérience, formation et M.R.P. dans marques allemandes et françaises PI et VL. Peut prendre rapid. fonction, préférence pays francophones, ouvert à toutes autres propositions durables.
Téléphone : (31) 91-22-17 ou Robert Amaury, avenue Bethmont, 14160 DIVES-SUR-MER.

Spécialiste haut niveau en TECHNOLOGIE DE RESTAURATION DES ŒUVRES D'ART ET BATIMENT, doctorat art & archéologie, 20 ans expér., sér. réf., ch. poste à responsabilités, Paris, province ou étranger. Ecr. s/n° 6.160 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

EXPERT IMMOBILIER

DPE ICH. CNAM
Ingén. conseil. Docteur université, ch. poste à responsab. Ecr. s/n° 1.608 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

Jeune femme 28 ans, employée de bureau, dactylo bilingue allemand, notions informatique, cherche trav. mi-temps le matin. Ecrire s/n° 6.162 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CADRE ING. BAT. T.C.E.

42 ans, expérience chantier, maîtrise d'œuvre et d'ouvrage. Rompu aux contacts à hauts niveaux. France et étranger. Négociateur contrats clients et sous-traitants.
Direction de travaux.
Etudierait propositions de collaboration France et étranger.
Libre rapidement.
Ecr. s/n° 6.161 le Monde Pub., 5, rue de Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme licence russe cherche travail temps partiel ou dom. Etudie toute propos. Ecrire sous n° 1.620 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 23 ans, licence histoire et géographie CAFB (option bibliothèque spécialisée), expérience enfants, cherche emploi Paris, région parisienne. Ecrire sous n° T 028.741 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans trilingue, licence allemand, traduction écrit oral, dactylo, libre déplacements, étudie toutes propositions. Ecrire ss n° T 028.672 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE DESA

30 ans.
Solide formation, 3 langues : français, anglais, arabe, très bonnes connaissances de l'Arabie (5 ans) et le Golfe en général cherche
Poste ou missions dans la presqu'île Arabique et Moyen-Orient, étudiera toutes propositions et tous secteurs. Réponse assurée, libre rapidement.
Ecr. s/n° T028690M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATICIEN 22 ANS

Après 6 ans expérience professionnelle variée en tant que programmeur et analyste, j'ai repris à temps plein des études d'ingénieur informaticien dans une grande école (ENSIMAG).
Venant d'achever ces études avec succès, je suis actuellement disponible.

Michel ROUKINE,
6, avenue d'Offenbourg,
39000 LONS-LE-SAUNIER.

INGÉNIEUR BATIMENT (36 ans), spécialité béton armé, construction métallique, français, Polytechnique Varsovie, D.E.A. Université Paris-VI, Ponts et chaussées, 8 ans expérience (chantiers, recherche, enseignement) cherche poste chantiers France ou déplacem. étranger. Allem., anglais, russe, pol. Ecrire sous n° 6.163 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SPECIALISTE MARKETING disposant de 40 heures en septembre, étudie toute proposition. Tél. 071-32-39, de 16 à 18 h.

SECRETAIRE TRILINGUE anglais, espagnol. Notions italien et arabe, 3 ans expérience, libre de suite, poste fixe Paris. Téléphone : 535-78-80.

J.H. 31 ans, maîtrise sciences humaines cliniques + institut de Droit des Affaires, expériences diverses, étudierait toutes offres. Ecrire ss n° 34.822 PUBLICITE, ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

Ex-chef d'entreprise de services, ex-cadre sup. internat., 45 ans, LUTTEUR, cherche collaboration polyvalente ou commerciale. Ecr. s/n° T103083M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Jeune homme, 30 ans, conseil juridique inscrit, spécialiste fiscalité, 5 ans d'expérience, connaissances comptables, recherche poste de responsabilités fiscales ou administratives dans entreprises.
Écrire Agence Havas sous n° 10.805 BP 319, 72007 Le Mans Cedex.

J. F., 38 ans, plasticienne + licence animation culturelle + BTS secrétariat direction + anglais, allemand, italien, cherche poste/vacation. Secteurs animation-atelier/diffusion-exposition. Ecrire sous n° T 028.851 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

HAUTEFEUILLE, beau studio, cuisine, bains, 30 m², GARBI 567-22-88.

JARDIN DES PLANTES
4e ét., asc., 5 p. tt cft. 1.100.000 F. 320-26-35. MARTINE IMMOBILIER

6e arrdt

SAINT-GERMAIN
Dans imm. restauré, beaux appts aménagés, du studio au 3 p., charme, confort. 261-27-46.

8e arrdt

8e, ORIGINAL, 80 m².
A aménager, charme, poutres, CALME, étage élevé, ascenseur. Téléphone : 503-12-13.

11e arrdt

LEDRU-ROLLIN
Living + chbre tt confort étage élevé, TERRASSE. 766-50-46.

13e arrdt

GOBELINS Gd 2 pces, entrée cuisine, w.-c., s. de bns. 380.000 F. 325-97-16.

14e arrdt

CŒUR MONTPARNASSE
2 ATELIERS D'ARTISTE
150 m² et 45 m² à aménager sur cour-jardin. MERCREDI 16/19 h., 6, rue HUYGHENS. 550-34-00.

VUE - CLARTÉ
Plaisance 4/5 p., 85 m², balcon, dernier ét., asc. 336-17-36.

16e arrdt

Rue Desbordes - Valmore (Muette) apt. de prestige 113 m². séj. dble, 3 chbres, 2 bains. Imm. neuf. Visite : 504-98-57.

78-Yvelines

HOUILLES
1,5 km gare, 5' autobus.
Petit immeuble 1960.
appartement 3 pièces, 55 m², 1er étage, 2 chambres, séjour avec balcon, moquette, cuisine aménagée, salle de bains, w.-c., séchoir, chauffage central collectif, cave. Libre novembre 1981. 290.000 F. Téléphoner le soir au 988-33-89. Agence s'abstenir.

91 - Essonne

LONGJUMEAU
Centre ville, dans imm. récent, 3 pièces, 60 m², balc., garage, chauffage individuel électrique. Px 340.000 F. Tél. pour R.V. 261-81-15 poste 489.

92 Hauts-de-Seine

LE PLESSIS-ROBINSON
Dans résidence calme, appartement 4 pièces, 78 m², tt cft, balc., cave, gar. Px 510.000 F. Tél : 261-81-15, poste 489.

Suresnes, Mont-Valérien, bel appt, vue exceptionnelle sur Paris et parc. 105 m², 6 pièces tt cft, 2 caves. 760.000 F. 506-38-89.

Province

Haute-Savoie, CHATEL
emplacement exceptionnel, studios 4 personnes, à partir de 261.000 F. Location assurée. ERIGE BP 18 74240 GAILLARD Téléphone : (50) 38-52-89.

bureaux

SOCIETE LOUE DIRECTEMENT 1 ou plusieurs bureaux dans immeuble bon standing
- Neuilly. 758-12-40.
- Champs-Elysées. 563-17-27.
- A George-V. 723-55-18.

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
av. secrétariat, tél., télex.
CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A.261-80-88 +.

CONSTITUTION
de Société., secrétariat, Tél. DOMICILIATIONS TÉLEX : 288-08-90.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS — télex-secrétariat tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50.
votre SIÈGE SOCIAL — délais rapides - prix compétitifs

immeubles

NATION, petit immeuble entièrement occupé, loi de 48. 3 étages. 2 fds de commerces. 705-24-10.

Pour PLACEMENT achète au cpt immeuble libre ou occupé, Paris exclusivement. Claude SEBBAH, 51, avenue Foch, Paris-16e.

hôtels particuliers

ENGHIEN-LES-BAINS
Près lac, HOTEL PARTICULIER 12 P. gd cft, garage, dépend. 350 m² habit., s/sol 150 m², jardin 845 m² aménag., arbres centen. PRESTATIONS DE LUXE. Px : 2.500.000 F. Rens. : ACI, 5, rue St-Jacques, Marseille-6e. Téléphone : (91) 53-25-00.

VIIe VARENNE
ELEGANT ET RAFFINÉ
4 récept., 6 chambres, 6 bains, JARDIN 500 m², cour, dépendances. Prix élevé. Ecrire service n° 111. Boîte postale M. du MAZET. 186-75062, Paris Cedex 02, qui transmettra.

ROUEN - 24, RUE THIERS
Hôtel particulier, 225 m² au sol + 2 niveaux. Prix intéressant. Ecr. s/n° T028735M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

terrains

ABONDANT (28)
DANS PARC CHATEAU
Il reste :
Beau terrain boisé, 3.500 m²
VIABILISÉ 210.000 F
Sur R.-V. Tél. (1) 325-28-25.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeubles. Paiement comptant.

RECHERCHE 2/4 p. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e 12e, avec ou sans travaux. PAIEMENT CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

locations non meublées offres

Région parisienne

BOULOGNE PRÈS Mo
bon standing, 2 pièces, 53 m² + 13 m² terrasse. Tél. 2.500, charges comprises. 874-77-04.

locations non meublées demandes

Paris

Ens. retr. 49 a., rech. logt Paris 6e, 5e ou demeure en banlieue sud ctre, gard. enfts leçons, pts tvx ménage ou compagnie adultes. Voit. pers. Tél. (55) 68-73-38.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ
Vos appartements sous 24 h., nous garantissons vos loyers. Service Gratuits 261-53-88.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavil. tres banl. Loyer garanti. 5.000 F maxi. 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

PLACE DES VOSGES (près)
appartement charme et caractère 120 m² en duplex meublé et entièrement équipé. 5000 F. Tél. : 887-24-27.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS, recherche POUR PERSONNEL D'AMBASSADE, PETITS APPARTEMENTS DE FONCTION. Studios 2 et 3 pces. 562-78-99.

ASSOCIATION AIGLON
recherche logements pour étudiants. Tél. : 260-98-86.

Cherche pour banques étrangères et ambassades européennes
LOYERS GARANTIS
studios au 5 p., meublé ou vide. Tél. pour R.-VS 705-54-78.

OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 pces et plus. 281-10-20.

pavillons

BURES-SUR-YVETTE
(Montjay), 8 PAV. NEUFS 5/6 p., 142 m² 3.800 F mens., 6/7 P., 190 m² 4.400 m² mens., LIBRES AU 15-09. 928-68-00.

YERRES. PAVILLON 5/6 p. Libre de suite, 3.800 F mensuel. 928-68-00.

PART. VEND A MONTFERMEIL
Surf. 680 m², terr. VUE IMPRENABLE. Pavillon récent plain-pied, cuis. équipée, beau séjour. 2 ch., salle de bains, W.-C., chauffage élect. intégré. Garage indépendant 40 m². 550.000 F. — Tél. : 849-50-84.

villas

GRENOBLE - GRESIVAUDAN
Particulier vend villa mas dauphinois 1978, 6/7 pièces, 1.200 m², terrain. Prix à débattre. Reprise ancien PIC possible. Tél. 772-12-12, poste 39-20. Monsieur MICHAUD.

propriétés

26 km Deauville, magnifique maison normande. Chaume, avec colombages, 1 ha de terrain, tout confort, 9 p. 3 s. de bains, 2 garages, surface habitable 320 m². Renseignem. (38) 67-65-83 ou Ecrire s/n° 6.156 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

SOLOGNE
Vends JOLIE PROPRIÉTÉ
21 ha environ, bordée par belle rivière à truites sur 800 mètres, étang de 3 hectares.
Maison 6 pièces, parfait état, possibilité augmenter superficie. Ecrire Havas Orléans n° 200460.

Maison à louer ou à vendre. Proximité de la mer. logement 40 personnes, pouvant convenir pour classes mer. Etudierait toutes propositions, « les Cigales », 290, av. Edouard-Herriot, Saint-Raphaël. Tél. : (94) 95-27-08.

domaines

ACHÈTE
GRAND DOMAINE
à vocation forestière et chasse préférence départements 45 - 18 - 89 - 58
Ecr. Havas Paris n° 200.462, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

forêts

CHER
73 hectares de taillis sous futaies de chênes, avec pavillon de chasse, 3 étangs de 6, 1, et 0,5/ha. Prix : 1.900.000 F.
COTE-D'OR
Proximité de Dijon, très belle forêt chênes et hêtres, 4.200 m3 sous loi Serot, 62 ha. Prix 1.650.000 F.

AGRI FRANCE
9, rue de Vienne, Paris-8e. Téléphone : 522-17-69.

Le Monde

régions

Corse

Les élus radicaux de gauche critiquent sur plusieurs points le projet socialiste de statut particulier

De notre correspondant

Bastia. — Resserrer les rangs, refuser l'image d'« hommes de clan » que leur collent leurs adversaires, forts de leur représentativité politique, intervenir dans le débat qui s'engage sur la mise en place du statut particulier pour la Corse, tels étaient les principaux objectifs que s'étaient assignés les radicaux de gauche de Haute-Corse qui organisaient le samedi 29 août à Bastia un congrès extraordinaire.

Objectifs en partie tenus : quatre-vingts maires du département, une quinzaine de conseillers généraux, les trois parlementaires et le président du conseil régional, M. Prosper Alfonsi, participaient au débat marqué à la fois par l'affirmation du soutien au gouvernement de gauche mais aussi par un certain nombre de réserves vis-à-vis de sa politique pour la Corse.

Visiblement agacés par l'étiquette de « clan » que d'aucuns accolent au M.R.G. local, les responsables du parti ont d'abord vigoureusement contre-attaqué sur ce terrain. M. François Giacobbi, sénateur et président du conseil général de Haute-Corse, a rappelé le résultat des élections législatives qui ont vu la victoire dans l'île de trois députés M.R.G. sur les quatre sièges à pourvoir. Il a eu ce commentaire : « *Le choix du peuple est indiscutable et ces élections sont la meilleure réponse aux attaques répétées contre le M.R.G. Le peuple nous a choisis. C'est en grande partie par nos élus qu'il s'exprime* ».

Il a abordé ensuite la question du statut particulier, estimant que « *toute mesure spécifique, qu'on l'appelle « statut particulier » — le mot « particulier » ne nous parait pas particulièrement bon — ou tout projet de statut doit éviter trois écueils : ce ne doit être ni un statut octroyé ou imposé, ni un statut discriminatoire, ni un statut « fourre-tout* ».

Le responsable du M.R.G. en Haute-Corse a défini ensuite d'une phrase la position de sa fédération sur la question corse : « *En définitive, ce que nous demandons, c'est d'abord le droit commun des régions et, en plus, des mesures destinées à compenser les inconvénients de l'insularité.* »

Cette conception est-elle celle qui a présidé à la rédaction du statut particulier ? Les radicaux estiment que le texte reflète « *pour la plus grande partie* » les thèses de leur mouvement. Ce qui ne les empêche pas de s'interroger sur des points essentiels du statut, comme celui qui permet à l'assemblée régionale d'adresser « *au gouvernement et au Parlement des propositions de modifications législatives concernant la Corse* ». Pour M. François Giacobbi, l'assemblée régionale « *ne saurait avoir l'initiative des lois. Par contre, elle pourra adresser des communications au gouvernement ou demander aux parlementaires de la Corse de prendre l'initiative de certaines propositions de loi* ».

A l'évidence, il existe entre radicaux et socialistes du nord de l'île des « *lectures* » sensiblement différentes sur ce point capital. Les socialistes souhaitent que l'assemblée régionale tout entière soit apte à proposer des modifications législatives pour la Corse, modifications qui seraient prises en charge au Parlement par le groupe des élus socialistes.

Pas d'élections anticipées

Les congressistes du M.R.G. ont d'autres questions sur le projet de statut particulier présenté par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le 6 janvier dernier à Ajaccio. Ils demandent par exemple dans leur résolution finale qu'un « *pouvoir de décision soit laissé à la nouvelle assemblée régionale pour définir la composition, les compétences et les modalités de fonctionnement des organismes prévus* ». S'ils sont prêts, en outre, à apporter leur contribution « *à l'assainissement des pratiques électorales* », les élus radicaux de gauche ne veulent pas écarter de la « *vie politique de l'île et de son devenir* » les Corses de l'extérieur.

Ils s'opposent aussi à ce que l'on revienne sur la bidépartementalisation et repoussent catégoriquement pour l'élection de l'assemblée régionale « *tout mode et tout cadre de scrutin qui ne serait pas identique à ceux retenus par les autres régions de France* ». Leur préférence va au scrutin de liste départemental, à moins que le scrutin de liste régional ne soit généralisé.

Enfin, M. François Giacobbi estime que l'élection des conseillers régionaux prévue pour la Corse au début de l'été 1982 n'a pas à être « *anticipée* » puisque, « *conformément à la Constitution, les élections doivent avoir lieu en France partout à la même date.* » (1)

Ainsi, après le congrès extraordinaire du M.R.G. de Haute-Corse, la situation dans l'île peut paraitre à bien des égards paradoxale : les promoteurs d'une autogestion régionale avancée attendent beaucoup de Paris, notamment que le gouvernement soutienne leurs thèses, tandis que les tenants du droit commun « aménagé » s'efforcent de trouver en Corse même la représentativité politique nécessaire pour peser efficacement dans le débat.

DOMINIQUE ANTONI.

(1) N.D.L.R. — Il semble que M. Giacobbi commette une confusion car la Constitution ne contient aucune disposition de ce genre.

LE TEXTE DE LA MOTION : LE DROIT COMMUN EST SEUL APPLICABLE

Voici le texte de la motion finale adoptée le 29 août par le congrès extraordinaire de la Fédération de Haute-Corse du *Mouvement* des radicaux de gauche.

« Le congrès donne mission à son bureau de participer au grand débat qui s'instaure autour du projet ; il lui demande de faire préciser certaines finalités et souhaite qu'en définitive un pouvoir de décision soit laissé à la nouvelle assemblée régionale pour définir la composition, les compétences et les modalités de fonctionnement des organismes régionaux prévus.

Il décide d'apporter sa contribution à toute mesure relative à l'assainissement des pratiques électorales, étant observé que toute révision des listes ne saurait porter atteinte au droit de quiconque qui remplit les conditions et, en particulier, de ceux des Corses résidant à l'extérieur, qui doivent participer pleinement à la vie politique de l'île et à son devenir ; il demande qu'il soit mis un terme à l'inadmissible campagne calomnieuse qui vise les élus ; souhaite qu'un meilleur climat s'établisse entre les formations de la gauche appelées à s'unir au service de la Corse ; s'oppose à toute modification des actuelles structures départementales ; repousse de la façon la plus catégorique tout mode et tout cadre de scrutin qui ne seraient pas identiques à ceux retenus pour les autres régions de France, sous peine de rompre les principes d'égalité entre les citoyens. Il ne saurait y avoir en la matière ni différence ni spécificité, le droit commun étant seul applicable. »

FAITS ET PROJETS

ARCACHON DÉFEND SES HUITRES.

Des ostréiculteurs du bassin d'Arcachon, en Gironde, ont organisé le 30 août une manifestation pour exiger l'application des mesures de surveillance des parcs à huitres.

Venues de tous les ports ostréicoles du bassin, une cinquantaine de pinasses ont barré durant plusieurs heures tous les chenaux donnant accès à l'île aux Oiseaux, empêchant les plaisanciers d'y aborder. Cette île, qui pendant la saison estivale est un but de promenade pour les touristes et les plaisanciers, est située au cœur de la zone ostréicole la plus active du bassin d'Arcachon.

Les professionnels se plaignent du comportement des estivants qui, selon eux, « *ne respectent pas les limites des parcs et qui, pour certains, les pillent en ramassant les mollusques sans autorisation* ».

LE LIMOUSIN ET SON URANIUM.

Dans la commune de Compreignac, en Haute-Vienne, près du village de Venachat, les travaux d'infrastructure ont commencé pour l'exploitation d'une nouvelle mine d'uranium. Le terrain, d'une superficie de soixante hectares (landes et taillis) recèle cinq cent dix tonnes d'uranium métal, soit l'équivalent énergétique de cinq millions cent mille tonnes de pétrole. Pour les techniciens de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), qui extrait et exploite l'uranium limousin, il s'agit là d'une estimation minimum.

Du bassin uranifère limousin, la COGEMA a extrait en 1980, 1 313 tonnes d'uranium métal, soit largement la moitié de la production française. D'autres mines pourraient être ouvertes dans la région. — *(Corresp.)*

VILLES NOUVELLES

L'ISLE-D'ABEAU : sûrement et sagement

De notre correspondant régional

Lyon. — L'Isle-d'Abeau grandit... sagement. *Dans un marché immobilier* incertain, voire morose en raison notamment du coût de plus en plus élevé du crédit, la ville nouvelle du bas Dauphiné — à une vingtaine de kilomètres à l'est de *l'agglomération lyonnaise* — poursuit sa progression. Les querelles d'amour-propre de voisinage s'estompent : le développement de L'Isle-d'Abeau est bien parallèle à celui de Lyon. Dans ce cas, la complémentarité n'est pas une formule creuse. Pour cette ville nouvelle, l'équilibre habitat-emploi est satisfaisant. Les difficultés politiques pourraient s'estomper depuis que le gouvernement et la majorité des élus des communes concernées sont en harmonie. Pourtant, les querelles d'intérêts locaux ne sont pas toutes abandonnées et l'avenir de L'Isle-d'Abeau, comme celui de ses huit sœurs françaises, reste lié au contexte national.

« D'abord c'est l'Isère... »

« D'abord, c'est l'Isère, et pour un Lyonnais arborer un 38 sur sa plaque d'immatriculation, c'est déchoir un peu. En plus, l'autoroute est payante entre Lyon et Bourgoin (7 F aller simple sans abonnement), c'est tout de même dissuasif... »

Mme Michèle Normand, agent immobilier à Lyon, rappelle les deux *principaux handicaps de la ville nouvelle* de L'Isle-d'Abeau. Ville, le terme est, en l'occurrence impropre, puisqu'on sait que l'originalité de ce projet tient essentiellement à son éclatement, à son intégration dans un site naturel pour avoir de la verdure, des bois et même des plans d'eau. La « ville à la campagne » est dauphinoise et ne sera donc jamais tout à fait la petite sœur de Lyon, tant les particularismes locaux semblent avoir la vie dure. La réponse de ce handicap psychologique est à chercher dans une évolution à long terme des mentalités, et surtout dans l'apport de nouveaux habitants. L'Isle-d'Abeau, plus que d'autres sites, accueille les Rhône-Alpins de fraîche date.

Quant au deuxième handicap, celui de la desserte autoroutière payante, son dépassement relève de l'application d'une nouvelle politique tarifaire (la gratuité pour les zones péri-urbaines) compliquée par la situation juridique de l'autoroute A-43 concédée au secteur privé.

« Dans l'esprit, la loi Bosher, portant création de villes nouvelles, était bonne. Après dix ans de pratique, on peut dire qu'elle a bien fonctionné » M. Pierre Oudot, maire *socialiste* de Bourgoin-Jallieu, suppléant du président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, n'est pas favorable à une modification radicale du cadre juridique des villes nouvelles. *« Je suis contre l'élection de délégués du SCANIDA — syndicat* des communes concernées — *au suffrage universel direct. De plus, je suis anxieux à l'idée de voir s'instaurer un contrôle financier* a posteriori, *car l'État ne peut pas se désintéresser des capitaux qu'il investit dans de telles opérations.* » Ces propos tranchent, on le voit, avec certaines opinions ultra-décentralisatrices émises dans certains milieux du parti socialiste. M. Oudot ne s'émeut pas de ces contradictions : *« Après tout, la vraie décentralisation, c'est d'écouter ceux qui vivent sur le terrain les expériences. »*

La « jalousie lyonnaise »

La « jalousie » lyonnaise ? *« Aujourd'hui,* constate M. Oudot, *elle se porte plutôt sur les implantations industrielles — que l'on se dispute dans une période de rareté — que sur le logement.* » Il est vrai que les prix des logements, collectifs ou individuels, sont à peu près équivalents aux tarifs appliqués dans la banlieue lyonnaise. Même si l'indication de prix au mètre carré des terrains constructibles est sujette à caution parce que l'on vend plus en s'appuyant sur la notion de lot que sur celle de superficie brute, ces chiffres prouvent que les prix ont été tenus dans des limites raisonnables. « *Pour les mêmes prix*, estime M. Jean-Paul Paulique, dernier directeur de l'EPIDA (Etablissement public de l'Isle-d'Abeau), *nous offrons un plus d'urbanisme.* » Pourtant, même si les opérations de lotissement « terrain seul » tendent à s'accélérer car la clientèle souhaite majoritairement *des maisons individualisées*, « *le marché foncier*, estime-t-il, *est encore trop petit pour être entraînant à la baisse* ». Moralité que l'on souhaite provisoire : la spéculation foncière a encore de beaux jours *devant elle*.

C'est au sein d'une structure volontariste de la région urbaine de Lyon (RUL) que les atouts de L'Isle-d'Abeau semblent le mieux perçus. Au cours de réunions périodiques, les vingt maires des plus grosses communes de la région ont constaté le succès global de l'opération, qui, selon les critères et les années, représente de 10 à 15 % du marché immobilier et industriel régional. Selon un rapport établi par l'EPIDA, qui a un nouveau patron en la personne de M. Jean Graujeman, ancien directeur de l'exploitation du Port autonome de Marseille, le mouvement favorable à l'essor de L'Isle-d'Abeau pourrait s'amplifier sous l'effet conjugué de quatre causes.

Au premier rang, le problème énergétique : la ville nouvelle est dotée de services qui la rendent autonome et lui assurent dans ce domaine l'avantage sur les grandes banlieues « énergisées et mal équipables ». La pénurie de l'offre de terrains à bâtir, ainsi que les prix pratiqués en région lyonnaise rendent difficile le montage des opérations aidées. C'est la deuxième chance de la ville nouvelle, où le foncier est maîtrisé. La relance nécessaire de la construction (les besoins sont estimés de dix mille à douze mille logements par an, alors que le rythme n'est que de sept à huit mises en chantier annuelles), le maintien d'une forte demande, représentent le troisième atout qui se *conjugue* avec une dernière donnée conjoncturelle sur laquelle on fonde, à L'Isle-d'Abeau, beaucoup d'espoir : *« Les nouvelles orientations gouvernementales semblent devoir aller dans le sens d'une relance de la construction, notamment sociale, et d'une maîtrise publique plus grande des opérations foncières et immobilières. »*

Les arbres-symboles accolés graphiquement aux dépliants informatifs publicitaires de L'Isle-d'Abeau ont décidément envie de croître.

CLAUDE RÉGENT.

VILLENEUVE-D'ASCQ : continuer avec la volonté d'en finir

De notre correspondant

Lille. — M. Gérard Caudron, maire socialiste de Villeneuve-d'Ascq, ville nouvelle dans la banlieue lilloise, est préoccupé. « *La plupart des responsables des villes nouvelles posent aujourd'hui à l'Etat cette question : sur quels moyens peut-on espérer compter pour atteindre nos objectifs initiaux ? Il est quelques villes comme la mienne qui souhaitent en finir au plus vite et avoir les moyens financiers et juridiques de cette « conclusion.* »

En effet à Villeneuve-d'Ascq, on a envisagé l'achèvement de la ville nouvelle pour l'année 1984. A l'origine on avait prévu des installations pour cent vingt mille habitants entre Lille et Roubaix, mais on n'ira pas au-delà de soixante-quinze mille habitants. Ce désir de limiter géographiquement et quantitativement les constructions s'est traduit, après de nombreuses démarches, en une convention tripartite signée par l'Etat, la commune de Villeneuve-d'Ascq, la communauté urbaine de Lille, en 1978, puis par un plan de finition étalé de 1981 à 1984 qui a été approuvé par la communauté urbaine et la commune *en juin 1980. Pour le* maire de Villeneuve, cette solution, dont les différents aspects feront nécessairement jurisprudence, pose plusieurs questions.

Faire revenir les agriculteurs

Sur le plan financier la finition doit s'accompagner d'un équilibre recettes-dépenses de fonctionnement à l'échéance et des moyens d'équilibre d'Etat jusqu'à cette échéance. A Villeneuve-d'Ascq, grâce à des réductions de programme et à une politique prudente, on pense y parvenir.

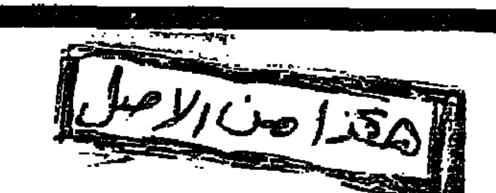
Une continuité urbaine doit exister qui implique le refus de toutes nouvelles installations éparpillées au profit des éléments de liaison. Ce sera un problème délicat à résoudre.

Sur le plan foncier, que faire des terres expropriées pour la ville nouvelle, non bâties aujourd'hui, comment faire revenir les agriculteurs et surtout faire d'une agriculture péri-urbaine, un élément et un objectif à part entière, alors que, depuis cinquante ans, l'agriculture est considérée partout comme un résidu de l'urbanisation ? C'est là un des objectifs fondamentaux de la municipalité de Villeneuve.

Enfin le bilan de la répartition de l'actif et du passif entre l'Etat et les différentes collectivités ne sera pas l'un des plus minces problèmes. A trois ans de l'échéance pour Villeneuve, il a été à peine effleuré.

M. Caudron affirme : « *On voit que si continuer les villes nouvelles pose de multiples difficultés, vouloir leur finition ne les fait pas disparaitre pour autant. Les villes nouvelles françaises concernent aujourd'hui directement ou indirectement près d'un million d'habitants. Elles sont à des niveaux de développement et dans des situations très différents les unes des autres. Fondées au départ sur un souci louable de planification, elles ont montré très vite les limites de la technocratie, même de haut niveau. Pour autant leurs bilans et leurs réalités en font une carte non négligeable d'aménagement du territoire. Il serait nécessaire avant tout de faire le bilan quantitatif, qualitatif et humain de chaque ville nouvelle, consulter dans chacun de leur périmètre l'ensemble de leurs élus et dresser les perspectives d'une décision de poursuite, d'arrêt ou de freinage de chacune d'entre elles. La ville de Villeneuve-d'Ascq, qui est passée en dix ans de vingt-cinq mille à soixante-cinq mille habitants, qui a signé des contrats de développement et de finition et qui aura un patrimoine rural public de quelques centaines d'hectares en 1984, pose et résout des problèmes que d'autres rencontrent. Il lui appartient sans doute de l'expliquer aujourd'hui à tous ceux qui se sentent concernés de près ou de loin par ce dossier...* »

GEORGES SUEUR.



Le Monde

économie

Libres opinions

Pour une augmentation forfaitaire des fonctionnaires

par JEAN-PIERRE DELHOMENIE (*)

DEPUIS son installation, le gouvernement Mauroy a pris un certain nombre de décisions concernant la fonction publique. *Il s'agit, pour l'essentiel, de directives revenant sur les pratiques restrictives instaurées par les gouvernements Chirac et Barre en ce qui concerne les organismes paritaires, le droit syndical, les non-titulaires. Par ailleurs, le collectif budgétaire que vient de voter le Parlement va permettre de recruter trente-sept mille agents publics supplémentaires.*

Toutes ces mesures sont positives et devaient être prises rapidement. Mais les fonctionnares attendent autre chose du gouvernement.

***

Le contentieux est lourd tant les précédents gouvernements se sont servis de la fonction publique comme modèle de leur politique d'austérité. Cet article ne suffirait pas à énumérer les sujets à propos desquels une politique nouvelle doit être imaginée et mise en œuvre.

La C.F.D.T. veut mettre plus particulièrement l'accent sur quatre sujets où nous souhaitons voir le *gouvernement concrétiser les* promesses du président de la République et impulser une politique résolument sociale. C'est en tout cas ce sur quoi nous insisterons *le 3* septembre, date d'ouverture des négociations de la fonction publique.

● *Le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'est dégradé depuis* de nombreuses années. Cet état de fait, que personne ne nie, pénalise encore plus les bas salaires. Il faut donc imaginer une politique salariale résolument nouvelle. La C.F.D.T. réclame des mesures permettant d'améliorer de façon très substantielle les bas salaires et de diminuer l'écart hiérarchique des revenus, primes comprises, qu'elle propose de ramener de 1 à 6. Pour ce faire, il n'est plus possible d'accepter la répercussion intégrale de l'inflation, en pourcentage d'augmentation sur l'ensemble des rémunérations *des agents de service aux emplois de hauts fonctionnaires.* Disons-le franchement, les bas salaires doivent bénéficier d'une augmentation bien supérieure à celle des prix. La dérive des prix ne doit pas être répercutée intégralement à tous les niveaux sauf *à vouloir accorder aux plus hauts salaires une plus-value sur le* superflu. Telle est la philosophie *des propositions* que nous ferons au ministre.

● Avant les vacances, le secrétaire général de la C.F.D.T disait que, en matière de réduction du temps de travail, les services publics devaient donner l'exemple et aboutir plus rapidement aux *trente-cinq heures maximales. Cette affirmation reste toujours vraie.* Cette revendication doit être satisfaite, dans tous les services, pour le 1er janvier 1984. Liée à des créations d'emplois, elle permettra d'améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et la qualité du service rendu aux usagers.

● Un gouvernement de gauche doit aussi accorder aux *employés de l'Etat des droits nouveaux leur permettant de mieux* maîtriser *et agir notamment sur leurs conditions de travail.* Nous voulons parler de la réunion d'information sur le temps de travail, de la reconnaissance de l'obligation de négocier à tous les niveaux *des ministères et des administrations, et de ne plus faire dépendre* la moindre décision des bureaux parisiens.

● *Une* véritable *mixité des emplois, des carrières, n'existe pas* dans la fonction publique, contrairement à une légende qui a la vie dure. Le gouvernement va proposer au Parlement un projet de loi supprimant les discriminations sexistes autorisées actuellement *par l'article 7 du statut général de la fonction publique.* C'est nécessaire mais insuffisant. Il convient de prendre des mesures dans divers domaines (maternité, promotion, formation professionnelle, etc.) pour aboutir à une véritable mixité dans la fonction *publique et rectifier les effets de la législation actuelle. Les expériences* menées à l'étranger, en particulier en Suède, montrent bien que, lorsqu'une telle politique existe, les progrès sont considérables. La C.F.D.T., qui a fait de ce sujet une de ses revendications prioritaires, *attend du gouvernement des actes importants. Dans ce* domaine, comme dans beaucoup d'autres, l'Etat doit montrer l'exemple.

***

Mais cette volonté de la C.F.D.T. de voir aboutir ces revendications ne saurait lui faire oublier qu'elle entend aussi, de ces négociations, voir s'instaurer d'autres relations entre l'Etat et les *organisations syndicales. Nous souhaitons à ce propos* que le ministre ne pèche ni par insuffisance, ni par excès.

Avant le 10 mai, la concertation dans la fonction publique était réduite à sa plus simple expression. Mis à part le cérémonial de la négociation salariale annuelle, mais qui était tout sauf une véritable négociation, le moins que l'on puisse dire, c'est que les gouvernements n'avaient pas une conception du dialogue très soutenue.

M. Le Pors a, dès son installation, reçu les organisations syndicales *qui ont pu lui brosser un état de la fonction publique et de leurs revendications.* Mais, depuis cette date, le gouvernement a gouverné par circulaires sans aucune consultation préalable. Certes, nous l'avons dit plus haut, les mesures prises répondent globalement à nos désirs, mais nous entendons à l'avenir que le *ministre et ses collaborateurs aient plus le souci de dialogue permanent* avec les organisations syndicales. Les difficultés rencontrées lors de la discussion sur la première partie de la loi sur la décentralisation ne doivent pas se reproduire. *La rencontre du 3 septembre* doit nous *permettre d'établir* clairement la « règle du jeu ».

Mais si la C.F.D.T. désire que de véritables consultations puissent s'instaurer afin de fixer, au niveau de la fonction publique et pour tous les sujets, le minimum s'appliquant à tous, elle entend aussi que puissent se *développer dans chaque ministère, dans* chaque administration, de véritables négociations.

L'on ne saurait tout photographier, tout prévoir, tout légiférer, depuis le ministère, rue de Babylone. Les ministres, les responsables de nos administrations, doivent pouvoir ensuite, après dialogue avec *les organisations syndicales, adapter ce minimum à la réalité* de leurs services, voire le dépasser lorsque cela est possible.

***

Les travailleurs et travailleuses de la fonction publique attendent maintenant que le changement se concrétise aussi au niveau de leurs rémunérations, de leurs conditions de travail.

La C.F.D.T. attend du nouveau pouvoir une vaste et réelle négociation, sans précipitation excessive, débouchant *sur des avancées essentielles. Pour sa part,* elle y *contribuera* sans esprit de surenchère, mais aussi sans complaisance.

(*) Secrétaire général de l'U.F.F.A.-C.F.D.T.

SOCIAL

LE SORT DE LA SOCIÉTÉ HÉLIOGRAVURE CHÊNE-CAZÈLES

Les ouvriers et la C.G.T. cherchent un patron

Le 16 juillet 1980, la C.G.T. déménageait de façon spectaculaire « *au grand jour et sous sa protection* » plusieurs machines de l'entreprise d'héliogravure Chêne-Cazèles (*gravure et confection de cylindres*, dans le secteur de l'emballage), qui était frappée *d'expropriation* au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), pour les transporter chez Victor-Michel, *une imprimerie d'Arcueil, la ville* voisine, qui avait cessé son activité. Dans les semaines qui suivirent, *c'est toute l'usine qui était* transplantée. Depuis un an, les travailleurs de Chêne-Cazèles *mènent là une expérience* originale, alors que l'ancienne direction a « *mis la clé sous la porte* ». *Les ouvriers ont créé une société* anonyme qui loue le matériel déménagé au syndic selon un *pourcentage sur* le chiffre d'affaires. « *Nous ne faisons pas d'exploitation sauvage* », proclament les intéressés.

Image de marque

Mais cette solution ne peut être *que provisoire. Le* manque de fonds interdit tout investissement et, de plus, le bail signé avec le *syndic de Victor-Michel* ne permet le maintien de l'activité dans les locaux que pour un an encore. C'est pourquoi les ouvriers sont à la recherche d'un industriel. Toute proposition doit tenir compte qu'il faut « *graver chez Chêne et produire sur les rotos de Victor-Michel* ». Tout le reste relève, pour la C.G.T., des « *fausses solutions* ». Les deux entreprises, malgré le sommeil persistant de Victor-Michel forment aujourd'hui *une même unité.*

Chêne-Cazèles s'est efforcé de se refaire une image de marque. *En novembre 1980, au moment du* transfert total du Kremlin-Bicêtre à Arcueil, il restait vingt-sept *clients, avec un volume de* 265 cylindres fabriqués. En juin 1981, on comptait soixante clients avec un *volume de 500 cylindres.* Certains travaux ont été rapatriés de l'étranger mais, mieux encore, *l'entreprise se trouve être* exportatrice en travaillant pour des clients étrangers. Sur les quatre-*vingt-dix employés, soixante* et un ont tenté l'aventure.

La situation de Victor-Michel, qui comptait jusqu'à six cents employés (quatre cents au moment du dépôt de bilan), est délicate. Le groupe, spécialisé dans les périodiques et catalogues à fort tirage, mis en liquidation en décembre 1978, n'a plus d'activité, mais conserve un potentiel non négligeable avec une rotative Cerutti en bon état, achetée plus de 15 millions de francs en 1974, et installée à Lieusaint. Il existerait, selon la C.G.T., de « *belles perspectives* » du côté des documents et périodiques des entreprises publiques et nationalisées, notamment Air-France.

Aujourd'hui, les intéressés envisagent l'installation, sur un terrain mis à la disposition de l'industriel par la municipalité d'Arcueil, d'une unité graphique employant au moins cent vingt salariés. La Cerutti resterait à Lieusaint, où cent emplois seraient créés.

Une récente visite au ministère de l'industrie a relancé l'espoir *d'une solution* prochaine puisqu'un de ses représentants se rendra bientôt sur place, en com*pagnie d'un expert.*

Avec cette expérience, la C.G.T entend démontrer que l'industrie *graphique peut vivre et se développer* en France elle entend en faire aussi un symbole de son refus *de la désindustrialisation* de la région parisienne, et particulièrement du Val-de-Marne.

FRANCIS GOUGE.

● *Le conseil interministériel* qui devait se tenir mercredi 2 sep*tembre au soir sur le financement* de l'UNEDIC est annulé. Annoncé par Matignon, vendredi 28 août, *à l'issue d'un conseil* interministériel où aucune décision n'avait pu être prise (*le Monde* daté 30-31 août), cette nouvelle réunion a été supprimée, les difficiles décisions à prendre devant être examinées le même jour, mais en conseil des ministres.

● *Textile : la direction des établissements Lecks*, à Mulhouse, a annoncé son intention de licencier près de vingt-deux personnes sur les cinquante-cinq salariés actuels. La C.G.T s'oppose à ces nouveaux licenciements, l'entre*prise ayant déjà réduit ses effectifs* (deux cents environ il y a deux ans).

● *Haute-Marne : projet de redémarrage d'une entreprise par les salariés.* — Les cent dix-huit salariés de l'entreprise Thèvenard-Patusset (meubles de jardin) de La Ferté-sur-Aube (Haute-Marne), qui a déposé son bilan à la fin juillet, veulent procéder au redémarrage de leur usine sous forme de coopérative ouvrière, avec l'appui de la C G T. Ils veulent fabriquer des échantillons qu'ils exposeront au Salon du meuble de jardin, du 5 au *8 septembre* à Paris. *Le syndic* serait prêt à autoriser cette initiative, précise-t-on de bonne source.

APRÈS LE SUICIDE D'UN CHOMEUR

La C.G.T. réclame des sanctions contre la direction d'une entreprise

De notre correspondant

Dijon. — Trois semaines après le suicide d'un jeune chômeur de vingt-quatre ans, M. Michel Ledreuil, qui, dans la nuit du 4 août dernier, s'est tiré un coup de fusil de chasse après avoir appris le non-renouvellement de son contrat de travail à durée déterminée par la Société nationale des poudres et explosifs de Vonges, près de Pontailler-sur-Saône (Côte-d'Or), le syndicat C.G.T. de la poudrerie de Vonges et celui des travailleurs de l'Etat ont relancé la polémique en demandant que des sanctions soient prises contre la direction.

Le syndicat tire son argumentation d'une *récente décision de* M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui avait assuré, le *28 juillet dernier, à l'issue d'une* réunion d'une commission paritaire, « *la stabilité de l'emploi à tous les personnels civils des établissements dépendant du ministère de la défense* ». A l'oc*casion de cette réunion, le* ministre se serait engagé, selon la C.G.T., à ce qu'aucun licencie*ment ne soit prononcé.*

Pour M. Henri Berry, secrétaire général de la fédération C.G.T. des travailleurs de l'Etat, « *la direction de Vonges n'avait pas à licencier ; avant le 10 mai, lorsqu'une direction recevait un télex du ministre, elle l'exécutait immédiatement et en rajoutait même dans le sens négatif. La nouvelle situation politique en France s'impose à tous, que ça plaise ou non* », estime-t-il. Il demande que « *des sanctions soient prises contre le directoire de la SNPE et contre le directeur de la poudrerie de Vonges* ».

Pour le secrétaire du syndicat C.G.T. de la poudrerie de Vonges, M. Regotte, « *ce drame était prévisible. Ce jeune de vingt-quatre ans, qui a mis fin à ses jours, comptait sur son embauche après dix-neuf mois de présence à l'usine. Il n'a pas supporté l'idée de se retrouver au chômage.* »

A la poudrerie de Vonges en l'absence du directeur, on fait remarquer qu'il est inexact de parler de licenciement. Il s'agit d'une rupture de contrat de travail à durée déterminée « *Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous demandons à des ouvriers de partir lorsqu'il n'y a plus de travail pour eux. Nous estimons avoir agi honnêtement et respecté la procédure en vigueur. Certes, on peut considérer que cette rupture de contrat de travail a été la goutte d'eau pour ce jeune homme. Mais nous ne pensons pas que ce fut la cause prépondérante.* »

M. Michel Lebreuil avait été en effet très affecté lors du décès de sa mère l'an dernier et avait *subi récemment un revers sentimental* qui, selon ses proches, l'avait très profondément ébranlé.

ROBERT CERLES.

ÉNERGIE

Le retraitement des combustibles irradiés doit être déconnecté du débat énergétique

affirme M. Edmond Maire

Une quarantaine de manifestants antinucléaires continuait le 1er septembre l'occupation, entamée la veille, des deux portiques roulants de déchargement du terminal ferroviaire de la Saline, à Equeurdreville, près de Cherbourg. Le terminal est le lieu *où arrivent les combustibles irradiés* à destination de La Hague. Ces manifestants espèrent obtenir — alors que M. Hernu, ministre de la défense, préside à la mise à flot à Cherbourg du deuxième sous-marin d'attaque nucléaire, le « Saphir » — un nouvel entretien avec le premier ministre sur le retraitement des combustibles irradiés. Ce vieux dossier a fait l'objet, le 31 août, d'une lettre de M. Maire à M. Mauroy.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., réclame au premier ministre, M. Pierre Mauroy, « *que les choix concernant La Hague — extension ou non — et la politique de gestion des combustibles irradiés — retraitement ou non — soient déconnectés du débat parlementaire d'automne* ».

« *Nous avons à maintes occasions*, écrit M. Maire, *souligné combien les problèmes du retraitement sont complexes. Si l'on veut trouver des solutions correctes, le temps nécessaire doit être pris, préalablement à toute décision, pour effectuer le bilan de l'expérience et mener les recherches indispensables.* »

M. Maire précise encore les conditions de composition de la commission d'enquête dont le principe a déjà été retenu.

« *Pour que ce travail s'effectue dans les meilleures conditions, donne à toutes les parties concernées des garanties de sérieux et aboutisse à son terme à des choix éclairés et positifs*, ajoute le secrétaire général de la C.F.D.T., *il doit s'accompagner d'un gel des décisions gouvernementales concernant notamment la construction de UP 3 (1), tandis que les décrets du 12 mai doivent être abrogés.* »

« *Quant aux contrats de retraitement avec l'étranger*, conclut M. Maire, *contrats liant des sociétés étrangères à une société française de droit privé, la COGEMA, ils comportent à notre connaissance une clause qui permet au gouvernement de les résilier par décrets. Notre organisation souhaite d'ailleurs pouvoir discuter avec les services compétents pour envisager des solutions qui pourraient être trouvées à ce problème.* »

(1) *Nouvelle usine de retraitement* d'une capacité de 800 tonnes.

AFFAIRES

LE MEUBLE FRANCAIS VEUT RECONQUÉRIR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

Reconquête du marché inté*rieur, innovation et créativité,* soutien à l'exportation . telles sont les grands axes d'un plan d'expansion de l'industrie du meuble que les professionnels ont présenté lundi 31 août au ministre de l'industrie qui l'a accepté.

Le premier point, reconquête du marché intérieur, suppose qu'un accord entre distributeurs et fabricants soit passé et que *les* usines *françaises* sachent s'adapter aux besoins de la distribution. Pour ce faire, la taxe *parafiscale perçue sur les ventes* de meubles sera portée pendant un an, de 0,3 % à 0,6 %, avant d'être *réduite progressivement. Le produit* de cette majoration, environ 45 millions de francs, devrait *servir en priorité à la réalisation* d'investissements dans les secteurs de l'ameublement les plus défi*citaires : sièges en cuir, meubles* en kit.

● *M. Philippe Esper* quitte le ministère de l'industrie où il *occupait les fonctions de délégué* à l'action extérieure Il est détaché, en accord avec le ministre de *l'industrie.* M Dreyfus, auprès de la régie Renault pour y devenir directeur des marchés publics et *des affaires militaires* Il sera également nommé membre du conseil de direction de R.V.I. (*Renault-Véhicules industriels*).

PUBLICATION JUDICIAIRE

M. Gaston DEFERRE porte à la *connaissance des lecteurs du journal* le dispositif d'un jugement rendu le *6 novembre 1979* par le tribunal de grande instance de Paris

« Le Tribunal déclare Jean BOIZEAU, directeur de publication, coupable du délit d'injure publique *envers un particulier pour avoir* traité Gaston Deferre de « Duce des Bouches-du-Rhône », délit prévu et puni par les articles 29 alinéa 2, 33 alinéa 2 de la loi du 29 juillet 1881 »

M. Jean Boizeau a été condamné à 500 F d'amende, et à 1 F. à titre de *dommages et intérêts* au profit de M Defferre, et a déclaré la Société d'Editions Parisiennes civilement responsable de son préposé

Me J.-L. HAUGUEL,
huissier de justice - Paris.

ÉTRANGER

EN ARGENTINE

L'optimisme du ministre de l'économie apparaît peu convaincant

Buenos-Aires — On attendait beaucoup du discours prononcé récemment par M. Lorenzo Sigaut, ministre argentin de l'économie, du budget et des finances. Ce dernier avait, en effet, fait savoir qu'il ne se contenterait pas de dresser un bilan des cent quarante premiers jours de sa gestion mais qu'il définirait le programme économique du gouvernement du général Viola jusqu'en 1984. Malheureusement, malgré une évidente bonne volonté et une allocution radiotélévisée de plus d'une heure, il y a tout lieu de penser que le successeur de M. Martinez de Hoz n'a pas réussi à redonner confiance aux Argentins.

Correspondance

M. Lorenzo Sigaut envisage pourtant l'avenir avec optimisme. Le PIB devrait, selon lui, croître à un rythme annuel de 6 %, à partir de l'année prochaine. L'équilibre budgétaire serait réalisé en 1983. L'inflation pourrait être maîtrisée grâce *à la réduction des dépenses publiques* et à une politique monétaire stricte. L'excédent commercial atteindrait 2,5 milliards de dollars en 1984 et le solde de la balance des paiements courants serait « *légèrement positif* » la même année. L'Argentine *rétablirait* progressivement une relation satisfaisante entre les services de sa dette extérieure et le niveau de ses exportations, d'une part, entre ses réserves et le niveau de ses importations d'autre part. Quant aux salaires, « *ils augmenteraient en termes réels entre 1982 et 1984 à un rythme supérieur à la croissance économique* ». Enfin, le taux de chômage *pendant cette* période serait inférieur à 4 % de la population active, grâce surtout à la « *faible croissance démographique de la population et de la main-d'œuvre* ».

Aucune grande stratégie

Un tel optimisme ne manque pas d'étonner, surtout si l'on considère la situation actuelle de l'économie argentine. La récession n'a cessé de se *creuser depuis le deuxième* trimestre et, selon les propres affirmations du ministre, le PIB devrait *diminuer* de 2 % en 1981. Le chômage progresse rapidement et frappe plus de deux cent mille personnes dans la seule région de Buenos-Aires. Le déficit des finances publiques dépassera 5 % du PIB à la fin de l'année. Les prix de détail, de leur côté, augmentent depuis avril à un rythme annuel de 174 %. Seuls les résultats du commerce *extérieur sont encourageants*, ce qui devrait permettre de ramener le déficit de la balance des paiements courants à 2,6 milliards de dollars à la fin de 1981.

Les responsables de la politique économique auraient-ils donc l'intention de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse permettant à la fois de relancer massivement la *production tout en s'attaquant résolument* aux causes de l'inflation ? Il n'en est rien. La contradiction est évidente entre l'optimisme affiché par le ministre et la timidité des mesures prévues dans ces deux domaines. Certes, le gouvernement s'est engagé à consolider une grande partie des dettes considérables accumulées par les entreprises. Cependant, aucune relance n'est prévue à travers une augmentation des salaires ou une réduction du coût du crédit, bien *que le niveau actuel des taux d'intérêt* (11 % par mois) *paralyse* les ventes dans des secteurs-clefs comme l'automobile et le bâtiment. La reprise devra s'effectuer naturellement par le double jeu de l'élargissement du marché intérieur à la suite de la réduction des importations et du redémarrage des exportations — surtout agricoles — *stimulées par les récentes dévaluations massives*.

En matière de lutte contre la hausse des prix, le ministre a bien annoncé son intention de contrôler l'évolution de la masse monétaire, mais n'a rien apporté de vraiment nouveau en ce qui concerne le ralentissement des dépenses de l'Etat qui constituent la principale *source d'inflation. M. Martinez de* Hoz, bien que disposant de pouvoirs infiniment plus étendus que son successeur, avait échoué dans son programme d'austérité et de réduction du *secteur* public, en grande partie en raison de l'opposition des militaires. Il est peu probable que M. Lorenzo Sigaut, dont les prérogatives sont limitées, et qui, en outre, *appartient à un gouvernement fragile*, obtienne de meilleurs résultats.

Ce que n'a pas dit le ministre de l'économie, c'est qu'il ne pouvait pas faire plus pour relancer l'activité économique, en raison des contraintes financières extérieures qui pèsent sur l'Argentine. La dette extérieure, publique et privée, s'élève à l'heure actuelle à environ 30 milliards de dollars, et *la moitié* vient à échéance cette année. Les deux tiers de cette dette sont constitués *d'emprunts contractés auprès de* banques internationales. Il est évident que les autorités argentines veulent éviter d'avoir à recourir au F.M.I. et cherchent à obtenir de leurs créanciers des conditions de refinancement, qui ne soient pas trop onéreuses. Cela explique que l'objectif prioritaire de la politique économique soit l'accroissement du *stock de devises, actuellement* d'environ 5 milliards de dollars, grâce à l'augmentation des exportations de céréales et de viande.

Le catalogue de trente objectifs présenté, le 19 août, par M. Lorenzo Sigaut, permet de tirer un certain nombre de conclusions en ce qui concerne la doctrine économique qui inspire l'équipe du général Viola.

Il est clair que l'Argentine a renoncé — contrairement à l'Uru*guay et au Chili, ces derniers en* proie à des difficultés croissantes — au monétarisme à outrance. En vérité, même M. Martinez de Hoz n'avait appliqué qu'en partie les thèses de l'école de Chicago. Le taux de change accompagne désor*mais à peu près la hausse* des coûts intérieurs, ce qui freine automatiquement les importations. Toutefois, *M. Lorenzo Sigaut reste fidèle au* principe d'ouverture de l'économie et au financement prioritaire de la croissance par l'épargne privée nationale et internationale.

Si le retour au protectionnisme semble pour l'instant écarté, le débat n'est pourtant pas clos. Les dissensions existant au sein de l'équipe économique — on parle *beaucoup de la démission du ministre* de l'industrie et des mines, Eduardo Oxenford, *défenseur* de l'industrie nationale — risquent de s'aggraver lorsqu'il s'agira de définir la politique en matière de droits de douane.

JACQUES DESPRÉS.

MONNAIES

REMONTÉE DU DOLLAR

Sous l'influence d'une tension des taux d'intérêt de l'eurodollar, la devise américaine a sensiblement progressé ce mardi matin, regagnant et au-delà le terrain perdu la veille. En fin de matinée, elle était cotée à Paris 5,8850 F contre 5,8250 lundi ; à Francfort, 2,46 DM (contre 2,4290). Le cours de la monnaie allemande *en France ne variait guère* : il s'établissait autour de 2,3930 F pour un DM. A Paris, le taux d'intérêt au jour le jour restait inchangé à 17 3/8. On notait que la veille la Banque de France avait abaissé de 17 1/8 à 17 % son taux d'intervention sur appel d'offres à l'occasion de l'achat de 4 milliards de francs de titres de première catégorie offerts par les banques de la place.

La remontée des taux sur l'eurodollar semble confirmer le scepticisme avec lequel Wall Street avait accueilli la décision prise, lundi, par deux *banques importantes*, la Chase Manhattan Bank et la First National Bank de Chicago, de ramener leur taux de base (prime rate) de 20,50 % à 20 %. *La Bourse de New-York* avait été déçue de voir que cette décision n'était pas suivie par les autres établissements (à l'exception d'une banque de Los Angeles).

AGRICULTURE

La table ronde sur le prix du lait

CE QUE LA C.F.D.T. AURAIT AIMÉ DIRE...

Ils sont cinq cent vingt mille éleveurs laitiers, gros ou petits, à avoir espéré une augmentation immédiate de leur « paie » mensuelle de 12,67 % au 1er avril, après la fixation de la grille des *prix agricoles* dans la Communauté. Mais cette hausse n'était qu'indicative, subordonnée à celle des prix d'intervention de la pou*dre et du beurre, au montant* des restitutions aux exportations, aux prix, enfin que les entreprises de transformation pouvaient obtenir des distributeurs. Habituellement des négociations interprofessionnelles entre producteurs et transformateurs permettaient de fixer un prix régional du lait, incluant peu ou prou la notion de prix indicatif fixé à Bruxelles. Cette année, ces négociations ont été un échec et les producteurs n'ont vu leur « *salaire* » augmenter que de 8,5 % à 11 % selon les régions.

En organisant ce mardi 1er septembre une table ronde sur le prix et le paiement du lait, les ministères de l'économie et des finances et de l'agriculture entendent dans un premier temps demander aux professionnels de faire le ménage eux-mêmes, quitte ensuite à proposer, voire imposer, des solutions si l'entreprise n'aboutissait pas. La différence avec le gouvernement précédent, qui avait entrepris une démarche similaire, tient au fait que le ministère de l'économie compte *tenir toute sa place dans le débat*, alors que du temps de M. Debatisse, alors secrétaire d'Etat aux industries agricole et alimentaire, la Rue de Rivoli ne s'était guère engagée.

Mais une question se pose : *quels sont les professionnels* invités ? Pour les représentants de la grande distribution comme pour les transformateurs, représentés par *la* Fédération des coopératives et celle des industriels, pas de problème. Pour les producteurs, seule l'association spécialisée (Fédération nationale des producteurs de lait) de la F.N.S.E.A. (1) sera à la table de travail. Au ministère de l'agriculture, on a jugé que les autres organisations syndicales telles que le MODEF (1) ou la C.N.S.T.P. (1) n'étaient pas directement impliquées dans la filière laitière, puisqu'elles n'avaient pas d'associations spécialisées.

Ainsi en ont *décidé* les casuistes de la *rue de Varenne*. Mais que dire dès lors du refus d'entendre les représentants des salariés des entreprises laitières, et notamment la Fédération générale agroalimentaire de la C.F.D.T., qui professe pourtant sur ce thème du prix du lait des opinions proches de celles du ministère de l'agriculture ?

Le MODEF avait proposé une table ronde dès le 10 juin au ministère de l'agriculture, demandant que les cadres et les ouvriers des industries laitières, ainsi que les représentants des consommateurs y participent. Selon lui, la distribution, par ses « *pratiques déloyales (premières installations gratuites, rabais de 30 % à 40 % sur les prix des achats, paiements à quatre-vingt-dix jours fin de mois)* » est responsable de la non-répercussion de la hausse des produits laitiers pour les producteurs. *Cette distribution* abuse de la situation de monopole car, affirme le MODEF, les grandes surfaces approvisionnées par vingt centrales d'achat commercialisent 71,5 % des produits laitiers (2).

Le MODEF demande un blocage immédiat des prix de ces produits, ainsi que celui des marges des intermédiaires. Quant à la *F.G.A.-C.F.D.T., elle aurait aimé* dire que « *l'augmentation en pourcentage du prix du lait ne règle pas le problème du revenu des producteurs, qu'un système de prix différencié avec quantum en fonction du volume de travail nécessaire doit être mis en place* », que les fédérations patronales, notamment les coopératives, ne doivent plus refuser de négocier sur la grille des salaires. Mais *surtout*, la C.F.D.T. aurait voulu expliquer que l'industrie de la transformation laitière est d'ores *et déjà affrontée* à une *mutation* technologique nécessitant des investissements importants, qui, si elle n'était accompagnée d'une politique de la production laitière pour l'ensemble de la filière, en fonction des besoins et en tenant compte des équilibres régionaux, se traduira par un affaiblissement grave et des pertes d'emplois. En d'autres termes, la C.F.D.T. aurait aimé élargir le débat. Mais ce sera sans doute pour une future table ronde.

JACQUES GRALL.

(1) F.N.S.E.A. : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. MODEF : Mouvement de défense des exploitants familiaux. C.N.S.T.P. : Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans.

(2) Selon le panel Nielsen, 2 % des quatre-vingt-onze mille cent points de vente alimentaires en France réalisent 56 % du volume des affaires. Quatre cents hypermarchés réalisent 38 % du chiffre d'affaires de la distribution, tous produits.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U. ...	5,8775	5,8825	− 70	− 20	− 140	− 60	− 380	− 280
$ can.	4,8910	4,8989	− 250	− 150	− 400	− 300	− 850	− 650
Yen (100)	2,5480	2,5560	+ 200	+ 250	+ 400	+ 480	+1200	+1350
D M ..	2,3930	2,3980	+ 80	+ 130	+ 170	+ 240	+ 500	+ 620
Florin ..	2,1530	2,1580	+ 50	+ 100	+ 100	+ 150	+ 360	+ 460
F.B (100)	14,6420	14,6620	− 700	− 400	−1200	− 800	−1950	−1300
F.S.	2,7260	2,7330	+ 150	+ 240	+ 350	+ 430	+1080	+1150
L (1 000)	4,7960	4,8060	− 800	− 650	−1650	−1450	−3300	−3000
£	10,8080	10,8250	+ 250	+ 400	+ 600	+ 800	+1750	+2100

TAUX DES EURO-MONNAIES

D M ...	11 3/4	12 1/4	12	12 1/2	12 1/4	12 3/4	12 1/2	13
$ E.-U. ...	17 1/2	18	18	18 1/2	18 1/2	19	18 3/4	19 1/4
Florin ..	13 1/2	14	13 5/8	14 1/8	13 5/8	14 1/8	13 1/2	12 7/8
F.B (100)	20	25	20	22	21	23	19	21
F.S	1	2	8 1/4	8 3/4	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 3/4
L (1 000)	28	35	35	37	34	36	31	34
£	13	14	13 1/2	14	13 3/4	14 1/4	14	14 1/2
F français	N. C.		32	33 1/2	29	31	24	26

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

STATISTIQUES D'ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES EN FRANCE pour le premier semestre 1981

Le montant des émissions de valeurs mobilières en France pour le premier semestre de 1981 a été, selon les statistiques élaborées par le Crédit Lyonnais, de 59,6 milliards de francs, et on y inclut les émissions permanentes S.N.C.F. et Villes de France. Le total est sensiblement inférieur à celui du premier semestre 1980 qui s'élevait à 74,9 milliards, mais demeure nettement supérieur aux 37 milliards émis au cours de la période correspondante de 1979. Il faut rappeler cependant que, pendant *les trois premiers mois, le volume* des émissions avait été pratiquement égal aux émissions du premier trimestre 1980, environ 36 milliards.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sont restés relativement stables en avril après la légère détente constatée à la fin de mars et rendue possible par le léger repli au même moment des taux d'intérêt aux États-Unis et sur le marché international. Durant ce mois, la contribution toujours honorable du public et la limitation des volumes émis ont facilité le placement des émissions, qui s'est déroulé dans de bonnes conditions malgré la réserve marquée par les investisseurs institutionnels. Il est probable que la rapide hausse qui s'amorçait à nouveau aux *États-Unis les incitait* à l'attentisme d'autant plus qu'elle se situait dans la période précédant les élections françaises.

Au cours du mois de mai, la brusque et rapide ascension des taux de rendement sur le marché secondaire n'a pas permis le lancement d'émissions à taux fixe. Les taux passaient en effet, en première catégorie, de 14,97 % le 30 avril à 17,50 % le 5 juin (soit + 2,53) et, en deuxième catégorie, de 15,39 % à 18,33 % entre les mêmes dates (soit + 2,94). Seules des opérations à taux variable en fonction soit du marché monétaire, soit du marché financier ont été réalisées à cette période.

En juin, la légère détente constatée sur le marché a permis le retour d'opérations à taux fixes, à des taux nominaux très nettement supérieurs aux émissions antérieures. La modération observée quant au rythme des *émissions a permis* sans doute d'atteindre un certain équilibre entre l'offre et la demande de capitaux. En début de mois, un emprunt de la C.N.C.A., dont le montant avait été primitivement fixé à 1,8 milliard de francs, a atteint finalement 2,3 milliards. Le 29 juin, un emprunt du Crédit Foncier de France, de 2 milliards de francs, a rencontré un excellent accueil auprès des particuliers. Ces deux opérations étaient assorties d'un taux nominal de 17,50 % (contre 15,10 % pour les émissions d'avril).

Au cours du trimestre, il convient de remarquer la venue sur le marché, pour la première fois, de la SAPAR — Société Anonyme de Gestion et de Contrôle de Participations, filiale à 100 % d'E.D.F. — pour 500 millions de francs.

La répartition des fonds collectés entre les diverses catégories d'emprunteurs peut s'établir de la façon suivante :

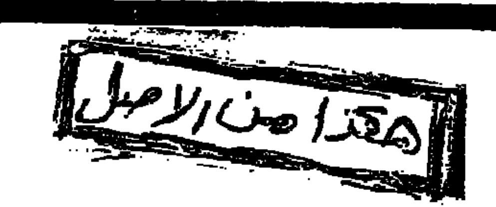
L'État et les collectivités locales ont recueilli 11,514 milliards de francs, l'opération la plus importante ayant été la sortie de l'Emprunt d'État de 10 milliards en janvier. Les grands services publics (énergie, transports, télécommunications, notamment) ont obtenu 8,395 milliards. Les secteurs industriels et commerciaux se sont procuré 4,905 milliards, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières publiques.

Enfin, les autres institutions financières ont rassemblé 22 milliards de francs, soit près de 50 % du montant global des émissions d'obligations. Ce montant global, à fin juin, accuse un retard par rapport à 1980 (46,770 milliards contre 64,5 milliards) mais demeure supérieur au niveau du *premier semestre 1979 (31 milliards)*.

Le marché des actions, qui avait baissé immédiatement après les élections présidentielles, a connu par la suite une certaine résistance. Celle-ci peut s'expliquer comme une réaction à la forte anticipation à la baisse des opérateurs et par la nécessité pour les SICAV Monory d'effectuer des achats de valeurs françaises, le pourcentage de celles-ci dans le total de leurs actifs étant tombé à un niveau insuffisant.

L'indice I.N.S.E.E. des valeurs françaises — base 100 à la fin de 1980 — qui s'établissait fin mars à 102 et était tombé à 73,5 le 15 juin, revenait à 76,4 le 30 juin et semblait poursuivre depuis la reprise amorcée à la mi-juin.

Pour l'ensemble des six premiers mois, avec un total de 12,806 milliards de francs, les émissions d'actions ont dépassé le montant réalisé au premier semestre 1980 (10,401 milliards). Cependant, au cours de la même période, les seules *augmentations de capital publiées au B.A.L.O. sont* en léger retrait sur 1980 (2,084 milliards contre 2,452 milliards), le retard ayant surtout été pris au cours du premier trimestre. Il faut noter en particulier l'importante opération lancée en avril par Kléber-Colombes (505,3 millions de francs), avec la garantie de bonne fin de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

1er SEPTEMBRE

Attentif et soutenu

Pas très vaillante en début de semaine, la Bourse de Paris a fait mardi meilleure contenance. Les cours ont été dans l'ensemble plus résistants, voire soutenus, et les valeurs nationalisables, délaissées la veille, ont, sous la direction de Rhône-Poulenc (+ 4,2 %) décidément infatigable, repris lentement le chemin de la hausse. Tant et si bien, que, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une légère avance de 0,32 %.

Ce n'était pas l'euphorie déclenchée quelques jours auparavant sur les dernières révélations concernant les modalités d'indemnisation des porteurs d'actions des groupes visés par l'extension du secteur public. Il s'en est fallu de loin. Attentifs à la moindre information, les opérateurs se méfient des emballements excessifs. Mais, ainsi que le faisait remarquer un gérant de portefeuille, « il est difficile dans la situation actuelle de ne pas tenir compte de certaines données réelles ou d'illusions ». En d'autres termes, certains investisseurs ne veulent pas prendre le risque de rater le train des « nationalisables » et, sur la base de savants calculs, portent leur attention sur telle ou telle valeur dont il semble établi qu'elles peuvent encore monter de façon appréciables. C'est le cas de Rhône-Poulenc dont on fixe le cours moyen à 103 F. A cet égard, notons que, à ce jour, et par rapport à son plus bas niveau de l'année, le titre a progressé de 80 %.

La devise-titre a peu varié : 7,22 F-7,25 F contre 7,23 F.

Le prix de l'or s'est effrité à Londres (422,50 dollars l'once contre 425 dollars).

A Paris, le lingot a perdu 500 F à 88 500 F et le napoléon 1,10 F à 899,90 F.

NEW-YORK

Rechute après une brève reprise

Le chaud et le froid ont tour à tour soufflé sur Wall Street en début de semaine. Réconforté par la décision de deux grandes banques américaines, la Chase Manhattan et la First National Bank of Chicago, puis de la Mitsui Manufacturers Bank, d'abaisser *d'un demi-point* (de 20 % à 19 1/2 %) leurs « prime rate », le marché s'était d'abord très sensiblement redressé. Mais cette reprise allait être de brève durée, et l'indice des *industrielles*, après avoir repassé la barre des 900, devait non seulement reperdre tout le terrain gagné initialement (+ 8,67 points), mais se replier très en deçà de la position sur laquelle il campait depuis la veille du week-end. Finalement, le Dow s'est établi à 881,47, soit à 10,75 points en-dessous de son précédent niveau, se situant ainsi au plus bas depuis le 2 juillet 1980.

Les taux des Federal Funds (bons du Trésor), qui, le matin, s'étaient maintenus entre 16 % et 16 1/2 %, se sont brutalement tendus en début d'après-midi (17 %-17 1/4 %). Il n'en a pas fallu davantage pour jeter le désarroi en Bourse, où les déclarations de M. Paul Volcker ont pris tout leur sens. « *Je continuerai de restreindre le crédit* », avait déclaré la veille au soir à la télévision le président du FED. Renchérissant, les responsables de la Chase ont précisé que l'abaissement du prime rate était lié aux conditions de marché, et ne devait pas être interprété comme un signe avant-coureur d'une détente.

Cela étant, nul à Wall Street n'a prêté d'attention à la mise en garde lancée par M. Volcker, qui a qualifié d'excessive et d'inconsidérée la perte de confiance du marché financier dans la politique menée par l'administration Reagan.

Sur 1 890 valeurs traitées, 1 036 ont baissé et 480 ont monté.

VALEURS	Cours 28 août	Cours 31 août
Alcoa	27 3/4	27
A.T.T.	55 3/4	55 1/4
Boeing	27 7/8	23
Chase Manhattan Bank	51 1/4	50
Du Pont de Nemours	41 7/8	40 7/8
Eastman Kodak	66 3/8	66 1/4
Exxon	33	32 5/8
Ford	20	19 5/8
General Electric	56 5/8	55 7/8
General Foods	29 3/4	29 1/2
General Motors	47 1/2	46 3/8
Goodyear	18 5/8	18 3/4
I.B.M.	55 7/8	55
I.T.T.	26 5/8	25 5/8
Mobil Oil	28 3/4	28 3/8
Pfizer	46 1/8	45 3/8
Schlumberger	62 1/4	61
Texaco	36 1/2	36 3/8
U.A.L. Inc.	19 7/8	19 5/8
Union Carbide	51 7/8	51 7/8
U.S. Steel	29	28
Westinghouse	27 5/8	27 3/4
Xerox Corp.	47 3/4	46 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LES TROIS SUISSES. – La firme allemande de ventes par correspondance Otto Versand A.G. va porter de 33 % à 50 % sa participation au capital de l'entreprise française.

CARREFOUR. – Le bénéfice avant impôt pour le premier semestre est supérieur de 13,2 % à celui dégagé en 1980 à pareille époque (334 millions de francs contre 295,1 millions) pour un chiffre d'affaires accru de 15,7 % à 6 386 millions de francs.

Les émissions de valeurs mobilières ont diminué de 27 % au cours du mois de juin dernier par rapport à la période correspondante de 1980 (8 094,6 millions de francs contre 11 089,5 millions).

Les émissions d'obligations (5 231,1 millions de francs contre 8 010 millions) se sont contractées de 34,7 %, et les émissions d'actions (2 863,5 millions de francs contre 3 079,5 millions) de 7 %.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	28 août	31 août
Valeurs françaises	87,5	87,5
Valeurs étrangères	152,2	153

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	92,8	92,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 31 août ..... 17 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	31/8	1/9
1 dollar (en yens)	232	231,85

BOURSE DE PARIS 1er SEPTEMBRE COMPTANT

SICAV

31/8	Émission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	8606 03	8217 69
Actions France	151 63	144 75
Actions-Investiss.	190 77	182 12
Actions sélectives	215 95	206 16
Aedificandi	238 67	227 85
A.G.F. 5000	175 88	167 90
Agfimo	273 05	260 67
Altafi	172 03	164 23
A.L.T.O.	163 71	156 29
Amérique Gestion	331 81	316 76
Bourse-Investiss.	187 01	178 53
C.I.P.	631 89	603 32
Convertimo	206 50	197 14
Cortexa	683 10	652 12
Credinter	268 84	256 65
Croiss. Immobil.	252 10	240 67
Drouot-France	203 48	194 25
Drouot-Investiss.	491 99	469 68
Energie	221 22	211 19
Epargne-Croiss.	993 78	948 72
Epargne-Industr.	312 61	298 43
Epargne-Inter	477 81	456 14
Epargne-Oblig.	138 59	132 31
Epargne-Unie	562 15	536 66
Epargne-Valeur	259 98	248 19
Euro-Croissance	266 39	254 31
Financière Privée	597 28	570 18
Foncier Investiss.	445 62	425 41
France-Épargne	295 08	281 70
France-Garantie	234 49	229 89
France-Investiss.	273 11	260 73
Fr.-Obl. (nouv.)	324 77	310 04
Francic	175 97	167 99
Fructidor	167 13	159 55
Fructifrance	305 61	291 75
Gestion Mobilière	368 74	352 02
Gest. Rendement	375 84	358 80
Gest. Sél. France	256 98	245 33
I.M.S.I.	255 28	243 70
Indo-Suez Valeurs	436 08	416 31
Interoblig.	6587 70	6288 97
Intersélect France	187 16	178 67
Intervaleurs Indust.	293 73	280 41
Invest. St-Honoré	460 36	439 48
Laffitte-France	147 17	140 48
Laffitte-Oblig.	124 32	118 68
Laffitte-Rend.	163 43	156 02
Laffitte-Tokyo	519 98	496 40
Livret portefeuille	328 50	313 60
Multi-Obligations	363 64	347 15
Multirendement	122 44	116 89
Mondial Investiss.	227 69	217 36
Natio.-Inter.	602 66	575 33
Natio.-Valeurs	369 17	352 43
Oblisem	131 05	125 11
Pacifique St-Honoré	296 04	282 62
Paribas Gestion	344 89	329 25
Pierre Investiss.	288 51	275 43
Rothschild Expans.	561 10	535 66
Sécur. Mobilière	340 46	325 01
Sélec. Mobil. Div.	252 80	241 34
S.P.I. Privinter	182 63	174 35
Sélection-Rendem.	128 81	122 97
Sélect. Val. Franç.	145 76	139 15
S.F.I. fr. et étr.	295 08	281 70
Sicavimmo	340 57	325 13
Sicav 5000	144 44	137 89
S.I. Est	709 05	676 90
Sivafrance	242 65	231 65
Sivam	217 12	207 27
Sivarenta	159 21	151 99
Sivinter	254 11	242 59
S.I.G.	501 70	478 40
S.N.I.	775 95	740 76
Sogepargne	266 90	254 80
Sogevar	595 28	568 29
Soginter	737 79	704 33
Soleil Investiss.	342 01	326 50
U.A.P. Investiss.	231 42	220 93
Unifrance	166 98	159 41
Unifoncier	449 90	429 50
Unigestion	414 21	395 43
Uni-Japon	677 74	647 01
Unirente	1370 48	1325 42
Valorem	272 41	260 06
Worms Investiss.	468 06	446 84

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/9	Cours des billets aux guichets – Achat	Cours des billets aux guichets – Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 825	5 878	5 730	5 990
Allemagne (100 DM)	239 550	239 190	232	244
Belgique (100 F)	14 666	14 636	13 200	13 900
Pays-Bas (100 fl.)	215 670	215 440	209	220
Danemark (100 krd)	76 630	76 420	73	78
Norvège (100 k)	96 140	96	94	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 833	10 774	10 500	11 100
Grèce (100 drachmes)	9 792	9 865	....	....
Italie (1 000 lires)	4 791	4 793	4 650	5 050
Suisse (100 fr.)	274 300	272 150	266	279
Suède (100 krs)	112 220	112 180	108 500	114
Autriche (100 sch)	34 155	34 095	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	5 977	5 968	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 885	8 880	8	9
Canada ($ can 1)	4 861	4 890	4 730	4 960
Japon (100 yens)	2 549	2 546	2 440	2 570

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/9
Or fin (kilo en barre)	89200	89000
Or fin (en lingot)	89000	88500
Pièce française (20 fr)	901	899 90
Pièce française (10 fr)	500	500
Pièce suisse (20 fr)	766	765
Pièce latine (20 fr)	746	740
Souverain	800	800 10
Pièce de 20 dollars	3850 40	3800
Pièce de 10 dollars	1943	1942
Pièce de 5 dollars	937 50	.....
Pièce de 50 pesos	3649	3640
Pièce de 10 florins	716	709

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Demain
Le Monde
publiera :

- IDÉES : Agriculture.
- LES CENT JOURS DE L'EX-MAJORITÉ, deuxième article de M. J.-F. Deniau.
- ITINÉRAIRES : Dans l'Amérique « verte » (J. Houdart).

Le numéro du « Monde » daté 1er septembre a été tiré à 604 598 exemplaires.

A B C D F G H

UNE MISE AU POINT DE BONN

Le chancelier Schmidt considère comme « une utopie » une baisse concertée des taux d'intérêt européens

Bonn (A.F.P.). — Le chancelier Helmut Schmidt considère comme « une utopie » une action européenne concertée en vue de baisser les taux d'intérêt et de détacher ces derniers des taux américains, a déclaré son porte-parole, M. Kurt Becker, lundi à Bonn au cours d'une conférence de presse.

Le chancelier Schmidt estime, a dit encore le porte-parole, qu'une action européenne visant à diminuer les taux d'intérêt américains serait *« extrêmement difficile à réaliser »* même si la Grande-Bretagne devait s'y associer. Et si jamais une telle action pouvait concrètement être mise en œuvre, elle risquerait de ne pas avoir l'effet recherché. Dans les milieux gouvernementaux, on pense qu'en parlant de la sorte, le porte-parole se référait au raisonnement déjà développé il y a deux semaines par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, selon lequel une baisse des taux d'intérêt en Europe aurait pour seul effet de faire tomber les monnaies de la C.E.E. à un niveau inacceptable vis-à-vis du dollar.

Une telle action, estime-t-on à Bonn comme à Francfort, se traduirait par une fuite générale des investisseurs étrangers hors d'Europe. Ces derniers, vendant brutalement leurs actions et obligations européennes, provoqueraient un déséquilibre sur les marchés financiers qui serait générateur d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt.

M. Becker a fait cette mise au point à la suite d'une déclaration prêtée, samedi dernier à Copenhague, à M. Schmidt, selon laquelle l'idée d'une baisse concertée des taux d'intérêt européens mériterait d'être étudiée. Interrogé sur les derniers propos prêtés à M. Delors lors d'une conférence de presse samedi à Copenhague, M. Schmidt avait d'abord dit ne pas en avoir connaissance. Mais, tout en notant les difficultés d'une telle initiative, le chancelier n'en avait pas catégoriquement rejeté l'examen. Selon des propos rapportés par une dépêche de l'A.F.P. datée du 30 août, il aurait déclaré qu'il pouvait s'agir d'un *« moyen utilisable »*.

La proposition d'une baisse concertée des taux d'intérêt européens est *« née à l'étranger »*, a dit M. Becker. Elle a *« ses défenseurs »* en R.F.A., mais ces derniers *« n'appartiennent pas au gouvernement »*, a-t-il ajouté.

L'idée avait été avancée pour la première fois publiquement en juillet à l'occasion du dernier sommet franco-allemand par le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors.

L'A.F.P. ajoute que *« selon des informations non confirmées »*, le ministre français de l'économie et des finances *« aurait renouvelé »* sa proposition en s'entretenant jeudi à Copenhague avec le ministre danois de l'économie. (Voir *le Monde* daté 1er septembre.) Que le sujet ait été repris dans la conversation par M. Delors ne semble faire aucun doute. On s'expliquerait mal autrement les commentaires que le ministre danois, M. Ivar Noergaard, a fait à la suite de son entrevue avec le ministre français.

LES ATTENTATS ANTI-AMÉRICAINS EN R.F.A.

- **Vingt blessés à Ramstein.**
- **Véhicules endommagés à Wiesbaden.**

Bonn (*A.F.P., A.P., Reuter*). — L'explosion de la bombe qui a endommagé, lundi matin 31 août, la base aérienne américaine de Ramstein, en Allemagne fédérale (*le Monde* du 1er septembre), a fait au total une vingtaine de blessés, *dont deux officiers grièvement atteints*. Les dégâts matériels sont très importants, mais les mouvements aériens, a précisé un porte-parole du quartier général américain en Europe, se poursuivent normalement.

La responsabilité de cette explosion n'avait pas été revendiquée ce mardi après-midi. Le parquet fédéral de Karlsruhe a cependant indiqué qu'il s'agissait d'un attentat terroriste, sans autre précision. L'office criminel fédéral enquête sur les lieux, hermétiquement bouclés par l'armée américaine.

A Wiesbaden, d'autre part, ce mardi matin, huit véhicules qui stationnaient sur le parking du quartier résidentiel des forces américaines en R.F.A. ont été brûlés par des inconnus. La responsabilité de ce nouvel acte de malveillance à l'égard des Etats-Unis, qui n'a fait aucune victime, n'a pas non plus été revendiqué.

En Pologne

Le désaccord persiste entre le gouvernement et Solidarité sur l'accès du syndicat aux moyens d'information

Varsovie (*A.F.P.*). — Après six heures de négociations « difficiles », les représentants du gouvernement et de Solidarité se sont séparés lundi 31 août sans être parvenus à un accord sur la « couverture » par la radio et la télévision polonaise du premier congrès du syndicat, qui se tiendra du 5 au 7 septembre à Gdansk.

Une nouvelle rencontre est prévue pour mercredi, mais M. Janusz Onyszkiewcsz, qui conduisait la délégation syndicale, ne s'est guère déclaré optimiste sur les chances d'aboutir à un accord.

Lors d'une conférence de presse, il a indiqué que le gouvernement avait demandé à Solidarité de s'engager à ne pas avoir recours à la grève dans les *mass media* et notamment à la radio et à la télévision dans le cadre de l'action que le syndicat poursuit pour que lui soit ouvert l'accès aux moyens d'information officiels.

M. Onyszkiewicz a fait remarquer que le syndicat *« ne pouvait sur ce point donner un chèque en blanc au gouvernement »* et qu'il se réservait cette possibilité notamment dans le cas de limogeage de journalistes.

Autre sujet de divergence, toujours selon M. Onyszkiewicz : est-ce Solidarité ou la radio-télévision qui doit réaliser les émissions ? Il y a également désaccord sur les temps d'antenne.

M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, qui a assisté aux négociations, a confirmé que les représentants officiels avaient demandé à leurs interlocuteurs *« d'annuler les grèves prévues »* dans les moyens d'information. Il a déclaré : *« Nous (les autorités) voulons conclure des accords mais non pas sous la contrainte. »* Il ajoute que la radio et la télévision se proposaient de consacrer au congrès quatre heures d'émission par jour, dont une demi-heure sur la chaîne d'audience nationale.

Enfin, M. Urban a indiqué que le gouvernement estimait que les équipes de la radio et de la télévision chargées de couvrir le congrès devaient être désignées par leur direction, précisant qu'elles comprendraient des journalistes membres de Solidarité.

L'AUGMENTATION DE 3,7 % DU SMIC EN FRANCE ET DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

A compter du 1er septembre, le salaire minimum de croissance (SMIC) est majoré de 3,7 %, en application de la législation relative à l'indexation du SMIC sur l'indice officiel des prix (« le Monde » du 29 août). Le taux horaire du SMIC passe de 16,72 F à 17,34 F. Cela représente pour plus de huit cent mille travailleurs un salaire mensuel de 3 017,16 F pour 40 heures de travail hebdomadaires sur la base de 174 heures par mois, et de 3 005,60 F sur la base de 173 h. 1/3. Le minimum garanti passe de 9,54 F à 9,89 F.

Dans les départements d'outre-mer, les salaires individuels ne pourront être inférieurs à 17,34 F, au lieu de 16,72 F, dans les départements de Saint-Pierre-et-Miquelon ; 568,98 F, au lieu de 546,75 F par semaine (minimum garanti égal 8,42 F, au lieu de 8,12 F) dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ; 529,02 F, au lieu de 510,14 F, par semaine (minimum garanti à 6,91 F, au lieu de 6,66 F), dans le département de la Réunion.

Ces majorations ont d'autres incidences sur les salaires des apprentis, des stagiaires, et sur les indemnités à verser à des mutilés, chômeurs, ainsi que, pour le minimum garanti, sur certains frais professionnels, primes à la mobilité, etc.

Protestations contre la hausse des prix des fournitures scolaires

L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) vient de dénoncer dans le dernier numéro du mensuel *Que choisir?* les hausses abusives, selon cette association, de certaines fournitures scolaires. L'U.F.C. cite un certain nombre d'augmentations des fournitures indispensables enregistrées par rapport à la rentrée de 1980 : en un an, assure l'U.F.C., la *« hausse moyenne est de 100 % pour les paquets de copies (passés de 6,83 F à 13,76 F), de 80 % pour les ciseaux (passés de 3,40 F à 6,10 F), de 75 % pour les pinceaux, de 65 % pour les cartouches d'encre, de 65 % pour les protège-cahiers »*.

Dans des points de vente témoins de la région parisienne, l'U.F.C. a constaté que, *« sur trente-trois produits, la hausse moyenne de onze produits dépasse 45 % »*.

Selon l'U.F.C., le ministère de la consommation devrait dresser une liste des fournitures indispensables sur lesquelles des prix-plafonds devraient *« être imposés aux fabricants et distributeurs pendant toute la durée du mois de septembre »*.

D'autre part, la Confédération syndicale des familles (C.S.F.) qui, comme chaque année, fait une enquête auprès de ses adhérents sur le coût de la rentrée scolaire, annonce déjà que la *« hausse moyenne est de 15 % »*. Elle atteindrait *« 20 % pour les élèves de seconde du fait de la réforme qui intervient à ce niveau »*. Selon la C.S.F., *« l'équipement scolaire obligatoire représentera une dépense de l'ordre de 950 F en sixième par élève et de 2 400 F en seconde T1 (mécanique-électricité) »*.

Aussi s'inquiète-t-elle de la *« lourde charge qu'auront à supporter les familles de travailleurs, du fait de la régression du nombre de boursiers et du blocage du taux des bourses »*. En effet, le montant de la part de bourse, tel qu'il est fixé pour 1981-1982, n'augmente pas : il atteint, pour la troisième année consécutive, 168,30 F, ce qui représente une régression en francs constants. La C.S.F. réclame donc *« des pouvoirs publics une forte augmentation de l'allocation de rentrée scolaire et son extension aux jeunes de seize ans et plus »*.

Volvo a racheté le constructeur américain de poids lourds White Motor

La cour de justice des Etats-Unis a autorisé le rachat du constructeur américain de poids lourds White Motor par Volvo (*le Monde* daté 10-11 mai).

Après transfert des actifs de White Motor à Volvo, une nouvelle société Volvo White Trucks Corp. est créée. Elle sera dirigée par M. Thage Berggren, jusqu'alors directeur de Volvo Europa. La nouvelle société dont le siège est fixé à Greensboro (Caroline du Nord) construira et commercialisera des camions moyens et lourds sous les marques Volvo, White, Autocar et Western Star.

Le rachat de l'entreprise américaine a coûté 70 millions de dollars à Volvo, qui envisage d'investir une somme identique dans les deux années à venir dans les trois usines d'Ogden (Utah), d'Orville (Ohio) et de Dublin (Virginie). Volvo importera aux Etats-Unis des camions de moyen tonnage pour compléter la gamme de White. Mais, dès 1982, des camions Volvo seront construits sur les chaînes de White.

L'entreprise américaine détenait 7 % du marché des poids lourds aux Etats-Unis et avait vendu, en 1980, 7250 véhicules. Volvo, implanté aux Etats-Unis depuis 1975, avait vendu en 1980 1500 poids lourds.

White Motor, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars, dont 0,8 milliard pour sa seule branche poids lourds, s'est retrouvé en état de cessation de paiement après avoir beaucoup investi, notamment dans la diésélisation, au moment où le marché des camions s'effondrait en Amérique du Nord.

La Société des rédacteurs du « Monde » réunira à l'automne un colloque sur le thème « le journal dans les années 80 »

La société des rédacteurs du *Monde* (S.R.M.) réunira les 24 et 25 octobre un colloque auquel participeront tous ses membres, journalistes au siège et correspondants à l'étranger. Les débats prévus depuis le printemps 1980 porteront sur le thème « Le journal dans les années 80 », sur le contenu rédactionnel souhaité, et sur la future organisation de la rédaction. Cette réunion est l'un des moments importants du processus engagé depuis deux ans en vue d'assurer dans des conditions satisfaisantes la succession de l'actuel directeur. Le mandat de Jacques Fauvet vient à expiration le 31 décembre 1982.

Les précédentes étapes de ce processus avaient été : la désignation, le 1er juin 1980, à une majorité de 62,8 % des mandats de la S.R.M., de Claude Julien comme candidat de la rédaction à la succession, puis sa nomination, le 7 avril dernier, par les porteurs de parts de la S.A.R.L. Le Monde, au poste de gérant de l'entreprise, à la majorité requise de plus des trois quarts du capital social.

Ce colloque de la rédaction doit fournir les bases sur lesquelles, dans le respect du pluralisme des opinions rédactionnelles qui a été la marque du *Monde* depuis sa création, s'opérera la réorganisation de la rédaction. Il est l'une des propositions faites par Claude Julien avant son élection pour préparer l'avenir du journal.

Estimant que des problèmes graves et urgents se posaient, le directeur du *Monde* a, le 25 août, proposé à Jacques Amalric, chef du service « étranger » depuis janvier 1979, la correspondance du *Monde* à Washington ou la responsabilité d'une cellule de travail chargée de coordonner les questions diplomatiques et stratégiques. Jacques Amalric lui a fait connaître qu'il n'entendait pas abandonner ses fonctions actuelles. Le 26 août, Jacques Fauvet lui a signifié par lettre qu'il estimait réunies les conditions de son départ du journal moyennant les indemnités légales.

Le conseil d'administration de la Société des rédacteurs, réuni le 27 août, a estimé à l'unanimité que cette décision contrevenait au processus de réorganisation de la rédaction mis au point de longue date. Il a fait savoir que Jacques Amalric avait *« toute sa place au sein du journal le Monde »*. Il a estimé cependant qu'il y avait effectivement des problèmes au sein du service « étranger ». Jugeant pourtant que ceux-ci ne pouvaient être traités isolément, il a demandé au directeur de suspendre toute décision en attendant la réorganisation de la rédaction, à mener en concertation avec Claude Julien. Jacques Fauvet a fait connaître au conseil de la S.R.M. les motifs de sa démarche. Il a indiqué qu'il attendait la réponse de Jacques Amalric à sa lettre, et qu'il n'envisageait, en tout état de cause, aucun licenciement.

La section du Syndicat national des journalistes (S.N.J.) a, pour sa part, convoqué, le lundi 31 août, une assemblée pour informer la rédaction des *« échanges de lettres et contacts »* entre Jacques Fauvet et Jacques Amalric.

UN RÈGLEMENT DE COMPTES A PARIS

Au lendemain de l'assassinat de Gérard Chardonnier, trente et un ans, tué par des inconnus de sept balles de 11,43, lundi 31 août à Paris, l'enquête policière *s'oriente vers les activités* légales et occultes de sociétés spécialisées dans le placement des machines à sous. G. Chardonnier, connu des services de police, comme son ami, René Bouakkaz, assassiné le 23 mai dernier, dans les mêmes conditions, travaillait dans le placement de ce type d'appareils.

Quarante mille appareils sont importés chaque année en France. Les revenus quotidiens peuvent atteindre 1 000 francs par machine. Il n'est donc pas étonnant, comme le constatent les services de police des Alpes-Maritimes, que *« tous les milieux sont intéressés par l'investissement auprès des sociétés propriétaires de machines à sous »*. Le souci majeur restant le placement de ces appareils dans des lieux publics. L'enquête devra dire si Gérard Chardonnier a pu être une des victimes de cette guerre de placement des machines à sous.

● *Un paquet* contenant six bâtons de dynamite et un détonateur, et adressé à M. Reagan, a été découvert, lundi 31 août, dans un bureau de poste de Detroit (Michigan), a-t-on appris de source policière. Le paquet contenait également un message dont la *teneur n'a pas été révélée*. Les bâtons de dynamite n'étaient reliés à aucun système de minuterie, mais ils présentaient un danger en cas de mauvaise manipulation. — *(A.F.P.)*

● *Des bombes* ont explosé à l'ambassade des Etats-Unis à *Lima* et à la résidence de l'ambassadeur, ainsi que dans des installations de Ford, de Coca-Cola, de Bank of America et d'une usine de conditionnement de lait le lundi 31 août, au Pérou.

